

CONSEIL COMMUNAL DU 27 JUIN 2022
GEMEENTERAAD VAN 27 JUNI 2022NOTES EXPLICATIVES COMPLÉMENTAIRES
AANVULLENDE TOELICHTINGSNOTA

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat****1 Interpellation citoyenne concernant le devenir de l'asbl L'Aile**

Cette interpellation citoyenne est lue par :

Patrice Vallez domicilié Rue Antoine Gauthier 48
Et
Monsieur Rabhi domicilié Rue Jean Massart 4

Aujourd'hui, nous habitantes, habitants du quartier de Bonnelles, bénévoles de L'Aile, citoyen.ne.s de la commune d'Etterbeek avons décidé d'interpeller le conseil communal concernant le devenir de l'asbl L'Aile - situation que vous connaissez depuis longtemps.

En introduction, voici un historique rapide de cette asbl qui permettra à toutes et tous de situer notre interpellation dans un contexte.

L'Aile existe depuis 22 ans L'Aile trouve son origine dans un comité de quartier qui a été créé en 2000, à l'initiative de travailleur.se.s sociaux.ales de la Région et de la commune d'Etterbeek. Il s'agissait alors de gérer les espaces communs et d'organiser des événements pour les habitants du site de logements sociaux de « Bonnelles » appartenant à la SISF qui s'appelait alors le Foyer Etterbeekois (aujourd'hui Log'Iris).

L'Aile est donc initialement, une initiative des habitant.e.s encouragée par la Commune d'Etterbeek. Elle était une association citoyenne et s'inscrivait (et s'inscrit toujours) dans un objectif de dynamisation du quartier et de cohésion sociale. Dès le début des années 2001, l'Aile s'étoffe et devient une actrice de la cohésion sociale à Etterbeek. Elle bénéficie du soutien de la Ligue de l'Enseignement et de l'Education Permanente. L'Aile obtient un subside régulier de la COCOF et emménage dans des locaux situés au 4 de la rue Massart. Dès 2003, il s'y organise chaque jour une école de devoirs qui accueille les enfants du site.

En 2016, les travaux de rénovation des appartements sociaux doivent débuter. L'emménagement d'une centaine de nouvelles familles est planifié. A cette occasion l'Aile doit déménager. Pendant deux ans, si elle a toujours un bureau rue de la grande Haie, ses activités se déroulent dans une école du quartier, à La Colombe de la Paix. Pendant cette période, le nombre de bénéficiaires s'accroît et l'Aile se renforce en centrant ses activités sur le soutien scolaire.

En septembre 2018, l'Aile inaugure ses nouveaux locaux, situés 1 rue Jean Massart, toujours au sein des logements sociaux de Bonnelles. Elle est, encore à ce jour, située à cette adresse et ne cesse de diversifier ses activités. De plus, elle prête ses locaux 3 jours par semaine à l'asbl La Ligue de l'Enseignement et de l'Education Permanente.

Comme vous pouvez l'entendre, en 22 ans L'Aile se sera transformée, aura déménagé mais une chose est certaine, elle s'est, au fil des ans, fortement ancrée dans le quartier de la Plaine de Bonnelles, et a largement développé le vivre ensemble et la cohésion sociale, au travers de son école de devoirs et de sa maison de quartier. L'Aile fait partie intégrante du quartier de Bonnelles.

Le quartier de la Plaine de Bonnelles est en pleine transformation. La première vague de rénovation terminée a fait venir beaucoup de nouvelles familles.

Les travaux qui commencent Rue de la Grande Haie et Rue Jean Massart (coté impair) vont faire tripler les nouvelles arrivées dans les logements sociaux remis a neuf.

L'Aile a pu voir depuis an et demi, et ce malgré la crise du Covid, son taux d'inscription et de fréquentation doubler. L'Aile n'a pas connu de période creuse, comme certaines maisons de quartier. Au contraire, elle ne fait que grandir. Et cela s'explique sans aucun doute par le besoin auquel répond cette asbl. L'Aile est la seule asbl du quartier. Elle est la seule asbl à prendre en charge, accueillir, accompagner les enfants, les familles, les habitant.e.s de la Plaine de Bonnelles, dont la population s'étoffe de plus en plus. Il y a à ce jour 40 enfants inscrits, 24 familles inscrites. L'Aile est déjà au plus haut de sa capacité, tant en terme d'encadrant.e.s que de place dans les locaux. Pour la première fois de son existence, elle a dû mettre en place une liste d'attente.

Aujourd'hui, nous, les habitantes, les habitants du quartier de Bonnelles, les bénévoles de L'Aile, les citoyen.ne.s de la commune d'Etterbeek sommes inquiet.e.s de la situation de L'Aile. Nous savons que les travaux du côté impair de la rue Jean Massart vont bientôt débuter, et que L'Aile n'a pas l'autorisation pour rester dans les locaux actuels.

Il est donc urgent de trouver une solution.

Nous avons plus que jamais besoin de L'Aile. Nous, les habitantes, les habitants du quartier de Bonnelles, les bénévoles de L'Aile, les citoyen.ne.s de la commune d'Etterbeek nous permettons de vous exposer l'importance d'une maison de quartier comme L'Aile. Vous n'êtes pas sans savoir que la pandémie a creusé encore un peu plus, de façon pernicieuse, les inégalités. La précarité a été renforcée. L'école a été mise à mal et nos enfants ont suivi pendant deux ans une scolarité erratique, interrompue et anxiogène. L'Aile, hormis pendant le confinement (ou elle est quand même restée en lien avec les familles) est toujours restée ouverte, disponible, et s'est adaptée aux situations sans cesse changeantes. Nous savons que des associations comme L'Aile évitent le décrochage scolaire. Dans un monde où tout est toujours plus incertain et plus difficile - particulièrement pour les personnes issu.e.s de l'immigration de la 1ere, 2eme ou 3eme génération et pour les primoarrivant.e.s- nous familles, citoyen.ne.s savons que les conséquences seront très néfastes si une relocalisation pour L'Aile n'est pas proposée.

Car L'Aile n'est pas qu'une école de devoirs. Ne nous trompons pas, en réduisant ses fonctions à la simple charge des 'devoirs à faire le soir'. L'Aile c'est une maison de quartier où les enfants adorent venir, où l'accueil est chaleureux et sécurisant. L'Aile c'est cet espace si important entre la maison et l'école. C'est un espace 'juste à côté de la maison' pour et avec les enfants. Pendant les vacances, ainsi qu'une fois par mois pendant un week-end, des activités sont organisées : initiation à la chimie, camp à la ferme, sports collectifs, cycle de workshop sur l'environnement, sorties au musée et au cinéma, activités manuelles. .. La liste est non exhaustive. Toute cette vie autour, que les enfants et les animat.eur.ice.s créent ensemble leur permettent de s'ouvrir, de débattre, de découvrir, d'apprendre à vivre en collectivité et la fraternité/sororité. Nous sommes témoins que les enfants sont heureux de venir à L'Aile. Et de la même façon que nous sommes témoins de leur plaisir, nous connaissons d'avance les dégâts que la disparition de la maison de quartier de L'Aile va engendrer.

Nous ne voulons pas voir partir L'Aile. L'Aile est nécessaire à la vie de quartier de la Plaine de Bonnelles. Elle participe à l'intégration de nos enfants, qui sont de futur.e.s citoyen.ne.s et elle doit rester au coeur de la Plaine de Bonnelles afin que □

- La Maison de Quartier continue à exister avec ses activités, ses initiatives, ses temps informels
- Enfants et adolescent.e.s puissent venir facilement sans que leur sécurité soit en jeu,
- Les habitant.e.s puissent accéder facilement aux locaux pour discuter, se renseigner et se faire accompagner,
- Les liens humains, citoyens, et la cohésion sociale restent la priorité
- Les actions de L'Aile et le travail de fond qu'elle met en place se pérennisent !

C'est pourquoi nous, les habitantes, les habitants du quartier de Boncelles, les bénévoles de L'Aile, les citoyen.ne.s de la commune d'Etterbeek voudrions poser les questions suivantes au Conseil communal de ce jour.

QUESTIONS pour le CONSEIL COMMUNAL

Quelles sont les propositions de la commune pour reloger L'Aile dans le quartier immédiat de Boncelles ?

Est-ce que ces solutions vont pouvoir être en adéquation avec la demande de plus en plus grande à laquelle fait face L'Aile et la démographie exponentielle du quartier de Boncelles, et avec ce qui vient d'être exposé précédemment ?

Quid des activités extrascolaires, ateliers, temps informels sans Maison de Quartier ?

Pourrions-nous avoir une date précise du début des travaux afin que nous puissions nous projeter ?

Quelle est la vision de la commune pour L'Aile sur le long terme ?

Burgerinterpellatie betreffende de toekomst van de vzw L'Aile

Deze burgerinterpellatie wordt gelezen door:

Patrice Vallez, gedomicilieerd Antoine Gauthierstraat 48

en

De heer Rabhi, gedomicilieerd Jean Massartstraat 4

Vandaag hebben wij, inwoners van de wijk Boncelles, vrijwilligers van L'Aile, burgers van de gemeente Etterbeek, beslist de gemeenteraad te interpellieren over de toekomst van de vzw L'Aile, een situatie die u al lang bekend is.

Bij wijze van inleiding volgt hier een korte geschiedenis van deze vzw zodat iedereen onze interpellatie in de juiste context kan plaatsen.

L'Aile bestaat al 22 jaar. De oorsprong van L'Aile ligt in een wijkcomité dat in 2000 werd opgericht op initiatief van maatschappelijk werkers van het Gewest en de gemeente Etterbeek. In die tijd was het de bedoeling om de gemeenschappelijke ruimten te beheren en evenementen te organiseren voor de bewoners van de sociale woonwijk Boncelles van de OVM, die toen de Etterbeekse Haard heette (nu Log'Iris).

L'Aile is dus in eerste instantie een initiatief van de bewoners, aangemoedigd door de gemeente Etterbeek.

Het was een burgervereniging en kaderde (en kadert nog steeds) in een doelstelling om de wijk nieuw leven in te blazen en de sociale samenhang te bevorderen. Sinds begin 2001 is L'Aile gegroeid en een speler geworden in de sociale cohesie in Etterbeek. De vzw krijgt de steun van de Ligue de l'Enseignement et de l'Education Permanente. L'Aile krijgt een regelmatige subsidie van de COCOF en is gevestigd in een gebouw in de Massartstraat 4. Sinds 2003 wordt daar dagelijks een huiswerkschool georganiseerd voor de kinderen van de buurt.

In 2016 moeten de renovatiewerkzaamheden aan de sociale appartementen beginnen. De komst van ongeveer honderd nieuwe gezinnen is gepland. Daarom moet L'Aile verhuizen. Gedurende twee jaar vinden de activiteiten plaats in een school in de buurt, La Colombe de la Paix, ook al heeft L'Aile nog steeds een kantoor in de Grote Haagstraat. Tijdens deze periode nam het aantal begunstigden toe en versterkte L'Aile zijn activiteiten door zich te concentreren op schoolondersteuning.

In september 2018 heeft L'Aile zijn nieuwe lokalen ingehuldigd, gelegen aan de Jean Massart 1, nog steeds binnen de sociale woonwijk Boncelles. De vzw is vandaag nog steeds op dit adres gevestigd en blijft haar activiteiten diversifiëren. Bovendien leent zij haar lokalen 3 dagen per week uit aan de vzw La Ligue de l'Enseignement et de l'Education Permanente.

Zoals u kunt horen, is L'Aile in 22 jaar tijd veranderd en verhuisd, maar één ding is zeker: in de loop der jaren is de vzw stevig verankerd geraakt in de wijk Plaine de Bonnelles, en heeft ze het samenleven en de sociale cohesie sterk ontwikkeld dankzij haar huiswerkschool en buurtcentrum. L'Aile maakt integraal deel uit van de wijk Bonnelles.

De wijk Plaine de Bonnelles ondergaat momenteel een grote transformatie. De eerste fase van de renovatie is voltooid, waardoor er veel nieuwe gezinnen zijn bijgekomen.

De werken die beginnen in de Grote Haagstraat en de Jean Massartstraat (aan de oneven kant) zullen het aantal nieuwkomers in de vernieuwde sociale woningen verdrievoudigen.

L'Aile heeft het aantal inschrijvingen en bezoekers het laatste anderhalf jaar zien verdubbelen, ondanks de coronacrisis. L'Aile heeft geen inzinking gekend, zoals sommige buurtcentra. Integendeel, de vzw is alleen maar gegroeid. En dat is ongetwijfeld te danken aan de behoefte waarin deze vzw voorziet. L'Aile is de vzw in de wijk. Ze is de enige vzw die zich bezighoudt met de opvang, het onthaal en de begeleiding van kinderen, gezinnen en inwoners van de Plaine de Bonnelles, waarvan de bevolking steeds meer toeneemt. Er zijn momenteel 40 kinderen, 24 gezinnen ingeschreven. L'Aile zit al aan de top van zijn capaciteit, zowel wat het personeel als wat de ruimte in de lokalen betreft. Voor het eerst in haar bestaan heeft zij een wachtlijst moeten aanleggen.

Vandaag maken wij, de bewoners van de wijk Bonnelles, de vrijwilligers van L'Aile en de burgers van de gemeente Etterbeek ons zorgen over de situatie van L'Aile. Wij weten dat de werken aan de oneven kant van de Jean Massartstraat binnenkort zullen beginnen en dat L'Aile geen vergunning heeft om in haar huidige lokalen te blijven.

Er moet dus dringend een oplossing worden gevonden.

We hebben L'Aile meer dan ooit nodig. Wij, de bewoners van de wijk Bonnelles, de vrijwilligers van L'Aile en de burgers van de gemeente Etterbeek willen u laten weten hoe belangrijk een buurtcentrum als L'Aile is. Zoals u weet, heeft de pandemie de ongelijkheden verscherpt. De kansarmoede is toegenomen. De school is getroffen en onze kinderen hebben twee jaar van onregelmatig, onderbroken en angstwekkend onderwijs achter de rug. L'Aile is, behalve tijdens de lockdown (waarin zijn contact is blijven houden met de gezinnen) altijd open en beschikbaar gebleven en heeft zich aangepast aan de voortdurend veranderende situaties. We weten dat verenigingen als L'Aile schooluitval voorkomen. In een wereld waarin alles steeds onzekerder en moeilijker wordt - vooral voor immigranten van de eerste, tweede en derde generatie en voor nieuwkomers - weten wij, als gezinnen, als burgers, dat de gevolgen zeer negatief zullen zijn als er geen andere locatie wordt voorgesteld voor L'Aile.

Want L'Aile is niet zomaar een huiswerkschool. Laten we ons niet vergissen door de functies ervan te reduceren tot de eenvoudige taak van "huiswerk". L'Aile is een buurtcentrum waar kinderen graag komen, waar een warm en veilig onthaal is. L'Aile is die zo belangrijke ruimte tussen thuis en school. Het is een ruimte "vlak naast de deur" voor en met de kinderen. Tijdens de vakanties, maar ook één keer per maand gedurende een weekend, worden er activiteiten georganiseerd: kennismaking met scheikunde, kamp op de boerderij, teamsporten, workshopcyclus over het milieu, museum- en bioscoopuitstapjes, handenarbeid... De lijst is niet volledig. Dit leven rondom, dat de kinderen en de animatoren samen creëren, stelt hen in staat zich open te stellen, te discussiëren, te ontdekken, te leren leven in gemeenschap en broederschap/zusterschap. We zien dat de kinderen blij zijn om naar L'Aile te komen. En net zoals we getuige zijn van hun plezier, weten we van tevoren welke schade de verdwijning van het buurtcentrum L'Aile zal aanrichten.

Wij willen L'Aile niet zien vertrekken. L'Aile is noodzakelijk voor het leven van de wijk Plaine de Bonnelles. De vzw draagt bij aan de integratie van onze kinderen, die toekomstige burgers zijn, en ze moet in het hart van Plaine de Bonnelles blijven, zodat

- het buurtcentrum kan blijven bestaan met zijn activiteiten, zijn initiatieven, zijn informele momenten;
- kinderen en jongeren er gemakkelijk naartoe kunnen zonder dat hun veiligheid in gevaar komt;
- de bewoners gemakkelijk toegang krijgen tot het gebouw om te discussiëren, informatie te

verkrijgen en begeleid te worden;

- relaties tussen mensen en burgers en sociale cohesie prioriteit blijven;
- de acties van L'Aile en het werk dat de vzw verricht een duurzaam karakter krijgen!

Daarom willen wij, de bewoners van de wijk Boncelles, de vrijwilligers van L'Aile en de burgers van de gemeente Etterbeek, vandaag de volgende vragen stellen aan de gemeenteraad.

VRAGEN VOOR DE GEMEENTERAAD

- Welke voorstellen heeft de gemeente om L'Aile ergens anders onder te brengen in de onmiddellijke omgeving van Boncelles?
- Zullen deze oplossingen kunnen beantwoorden aan de groeiende vraag van L'Aile en aan de exponentiële demografische ontwikkeling van de wijk Boncelles, en aan wat hierboven werd uiteengezet?
- Hoe zit het met buitenschoolse activiteiten, workshops, informele tijd zonder het buurtcentrum?
- Kunnen we een precieze datum krijgen voor het begin van de werkzaamheden, zodat we vooruit kunnen plannen?
- Wat is de visie van de gemeente voor L'Aile op de lange termijn?

*1 annexe / 1 bijlage
interpellation citoyenne asbl l'aile.pdf*

2 **Interpellation citoyenne relative au réaménagement projeté de l'avenue de Tervueren (Complémentaire)**

Nous sommes des représentants du Collectif Mérode-Montgomery. Ce comité a été récemment créé pour défendre une démarche de co-construction, avec les citoyens, dans le projet de réaménagement de l'avenue de Tervueren. Nous souhaitons dans ce cadre que tout le quartier autour de Mérode soit pris en compte dans la réflexion et l'élaboration du projet.

En effet, un vaste projet de réaménagement de l'avenue de Tervueren, entre Mérode et le square Léopold a été annoncé par les autorités il y a plusieurs mois. Nous nous réjouissons que cette artère prestigieuse, actuellement une autoroute urbaine, retrouve enfin une fonction mixte et apaisée, telle que prévue à son origine : un lien entre le centre-ville et les quartiers extérieurs, avec un équilibre des modes de déplacement (piétons, transports en commun, vélos et voitures), et pourquoi pas un lieu de verdure, de balade, voire de détente, face aux magnifiques immeubles qui la bordent.

Nous sommes cependant inquiets sur le processus qui encadre ou va encadrer ce projet. Nous avons par exemple appris qu'une réunion avait été organisée par un comité riverain, avec la présence des bourgmestres De Wolf et Cerexhe ; réunion à laquelle une série d'habitants du quartier se sont vus refuser la participation. Plusieurs articles dans les médias régionaux ont également présenté des plans projetés pour le rond-point Montgomery et l'avenue. Très rapidement, le débat qui s'en est suivi s'est cristallisé sur la suppression de certaines places de stationnement et l'aménagement des pistes cyclables dignes de leur nom.

Les autorités régionale et communale se targuent d'une politique ambitieuse en termes de

participation citoyenne et de transparence : dans la réalité, les riverains et commerçants ne sont jusqu'à présent ni informés ni consultés sur l'évolution de leur environnement proche. L'année dernière, ils ont même découvert, à leur réveil, une piste cyclable avenue de Tervueren qui était apparue pendant la nuit...

Nous souhaitons vivement que la région et les communes organisent le plus rapidement possible une participation citoyenne pour que le débat ne soit pas confisqué par quelques-uns.

Question :

- Quelle est la position de la commune d'Etterbeek par rapport à un processus de participation citoyenne sur le réaménagement de l'avenue de Tervueren ?

Le monde change, les modes de déplacement changent, les attentes de nombreux riverains en terme de qualité de vie changent. Encore plus depuis la crise du Covid 19. Quelques exemples et chiffres :

- En mai 2019, 300 élèves des écoles d'Etterbeek et leurs parents manifestaient pour une meilleure qualité de l'air dans nos quartiers. Concrètement, ils demandaient plus de places dans l'espace public pour les transports en commun, les piétons et les cyclistes.
- Au niveau des transports en commun, Mérode et Montgomery font partie des lieux les mieux desservis à Bruxelles : métro, tram, bus et gare SNCB
- L'utilisation de la voiture individuelle est en diminution : plus de la moitié des Bruxellois (53 %) ne possèdent pas de voiture selon STATBEL en 2019 [1]. Et on peut penser que ce chiffre a depuis lors encore augmenté.
- Le plan Goodmove du gouvernement bruxellois prévoit d'ici 2030 de réduire le nombre de places de stationnement automobile en voirie en dessous de 200.000, contre 265.000 actuellement et d'augmenter l'accès au stationnement hors voirie de 20.000 places à destination des riverains. L'objectif est d'inciter une utilisation d'autres moyens de transport que la voiture et de redonner de la place dans l'espace public aux piétons et cyclistes.
- Presque 10.000 cyclistes passent chaque jour rue de la Loi (4X les chiffres de 2019). Un compteur placé avenue des Nerviens atteint 3.500 cyclistes sachant qu'un flux parallèle et aussi important s'effectue via le parc du Cinquantenaire. Au niveau de l'avenue de Tervueren, 2700 cyclistes sont comptés sur la seule latérale nord, le double de l'ère pré-covid.

Malgré ces changements évidents et factuels dans la mobilité bruxelloise et du quartier, force est de constater que la place de la voiture (en mouvement ou en stationnement) reste excessive. La place dévolue aux piétons y est largement insuffisante.

- Ainsi, un piéton remontant par exemple l'avenue des Celtes, fortement fréquentée, doit slalomer entre réverbères, sacs poubelles, trottinettes, panneaux publicitaires et panneaux signalisation routière sur une largeur d'un mètre cinquante grand maximum. Or le nombre de commerces est très important sur cet axe.
- Rue des Tongres, les passants et clients se croisent souvent difficilement ou doivent même se déplacer en file indienne ou vu la faible largeur des trottoirs. Une plus grande place donnée aux piétons améliorerait indubitablement encore le confort et l'attractivité de ces deux axes commerciaux.
- Le grand espace entre l'avenue de l'Armée et l'avenue de Tervueren est quant à lui également entièrement dévolu au stationnement, à l'exception de quelques places récupérées à juste titre par certains établissements Horeca. Vu le manque d'espace verts et de terrasses à Bruxelles et dans le quartier, est-il encore justifié d'avoir un tel déséquilibre dans l'usage des mètres carrés disponibles ?

Malgré les ambitions des autorités régionale et communale en termes de qualité de vie, de soutien au

commerce local et de transition écologique, les riverains n'ont vu aucune évolution dans ces quartiers ces 10 dernières années. Nous plaçons pour la création d'une continuité, d'une accessibilité et d'un confort renforcés pour les modes de transports actifs (piétons, transport en commun, vélo) pour l'ensemble du quartier : du Cinquantenaire à Montgomery et de la rue de Tongres à la place Saint-Pierre.

Questions :

- La commune envisage-t-elle des actions pour renforcer le caractère commercial de la rue des Tongres, de l'avenue des Celtes et de la place Saint-Pierre ?
- La commune prévoit-elle des mesures pour diminuer le trafic et augmenter et sécuriser la place dévolue aux piétons et autres modes de déplacement actif sur cet axe ? → La commune prévoit-elle de rendre la place Saint-Pierre plus conviviale ?
- Quelle est la position de la commune concernant l'aménagement de l'espace (actuellement principalement du parking) au bout de l'avenue de l'Armée (côté Tervueren) ?

Enfin, nous souhaitons également revenir sur la piste cyclable bidirectionnelle projetée par la région sur le côté sud de l'avenue et qui fait toujours couler beaucoup d'encre. Rappelons que cette piste permettrait aux cyclistes (riverains ou de transit) de rejoindre facilement les quartiers Armée et Père de Decken, depuis Montgomery, sans faire un détour. Deux points ressortent chaque fois du débat : l'aspect « conflictuel » entre cyclistes et voitures et l'impact sur les places de stationnement.

- Pour l'impact supposé négatif de la piste sur les places de stationnement, nous n'avons connaissance d'aucun cadastre sur l'utilisation réelle (et par qui) de ces places.
- Pour l'aspect conflictuel entre cyclistes, voitures et piétons, rappelons d'abord que de nombreuses pistes bidirectionnelles existent dans la capitale sans poser problème. Un espace partagé bidirectionnel existe déjà depuis le Cinquantenaire jusqu'à la rue des Aduatiques pour effectuer la connexion aux ICR. Et la nouvelle piste tracée par une nuit de novembre 2021 par le Collège Etterbeekois est utilisée par un certain nombre de personnes en sens inverse depuis l'avenue de l'Armée pour éviter le rond-point Montgomery.

Questions :

- La commune dispose-t-elle ou va-t-elle réaliser un cadastre de l'utilisation des places de stationnement par le quartier, et non pas juste par les habitants de la rue ?
- Dans quelle mesure toutes ces places sont-elles réellement nécessaires ou utilisées principalement par les riverains ?
- Des solutions de parking hors voirie vont-elle être étudiées conformément au plan GoodMove ? → La commune va-t-elle soutenir les plans de la région visant à créer une piste bi-directionnelle sur le côté sud de l'avenue ?

En conclusions, et vous l'aurez compris, la vision des riverains sur l'avenir de cette magnifique avenue est plurielle. Il est essentiel de tenir compte des utilisateurs de cet espace que ce soit dans un but commercial, de promenade ou de déplacement. Nous sommes sûrs qu'il y a moyen de faire de grandes choses confortables pour les piétons, les cyclistes, les riverains et les automobilistes de passage. Le réaménagement et son impact pour tout le quartier mérite un débat plus large et impliquant une réelle participation des habitants du quartier, au sens large. Il faut se projeter dans un aménagement qui vaudra pour les 50 prochaines années...

Burgerinterpellatie betreffende de geplande heraanleg van de Tervurenlaan (Aanvullend)

Wij zijn vertegenwoordigers van Collectif Mérode-Montgomery. Dat comité werd onlangs opgericht om een aanpak te verdedigen van co-constructie, met de burgers, voor het project voor de heraanleg van de Tervurenlaan. In dit verband zouden wij graag zien dat de hele buurt rond Merode wordt betrokken bij de reflectie over en de ontwikkeling van het project.

Enkele maanden geleden hebben de autoriteiten een grootschalig project aangekondigd voor de heraanleg van de Tervurenlaan, tussen Merode en het Leopoldplein. Wij verheugen ons erover dat deze prestigieuze verkeersader, die momenteel een stadssnelweg is, eindelijk een gemengde en rustige functie zal krijgen, zoals oorspronkelijk gepland: een verbinding tussen het stadscentrum en de buitenwijken, met een evenwicht tussen de vervoersmiddelen (voetgangers, openbaar vervoer, fietsers en auto's), en waarom niet een plaats van groen, wandelen en zelfs ontspanning, voor de prachtige gebouwen die eraan grenzen.

Wij zijn echter bezorgd over het proces dat achter dit project zit of zal zitten. Zo hebben wij vernomen dat er een vergadering werd georganiseerd door een buurtcomité, in aanwezigheid van burgemeesters De Wolf en Cereche; een vergadering waaraan een aantal bewoners van de wijk niet mochten deelnemen. In verschillende artikelen in de regionale pers werden ook de plannen voor de Montgomeryrotonde en de laan voorgesteld. Het debat dat daarop volgde, spitste zich al snel toe op de schrapping van enkele parkeerplaatsen en de aanleg van behoorlijke fietspaden.

De gewestelijke en gemeentelijke overheden gaan prat op een ambitieus beleid op het gebied van burgerparticipatie en transparantie: in werkelijkheid zijn de buurtbewoners en handelaars tot nu toe noch geïnformeerd noch geraadpleegd over de evolutie van hun directe leefomgeving. Vorig jaar, toen ze wakker werden, ontdekten ze zelfs een fietspad op de Tervurenlaan dat 's nachts was verschenen...

Wij hopen van harte dat het Gewest en de gemeenten zo snel mogelijk burgerparticipatie organiseren, zodat het debat niet door enkelen wordt ingepalmd.

Vraag:

- Wat is het standpunt van de gemeente Etterbeek ten aanzien van een burgerinspraakproces over de heraanleg van de Tervurenlaan?

De wereld verandert, verplaatsingswijzen veranderen en de verwachtingen van veel buurtbewoners ten aanzien van de levenskwaliteit veranderen. Nog meer sinds de coronacrisis. Enkele voorbeelden en cijfers:

- In mei 2019 demonstreerden 300 leerlingen van Etterbeekse scholen en hun ouders voor een betere luchtkwaliteit in onze wijken. Concreet vroegen zij om meer ruimte in de openbare ruimte voor openbaar vervoer, voetgangers en fietsers.
- Wat het openbaar vervoer betreft, behoren Merode en Montgomery tot de best bediende plaatsen in Brussel: metro, tram, bus en NMBS-station.
- Het gebruik van individuele auto's neemt af: meer dan de helft van de Brusselaars (53%) bezit volgens STATBEL in 2019 geen auto [1]. En het is waarschijnlijk dat dit cijfer sindsdien nog is gestegen.
- Het Goodmove-plan van de Brusselse regering heeft tot doel het aantal parkeerplaatsen op straat tegen 2030 terug te brengen tot minder dan 200.000 (tegenover de huidige 265.000) en de toegang tot parkeergelegenheid buiten de straat met 20.000 plaatsen voor de buurtbewoners te verbeteren. Doel is om het gebruik van andere vervoermiddelen dan de auto aan te moedigen en voetgangers en fietsers meer ruimte te geven in de openbare ruimte.

- Dagelijks passeren bijna 10.000 fietsers op de Wetstraat (4X de cijfers voor 2019). Een teller op de Nerviërslaan komt uit op 3.500 fietsers, wetende dat een parallelle en even belangrijke stroom plaatsvindt via het Jubelpark. Ter hoogte van de Tervurenlaan worden alleen al aan de noordzijde 2700 fietsers geteld, twee keer zoveel als in het tijdperk vóór het coronavirus.

Ondanks deze duidelijke en feitelijke veranderingen in de mobiliteit van Brussel en de wijk, kunnen we alleen maar vaststellen dat de plaats van de auto (in beweging of geparkeerd) buitensporig blijft. De ruimte voor voetgangers is grotendeels ontoereikend.

- Zo moet een voetganger die op de zeer drukke Keltenlaan loopt, over een breedte van maximaal anderhalve meter slalommen tussen lantaarnpalen, vuilniszakken, steps, reclameborden en verkeersborden. Er zijn heel veel winkels op deze straat.
- In de Tongerenstraat hebben voorbijgangers en klanten het vaak moeilijk om elkaar te passeren of moeten zij zelfs in een enkele rij lopen omdat de voetpaden zo smal zijn. Meer ruimte voor voetgangers zou het comfort en de aantrekkelijkheid van deze twee winkelstraten ongetwijfeld verder verbeteren.
- Ook de grote ruimte tussen de Legerlaan en de Tervurenlaan is volledig voor parkeren bestemd, met uitzondering van enkele plaatsen die terecht door bepaalde horecagelegenheden zijn ingenomen. Is het, gezien het gebrek aan groene ruimten en terrassen in Brussel en de wijk, nog gerechtvaardigd dat het gebruik van de beschikbare vierkante meters zo onevenwichtig is?

Ondanks de ambities van de gewestelijke en gemeentelijke overheden op het gebied van levenskwaliteit, ondersteuning van de lokale handel en ecologische transitie, hebben de bewoners van deze wijken de afgelopen tien jaar geen verandering gezien. Wij pleiten voor het creëren van continuïteit, toegankelijkheid en comfort voor actieve vervoersmiddelen (voetgangers, openbaar vervoer, fietsen) voor de hele wijk: van het Jubelpark tot Montgomery en van de Tongerenstraat tot het Sint-Pietersplein.

Vragen:

- Plant de gemeente maatregelen om het commerciële karakter van de Tongerenstraat, de Keltenlaan en het Sint-Pietersplein te versterken?
- Plant de gemeente maatregelen om het verkeer te verminderen en de ruimte voor voetgangers en andere actieve vervoerswijzen op deze as te vergroten en veiliger te maken? → Is de gemeente van plan om het Sint-Pietersplein gezelliger te maken?
- Wat is het standpunt van de gemeente over de inrichting van de ruimte (momenteel hoofdzakelijk parkeerruimte) aan het einde van de Legerlaan (aan de kant van de Tervurenlaan)?

Tot slot willen wij nog terugkomen op het tweerichtingsfietspad dat door het Gewest is gepland aan de zuidzijde van de laan en waarover nog steeds veel discussie is. Laten we niet vergeten dat dit fietspad fietsers (buurtbewoners of voorbijgangers) in staat zou stellen gemakkelijk de wijken Leger en Pater de Deken te bereiken, vanaf Montgomery, zonder een omweg te hoeven maken. Twee punten komen telkens naar voren in het debat: het “conflict” tussen fietsers en auto's en de gevolgen voor de parkeerplaatsen.

- Wat het vermeende negatieve effect van het fietspad op de parkeerplaatsen betreft, zijn wij

niet op de hoogte van enig kadaster van het feitelijke gebruik (en door wie) van deze parkeerplaatsen.

- Wat het conflict tussen fietsers, auto's en voetgangers betreft, willen wij er eerst aan herinneren dat er in de hoofdstad veel tweerichtingspaden zijn zonder dat dit problemen oplevert. Er bestaat reeds een gemeenschappelijke ruimte in twee richtingen van het Jubelpark tot de Aduatiekersstraat voor de verbinding met de GFR. En het nieuwe fietspad dat op een novembernacht in 2021 door het college van Etterbeek is aangelegd, wordt door een aantal mensen in tegengestelde richting van de Legerlaan gebruikt om de Montgomeryrotonde te vermijden.

Vragen:

- Beschikt de gemeente over een kadaster van het gebruik van parkeerplaatsen door de buurt, en niet alleen door de bewoners van de straat, of is zij van plan om dit te maken?
- In hoeverre zijn al deze plaatsen echt nodig of worden zij vooral door de omwonenden gebruikt?
- Zullen er in het kader van het GoodMove-plan oplossingen voor parkeerproblemen buiten de straat worden gezocht? → Zal de gemeente de plannen van het Gewest steunen om een tweerichtingsfietspad aan te leggen aan de zuidkant van de laan?

Kortom, zoals u wel begrepen zult hebben, is de visie van de buurtbewoners over de toekomst van deze prachtige laan meervoudig. Het is van essentieel belang dat rekening wordt gehouden met de gebruikers van deze ruimte, of het nu gaat om commerciële doeleinden, wandelen of verplaatsen. Wij zijn ervan overtuigd dat er manieren zijn om voetgangers, fietsers, buurtbewoners en passerende automobilisten op een comfortabele manier van dienst te zijn. De heraanleg en de gevolgen daarvan voor de hele wijk verdienen een breder debat waarbij de bewoners van de wijk, in de ruimste zin van het woord, daadwerkelijk worden betrokken. We moeten vooruit kijken naar een heraanleg die de komende 50 jaar zal meekunnen...

1 annexe / 1 bijlage

2022.06.27 Interpellation Collectif Merode Montgomery.pdf

3 Interpellation citoyenne relative à l'avenue de Tervueren - N'est-il pas temps d'arrêter les mensonges et manipulations ? (Complémentaire)

Tervueren-Montgomery existe depuis 2008 (1) et dispose d'un maillage s'étendant du Cinquantenaire jusqu'aux étangs Mellaerts et de la Plaine (ULB) jusqu'à Reyers. Il s'agit d'une plate-forme assurant une étroite collaboration-coordination avec l'ensemble des comités du district Tervueren-Montgomery (2), avec les comités des environs (3), les associations et grands comités bruxellois (4) et la coordination de la plate-forme Les comités de quartier bruxellois unis contre les nuisances de Brussels Airport - Brusselse buurtcomités verenigd tegen hinder van Brussels Airport (5). Ceci a ouvert sa mission à des interventions concernant ce périmètre (6) mais aussi affectant la Région BruxellesCapitale (7).

Tervueren-Montgomery s'occupe depuis 2008 de l'avenue de Tervueren (Merode-Mellaerts) : * plus de 1.400 signatures de riverains du district Tervueren-Montgomery en 2008 pour le traitement global de l'espace vert Tervueren lors du remplacement des marronniers par des tilleuls argentés ; * plus de 1.425 signatures de riverains du district Tervueren-Montgomery en 2020 pour une VISION GLOBALE pour l'AVENUE DE TERVUEREN (1.175 + 250 signatures papier) respectant 4 principes et se construisant en 4 étapes :

1. sécurisation immédiate des sections les plus dangereuses : Merode & Montgomery ;

2. conditionnement de l'octroi de l'autorisation des communes (pour l'aménagement phase 1 de court terme, pour autant que celui-ci soit suivi d'un aménagement définitif plus acceptable en phase 2 moyen-long terme) à :
3. PHASE 1 - pistes monodirectionnelles sur les latérales sud avec maintien du nombre de places de parking (abandon du projet de pistes cyclables bidirectionnelles en site propre générant une perte de 50% places de parking) & rues cyclables sur les latérales nord (30 km/h) dotées d'un revêtement spécifique avec mise en circulation locale ;
4. PHASE 2 (2021-2024) - reconversion de l'avenue en boulevard urbain : pistes cyclables unidirectionnelles en site propre au-delà des bermes arborées existantes, avec dédoublement des alignements d'arbres hors trémies, rétrécissement des bandes de circulation et réduction de la vitesse de circulation de 70 à 50km/h.

-A- Quelle réponse du cabinet Van den Brandt aux interpellations citoyennes ? La Ministre Van den Brandt doit cesser d'opposer les usagers : nous ne sommes pas anti-vélos ni pro-cars.

Dans ce contexte, n'est-il pas surprenant de voir apparaître, mi-mars 2022, un nouveau "Collectif Mérode-Montgomery", alors qu'il en existe déjà un comité à Merode ? Et, surtout, de constater qu'il voit le jour avec la collaboration d'un membre du cabinet de la Ministre de la Mobilité Van den Brandt.

Faut-il l'interpréter comme étant la réponse du cabinet Van den Brandt aux interpellations citoyennes ? Pourquoi ne pas se mettre en rapport avec les comités existants ?

Que dire si l'on devait constater que :

- l'action de ce nouveau Collectif, tel que présentée lors de sa création, s'articule en réalité sur une relation très proche ou à tout le moins en bonne intelligence politique, et ce dès le 1er jour, avec le membre du cabinet de la Ministre de la Mobilité Van den Brandt en charge du dossier de l'avenue de Tervueren ?
- c'est ce membre du cabinet qui a communiqué, le 25/02/2022 à 21h34 (suite à une 5ème mise en demeure), la Note d'Orientation Stratégique (NOS) relative à l'avenue de Tervueren, évoquée dans la presse le 15/02/2022 lors de la l'annonce de la phase test sur le rond-point Montgomery ?

Et que dire lorsque l'on constate que la Ministre Van den Brandt n'a pas communiqué cette NOS Tervueren dans le dossier technique joint à sa réponse du 12/02/2021 à l'avocat de 30 riverains de l'avenue de Tervueren (8) ?

Cette dissimulation volontaire de la NOS Tervueren à la population a amené Tervueren-Montgomery à adresser à la Ministre 2 courriers début mars 2022 :

- le 01/03/2022 : [Pourquoi avoir caché aux riverain.e.s depuis novembre 2020 la "note d'Orientation Stratégique de Bruxelles Mobilité pour l'Avenue de Tervueren" ?](#)
- le 02/03/2022 : [Gestion "Plic Plouc Ploc" de l'avenue de Tervueren versus le boulevard tel que nous le concevons](#)

Est-il normal que pas moins de 5 mises en demeure aient dû être adressées à la Ministre de la Mobilité Van den Brandt pour avoir simplement accès aux documents du dossier administratif Tervueren ?

Voici notre [analyse citoyenne du 24/04/2022 de la note d'orientation stratégique de Bruxelles Mobilité pour l'Avenue de Tervueren](#) : quelle est la position communale quant au contenu de la NOS Tervueren ?

-B- Approche participative et nouveau projet régional annoncé le 02/06/2022

Tervueren-Montgomery ne peut que saluer l'approche constructive et participative développée depuis des années par la commune d'Etterbeek dans ce dossier : le bourgmestre De Wolf était présent en personne le 15/10/2019 lors de la rencontre au cabinet de la Ministre Van den Brandt et plusieurs rencontres ont eu lieu par la suite avec la population.

Après avoir analysé la NOS Tervueren, Tervueren-Montgomery a convié le 30 mai 2022 la population et les 3 communes (1040, 1150, 1200) afin de débattre de l'avenir de l'avenue de Tervueren. La soirée a connu un franc succès. Hélas, dans une salle trop petite, mais le powerpoint de p r é s e n t a t i o n <https://tervueren-montgomery.eu/pdf/Tervueren-piste-cyclable-2022-05-30-soiree-habitantsanalyse-NOS.pptx> a été communiqué sur simple demande.

Aujourd'hui des nuages obscurs ne se profilent-ils pas ? La RBC ne semble-t-elle pas vouloir prendre seule une autre tangente dans ce dossier concernant l'une des plus belles, si ce n'est la plus belle, entrée de Bruxelles ?

Au-delà de l'absence de réaction du cabinet de la Ministre Van den Brandt autre que la collaboration de l'un de ses membres à la création mi-mars 2022 d'un nouveau Collectif, n'est-il pas opportun d'analyser le plan du nouveau projet Montgomery publié dans la presse le 02/06/2022 et de constater qu'un partenaire de la majorité à Etterbeek s'affiche ouvertement avec ce nouveau Collectif, et ce, avant même sa date de création officielle ?

Quelle est la position communale quant au nouveau projet régional annoncé dans la presse le 02/06/2022 et au fait que la Ministre Van den Brandt n'attend même pas la fin et l'évaluation du projet actuel de test commencé le 26/02/2022 ?

Quelle est la position communale quant à l'apparition de pistes cyclables bidirectionnelles dans ce nouveau projet régional publié le 02/06/2022 ? Quelle est la position communale, tandis que ces pistes cyclables bidirectionnelles en site propre génèreraient une perte d'environ 75% des places de parking, et ce, sans solutions de compensation hors voirie, puisqu'il est maintenant établi que ces solutions (ING - INAMI) n'existent simplement pas ?

La commune confirme-t-elle la dangerosité des pistes cyclables bidirectionnelles en milieu urbain établie, entre autres, dans une étude universitaire rédigée avec la collaboration du FIETSESBOND hollandais (9) mais aussi par une étude indépendante du bureau français ISR sur l'avenue de Tervueren en mai 2019 ?

En ce qui concerne Tervueren-Montgomery, nous demandons, depuis le temps du Ministre Smet, la création de pistes cyclables monodirectionnelles et la sécurisation de tous les usagers à Merode et à Montgomery. Devons-nous accepter l'amalgame créé et entretenu par le cabinet Van den Brandt et le nouveau Collectif, car nous représentons de nombreux riverains qui se déplacent à pied, à vélo et en voiture ? Nous ne sommes clairement pas contre les vélos ni pour les voitures.

N'est-il pas nécessaire de dénoncer le non-respect du calendrier de réaménagement de l'avenue en boulevard urbain car la Ministre Van den Brandt et Bruxelles Mobilité s'appuient sur la NOS Tervueren qui a en réalité 2 OBJECTIFS :

1/ AVOUE : l'installation de pistes cyclables "sécurisées - bidirectionnelles" des 2 côtés dans des quartiers résidentiels disposant de commerces de destination pour un trafic cycliste rapide de transit
2/ CACHE : la suppression d'un maximum de parkings (proche des 100% si possible) ALORS QUE

- une bidirectionnelle cycliste en milieu dense urbain est contraire à la sécurité, - l'étude

[d'occupation\) dans le cadre du projet de piste cyclable dans la voie latérale de l'avenue de Tervueren entre mérode et Léopold II », commandité par SPRB - Bruxelles Mobilité, novembre 2017](#) mentionne une saturation déjà existante du parking dans la zone et que les alternatives de parking hors voirie de compensation (INAMI et ING) relèvent de contre-vérité,

- RER vélo = trafic de transit dense non conforme à la création de quartiers apaisés dans les latérales pourtant préconisé par GoodMove en éliminant le trafic de transit.

N'est-il pas temps d'arrêter les mensonges et manipulations ? Comment comptez-vous agir en ce sens ?

Concernant la concertation, comment garantir un périmètre de consultation réellement représentatif de l'avenue de Tervueren et de ses environs immédiats ? Comment garantir que la zone de consultation ne soit excessivement large, permettant ainsi à des éléments exogènes au quartier de venir altérer le processus démocratique de consultation des habitants du quartier, premiers à subir les incidences du réaménagement de l'avenue ?

-C- Sécurité et maintien de l'ordre

Comment la commune compte-t-elle garantir l'ordre et la sécurité routière dans l'aménagement en place ? Spécialement, comment compte-t-elle gérer l'usage récurrent des voies latérales à contrecourant par les deux-roues qui - régularisé ou non par des pistes bidirectionnelles - est une source d'accidents ? Les cyclistes sont des usagers faibles par rapport aux voitures, mais les piétons sont les usagers faibles par rapport aux cyclistes.

Interpellatie betreffende de Tervurenlaan - Is het niet tijd om de leugens en manipulaties te stoppen? (Aanvullend)

Tervueren-Montgomery bestaat sinds 2008 (1) en beschikt over een netwerk dat zich uitstrekt van het Jubelpark tot de Mellaertsvijvers en van de Plaine (ULB) tot Reyers. Het is een platform dat zorgt voor een nauwe samenwerking en coördinatie met alle comités van het district Tervueren-Montgomery (2), met de comités uit de buurt (3), de Brusselse verenigingen en grote comités (4) en de coördinatie van het platform *Les comités de quartier bruxellois unis contre les nuisances de Brussels Airport - Brusselse buurtcomités verenigd tegen hinder van Brussels Airport* (5). Hierdoor werd haar opdracht opengesteld voor interventies die betrekking hebben op deze perimeter (6) maar ook op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (7).

Sinds 2008 houdt Tervueren-Montgomery zich bezig met de Tervurenlaan (Merode-Mellaerts): * meer dan 1.400 handtekeningen van bewoners van de wijk Tervuren-Montgomery in 2008 voor de globale behandeling van de groene ruimte van Tervuren toen de kastanjabomen werden vervangen door zilverlindes; * meer dan 1.425 handtekeningen van bewoners van de wijk Tervuren-Montgomery in 2020 voor een **GLOBALE VISIE voor de TERVURENLAAN** (1.175 + 250 handtekeningen op papier) die **4 principes** respecteert en in 4 fasen wordt **opgebouwd**:

1. onmiddellijke beveiliging van de gevaarlijkste secties: Merode & Montgomery;
2. de verlening van een vergunning door de gemeenten (voor de aanleg op korte termijn van fase 1, op voorwaarde dat deze wordt gevolgd door een meer aanvaardbare definitieve aanleg op middellange tot lange termijn van fase 2) afhankelijk te stellen van:
3. FASE 1 - eenrichtingspaden op de zuidelijke parallelweg met hetzelfde aantal parkeerplaatsen (afzien van het project voor tweerichtingsfietspaden waardoor 50% van de parkeerplaatsen verloren gaat) & fietspaden op de noordelijke parallelweg (30 km/u) met een specifiek wegdek met plaatselijk verkeer;

4. FASE 2 (2021-2024) - omvorming van de laan in een stadsboulevard: eenrichtingsfietspaden voorbij de bestaande boombermen, met verdubbeling van de bomenrijen buiten de tunnelingangen, versmalling van de rijbanen en verlaging van de verkeerssnelheid van 70 tot 50 km/u.

A. Welk antwoord van het kabinet Van den Brandt op de burgerinterpellaties? Minister Van den Brandt moet stoppen de gebruikers tegen elkaar op te zetten: wij zijn niet anti-fiets, noch pro-auto.

Is het in dit verband niet verwonderlijk dat er midden maart 2022 een nieuw “Collectif Mérode-Montgomery” opduikt, terwijl er in Merode al een comité bestaat? En vooral om vast te stellen dat het tot stand is gekomen met de medewerking van een lid van het kabinet van minister van Mobiliteit Van den Brandt.

Moet dit worden geïnterpreteerd als het antwoord van het kabinet-Van den Brandt op de vragen van de burgers? Waarom geen contact opnemen met de bestaande comités?

Wat kunnen we zeggen als we vaststellen dat:

- het optreden van dit nieuwe “collectief”, zoals het bij zijn oprichting werd voorgesteld, in werkelijkheid gebaseerd is op een zeer nauwe band, of op zijn minst een goede politieke verstandhouding, en dit vanaf de eerste dag, met het kabinetslid van de minister van Mobiliteit Van den Brandt, belast met het dossier Tervurenlaan?
- het dit kabinetslid was dat op 25/02/2022 om 21.34 uur (na een 5e ingebrekestelling) de Strategische Oriëntatienota met betrekking tot de Tervurenlaan, die op 15/02/2022 in de pers werd vermeld bij de aankondiging van de testfase op de Montgomeryrotonde, heeft meegedeeld?

En wat kunnen we zeggen als we zien dat minister Van den Brandt deze Strategische Oriëntatienota Tervuren niet heeft meegedeeld in het technisch dossier dat bij haar antwoord van 12/02/2021 aan de advocaat van 30 bewoners van de Tervurenlaan (8) is gevoegd?

Deze opzettelijke verzwijging van de Strategische Oriëntatienota Tervuren voor de bevolking was voor Tervueren-Montgomery aanleiding om begin maart 2022 twee brieven aan de minister te sturen:

- op 01/03/2022: [Pourquoi avoir caché aux riverain.e.s depuis novembre 2020 la "note d'Orientation Stratégique de Bruxelles Mobilité pour l'Avenue de Tervueren" ?](#)
- op 02/03/2022: [Gestion "Plic Plouc Ploc" de l'avenue de Tervueren versus le boulevard tel que nous le concevons](#)

Is het normaal dat niet minder dan 5 ingebrekestellingen moesten worden gericht aan minister Van den Brandt van Mobiliteit enkel en alleen om toegang te krijgen tot de documenten van het administratief dossier Tervuren?

Hier volgt onze [burgeranalyse van 24/04/2022 van de strategische oriëntatienota van Brussel Mobiliteit voor de Tervurenlaan \(https://tervueren-montgomery.eu/pdf/Tervueren-commentaire-note-strategique-2022-04-25-CdeP.pdf\)](#): wat is het standpunt van de gemeente over de inhoud van de Strategische Oriëntatienota Tervuren?

B. Participatieve aanpak en nieuw ontwerp van het Gewest aangekondigd op 02/06/2022 in de pers:

Tervueren-Montgomery kan alleen maar verheugd zijn over de constructieve en participatieve aanpak

die de gemeente Etterbeek sinds jaren in dit dossier heeft ontwikkeld: burgemeester De Wolf was op 15/10/2019 persoonlijk aanwezig tijdens de vergadering op het kabinet van minister Van den Brandt en nadien vonden verschillende ontmoetingen plaats met de bevolking.

Na analyse van de Strategische Oriëntatienota Tervuren heeft Tervuren-Montgomery op 30 mei 2022 de bevolking en de 3 gemeenten (1040, 1150, 1200) uitgenodigd om de toekomst van de Tervurenlaan te bespreken. De avond was een groot succes. Helaas was de zaal te klein, maar de PowerPointpresentatie (<https://tervueren-montgomery.eu/pdf/Tervueren-piste-cyclable-2022-05-30-soiree-habitantsanalyse-NOS.pptx>) werd doorgestuurd op aanvraag.

Zijn er vandaag geen donkere wolken opgedoken? Lijkt het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in dit dossier over een van de mooiste, zo niet de mooiste, toegang tot Brussel niet op een ander zijspoor te willen gaan?

Is het, afgezien van het uitblijven van een reactie van het kabinet van minister Van den Brandt, behalve de medewerking van een van zijn leden aan de oprichting van een nieuw collectief midden maart 2022, niet aangewezen om het plan voor het nieuwe Montgomeryproject dat op 02/06/2022 in de pers werd gepubliceerd te analyseren en vast te stellen dat een partner van de meerderheid in Etterbeek openlijk zijn steun betuigt aan dit nieuwe collectief, nog vóór de officiële oprichtingsdatum ervan?

Wat is het standpunt van de gemeente ten aanzien van het nieuwe project van het Gewest dat op 02/06/2022 in de pers is aangekondigd en het feit dat minister Van den Brandt niet eens wacht op het einde en de evaluatie van het huidige proefproject dat op 26/02/2022 van start is gegaan?

Wat is het standpunt van de gemeente met betrekking tot het verschijnen van tweerichtingsfietspaden in dit nieuwe gewestelijke project gepubliceerd op 02/06/2022? Wat is het standpunt van de gemeente, gezien het feit dat deze tweerichtingsfietspaden zouden leiden tot een verlies van ongeveer 75% van de parkeerplaatsen, zonder dat er oplossingen zijn voor compensatie buiten de weg, aangezien nu is vastgesteld dat deze oplossingen (ING - RIZIV) eenvoudigweg niet bestaan?

Bevestigt de gemeente de gevaarlijkheid van tweerichtingsfietspaden in een stedelijke omgeving, zoals onder meer vastgesteld in een universitaire studie die is opgesteld in samenwerking met de Nederlandse FIETSERSBOND (9) en ook door een onafhankelijke studie van het Franse STUDIEbureau ISR op de Tervurenlaan in mei 2019?

Wat Tervuren-Montgomery betreft, vragen wij al sinds de tijd van minister Smet om de aanleg van eenrichtingsfietspaden en veiligheid voor alle gebruikers in Merode en Montgomery. Moeten wij de verwarring die door het kabinet-Van den Brandt en het nieuwe collectief wordt gecreëerd en in stand gehouden accepteren, omdat wij veel buurtbewoners vertegenwoordigen die zich te voet, met de fiets en met de auto verplaatsen? Wij zijn duidelijk niet tegen fietsen of voor auto's.

Is het niet nodig om het niet respecteren van de planning voor de heraanleg van de laan tot stadsboulevard aan de kaak te stellen, omdat minister Van den Brandt en Brussel Mobiliteit zich baseren op de Strategische Oriëntatienota Tervuren, die in werkelijkheid **2 DOELSTELLINGEN** heeft:

1/ **TOEGEEFT**: de aanleg van “veilige - tweerichtings” fietspaden aan beide zijden in woonwijken met winkels als bestemming voor snel doorgaand fietsverkeer

2/ **VERBERGT**: de schrapping van zoveel mogelijk parkeerplaatsen (indien mogelijk bijna 100%)

TERWIJ

- Een fietspad in twee richtingen in dichtbebouwde gebieden is in strijd met de veiligheid, de studie [BRAT, “Analyse de la demande de stationnement en voirie \(rotation et taux d’occupation\) dans le cadre du projet de piste cyclable dans la voie latérale de l’avenue de](#)

[Tervueren entre mérode et léopold II](#)”, aangevraagd door GOB Brussel Mobiliteit in november 2017, vermeldt een reeds bestaande verzadiging van het parkeeraanbod in de buurt en dat de alternatieven voor compensatie van het parkeren buiten de straat (INAMI en ING) onwaar zijn,

- GEN fiets = druk doorgaand verkeer niet in lijn met het creëren van rustige wijken in de zijstraten, wat GoodMove nochtans bepleit door het doorgaand verkeer te elimineren.

Is het niet tijd om de leugens en manipulaties te stoppen? Hoe denkt u in die richting te handelen?

Wat het overleg betreft, hoe kunt u een perimeter garanderen die werkelijk representatief is voor de Tervurenlaan en haar onmiddellijke omgeving? Hoe kan worden gegarandeerd dat de perimeter voor de raadpleging niet te ruim is, zodat elementen van buiten de wijk het democratische proces waarbij de bewoners van de wijk worden geraadpleegd, die als eersten met de heraanleg van de laan te maken krijgen, kunnen verstoren?

C. Veiligheid en ordehandhaving

Hoe denkt de gemeente de orde en verkeersveiligheid in de bestaande aanleg te waarborgen? Hoe denkt zij in het bijzonder het steeds terugkerende gebruik van de parallelwegen door tweewielers aan te pakken, dat - al dan niet gereguleerd door tweerichtingsfietspaden - een bron van ongelukken is? Fietsers zijn zwakke gebruikers in vergelijking met auto's, maar voetgangers zijn zwakke gebruikers in vergelijking met fietsers.

1 annexe / 1 bijlage

Avenue de Tervueren - Interpellation.pdf

4 Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 30.05.2022

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 30.05.2022

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

5 Conseil communal - Délégations et mandats - Foyer Laekenois - Remplacement - Monsieur Christophe Pierroux

Le Conseil communal,

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du conseil communal du 06.05.2019 désignant Monsieur Philippe TIMMERMANS en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux Assemblées générales de la SCRL "Le Foyer Laekenois".

Considérant qu'il convient de remplacer Monsieur Philippe TIMMERMANS de sa qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux Assemblées générales de la SCRL "Le Foyer Laekenois".

DESIGNE

Monsieur Christophe Pierroux en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux Assemblées générales de la SCRL "Le Foyer Laekenois".

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Lakense Haard - Vervanging - Mijnheer Christophe Pierroux

De gemeenteraad,

Gelet op artikel 120, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 06.05.2019 tot benoeming van de heer Philippe TIMMERMANS tot vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek op de Algemene Vergaderingen van de SCRL " De Lakense Haard ".

Overwegende dat de heer Philippe TIMMERMANS moet worden vervangen in zijn hoedanigheid van vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek op de algemene vergaderingen van de SCRL " De Lakense Haard ".

BENOEMT

De heer Christophe Pierroux als vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek op de Algemene Vergaderingen van de CVBA " De Lakense Haard ".

6 Conseil communal - Délégations et mandats - Le Petit Propriétaire - Remplacement - Madame Laurence Gallez

Le Conseil communal,

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale;

Considérant qu'à l'Assemblée générale du 27 mars 2015 Monsieur Philippe TIMMERMANS a été confirmé en qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux assemblées générales du Petit Propriétaire.

Considérant qu'il convient de remplacer Monsieur Philippe TIMMERMANS de sa qualité de représentant de la commune d'Etterbeek aux assemblées générales du Petit Propriétaire.

DESIGNE

Madame Laurence GALLEZ en qualité de représentante de la commune d'Etterbeek aux assemblées générales du Petit Propriétaire.

Gemeenteraad - Afvaardigingen en mandaten - Le Petit Propriétaire - Vervanging - Mevrouw Laurence Gallez

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat op de Algemene Vergadering van 27 maart 2015 de heer Philippe TIMMERMANS werd bevestigd als vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek op de Algemene Vergaderingen van de Petit Propriétaire.

Overwegende dat de heer Philippe TIMMERMANS moet worden vervangen in zijn hoedanigheid van vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek op de algemene vergaderingen van Petit

Propriétaire.

BENOEMT

De vrouw Laurence GALLEZ in de hoedanigheid van vertegenwoordiger van de gemeente Etterbeek in de algemene vergaderingen van "Petit Propriétaire".

Contentieux - Geschillen

7 **Décisions de la Région de Bruxelles-Capitale accordant et répartissant des subventions aux communes dans le cadre du Plan bruxellois de Prévention et de Proximité 2021-2024 – Recours en annulation de la Commune de Berchem-Ste-Agathe auprès du Conseil d'Etat – Autorisation d'introduire une requête en intervention. (Complémentaire)**

Le Conseil communal,

Considérant que le nouvel appel à projet du Plan bruxellois de Prévention et de Proximité 2022-2024 prévoit une nouvelle clé de répartition de l'enveloppe budgétaire ; que les montants accordés à Etterbeek ont été réduits, et que l'indexation annuelle de 2% est supprimée ;

Considérant que le calcul sur lequel s'appuie cette répartition est flou ;

Considérant que cette diminution du montant accordé à Etterbeek par BPS risque d'avoir des conséquences importantes sur la prise en charge financière par l'administration communale ;

Considérant que la commune de Berchem-Ste-Agathe a introduit une requête en annulation contre :

- la décision de la Région de Bruxelles-Capitale portant répartition des subventions aux 19 communes bruxelloises pour leurs projets en matière de prévention et de sécurité dans le cadre du plan global de Sécurité et de Prévention pour les années budgétaires 2022-2024 ;
- la décision de réduire les subventions qui lui sont octroyées dans ce cadre
- la décision d'attribution de subventions dans ce cadre aux 18 autres communes bruxelloises ;

Considérant que ladite action a été notifiée à la commune par lettre du greffe datée du 14 juin 2022 ;

Considérant qu'outre les éléments repris plus avant, si le Conseil d'Etat venait à annuler la répartition querellée, l'enveloppe budgétaire étant « fermée », les montants attribués aux autres communes que Berchem-Ste-Agathe pourraient être revus à la baisse ;

Considérant que ces diminutions de subsides pourraient porter préjudice aux politiques de prévention entamées ou envisagées, voire mener au licenciement de membres du personnel ; qu'il est, dès lors, opportun d'intervenir dans l'action intentée par Berchem-Ste-Agathe ;

Considérant que, lors de sa séance du 23 juin dernier, le Collège des Bourgmestre et Echevins a donc notamment décidé d'intervenir dans l'action intentée par Berchem-Ste-Agathe ;

Vu la nouvelle loi communale, et notamment les articles 117 et 270 ;

Vu l'urgence ;

DECIDE d'autoriser le Collège des Bourgmestre et Echevins à introduire une requête en

intervention dans ce dossier.

Beslissingen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende de toekenning en de verdeling van subsidies aan de gemeenten in het kader van het Brussels Preventie- en Buurtplan 2021-2024 – Beroep tot nietigverklaring van de gemeente Sint-Agatha-Berchem bij de Raad van State – Toestemming om een verzoekschrift tot tussenkomst in te dienen. (Aanvullend)

De gemeenteraad,

overwegende dat de nieuwe projectoproep van het Brussels Preventie- en Buurtplan 2022-2024 een nieuwe verdeelsleutel voorziet voor de begrotingsenveloppe; dat de bedragen voor Etterbeek werden verminderd en dat de jaarlijkse indexering van 2% werd geschrapt;

overwegende dat de berekening waarop die verdeling is gebaseerd vaag is;

overwegende dat de vermindering van het bedrag dat wordt toegekend aan Etterbeek door BPV mogelijk grote gevolgen heeft voor de financiële steun die door het gemeentebestuur wordt verleend;

overwegende dat de gemeente de Sint-Agatha-Berchem een verzoek tot nietigverklaring heeft ingediend tegen:

- de beslissing van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende de verdeling van de subsidies over de 19 Brusselse gemeenten voor hun projecten in verband met preventie en veiligheid in het kader van het globaal Veiligheids- en Preventieplan voor de begrotingsjaren 2022-2024;
- de beslissing om de subsidies die in dat kader worden toegekend te verminderen;
- de beslissing houdende de toekenning van subsidies in dit kader aan de 18 andere Brusselse gemeenten;

overwegende dat de gemeente in kennis werd gesteld van dit beroep door een brief van de griffie op 14 juni 2022;

overwegende dat, boven op de bovenstaande elementen, als de Raad van State de betwiste verdeling niet zou verklaren omdat de begrotingsenveloppe “gesloten” is, ook de aan andere gemeenten dan Sint-Agatha-Berchem toegekende bedragen naar beneden kunnen worden bijgesteld;

overwegende dat deze vermindering van de subsidies afbreuk zou kunnen doen aan het ingezette of geplande preventiebeleid en zelfs zou kunnen leiden tot het ontslag van personeelsleden; dat het bijgevolg aangewezen is om tussen te komen in het beroep dat Sint-Agatha-Berchem heeft ingesteld;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 23 juni heeft beslist om tussen te komen in het beroep van Sint-Agatha-Berchem;

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikels 117 en 270;

gelet op de dringendheid;

BESLIST om het college van burgemeester en schepenen toestemming te geven om een verzoekschrift tot tussenkomst in te dienen in het kader van dit dossier.

3 annexes / 3 bijlagen

202206_Requête en annulation Berchem.pdf, Appel au Plan-BPS.pdf, 20220401_Courrier BPS.pdf

8 Parc de l'école "Paradis des Enfants" - Chantier - Fermeture - Ordonnance de police.

(Complémentaire)

Le Conseil communal

Vu les articles 133 et 135 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 1382 et 1384 du Code Civil ;

Vu le nombre important de fouilles en tranchées ouvertes nécessaires au repérage des différents impétrants à l'entrée du parc du Paradis des Enfants, sis rue Baron de Castro 61 a, et aux abords du bâtiment scolaire dans le parc ;

Vu les importantes excavations nécessaires à la création de plusieurs chambres de visite et loges à compteurs ;

Vu les modifications importantes à réaliser au niveau du câblage électrique qui provient de la nouvelle cabine haute tension et qui dessert l'ensemble du site ;

Considérant que ces travaux permettront de raccorder la nouvelle aile en cours de construction aux divers impétrants (eau, gaz, fibre optique à l'avenir) ;

Vu le nombre croissant de véhicules et d'engins de chantiers devant accéder et travailler sur le site ;

Vu la présence de plusieurs infrastructures ludiques et sportives dans le parc, attirant un nombre important d'usagers publics ;

Considérant que l'unique accès actuel au parc pour le public et les membres du personnel scolaire s'effectue par la rue Baron de Castro 61 a ; que cet accès fait l'objet desdits travaux ;

Considérant que les travaux préparatoires, de sécurisation, de démolition/reconstruction, des nouveaux raccordements s'étendront du 1^{er} juillet 2022 jusqu'au 7 août 2022 ;

Considérant que la sécurité des usagers ne peut plus être assurée durant toute la période du chantier, en ce compris en dehors des heures de travail et durant les week-ends et jours fériés ;

ARRETE :

Article 1

Ordre est donné aux services communaux de procéder à la fermeture du parc du Paradis des Enfants au public, aux membres du personnel scolaire ainsi qu'aux élèves du 1^{er} juillet 2022 jusqu'au 7 août 2022 inclus, de manière à garantir la sécurité sur le chantier.

Article 2

Durant la fermeture du parc, les zones de chantier seront fermées physiquement et inaccessibles à toute personne étrangère au chantier, sans que l'absence de fermeture physique diminue en rien l'interdiction d'y pénétrer.

Article 3 :

Le présent Arrêté sera affiché sur toutes les entrées du parc du Paradis des Enfants, sur le volet d'entrée de l'école avenue des Volontaires 110 et communiqué au service de Prévention afin d'en informer et d'en sensibiliser les gardiens de parc, ainsi qu'à la Police.

Article 4 :

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cette ordonnance peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'État, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be> . Une action en suspension de l'ordonnance peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Park van de school "Paradis des Enfants" - Werf - Sluiting - Politieverordening. (Aanvullend)

De gemeenteraad,

gelet op artikels 133 en 135, §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikels 1382 en 1384 van het Burgerlijk Wetboek;

gelet op het grote aantal sleufgravingen die nodig zijn om de verschillende nutsvoorzieningen te lokaliseren aan de ingang van het park van Paradis des Enfants, gelegen Baron de Castrostraat 61, en in de buurt van het schoolgebouw in het park;

gelet op de vele uitgravingen die nodig zijn voor de aanleg van verschillende inspectieputten en meterkasten;

gelet op de belangrijke wijzigingen die moeten worden aangebracht aan de elektrische bedrading die afkomstig is van de nieuwe hoogspanningscabine en die de hele site bedient;

overwegende dat deze werkzaamheden het mogelijk zullen maken de nieuwe vleugel in aanbouw aan te sluiten op de verschillende nutsvoorzieningen (water, gas, glasvezel in de toekomst);

gelet op het toenemende aantal voertuigen en bouwmachines die toegang moeten hebben tot de site en er zullen werken;

overwegende dat er verschillende speeltuigen en sportinfrastructuur aanwezig is in het park die heel wat mensen aantrekken;

overwegende dat de enige toegang tot het park voor het publiek en het schoolpersoneel momenteel via de Baron de Castrostraat 61a loopt; dat deze toegang het voorwerp van de genoemde werkzaamheden is;

overwegende dat de voorbereidende werkzaamheden, de beveiliging, de afbraak/herbouw en de nieuwe aansluitingen van 1 juli 2022 tot en met 7 augustus 2022 zullen duren;

overwegende dat de veiligheid van de gebruikers niet langer kan worden gewaarborgd gedurende de gehele periode van de werkzaamheden, ook buiten de werkuren en tijdens de weekends en op feestdagen;

VERORDENT

Artikel 1

Bevel wordt gegeven aan de gemeentediensten om het park van Paradis des Enfants te sluiten voor het publiek, voor het schoolpersoneel en voor de leerlingen van 1 juli 2022 tot en met 7 augustus 2022 om de veiligheid op de werf te garanderen.

Artikel 2

Tijdens de sluiting van het park worden de werfzones fysiek afgesloten en zijn deze niet toegankelijk voor personen die niet betrokken zijn bij de werf, zonder dat de afwezigheid van fysieke afsluiting afbreuk doet aan het verbod om de werf te betreden.

Artikel 3

Deze verordening wordt uitgehangen aan alle ingangen van het park van Paradis des Enfants en op het luik van de school aan de Vrijwilligerslaan 110 en meegedeeld aan de dienst Preventie, om de parkwachters ervan op de hoogte te brengen en te sensibiliseren, alsook aan de politie.

Artikel 4

In overeenstemming met de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring van deze verordening ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, worden ingediend binnen 60 dagen na de kennisgeving van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van deze verordening ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

Affaires générales - Algemene Zaken

9 Régie communale autonome – Désignation d'un commissaire-réviseur membre de l'Institut des réviseurs d'entreprises pour 3 ans.

Le Conseil communal,

Revu la délibération du Conseil communal du 16/12/2019 désignant la société RSM Belgium pour le contrôle des comptes se terminant aux 31/12/2018, 31/12/2019 et 31/12/2020 ;

Considérant que le Conseil d'administration de la Régie communale autonome a désigné le 16/07/2019 la société RSM Belgium pour une mission de 3 ans (marché de faible montant par facture accepté) ;

Considérant l'article 14 des statuts : « ... si le mandat du Commissaire-réviseur prend fin respectivement au cours des trois premiers mois ou des trois derniers mois de l'exercice, celui-ci est tenu de rédiger les rapports et plans auxquels il est tenu en sa qualité de commissaire-réviseur, par la loi et les présents statuts, et qui concernent respectivement l'exercice précédent et l'exercice en cours » ;

Considérant que la société RSM Belgium était donc bien désignée pour le contrôle des comptes des exercices 2019, 2020 et 2021, (les comptes 2018 relevant encore de son mandant précédent) ;

DECIDE :

De confirmer que la société RSM Belgium a bien été désignée pour une mission de 3 ans (2019 à 2021) comprenant le contrôle des comptes 2019 à 2021.

Autonome gemeentebedrijf – Aanstelling van een commissaris-revisor lid van het Instituut van de bedrijfsrevisoren voor een periode van 3 jaar.

De gemeenteraad,

Herzien de beraadslaging van de gemeenteraad van 16/12/2019 waarin het bedrijf RSM Belgium wordt aangesteld voor de controle van de rekeningen die worden afgesloten op 31/12/2018, 31/12/2019 en 31/12/2020;

Overwegende dat de raad van bestuur van het Autonoom gemeentebedrijf op 16/07/2019 het bedrijf RSM Belgium heeft aangesteld voor een opdracht van 3 jaar (opdracht met een laag bedrag via aanvaarde factuur);

Gelet op artikel 14 van de statuten: “...Als het mandaat van de commissaris-revisor eindigt respectievelijk in de loop van de eerste drie maanden of de laatste drie maanden van het boekjaar, dan moet hij de verslagen en plannen opstellen waaraan hij gehouden is in zijn hoedanigheid van commissaris-revisor door de wet en onderhavige statuten en die respectievelijk betrekking hebben op het vorige boekjaar en het lopende boekjaar”;

Overwegende dat het bedrijf RSM Belgium dus wel degelijk was aangesteld voor de controle van de rekeningen van de boekjaren 2019, 2020 en 2021 (de rekeningen van 2018 vallen nog onder het vorige mandaat);

BESLIST :

Om te bevestigen dat het bedrijf RSM Belgium wel degelijk werd aangesteld voor een opdracht van 3 jaar (2019 tot 2021) voor de controle van de rekeningen 2019 tot 2021.

10 Régie communale autonome – Comptes annuels et rapport d’activité 2021 – Rapport du commissaire-réviseur.

Le Conseil communal,

Vu l’article 18 des statuts de la Régie communale autonome qui prévoit de transmettre au Conseil communal le rapport d’activité, le rapport du commissaire-réviseur et les comptes annuels arrêtés au 31 décembre pour approbation ;

Attendu que les comptes annuels ainsi que le rapport d’activités 2021 ont été arrêtés par le Conseil d’administration de la Régie communale autonome en date du 01/06/2022 ;

Vu le rapport du commissaire-réviseur ;

Attendu que le compte 2021 peut être résumé comme suit :

Coûts des ventes et prestations	2.416.341,75 €	Ventes et prestations	2.815.388,47 €
Boni d’exploitation	399.046,72 €	Perte d’exploitation	

Charges financières	209.097,38 €	Produits financiers	25.408,61 €
Bénéfice courant	215.357,95 €	Perte courante	
Charges exceptionnelles		Produits exceptionnels	
Impôts sur le résultat		Prélèvements sur les impôts différés	
Bénéfice de l'exercice	215.357,95 €	Perte de l'exercice	

Attendu que la situation financière de la Régie communale autonome ne lui permet pas de payer les annuités du canon emphytéotique sans faire appel à un subside communal supplémentaire ;

DECIDE :

1. d'approuver les comptes annuels 2021 de la Régie communale autonome.
2. de donner décharge aux administrateurs pour leur gestion durant l'année 2021.
3. de donner décharge au commissaire réviseur et aux commissaires aux comptes.
4. de suspendre la réclamation des annuités du canon emphytéotique jusqu'au moment où la Régie communale autonome disposera des moyens nécessaires.

Autonome gemeentebedrijf – Jaarlijkse rekeningen en activiteitenverslag 2021 – Verslag van de commissaris-revisor.

De gemeenteraad,

Gelet op artikel 18 van de statuten van het Autonoom Gemeentebedrijf dat bepaalt dat het activiteitenverslag, het verslag van de commissaris-revisor en de jaarrekeningen vastgelegd op 31 december ter goedkeuring moeten worden voorgelegd aan de gemeenteraad;

Overwegende dat de jaarrekeningen en jaarverslag voor 2021 werden vastgelegd door de raad van bestuur van het Autonoom Gemeentebedrijf op 01/06/2022 ;

Gelet op het verslag van de commissaris-revisor;

Overwegende dat de rekening 2021 als volgt kan worden samengevat:

Kosten voor diensten en verkopen	2.416.341,75 €	Diensten en verkopen	2.815.388,47 €
Exploitiawinst	399.046,72 €	Exploitatieverlies	
Financiële lasten	209.097,38 €	Financiële opbrengsten	25.408,61 €
Batig courant resultaat	215.357,95 €	Nadelig courant resultaat	
Uitzonderlijke kosten		Uitzonderlijke opbrengsten	
Belasting op het resultaat		Omtrekking aan uitgestelde belastingen	
Winst van het dienstjaar	215.357,95 €	Verlies van het dienstjaar	

Overwegende dat de financiële situatie van het Autonoom Gemeentebedrijf niet toelaat om de annuïteiten van de erfpachtcanon te betalen zonder beroep te doen op een bijkomende gemeentelijke subsidie;

BESLIST

1. de jaarrekeningen 2021 van het Autonoom Gemeentebedrijf goed te keuren;

2. kwijting te geven aan de bestuurders voor hun beheer tijdens de 2021;
3. kwijting te geven aan de commissaris-revisor voor de rekeningen;
4. de vordering voor de annuïteiten van de erfpachtcanon op te schorten tot het moment waarop het Autonoom Gemeentebedrijf over de nodige middelen beschikt.

3 annexes / 3 bijlagen

RCAE_Piscine_Rapport de gestion 2021_compressed.pdf, RCAE - Bilan BNB 2021.pdf, Rapport annuel 2021.pdf

11 **Régie communale autonome – Budget 2022 - Plan triennal de financement (2022-2024) – Communication.**

Le Conseil communal,

Considérant qu'en vertu de l'article 10 du contrat de gestion conclu entre la Régie communale autonome et la Commune d'Etterbeek, le budget doit être présenté une fois par an au Conseil communal ;

Considérant qu'en vertu de l'article 20 des statuts de la Régie communale autonome, le plan de financement, établi par le Conseil d'administration tous les trois ans, doit être communiqué au Conseil communal au plus tard le 30 juin de la première année du triennat ;

Considérant que le budget 2022 et le plan de financement 2022-2024 ont été validés par le Conseil d'administration de la Régie communale autonome en date du 01/06/2022 ;

DECIDE :

De prendre connaissance du budget 2022 et du plan triennal de financement 2022-2024.

Autonome gemeentebedrijf - Begroting 2022 – Driejarig financieringsplan (2022-2024) – Mededeling ter informatie.

De gemeenteraad,

Overwegende dat op grond van artikel 10 van de beheersovereenkomst tussen het Autonoom Gemeentebedrijf en de gemeenteraad, de begroting een keer per jaar moet worden voorgesteld aan de gemeenteraad;

Overwegende dat op grond van artikel 20 van de statuten van het Autonoom Gemeentebedrijf, het financieringsplan, dat om de drie jaar wordt opgesteld door de raad van bestuur, aan de gemeenteraad moet worden bezorgd uiterlijk op 30 juni van het eerste jaar van de driejarige periode;

Overwegende dat de begroting 2022 en het financieringsplan 2022-2024 werden goedgekeurd door de raad van bestuur van het Autonoom Gemeentebedrijf op 01/06/2022;

BESLIST :

Om kennis te nemen van de begroting 2022 en het financieringsplan 2022-2024.

2 annexes / 2 bijlagen

RCAE - Budget 2022.pdf, RCAE - Plan triennal (2022-2024).pdf

12 **Convention entre la Commune d'Etterbeek et la Mission Locale pour l'Emploi relative au service "Proxibat"**

Le Conseil Communal,

Considérant le partenariat entre la Commune d'Etterbeek et la Mission Locale pour l'Emploi, pour la mise en place de Proxibat, service de proximité dont l'objectif est la réalisation de travaux d'aménagement et de rénovation à destination des seniors, personnes handicapées ou en situation de précarité ;

Considérant que le service Contact Plus assure le suivi des demandes sur le plan social et administratif ;

Considérant les tâches et missions des deux parties ;

Considérant que la Commune d'Etterbeek alloue un subside annuel à la Mission Locale pour l'Emploi pour les frais de fonctionnement directs et indirects liés au projet Proxibat, afin de couvrir l'encadrement de maximum 4 travailleurs sous statut Dispositif Emploi Insertion en Economie Sociale ;

Considérant que le montant de la subvention s'élève à 73.225,80€. EUR pour l'année 2022 et sera indexée annuellement sur base de l'indice santé de janvier 2022 ;

Considérant que tous ces éléments ont été définis dans une convention de partenariat ;

DECIDE d'approuver la convention entre la Commune d'Etterbeek et la Mission Locale pour l'Emploi relative au service Proxibat

Convention de partenariat

Entre :

L'asbl Mission Locale pour l'Emploi d'Etterbeek, via le service Proxibat de son Projet « économie sociale bâtiment »

Sise à : Avenue des Casernes, 31/2, 1040 Etterbeek

Représentée par : Véronique Canters, Présidente

Ci-après dénommée : « la MLE »

ET

La commune d'Etterbeek, via le service Contact Plus

Sise à : avenue des Casernes, 31/1 , 1040 Etterbeek

Représentée par Madame Annick Petit et Monsieur Vincent De Wolf, respectivement Secrétaire communale et Bourgmestre

Ci-après dénommée : « la Commune »

Il a été convenu ce qui suit :

1. Objet de la convention :

Partenariat entre la Commune et la MLE pour la réalisation de petits travaux d'intérieur pour améliorer le cadre de vie des personnes âgées et/ou en situation de handicap et des bénéficiaires des aides du CPAS (ci-après nommés « les demandeurs »), qui ne nécessitent pas d'intervention lourde et n'entrent pas en concurrence avec les entrepreneurs professionnels.

Les objectifs de ce partenariat sont les suivants :

- Pour les demandeurs :
- disposer d'aménagements permettant le maintien à domicile dans de meilleures conditions de confort

et de sécurité, ou bénéficiaire de petits travaux ne justifiant pas le déplacement d'un entrepreneur ;

- amélioration du cadre de vie de par la réalisation de petits travaux de parachèvement intérieur de réfection, d'embellissement et d'aménagement adapté.

- Pour les travailleurs sous statut Dispositif Emploi Insertion en Economie Sociale (DEIES) :
- permettre une insertion par le travail et la formation ;
- renforcer l'adéquation des compétences des DEIES avec les exigences du marché ;
- former les DEIES au savoir-être nécessaire exigé auprès de la clientèle ;
- assurer une validation des compétences dans le secteur de la rénovation du bâtiment.

Par ailleurs, le partenariat laissera la possibilité aux travailleurs de s'absenter ponctuellement afin d'améliorer leurs chances d'insertion sur le marché du travail (accompagnement social et administratif, démarche active de recherche d'emploi et participation à des formations, etc.).

2. Tâches du service Contact Plus

- Centraliser toutes les demandes d'intervention des demandeurs, en ce compris celles des institutions (CPAS,...) ;
- Être l'unique point de contact pour les demandeurs éligibles à l'intervention du service Proxibat, à l'exception de la visite préalable à l'établissement du devis et pour la planification des travaux, qui sera effectuée par Proxibat ;
- Recevoir les demandes des demandeurs ;
- Vérifier les conditions d'éligibilité des demandeurs ;
- Vérifier l'éligibilité des interventions demandées ;
- Compléter la demande d'intervention pour le service Proxibat via le formulaire adéquat ;
- Assurer le suivi de l'intervention, sur base des éléments fournis par le service Proxibat ;
- Assurer, lorsque nécessaire, un appui à la prise de rendez-vous et à l'intervention dans le cas de difficultés spécifiques aux conditions propres de la personne.

3. Tâches du service Proxibat

- Coordination de l'ensemble des interventions ;
- Réalisation des visites et d'un devis ;
- Planification hebdomadaires des travaux ;
- Mise à disposition, formation et supervision technique des ouvriers DEIES ;
- Suivi des travailleurs DEIES ;
- Secrétariat, facturation et suivi des paiements ;
- Evaluation du travail des ouvriers ;
- Favoriser la mise à l'emploi au terme du DEIES ;
- Assurer la continuité du service en cas de formation ou d'absence des ouvriers et/ou du contremaître.

Le partenariat prévoit que, durant les périodes de vacances scolaires, les travailleurs pourront réaliser des chantiers dans les écoles communales. Proxibat s'engage à ce que durant les mois de juillet et août, les ouvriers soient disponibles à raison d'au moins une semaine sur deux.

4. Suivi et évaluation du partenariat

Les deux parties signataires procéderont à un suivi régulier du partenariat afin de faire le point sur son état et d'y apporter les éventuelles corrections. La procédure de fonctionnement pourra à cet effet être adaptée afin de répondre aux besoins d'une bonne exécution et garantir la bonne mise en œuvre du programme.

5. Travaux éligibles

La liste des travaux éligibles est reprise en annexe.

Cette liste pourra être modifiée par la MLE via son service Proxibat. Elle sera, dans ce cas, notifiée à

la Commune.

6. Demandeurs éligibles

Personnes âgées bénéficiaires de l'intervention majorée ;
Personnes en situation de handicap bénéficiaires de l'intervention majorée ;
Bénéficiaires des aides du CPAS.

Sur base d'un rapport social motivé de Contact Plus, les demandeurs ne rentrant pas dans les conditions ci-dessus pourront bénéficier de l'intervention du service Proxibat.

7. Procédure indicative

Contact Plus centralise toutes les demandes d'intervention, via son service social. Suite au rapport social, et après vérification de l'éligibilité des travaux demandés, la demande est transmise au service Proxibat, par le biais du formulaire de demande d'intervention.

Le service Proxibat prend contact avec le demandeur et réalise une visite préalable du chantier afin de s'assurer de la faisabilité des travaux à réaliser et d'établir un devis qui détaillera le budget de l'intervention et sa durée. Le devis mentionnera que les tarifs peuvent être appliqués grâce à une intervention de la Commune d'Etterbeek. Ce devis est envoyé au demandeur pour approbation, avec copie au service Contact Plus. Le devis mentionnera uniquement les coordonnées de Contact Plus : le demandeur notifiera par mail ou par téléphone sa décision au service Contact Plus, qui transmettra service Proxibat .

En cas de refus, le devis est archivé et le dossier clôturé.

Le service Proxibat planifie ensuite les travaux avec le demandeur, lui confirme par courrier, avec copie à Contact Plus, puis supervise la réalisation des travaux chez le demandeur par les ouvriers.

En cas d'imprévu au moment de l'intervention, directement lié à l'intervention initialement prévue, un devis complémentaire sera réalisé et devra faire l'objet d'une approbation du demandeur avant exécution et sera également communiqué à Contact Plus. .

En cas de refus du devis complémentaire, seule l'intervention originale sera effectuée.

A la fin des travaux, Contact Plus envoie une lettre de satisfaction au demandeur, afin de s'assurer que les travaux ont bien été effectués et que le chantier est entièrement terminé.

En l'absence de réclamation dans les quinze jours suivant l'envoi du courrier de satisfaction, le service Proxibat envoie simultanément la facture au demandeur et au service Contact Plus.

Toutes ces étapes seront consignées dès que possible dans un tableau partagé accessible aux deux services, et plus particulièrement aux personnes suivantes :

- Le coordinateur du projet économie sociale bâtiment de la MLE (lecture et modification) ;
- Le service social de Contact Plus (lecture et modification) ;
- Le coordinateur de Contact Plus (lecture seule) ;
- Un assistant administratif Proxibat (lecture et modification) ;
- Contremaitre de Proxibat (lecture seule).

Aucune autre fonction ne pourra avoir accès à ce tableau.

Des interventions techniques sociales d'une durée de maximum 15 minutes (remplacement d'ampoule, débouchage d'évier,...), pourront être effectuées à titre gratuit, sans devis et sans facturation. Ces interventions feront également l'objet d'un suivi entre le service Proxibat et Contact Plus.

8. Subsidies

La MLE recevra un subside annuel de la part de la Commune d'Etterbeek pour les frais de fonctionnement directs et indirects liés au projet Proxibat, afin de couvrir l'encadrement de maximum 4 DEIES.

Le montant de la subvention s'élèvera à 73.225,80€. EUR pour l'année 2022 et sera indexée annuellement sur base de l'indice santé de janvier 2022.

La MLE établira quatre déclarations de créances annuelles d'un quart du montant de la subvention annuelle, la première à la date de signature de la présente convention, ou le premier janvier pour les années ultérieures et les suivantes en date du 31 mars, 30 juin, 30 septembre.

9. Tarif :

La MLE, via son service Proxibat facturera au bénéficiaire de l'intervention :

- Le prix coûtant de la marchandise ;
- Une participation équivalente à 10% du prix des marchandises destinée à couvrir les frais de transport et du petit outillage des DEIES ;
- Une participation aux frais de stages des DEIES à raison de 10€ la demi-journée de prestation, peu importe le nombre d'ouvriers mis à disposition .

Les paiements se feront uniquement sur le compte de la MLE et aucun paiement ne pourra être reçu en liquide.

10. Modifications ou rupture de la présente convention

La présente convention sera soumise à l'approbation du Conseil communal et du Conseil d'Administration de la MLE.

Toute modification à la présente convention ou rupture sera soumise à l'approbation du Conseil communal et du Conseil d'Administration de la MLE.

La présente convention est d'application à partir du 28 juin 2022.

Fait à Etterbeek, en 3 exemplaires, le

Pour la MLE :

Véronique CANTERS

Présidente du Conseil d'Administration

Pour la Commune d'Etterbeek

Annick PETIT

Secrétaire communale

Vincent DE WOLF

Bourgmestre

Annexe : Liste des travaux éligibles

Exécution de petits travaux ne nécessitant pas d'intervention lourde et un maximum de 5 jours de prestations. pour 2 ouvriers tels que :

- Aménagement adapté (rampe d'accès pour chaise roulante, main courante, poignées d'appui ...)
- Peinture et tapissage;
- Réparation courante de plomberie ;
- Installation sanitaire ;
- Remplacement WC et douche ;
- Remplacement de prises électriques, luminaires et interrupteurs ;
- Maçonnerie élémentaire ;
- Carrelage sol et mur ;
- Enduisage et Plafonnage;
- Menuiserie ;
- Montage et démontage de meubles ;
- Installation et réparations de planchers et parquets ;
- Fabrication et pose de placards ;
- Installation et réparation de portes ;
- Placement de cloisons et faux-plafonds ;
- Petits travaux visant les économies d'énergie et l'isolation tels que pose de joints de fenêtre, solutionnement de ponts thermiques,...) ;
- Petits travaux divers de maintenance.

Ceci à l'exclusion des interventions lourds, d'envergure et/ou pour lesquels un permis d'urbanisme ou un contrôle de conformité des travaux est exigée par la législation (intervention gaz et électricité).

Cette liste est non exhaustive, et pourra être complétée par la MLE, via le service Proxibat.

Overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de Mission locale pour l'Emploi betreffende de dienst "Proxibat"

De gemeenteraad,

gelet op het partnerschap tussen de gemeente Etterbeek en de Mission locale pour l'Emploi voor de uitvoering van Proxibat, een nabijheidsdienst die tot doel heeft om inrichtings- en renovatiewerkzaamheden uit te voeren voor senioren, personen met een handicap en personen in precare situaties;

overwegende dat de dienst Contact Plus de aanvragen opvolgt zowel op sociaal vlak als op administratief vlak;

gelet op de taken en opdrachten van de twee partijen;

overwegende dat de gemeente Etterbeek jaarlijks een subsidie toekent aan de Mission locale pour l'Emploi voor de rechtstreekse en onrechtstreekse werkingskosten in verband met het project Proxibat voor de begeleiding van maximaal 4 werknemers in het kader van de voorziening van

inschakelingsbaan in de sociale economie;

overwegende dat het bedrag van de subsidie 73.225,80 euro bedraagt voor het jaar 2022 en jaarlijks zal worden geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex van januari 2022;

overwegende dat al die elementen werden vastgelegd in een partnerschapsovereenkomst;

BESLIST om de overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de Mission locale pour l'Emploi betreffende de dienst "Proxibat" goed te keuren.

Partnerschapsovereenkomst

Tussen:

De vzw Mission locale pour l'Emploi d'Etterbeek, via de dienst Proxibat van zijn project "économie sociale bâtiment"

Gelegen: Kazernenlaan 31/2, 1040 Etterbeek

Vertegenwoordigd door: Véronique Canters, voorzitter

Hierna "MLE" genoemd,

EN

De gemeente Etterbeek, via de dienst Contact Plus

Gelegen: Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek

Vertegenwoordigd door mevrouw Annick Petit en de heer Vincent De Wolf, respectievelijk gemeentesecretaris en burgemeester

Hierna "de gemeente" genoemd

Werd overeengekomen wat volgt:

1. Voorwerp van de overeenkomst

Partnerschap tussen de gemeente en de MLE voor de uitvoering van kleine binnenhuiswerken ter verbetering van de leefomgeving van ouderen en/of personen met een handicap en begunstigden van OCMW-steun (hierna "de aanvragers" genoemd), die geen zware ingrepen vereisen en niet concurreren met professionele aannemers.

De doelstellingen van dat partnerschap zijn de volgende:

- - Voor de aanvragers:
 - • verbeteringen laten aanbrengen waardoor zij comfortabeler en veiliger in hun huis kunnen blijven wonen of kleinschalige werkzaamheden laten uitvoeren waarvoor geen aannemer hoeft te worden ingeschakeld;
 - • de woonomgeving verbeteren door het uitvoeren van kleine binnenafwerkingswerkzaamheden, herstellingen, verfraaiingen en aangepaste inrichtingen.
- Voor de werknemers onder het statuut van voorziening van inschakelingsbaan in de sociale economie (ECOSOC):
 - • inschakeling door werk en opleiding mogelijk maken;
 - • de vaardigheden van de ECOSOC beter afstemmen op de eisen van de markt;
 - • ECOSOC opleiden in de noodzakelijke interpersoonlijke vaardigheden die de cliënten nodig hebben;
 - • zorgen voor de validering van vaardigheden in de sector van de renovatie van gebouwen.

Bovendien zal het partnerschap de werknemers de mogelijkheid bieden vrijaf te nemen om hun kansen op inschakeling op de arbeidsmarkt te verbeteren (sociale en administratieve ondersteuning, actief zoeken naar werk en deelname aan opleidingen, enz.)

2. Taken van de dienst Contact Plus

- Alle aanvragen tot tussenkomst van de aanvragers centraliseren, met inbegrip van die van instellingen (OCMW, enz.);
- Het enige aanspreekpunt zijn voor de aanvragers die in aanmerking komen voor de tussenkomst van Proxibat, met uitzondering van het bezoek dat voorafgaat aan de opmaak van de prijsofferte en de planning van de werkzaamheden, dat door Proxibat zal worden uitgevoerd;
- De aanvragen van de aanvragers ontvangen;
- Controleren of de aanvragers voldoen aan de voorwaarden om in aanmerking te komen;
- Controleren of de gevraagde ingrepen in aanmerking komen;
- De aanvraag tot tussenkomst van Proxibat aanvragen via het correcte formulier;
- Zorgen voor de opvolging van de ingrepen op basis van de door Proxibat verstrekte elementen;
- Waar nodig zorgen voor ondersteuning bij het maken van afspraken en bij de ingrepen in geval van moeilijkheden die specifiek zijn voor de eigen omstandigheden van de persoon.

3. Taken van de dienst Proxibat

- Coördinatie van alle ingrepen;
- Uitvoering van bezoeken en opmaken van een prijsofferte
- Wekelijkse planning van de werkzaamheden
- Terbeschikkingstelling, opleiding en technische supervisie van de werknemers ECOSOC;
- Opvolging van de werknemers ECOSOC;
- Secretariaat, facturatie en opvolging van de betalingen;
- Evaluatie van het werk van de werknemers;
- De tewerkstelling na afloop van ECOSOC bevorderen;
- De continuïteit van de dienstverlening verzekeren in geval van opleiding of afwezigheid van de werknemers en/of opzichter.

Het partnerschap voorziet dat de werknemers tijdens de schoolvakanties in de gemeentescholen kunnen werken. Proxibat verbindt zich ertoe dat de werknemers tijdens de maanden juli en augustus ten minste om de week beschikbaar zijn.

4. Opvolging en de evaluatie van het partnerschap

De twee ondertekenende partijen zorgen voor een regelmatige opvolging van het partnerschap om de stand van zaken op te maken en zo nodig correcties aan te brengen. Daartoe kan de werkingsprocedure worden aangepast om ervoor te zorgen dat alles correct wordt uitgevoerd en het programma correct kan worden uitgevoerd.

5. Werkzaamheden die in aanmerking komen

De lijst van werkzaamheden die in aanmerking komen is opgenomen in bijlage.

Die lijst kan worden gewijzigd door de MLE via de dienst Proxibat. In dat geval wordt de gemeente ervan op de hoogte gebracht.

6. Aanvragers die in aanmerking komen

Oudere mensen die genieten van de verhoogde tegemoetkoming
Mensen met een handicap die genieten van de verhoogde tegemoetkoming
Begunstigden van OCMW-steun

Op basis van een gemotiveerd sociaal verslag van Contact Plus kunnen aanvragers die niet voldoen aan de bovenstaande voorwaarden toch gebruikmaken van de dienst Proxibat.

7. Indicatieve procedure

Contact Plus centraliseert alle aanvragen via zijn sociale dienst. Na het sociaal verslag en na controle of de gevraagde werkzaamheden in aanmerking komen, wordt de aanvraag via het formulier voor de aanvraag van een ingreep doorgestuurd naar Proxibat.

Proxibat neemt contact op met de aanvrager en brengt een voorafgaand bezoek om er zeker van te zijn dat de werkzaamheden haalbaar zijn en om een kostenraming op te stellen waarin het budget van de ingreep en de duur ervan worden vermeld. In de raming wordt vermeld dat de tarieven kunnen worden toegepast dankzij de tussenkomst van de gemeente Etterbeek. Deze raming wordt ter goedkeuring naar de aanvrager verstuurd, met een kopie voor de dienst Contact Plus. In de offerte worden alleen de contactgegevens van Contact Plus vermeld: de aanvrager deelt zijn beslissing per e-mail of telefonisch mee aan Contact Plus, die deze aan Proxibat doorgeeft.

In geval van weigering wordt de offerte gearhiveerd en het dossier gesloten.

Proxibat plant vervolgens de werkzaamheden met de aanvrager, bevestigt deze per post (met een kopie voor Contact Plus) en ziet vervolgens toe op de uitvoering van de werkzaamheden door de werknemers bij de aanvrager thuis.

In geval van onvoorziene omstandigheden op het ogenblik van de ingreep, die rechtstreeks verband houden met de oorspronkelijk geplande ingreep, wordt een aanvullende kostenraming opgesteld, die vóór de uitvoering door de aanvrager moet worden goedgekeurd en eveneens aan Contact Plus moet worden meegedeeld.

Als de aanvullende offerte wordt geweigerd, worden enkel de oorspronkelijke werkzaamheden uitgevoerd.

Als de werkzaamheden klaar zijn, stuurt Contact Plus de aanvrager een tevredenheidsbrief om na te gaan of de werkzaamheden zijn uitgevoerd en volledig zijn afgerond.

Als er binnen 14 dagen na de verzending van de tevredenheidsbrief geen klachten zijn, stuurt Proxibat de factuur tegelijkertijd naar de aanvrager en naar de dienst Contact Plus.

Al deze stappen worden zo snel mogelijk vastgelegd in een gemeenschappelijke tabel die toegankelijk is voor beide diensten, en meer in het bijzonder voor de volgende personen:

- De coördinator van het project “économie sociale bâtiment” van de MLE (lezen en wijzigen)
- De sociale dienst van Contact Plus (lezen en wijzigen)
- De coördinator van Contact Plus (alleen lezen)
- Een administratief medewerker van Proxibat (lezen en wijzigen)
- De opzichter van Proxibat (alleen lezen)

Geen enkele andere functie mag toegang hebben tot die tabel.

Sociaal technische interventies van maximaal 15 minuten (vervanging van een lamp, ontstoppen van een gootsteen, enz.) kunnen gratis worden uitgevoerd, zonder prijsofferte en zonder facturering. Deze ingrepen worden eveneens opgevolgd tussen Proxibat en Contact Plus.

8. Subsidies

De MLE ontvangt jaarlijks van de gemeente Etterbeek een subsidie voor de rechtstreekse en onrechtstreekse werkingskosten in verband met het project Proxibat voor de begeleiding van maximaal 4 werknemers in het kader van de voorziening inschakelingsbaan in de sociale economie.

Het bedrag van de subsidie bedraagt 73.225,80 euro voor het jaar 2022 en zal jaarlijks worden geïndexeerd op basis van de gezondheidsindex van januari 2022.

De MLE stelt jaarlijks vier schuldvorderingen op voor een kwart van de jaarlijkse subsidie, de eerste op de datum van ondertekening van deze overeenkomst, of op 1 januari voor de volgende jaren, en de volgende op 31 maart, 30 juni en 30 september.

9. Tarief

De MLE, via de dienst Proxibat factureert aan de begunstigde van de ingreep:

- de kostprijs van de goederen
- een bijdrage van 10% van de prijs van de goederen als compensatie van de transportkosten en het klein gereedschap van de ECOSOC
- een bijdrage in de opleidingskosten van de ECOSOC ten bedrage van 10 euro per halve dag, ongeacht het aantal ter beschikking gestelde werknemers.

Betalingen worden uitsluitend verricht op de rekening van de MLE en contante betalingen worden niet aanvaard.

10. Wijzigingen of verbreking van de overeenkomst

Deze overeenkomst wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de gemeenteraad en aan de raad van bestuur van de MLE.

Elke wijziging van deze overeenkomst of de verbreking ervan wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de gemeenteraad en aan de raad van bestuur van de MLE.

Deze overeenkomst is van toepassing vanaf 28 juni 2022.

Opgemaakt in Etterbeek in 3 exemplaren op

Voor de MLE:

Véronique CANTERS

Voorzitster van de raad van bestuur

Voor de gemeente Etterbeek

Bijlage: Lijst van de werkzaamheden die in aanmerking komen

Uitvoering van kleine werken die geen zware ingrepen vereisen en maximaal 5 dagen voor 2 werknemers in beslag nemen, zoals:

- Aangepaste inrichting (toegangsplatform voor rolstoelen, leuning, handgrepen, enz.);
- Schilderen en behangen;
- Courante herstellingen aan de loodgieterij;
- Sanitaire installatie;
- Vervanging van wc en douche;
- Vervanging van elektrische stopcontacten, lichtpunten en schakelaars;
- Basismetselwerk;
- Betegeling van vloeren en muren;
- Plamuren en bepleisteren;
- Timmerwerk;
- Monteren en demonteren van meubels;
- Plaatsing en herstelling van vloeren en parket;
- Maken en plaatsen van kasten;
- Installatie en herstelling van deuren;
- Plaatsen van wanden en verlaagde plafonds;
- Kleine werkzaamheden om energie te besparen en te isoleren zoals voegen aan ramen, oplossen van koudebruggen, enz.
- Diverse kleine onderhoudswerkzaamheden.

Uitgesloten zijn zware, grootschalige werkzaamheden en/of werkzaamheden waarvoor een stedenbouwkundige vergunning of een conformiteitscontrole wettelijk vereist is (gas- en elektriciteitswerkzaamheden).

Deze lijst is niet volledig en kan worden aangevuld door de MLE, via de dienst Proxibat.

13 Aménagement des abords de logements sociaux, rue Général Henry et clos Ponthier dans le cadre du subside régional « Politique de la Ville » (PdV) 2017-2020 pour Etterbeek - Cession de droits réels (droit de superficie sur 99 ans) par Log'Iris au profit de la commune d'Etterbeek. Signature de l'acte notarié préparé par maître Sophie Maquet.

Le Conseil communal,

Vu l'adoption, le 08/05/2017, par le Conseil communal, du programme d'aménagement des abords des logements sociaux de la rue Général Henry et du clos Ponthier, dans le cadre du subside régional « Politique de la Ville » (PdV) 2017-2020 pour Etterbeek (subside de 1.375.936,53 €) ;

Vu la lettre d'approbation du programme par les autorités régionales datée du 14/07/2017 (voir ci-joint), qui stipule que « l'acquisition de la parcelle par la commune (obtention de droit réel) devra

être effectuée au plus tard à la fin de la phase de mise en œuvre de l'opération » [pour obtenir le subsidie] ;

Considérant que, avec les prolongations de délais liées au Covid, la fin de la phase de mise en œuvre de l'opération est le 14/04/2023 ;

Considérant les travaux préparatoires menés en collaboration entre Maître Maquet, Log'Iris, la commune d'Etterbeek et le géomètre 3D TOPO principalement ;

Considérant l'acte notarié et ses annexes (voir ci-joint), préparé par maître Sophie Maquet, visant la cession de droits réels (droit de superficie sur 99 ans) par Log'Iris au profit de la commune d'Etterbeek sur certaines parcelles concernées par l'aménagement des abords de logements sociaux, rue Général Henry et clos Ponthier, dans le cadre du subsidie régional « Politique de la Ville » (PdV) 2017-2020 pour Etterbeek ;

Décide de signer l'acte notarié préparé par maître Sophie Maquet visant la cession de droits réels (droit de superficie sur 99 ans) par Log'Iris au profit de la commune d'Etterbeek sur certaines parcelles concernées par l'aménagement des abords de logements sociaux, rue Général Henry et clos Ponthier.

Aanleg van de omgeving van de sociale woningen, Generaal Henrystraat en Ponthiergaarde in het kader van de gewestelijke subsidie “Stadsbeleid” 2017-2020 voor Etterbeek – Overdracht van zakelijke rechten (recht van opstal voor 99 jaar) door Log'Iris aan de gemeente Etterbeek. Ondertekening van de notariële akte voorbereid door meester Sophie Maquet.

De gemeenteraad,

gelet op de goedkeuring door de gemeenteraad van 08/05/2017 van het programma voor de aanleg van de omgeving van de sociale woningen in de Generaal Henrystraat en Ponthiergaarde in het kader van de gewestelijke subsidie “Stadsbeleid” 2017-2020 voor Etterbeek (subsidie van 1.375.936,53 euro);

gelet op de brief ter goedkeuring van het programma door de gewestelijke overheid van 14/07/2017 (zie bijlage) die het volgende bepaalt: “*de aankoop van het perceel door de gemeente (verkrijgen van een zakelijk recht) gebeurt uiterlijk aan het einde van de uitvoering van de operatie*” [om de subsidie te krijgen];

overwegende dat, met de verlening van de termijnen naar aanleiding van Covid, het einde van de uitvoering van de operatie op 14/04/2023 is;

gelet op de voorbereidende werkzaamheden, voornamelijk in samenwerking met meester Maquet, Log'Iris, de gemeente Etterbeek en de landmeter 3D TOPO;

gelet op de notariële akte en haar bijlagen (zie bijlage), voorbereid door meester Sophie Masuet, met betrekking tot de overdracht van zakelijke rechten (recht van opstal voor 99 jaar) door Log'Iris aan de gemeente Etterbeek op bepaalde percelen betreffende de aanleg van de omgeving van de sociale woningen, Generaal Henrystraat en Ponthiergaarde in het kader van de gewestelijke subsidie “Stadsbeleid” 2017-2020 voor Etterbeek;

BESLIST om de notariële akte voorbereid door meester Sophie Maquet te ondertekenen met betrekking tot de overdracht van zakelijke rechten (recht van opstal voor 99 jaar) door Log'Iris aan de gemeente Etterbeek op bepaalde percelen betreffende de aanleg van de omgeving van de sociale woningen, Generaal Henrystraat en Ponthiergaarde.

13 annexes / 13 bijlagen

Attest IBGE_350B2.pdf, RU Commandant Ponthier 20-24.pdf, Etat HYP - Originairé réf=48-18-03-2022-02166.pdf, Attest IBGE_350D2.pdf, Attest IBGE_351R4.pdf, RU_351R4.pdf, extrait matrice

cadastrale_2.pdf, 1903077 - LOGIRIS - Droit de superficie et cession - 30nov20-PRECAD 21363-10195.pdf, Attest IBGE_350A2.pdf, renseignements urbanistiques_2.pdf, CESSION ET DROIT DE SUPERFICIE LogIris Etterbeek GHenry V090622.docx, Attest IBGE_350C2.pdf, renseignements urbanistiques.pdf

14 **Règlement d'ordre intérieur - Journée sans voiture du dimanche 18 septembre 2022**

Le Conseil Communal,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu l'accord conclu le 18 mai 2022 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale ;

Considérant que le dimanche 18 septembre 2022 aura lieu la « journée sans voiture »;

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement ;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes ;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations ;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder ;

ARRÊTE :

Article unique. L'accord conclu 18 mai 2022 entre le bourgmestre de la commune de Etterbeek et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Reglement van inwendig bestuur – Dag zonder auto van zondag 18 september 2022

De Gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, met name het artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten op 18 mei 2022 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat op zondag 18 september 2022 de dag « zonder auto mobiel in de stad » plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten;

BESLUIT:

Enig artikel. Het akkoord dat op 18 mei 2022 gesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Etterbeek en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het

administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd.

*1 annexe / 1 bijlage
courrier conf des bourgmestres JSV.pdf*

15 Subvention de 3750€ d'ALDA pour le projet Etter'Hugs - Convention

Le Conseil communal,

Considérant qu'en date du 10 mars 2022, le Collège des Bourgmestre et échevin·e·s a marqué accord pour la soumission - par le service du Contrat de Quartier Durable, en collaboration avec le service de Transition écologique - d'une candidature pour le projet « Carrefour des Régions » (volet culinaire) dans le cadre du Programme « Food Wave » (ALDA – Développement Education and Awareness Raising Programme) ;

Considérant que le projet spécifique remis, intitulé Etter'Hugs (contraction de ETTERbeek is HUnGry of Sustainability), a été retenu par le jury et consiste en l'organisation de 2 ateliers culinaires de sensibilisation à l'alimentation durable destinés aux jeunes habitants d'Etterbeek (15-25 ans) de différentes nationalités ;

Considérant que l'objectif de ces ateliers culinaires (activités d'apprentissage par la pratique pour 2x10 personnes) est de motiver les jeunes à adopter de meilleurs comportements alimentaires en faveur de l'environnement, à prendre conscience qu'ils sont moteurs du changement chacun à leur niveau, individuellement ou collectivement, et à prendre du recul par rapport à leur alimentation ;

Considérant que le coût du projet est évalué à 5000€ et qu'une subvention de 3750€ est allouée à la commune pour sa concrétisation ;

Considérant que pour ce faire, le projet bénéficiera de l'outil existant « Kit table durable entre voisins » ;

Considérant que le service du Contrat de Quartier Durable se trouvant déforcé suite au départ d'une membre du personnel, le service de Transition écologique prendra le relai pour l'organisation des activités ;

Considérant que la convention originale (à signer) est en anglais et se trouve en annexe, mais que, pour la bonne compréhension du point, des traductions ont été réalisées en français et en néerlandais;

DECIDE

1. d'approuver la convention ci-après

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre

1.L'Association des Agences de la Démocratie Locale

représentée par son Président, M. Oriano Otočan,
enregistrée au Tribunal d'Instance de Strasbourg, Volume 78, Folio 170, France
&

1. La Commune d'Etterbeek

représentée par Annick Petit, Secrétaire communale et Vincent De Wolf, Bourgmestre
Avenue des Casernes 31/1 - 1040 Etterbeek - Belgique

Préambule

Considérant que :

- ALDA, l'Association des Agences de la Démocratie Locale, coordonne le programme de sous-financement pour les organisations de jeunesse et les autorités locales (AL) dans le cadre du projet "[Food Wave - Empowering Urban Youth for Climate Action](#)" (ci-après "Projet Food Wave") financé par la Commission européenne dans le cadre du programme [DEAR - Development Education and Awareness Raising Programme](#) (numéro de référence : EuropeAid/160048/DH/ACT/Multi).
- Le projet Food Wave, mené par la municipalité de Milan avec 29 partenaires de projet (villes, agences municipales et organisations de la société civile)[1] dans 16 pays, vise à sensibiliser aux moyens durables de consommer et de produire des aliments pour atténuer le changement climatique et à activer les jeunes dans leurs villes, afin de leur permettre d'influencer les décisions institutionnelles, pour qu'ils puissent nous conduire à un système alimentaire mondial durable d'ici 2030, avec la participation de réseaux mondiaux tels que le C40.
- La Commune d'Etterbeek (ci-après le sous-bénéficiaire) a soumis une proposition de projet (voir ci-dessous & en annexes) en réponse à l'appel à propositions "FOOD WAVE - Empowering Urban Youth for Climate Action Sub-granting Scheme Call for proposals - 2nd Round" qui était ouvert jusqu'au 1er avril, et a été sélectionnée pour mettre en œuvre les activités proposées.

1

Les parties conviennent de ce qui suit :

Article 1 – Durée de la Convention de partenariat

Cette convention de partenariat est valable du 20 mai 2022 au 20 novembre 2022 jusqu'à la remise du rapport final dûment complété selon les clauses de la Convention de partenariat.

Article 2 – Objet de la Convention de partenariat

L'objet de la Convention de partenariat est la mise en œuvre de la proposition de projet soumise jointe à cet accord (annexe 1) et du budget sous-jacent (annexe 2). Le sous-bénéficiaire mettra en œuvre l'initiative telle que présentée dans la proposition soumise.

Article 3 – Conditions d'éligibilité

Le sous-bénéficiaire déclare sous sa propre responsabilité que toutes les conditions d'éligibilité incluses dans l'appel à propositions sont correctement remplies. Plus précisément, le sous-bénéficiaire déclare :

- Le demandeur doit être une autorité locale sous la forme d'une commune ou d'une ville.
- Le demandeur doit être légalement établi et agir dans l'un des 15 États membres de l'UE impliqués dans le projet Food Wave.
- Le demandeur ne doit pas être le bénéficiaire d'un autre Projet en cours financé dans le cadre du programme DEAR, appel à propositions EuropeAid / 160048 / DH / ACT / Multi.
- Ni les Partenaires du consortium de Food Wave ni leurs membres fondateurs ne sont éligibles.
- Le demandeur doit être directement responsable de la préparation et de la gestion de l'action, sans jouer le rôle d'intermédiaire.
- Même si une collaboration durable avec des organisations et associations locales de jeunes est encouragée, il est obligatoire que les organisations susmentionnées ne soient pas déjà fournisseurs, à quelque titre que ce soit, du projet Food Wave.

Article 3 – Financement

Le budget total de la proposition est de 5.000,00 € (cinq mille euros) et le financement fourni pour la proposition de projet s'élève à 3750,00 € (trois mille sept cent cinquante euros).

La première tranche de 80 % du montant total du financement accordé (3000 EUR) sera versée dans les 60 jours suivant la signature de la Convention de partenariat, après soumission de la demande de paiement correspondante (voir Annexe 3 - Demande de paiement) à l'ALDA et du formulaire d'identification financière (voir Annexe 3a - Formulaire d'identification financière).

La seconde et dernière tranche, correspondant à 20% du solde des dépenses réelles encourues (750 EUR), sera versée après approbation du rapport narratif et financier final (accompagné de tous les documents justificatifs et pièces jointes), dûment complété selon les clauses de la présente Convention de partenariat.

Tous les documents doivent être envoyés sous forme numérique (versions scannées) aux personnes de contact de l'ALDA (Annexe 6 - Directives financières). Le sous-bénéficiaire est prié de conserver les

versions originales de tous les documents dans ses propres archives. L'ALDA peut demander les originaux à tout moment au cours des 5 années suivantes.

Article 4 – Rapportage

Le rapport final sera soumis dans les 20 jours suivant la fin du projet en remplissant les modèles de rapport narratif et financier fournis avec ce contrat (Annexe 4 - Modèle de rapport narratif ; Annexe 5 - Modèle de rapport financier).

1. Rapport narratif : le sous-bénéficiaire est prié de soumettre le rapport narratif dûment rempli. Pour chaque événement public, une liste des participants avec signatures doit être établie, ainsi qu'au moins 10 photos significatives des activités les plus pertinentes. S'il est organisé en ligne, l'événement doit être enregistré. Le sous-bénéficiaire est prié de suivre les consignes fournies par l'équipe chargée du suivi de Food Wave, y compris les indicateurs de performance clés (KPI) du projet et le suivi qualitatif et quantitatif de l'action.

Veillez noter que tout matériel élaboré pour les activités (par exemple, l'ordre du jour, la liste des participants, etc.) doit être conforme à la clause de visibilité et de communication (Article 6). Le logo de Food Wave comprenant les logos de l'UE, de la municipalité de Milan et de l'ALDA doivent être affichés (Annexes 7 et 7a).

1. Rapport financier : le sous-bénéficiaire est prié de soumettre le rapport financier et de l'accompagner de toutes les factures listées selon le numéro consécutif des articles (comme mentionné dans l'annexe du rapport financier). Chaque facture énumérée dans le rapport financier qui n'est pas en anglais doit être accompagnée de la traduction correspondante, à réaliser en utilisant le modèle fourni (Annexe 5a - Modèle de traduction des factures). Tous les éléments énumérés dans le rapport financier qui ne sont pas accompagnés des factures correspondantes ne seront pas éligibles. Le rapport financier doit être conforme à l'Annexe 6 - Lignes directrices en matière de rapports financiers.

1. Le financement (fourni par l'ALDA) et le cofinancement (fourni par le sous-bénéficiaire) doivent correspondre aux montants présentés dans la proposition soumise.

Budget total de l'action : 5.000,00 €

TRES IMPORTANT: Les factures soumises et les autres documents justificatifs doivent tous être adressés au sous-bénéficiaire. Les contributions en nature et les per diem ne sont pas des coûts éligibles, et tous les coûts doivent être des dépenses réelles. En signant cette convention, le sous-bénéficiaire accepte ce qui précède et engage sa responsabilité exclusive en cas de non-respect de ce qui précède.

Les marchés de services (experts, promotion, etc.) et de fournitures (produits, matériaux, etc.) d'un montant supérieur à 2500 euros doivent être attribués à l'offre la plus avantageuse (c'est-à-dire au candidat offrant le meilleur rapport qualité-prix). Trois offres de différents fournisseurs doivent être

obtenues par écrit et incluses dans le rapport financier en annexe. Pour tout contrat (services ou fournitures) supérieur à 2500 euros, un appel d'offres public doit être organisé avec la publication de la demande d'offres dans plusieurs sources publiques (sites web, journaux, etc.), ce qui devra être prouvé lors de l'établissement du rapport.

Taux de change: Les rapports financiers doivent être présentés en euros.

Coûts de coordination/personnel: Les documents que vous devez fournir pour chaque employé pour justifier vos dossiers et votre rapport financier sont les suivants :

- Le contrat de travail.
- Relevés de temps avec description détaillée des activités, du rôle et de la responsabilité (voir Annexe 5b - Modèle de relevé de temps).
- Fiches de salaire et preuves du calcul du taux horaire (voir Annexe 5c - Modèle de calculateur des frais de personnel).

Dans la deuxième partie de la période de mise en œuvre, une réunion bilatérale avec l'ALDA est prévue afin de suivre les activités et de soutenir le développement de l'action.

Article 5 – Résiliation de la Convention de partenariat

Les signataires peuvent résilier le contrat avec un préavis de 30 jours si les activités ne sont pas mises en œuvre conformément à la proposition soumise. L'ALDA peut suspendre le paiement du solde ou demander le remboursement de la première tranche, si le sous-bénéficiaire ne remplit pas ses obligations. En cas de présentation de rapports non satisfaisants en temps voulu, l'ALDA se réserve le droit d'exiger le remboursement des versements précédemment effectués.

Le présent accord a été rédigé conformément aux règles juridiques internationales et le tribunal de Strasbourg (France) sera compétent pour tout litige entre les parties.

Article 6 – Visibilité et communication

Toutes les activités de communication liées à l'initiative (y compris sous forme électronique, via les réseaux sociaux, etc.) tels que les ordres du jour, les listes de participants et toute infrastructure, équipement et résultats majeurs financés par le subside doivent :

- Afficher le logo complet du projet avec le logo de l'UE et le logo de la ville de Milan (Annexe 7 – logo de Food Wave).
- Affichez le logo de l'ALDA (Annexe 7a - logo de l'ALDA).

Le sous-bénéficiaire s'assure que tous les logos affichés dans les supports de visibilité ont la même taille. Le sous-bénéficiaire doit respecter le Guide de style Food Wave (Annexe 8 - Guide de style Food Wave). Le sous-bénéficiaire doit respecter les recommandations liées à la communication et la visibilité dans les actions extérieures financées par l'UE (Annexe 9 - Communication et visibilité dans

les actions extérieures financées par l'UE). Le sous-bénéficiaire doit inviter l'équipe Food Wave à participer à l'événement au moins 20 jours avant la tenue de l'activité.

En cas de production, rédaction et/ou publication de documents, d'enquêtes, d'articles, de brochures et d'autres matériels promotionnels ou liés au projet, ceux-ci sont produits sous la seule responsabilité du sous-bénéficiaire (bénéficiaire du soutien financier) et ne peuvent en aucun cas être considérés comme reflétant les opinions de l'ALDA, de l'équipe Food Wave ou de l'UE. La clause de non-responsabilité suivante doit donc être insérée dans tous les documents, articles, publications, matériels promotionnels, etc., produits dans le cadre de ce projet ou résultant de celui-ci.

"Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de <nom de l'auteur/partenaire> et ne reflète pas nécessairement les vues de l'Union européenne".

Les annexes suivantes font partie intégrante de la présente convention :

- Annexe 1 – Proposition de projet
- Annexe 2 – Proposition de budget
- Annexe 3 – Demande de paiement
- Annexe 3a – Formulaire d'identification financière
- Annexe 4 – Modèle de rapport narratif
- Annexe 4b – Modèle de liste des participants et de signatures
- Annexe 5 – Modèle de rapport financier
- Annexe 5a – Modèle de traduction des factures
- Annexe 5b – Modèle de relevé de temps
- Annexe 5c – Modèle de calculatrice des frais de personnel
- Annexe 5d – Modèle de traduction des contrats
- Annexe 6 – Directives relatives aux rapports financiers
- Annexe 7 – Logo de Food Wave
- Annexe 7a – Logo de l'ALDA
- Annexe 8 – Guide de style Food Wave
- Annexe 9 – Communication et visibilité dans les actions extérieures financées par l'UE

Fait en 2 exemplaires originaux.

Le représentant légal de

ALDA

Mr Oriano Otočan – Président

Fait à..... , le 20/05/2022

Signature et cachet

Le représentant légal de

Commune d'Etterbeek

Annick Petit- Secrétaire communale

Vincent De Wolf - Bourgmestre

Fait à..... , le 20/05/2022

Signature et cachet

[1] Cities and municipal agencies: City of Almere, Metropolitan Agency of Brazov, City of Bruges, ReLondon, City of Malmö, City of Madrid, Institute Wecycle Maribor, Municipality of Molenbeek, City of Murcia, Municipality of Nea Smyrni, Pest County, City of Turin, City of Sao Paulo, City of Sofia, City of Warsaw, City of Zagreb.

Civil society organizations: ActionAid Italia, ACRA, Mani Tese, European Association for Local Democracy – ALDA, ActionAid Hellas, Fundación Alianza por los Derechos, la Igualdad y la Solidaridad Internacional, Biennale des jeunes créateurs de l'Europe et de la Méditerranée – BJCEM, Erasmus Student Network Italy - ESN Italy, Lisbon CLLD Network, Groundwork Greater Manchester, Risteco - Eating City.

Subsidie van 3.750 euro van ALDA voor het project Etter'Hugs - Overeenkomst

De gemeenteraad,

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen er op 10 maart 2022 akkoord mee is gegaan dat de dienst Duurzaam Wijkcontract, in samenwerking met de dienst Ecologische Transitie, een kandidatuur indient voor het project “Trefpunt van de Regio's” (culinair luik) in het kader van het programma “Food Wave” (ALDA, European Association for Local Democracy – Development Education and Awareness Raising Programme);

overwegende dat het specifieke project dat werd ingediend, Etter'Hugs genaamd (samentrekking van ETTERbeek is HUnGry of Sustainability) werd gekozen door de jury en erin bestaat 2 culinaire workshops te organiseren om jonge inwoners van Etterbeek (15-25 jaar) van verschillende nationaliteiten bewust te maken van duurzame voeding;

overwegende dat het doel van die culinaire workshops (leer-door-doe-activiteiten voor 2 x 10 personen) is om jongeren te motiveren om betere eetgewoonten aan te nemen ten gunste van het milieu zodat zij zich ervan bewust worden dat zij op hun eigen niveau, individueel of in groep, de drijvende kracht zijn achter verandering en afstand kunnen nemen van hun voeding;

overwegende dat de kostprijs van het project wordt geschat op 5.000 euro en dat de gemeente een subsidie van 3.750 euro krijgt voor de uitvoering ervan;

overwegende dat het project hiervoor gebruik zal maken van de bestaande “Kit duurzaam tafelen onder burenen”;

overwegende dat de dienst Duurzaam Wijkcontract onderbemand is door het vertrek van een personeelslid en de dienst Ecologische Transitie daarom de activiteiten zal organiseren;

Overwegende dat de originele (te ondertekenen) overeenkomst in bijlage in het Engels is, maar dat voor een goed begrip van dit document vertalingen in het Frans en in het Nederlands werden gemaakt;

BESLIST

1. om de onderstaande overeenkomst goed te keuren.

PARTNERSCHAPSOVEREENKOMST

Tussen

1. European Association for Local Democracy

vertegenwoordigd door haar voorzitter, de heer Oriano Otočan,
geregistreerd bij het kantongerecht van Straatsburg, Volume 78, Folio 170, Frankrijk
&

1. De gemeente Etterbeek

vertegenwoordigd door Annick Petit, gemeentesecretaris en Vincent De Wolf, burgemeester
Kazernenlaan 31/1 – 1040 Etterbeek – België

Preambule

Overwegende dat:

- ALDA, European Association for Local Democracy, het programma voor onderfinanciering van jeugdorganisaties en lokale overheden (AL) coördineert in het kader van het project [“Food Wave - Empowering Urban Youth for Climate Action”](#) (hierna “project Food Wave” genoemd), dat door de Europese Commissie wordt gefinancierd in het kader van het programma [“DEAR - Development Education and Awareness Raising Programme”](#) (referentienummer: EuropeAid/160048/DH/ACT/Multi).
- Het project Food Wave, geleid door de gemeente Milaan met 29 projectpartners (steden, gemeenten en organisaties uit het maatschappelijk middenveld)[1] in 16 landen, tot doel heeft jongeren bewust te maken van duurzame manieren om voedsel te consumeren en te produceren en zo de klimaatverandering tegen te gaan, en jongeren in hun steden te activeren, zodat zij invloed kunnen uitoefenen op institutionele beslissingen, zodat zij ons kunnen leiden naar een duurzaam mondiaal voedselsysteem tegen 2030, met deelname van mondiale netwerken zoals de C40.

- De gemeente Etterbeek (hierna de subbegunstigde) een projectvoorstel heeft ingediend (zie hieronder en in de bijlagen) in antwoord op de oproep tot het indienen van voorstellen “FOOD WAVE - Empowering Urban Youth for Climate Action Sub-granting Scheme Call for proposals - 2nd Round”, die open was tot 1 april, en werd geselecteerd om de voorgestelde activiteiten uit te voeren.

1

De partijen komen overeen wat volgt:

Artikel 1 – Duur van de partnerschapsovereenkomst

Deze overeenkomst is geldig van 20 mei 2022 tot 20 november 2022 totdat het eindverslag wordt ingediend dat is ingevuld volgens de bepalingen van de partnerschapsovereenkomst.

Artikel 2 – Voorwerp van de partnerschapsovereenkomst

Het doel van de partnerschapsovereenkomst is de uitvoering van het projectvoorstel dat bij dit akkoord is gevoegd (bijlage 1) en van het bijhorende budgetvoorstel (bijlage 2). De subbegunstigde zal het initiatief uitvoeren zoals het wordt toegelicht in het bijgevoegde voorstel.

Artikel 3 – Voorwaarden om in aanmerking te komen

De subbegunstigde verklaart op eigen verantwoordelijkheid dat alle voorwaarden om in aanmerking uit de oproep tot voorstellen correct zijn vervuld. Meer in het bijzonder verklaart de subbegunstigde:

- De aanvrager moet een lokale overheid zijn in de vorm van een gemeente of stad.
- De aanvrager moet wettelijk gevestigd en actief zijn in een van de 15 lidstaten van de EU die bij het project Food Wave zijn betrokken.
- De aanvrager mag niet de begunstigde zijn van een ander lopend project dat wordt gefinancierd in het kader van het programma DEAR, oproep tot voorstellen EuropeAid / 160048 / DH / ACT / Multi.
- Noch de partners van het consortium Food Wave, noch hun oprichtende leden komen in aanmerking.
- De aanvrager moet rechtstreeks verantwoordelijk zijn voor de voorbereiding en het beheer van de actie, zonder als tussenpersoon op te treden.
- Hoewel duurzame samenwerking met lokale jeugdorganisaties en -verenigingen wordt aangemoedigd, is het verplicht dat bovengenoemde organisaties niet reeds in enige hoedanigheid leverancier van het project Food Wave zijn.

Artikel 3 – Financiering

Het totaalbudget van het voorstel bedraagt 5.000,00 euro (vijfduizend euro) en de aangeboden financiering voor het projectvoorstel bedraagt 3.750,00 euro (drieduizend zeventig euro).

De eerste schijf van 80% van het totale bedrag van de toegekende financiering (3000 euro) zal worden betaald binnen 60 dagen na de ondertekening van de partnerschapsovereenkomst, na indiening van het overeenkomstige betalingsverzoek (zie Bijlage 3 – Betalingsverzoek) bij ALDA en het formulier van financiële identificatie (zie Bijlage 3a – Formulier financiële identificatie).

De tweede en laatste schijf, die overeenkomt met 20% van het saldo van de werkelijke uitgaven (750 euro), zal worden betaald na goedkeuring van het beschrijvend en financieel eindverslag (samen met alle bewijsdocumenten en bijlagen), dat correct is ingevuld volgens de bepalingen van deze partnerschapsovereenkomst.

Alle documenten moeten digitaal (gescande versies) worden verstuurd naar de contactpersonen van ALDA (Bijlage 6 – Financiële richtlijnen). De subbegunstigde wordt verzocht de originele versies van alle documenten in zijn eigen archieven te bewaren. ALDA kan de originelen op elk ogenblik gedurende de volgende vijf jaar opvragen.

Artikel 4 – Verslaggeving

Het eindverslag moet binnen 20 dagen na het einde van het project worden ingediend door het invullen van de modellen van het beschrijvend verslag en het financieel verslag die bij deze overeenkomst zijn gevoegd (Bijlage 4 – Model beschrijvend verslag; Bijlage 5 – Model financieel verslag).

1. Beschrijvend verslag: de subbegunstigde wordt verzocht het ingevulde beschrijvend verslag in te dienen. Voor elk openbaar evenement moet een lijst van deelnemers met handtekeningen worden ingediend alsook ten minste 10 significante foto's van de meest relevante activiteiten. Als het evenement online wordt georganiseerd, moet het worden opgenomen. De subbegunstigde wordt verzocht de richtlijnen van het team dat instaat voor de opvolging van Food Wave te volgen, met inbegrip van de kernprestatie-indicatoren (KPI's) van het project en de kwalitatieve en kwantitatieve opvolging van de actie.

Merk op dat al het materiaal dat voor de activiteiten wordt ontwikkeld (bv. agenda, deelnemerslijst, enz.) in overeenstemming moet zijn met de zichtbaarheids- en communicatiebepaling (Artikel 6). Het logo van Food Wave met de logo's van de EU, de gemeente Milaan en ALDA moet worden afgebeeld (Bijlagen 7 en 7a).

1. Financieel verslag: de subbegunstigde wordt verzocht het financieel verslag in te dienen samen met alle facturen volgens het volgnummer van de artikelen (zoals vermeld in de bijlage bij het financieel verslag). Elke factuur uit het financieel verslag die niet in het Engels

is opgesteld, moet vergezeld gaan van de overeenkomstige vertaling, die moet worden gemaakt met behulp van het verstrekte model (Bijlage 5a – Model vertaling facturen). Alle elementen uit het financieel verslag die niet vergezeld gaan van de bijbehorende facturen, komen niet in aanmerking. Het financieel verslag moet in overeenstemming zijn met Bijlage 6 – Richtlijnen in verband met de financiële verslagen.

1. De financiering (door ALDA) en de cofinanciering (door de subbegunstigde) moeten overeenstemmen met de bedragen uit het voorstel.

Totaalbudget van de actie: 5.000,00 euro

HEEL BELANGRIJK: Alle ingediende facturen en andere bewijsstukken moeten aan de subbegunstigde zijn gericht. Bijdragen in natura en dagvergoedingen zijn geen in aanmerking komende kosten en alle kosten moeten werkelijke uitgaven zijn. Door ondertekening van deze overeenkomst aanvaardt de subbegunstigde het bovenstaande en aanvaardt hij als enige de verantwoordelijkheid voor niet-naleving van het bovenstaande.

Opdrachten voor diensten (deskundigen, promotie, enz.) en leveringen (producten, materialen, enz.) voor een bedrag van meer dan 2.500 euro moeten worden gegund aan de meest voordelige offerte (dat wil zeggen aan de kandidaat die de beste prijs-kwaliteitverhouding biedt). Drie offertes van verschillende leveranciers moeten schriftelijk worden aangevraagd en bij het financieel verslag worden gevoegd. Voor elk contract (diensten of leveringen) van meer dan 2500 euro moet een openbare aanbesteding worden georganiseerd met de publicatie van de aanbesteding in verschillende openbare bronnen (websites, bladen, enz.), waarvan het bewijs moet worden geleverd bij de opstelling van het verslag.

Wisselkoers: De financiële verslagen moeten in euro worden opgesteld.

Kosten voor coördinatie/personeel: De documenten die u voor elke werknemer moet voorleggen ter ondersteuning van uw dossiers en uw financieel verslag zijn:

- De arbeidsovereenkomst.
- Tijdsoverzicht met gedetailleerde beschrijving van de activiteiten, de rol en de verantwoordelijkheid (zie Bijlage 5b – Model tijdsoverzicht).
- Loonbrieven en bewijs van de berekening van het uurtarief (zie Bijlage 5c – Model berekening personeelskosten).

In het tweede deel van de uitvoeringsperiode is een bilaterale vergadering met ALDA gepland om de activiteiten te volgen en de ontwikkeling van de actie te ondersteunen.

Artikel 5 – Ontbinding van de partnerschapsovereenkomst

De ondertekenende partijen kunnen de overeenkomst met een opzegtermijn van 30 dagen beëindigen als de activiteiten niet overeenkomstig het ingediende voorstel worden uitgevoerd. ALDA kan de betaling van het saldo opschorten of de terugbetaling van de eerste schijf vragen als de subbegunstigde zijn verplichtingen niet nakomt. Als de verslaggeving niet tijdig voldoet, behoudt ALDA zich het recht voor om de terugbetaling te eisen van eerder gedane betalingen.

Deze overeenkomst is opgesteld in overeenstemming met de internationale rechtsregels en de rechtbank van Straatsburg (Frankrijk) is bevoegd voor geschillen tussen de partijen.

Artikel 6 – Zichtbaarheid en communicatie

Alle communicatieactiviteiten in verband met het initiatief (ook in elektronische vorm, via sociale media, enz.), zoals agenda's, deelnemerslijsten en alle grote infrastructuur, voorzieningen en resultaten die door de subsidie worden gefinancierd, moeten:

- Het volledige logo van het project vermelden met het logo van de EU en het logo van de stad Milaan (Bijlage 7 – Logo van Food Wave).
- Het logo van ALDA vermelden (Bijlage 7a – Logo van ALDA)

De subbegunstigde zorgt ervoor dat alle logo's in het zichtbaarheidsmateriaal dezelfde afmetingen hebben. De subbegunstigde moet zich houden aan de stijlgids Food Wave houden (Bijlage 8 – Stijlgids Food Wave). De subbegunstigde moet de aanbevelingen in verband met communicatie en zichtbaarheid in externe acties die worden gefinancierd door de EU naleven (Bijlage 9 – Communicatie en zichtbaarheid in externe acties die worden gefinancierd door de EU). De subbegunstigde moet het team Food Wave team ten minste 20 dagen voordat de activiteit plaatsvindt, uitnodigen om aan het evenement deel te nemen.

In geval van productie, opstelling en/of publicatie van documenten, enquêtes, artikelen, brochures en ander promotiemateriaal of projectgerelateerd materiaal, worden deze geproduceerd onder de uitsluitende verantwoordelijkheid van de subbegunstigde (begunstigde van de financiële steun) en kunnen op geen enkele wijze worden opgevat als de weergave van de standpunten van ALDA, het team van Food Wave team of de EU. De volgende bepaling van afwijzing van verantwoordelijkheid moet daarom worden opgenomen in alle documenten, artikelen, publicaties, reclamemateriaal, enz., die in het kader van dit project of naar aanleiding daarvan zijn gemaakt.

“Deze publicatie is tot stand gekomen met de financiële steun van de Europese Unie. De inhoud ervan is uitsluitend de verantwoordelijkheid van <naam auteur/partner> en geeft niet noodzakelijkerwijs de standpunten van de Europese Unie weer.”

De volgende bijlagen maken integraal deel uit van deze overeenkomst:

- Bijlage 1 – Projectvoorstel
- Bijlage 2 – Budgetvoorstel
- Bijlage 3 – Betalingsverzoek
- Bijlage 3a – Formulier financiële identificatie
- Bijlage 4 – Model beschrijvend verslag
- Bijlage 4b – Model lijst deelnemers en handtekeningen
- Bijlage 5 – Model financieel verslag
- Bijlage 5a – Model vertaling facturen
- Bijlage 5b – Model tijdsverzicht

- Bijlage 5c – Model berekening personeelskosten
- Bijlage 5d – Model vertaling contracten
- Bijlage 6 – Richtlijnen in verband met de financiële verslagen
- Bijlage 7 – Logo van Food Wave
- Bijlage 7a – Logo van ALDA
- Bijlage 8 – Stijlgids Food Wave
- Bijlage 9 – Communicatie en zichtbaarheid in externe acties die worden gefinancierd door de EU

Opgemaakt in 2 originele exemplaren.

De wettelijke vertegenwoordiger van

ALDA

De heer Oriano Otočan – Voorzitter

Opgemaakt in..... , op 20/05/2022

Handtekening en stempel

De wettelijke vertegenwoordiger van

Gemeente Etterbeek

Annick Petit – Gemeentesecretaris
Vincent de Wolf – Burgemeester

Opgemaakt in..... , op 20/05/2022

Handtekening en stempel

[1] Steden en gemeentelijke instanties: Stad Almere, Metropolitan Agency of Brazov, stad Brugge, ReLondon, stad Malmö, stad Madrid, Institute Wcycle Maribor, gemeente Molenbeek, stad Murcia, gemeente Nea Smyrni, Pest County, stad Turijn, stad Sao Paulo, stad Sofia, stad Warschau, stad Zagreb.

Organisaties uit het maatschappelijk middenveld: ActionAid Italia, ACRA, Mani Tese, European Association for Local Democracy – ALDA, ActionAid Hellas, Fundación Alianza por los Derechos, la Igualdad y la Solidaridad Internacional, Biennale des jeunes créateurs de l'Europe et de la

3 annexes / 3 bijlagen

ANNEX BEL - Municipality of Etterbeek_dossier soumis.pdf, Partnership Agreement_Etterbeek_EN.docx, ANNEX Budget- Etterbeek.pdf

16 **Fonctionnement général de la maison de la mobilité active (Complémentaire)**

Considérant qu'en date du 25 octobre 2021 le Conseil Communal a décidé d'approuver la convention entre la région bruxelloise et la Commune d'Etterbeek pour l'octroi du subside relatif à la Maison de la Mobilité Active (MAHMA) ;

Considérant qu'un bail de droit commun a été validé par le collège du 2 juin 2022 et que ce dernier a été soumis au propriétaire et, qu'en cas d'accord de sa part, ce dernier sera soumis au prochain conseil communal ;

Considérant que l'ouverture de la Ma(h)ma est prévue à l'occasion de la semaine de la mobilité qui se tiendra du 16 au 22 septembre 2022 ;

Considérant que les règles de fonctionnement de la Mahma seront définies dans un règlement d'ordre intérieur qui devra être approuvé par le Conseil communal;

Considérant qu'un comité de pilotage a été mis sur pied pour esquisser le fonctionnement de la maison de la mobilité active et que celui-ci est présidé par le Bourgmestre ou son chef de cabinet et composé par l'échevine de la mobilité, l'échevin des affaires néerlandophones, l'échevine de l'enseignement ainsi que par les services suivants : la prévention, la mobilité, les affaires néerlandophones, l'enseignement et la jeunesse ;

Considérant que ce comité de pilotage s'est penché concrètement sur le fonctionnement quotidien de la Mahma, sur son organigramme, sur les activités qui pourraient s'y dérouler, sur le fonctionnement de la future vélothèque et sur la communication ; qu'il propose au collège les orientations suivantes :

1. Organigramme de la Mahma :

Le comité de pilotage propose au collège d'attribuer aux agents qui composent l'organigramme les responsabilités suivantes :

- Un.e coordinateur/trice à mi-temps : sera en charge de la coordination des activités ainsi que de la gestion administrative de la Mahma. Ce coordinateur pourrait être recruté via un appel interne. A défaut, la personne en charge des activités de prévention pourrait être mobilisée provisoirement à cette fin. Ce coordinateur sera également associé au comité de pilotage, lequel prévoit de se réunir 2 à 3 fois par an afin d'élaborer un programme d'activités et de projets qui sera soumis ensuite à l'approbation du collège. Il sera en charge de la gestion et du fonctionnement quotidien de la Mahma.
- Un agent réparateur : sera en charge de petites réparations demandées par le public fréquentant le local (réglage des freins, changement d'une chambre à air, changement d'un boîtier de pédalier, etc.) et sera présent tous les jours ouvrables sur le site de 8h30 à 17h. Il accueillera les Etterbekois.e.s qui se présenteront à la Mahma à ce moment-là. Il s'agit d'Alain Michiels. En cas de grand achalandage ou d'absence, il pourra être ponctuellement soutenu et/ou remplacé par deux agents du garage communal qui sont actuellement formés au mois de juin, conformément à la décision du collège du 19 mai 2022. L'agent réparateur pourra également dispenser des ateliers participatifs pour la réparation de vélos avec les usager.e.s qui le souhaitent. Ces ateliers seront organisés par le service de la participation citoyenne.

- Un agent responsable de projets jeunesse : sera en charge des projets à organiser en lien avec les écoles, les usager.e.s de la ludothèque ou d'associations etterbeekoises. Cet agent est Nicolas Bubba qui sera détaché ponctuellement, et à cette fin, de la ludothèque communale.
- Un agent responsable d'événements liés à la prévention et à la sécurité routière : lequel aura la responsabilité de mettre en œuvre des activités contribuant à former les usager.e.s de mode de déplacements actifs à la sécurité routière, organisation de séances de sensibilisation et d'information sur la thématique de la mobilité active ; Cette personne sera Nathalie d'Ambrosio du service de la prévention. Elle y poursuivra également les gravures vélos et la posse des stickers indécollables de mybike.brussels et développera, en collaboration avec la zone de police Montgomery un programme de prévention contre le vol de vélos, phénomène en forte augmentation à Etterbeek.
- Un agent responsable de la vélothèque. Cette personne sera Ann Roets.
-

1. Le comité de pilotage propose au collège l'esquisse d'horaire suivante pour l'occupation de la Mahma:

- Du lundi au vendredi de 9h à 17h : ouverture au public pour le dépôt des vélos pour réparations et des formations à la réparation. Le samedi matin, une permanence sera organisée selon un turnover à convenir pour que les Etterbeekoises.e.s puissent déposer leur vélo ou un autre moyen de transport actif à un horaire plus adapté à leur réalité de travail.
- Le mercredi après-midi : activités du responsable jeunesse avec différents acteurs de la jeunesse. Tout autre jour de la semaine pourra être utilisé pour des activités de ce type en collaboration avec les écoles de la commune.
- Des conférences et des activités de sensibilisation à la sécurité routière, organisées par les services de prévention et/ou de mobilité se tiendront en soirées ou les week-ends. Les brevets piétons, les brevets cyclistes ou les brevets trottinettes organisés par le service de la prévention seront également organisés dans le cadre de la Mahma durant la semaine, en collaboration avec la zone de police.
- L'occupation du local de la Mahma deux soirs par semaine par l'association Vitalovelo .

1. Le comité de pilotage propose au collège la mise en place d'un service de réparation :

Rappelons d'abord au collège que le service de réparation permettra de contribuer à la bonne fonctionnalité de la maison de la mobilité active et que, dans ce cadre, un appel d'offres a été lancé auprès de trois sociétés pour un programme de formation à la réparation de vélos, au bénéfice des futures agents communaux qui auront la charge du service de réparation. La formation comprend également une introduction à la réparation des vélos électriques.

Sa mission se résume aux activités suivantes :

- Nous proposons de petites réparations (réglage freins, changement d'une chambre à air, changement d'un boîtier de pédalier, changement d'un dérailleur, changement d'une roue, etc.) ; Ces réparations classiques nécessiteront le lancement d'un marché public pour l'acquisition des pièces nécessaires au fonctionnement de la Mahma (plaquettes de frein, câbles de freins, câbles de vitesses, chambres à air, huiles, dérailleurs etc) . Il est proposé de faire payer aux usager.e.s ces pièces au prix d'achat des matériaux selon une grille de prix qui sera

validée par le collège avant l'ouverture de la Mahma. Il sera proposé gratuitement d'y gonfler ses pneus, d'y huiler sa chaîne et d'y faire resserrer ses freins..

- Dans un second temps, une consultation des magasins etterbeekoïses de vélos se tiendra dans le courant de l'automne pour évaluer si d'autres collaborations peuvent se développer en matière de réparation.
- Un programme d'ateliers participatifs de réparations données par les agents formés seront dispensées aux différents publics fréquentant la Mahma : citoyen.ne.s etterbeekoïses, élèves des écoles de la commune ou agents communaux.

1. Le comité de pilotage propose le lancement d'une fietsbibliotheek initiée par le service des affaires néerlandophones

Les conditions de conformité à l'appel d'offres public ont été remplies par les services des Affaires néerlandophones et Travaux publics. L'association désignée *Beweging.net* gère déjà sur Bruxelles un système de vélothèque dont le principe est le suivant: permettre la location à un coût peu élevé à des familles etterbeekoïses de différents vélos pour qu'ils correspondent à l'évolution des enfants de 4 à 12 ans. Ces derniers seront stockés à la Maison de la mobilité active. Moyennant une convention entre l'association désignée et la commune, la location des vélos se déroulera une fois par mois et les réparations éventuelles de ces derniers pourront y être effectuées dans l'atelier de réparation.

Le comité de pilotage propose à la commune de prévoir dans l'élaboration du futur budget extraordinaire 2023 l'achat de vélos sur fonds propres (ou via subsides) l'élargissement du système par l'achat de plusieurs vélos/trottinettes dans le but de le proposer à davantage d'élèves des écoles de la commune de pouvoir disposer d'un vélo.

1. L'occupation du local en dehors des activités communales

Le collège s'engage à proposer une convention d'occupation précaire à l'association « Vitalovelo » moyennant son acceptation du règlement d'ordre intérieur qui sera soumis au prochain conseil communal utile. Cette association a déjà eu une convention avec LOG'IRIS pour tenir ses activités de réparations plusieurs soirs par semaine. Elle stocke actuellement son matériel dans le dépôt communal depuis trois ans. Toute autre demande d'occupation externe sera soumise au comité de pilotage pour analyse lequel présentera ensuite au collège, un rapport motivé de la demande d'occupation. Toute demande ne pourra se faire au préjudice de l'utilisation du local par la commune.

1. La Mahma accueillera les réunions de la commission consultative de la mobilité et de la sécurité routière. Son fonctionnement est défini dans le règlement d'ordre intérieur soumis au Collège et qui devrait être approuvé lors du conseil communal du 27 juin 2022.

DECIDE :

- De valider l'organigramme de la future Maison de la mobilité active ainsi que ses horaires d'ouverture ;
- De détacher Alain Michiels à l'atelier de réparation, de lui prévoir deux suppléants du garage communal pour occuper la Mahma en permanence ;
- De détacher Monsieur Bubba de la ludothèque et Madame d'Ambrosio du service de prévention selon un horaire à convenir avec leur chef de service et en fonction des activités qui seront proposées dans ce cadre ;

- De valider la composition du comité de pilotage et de valider trimestriellement le programme d'activités de la Mahma proposé par ce dernier ;
- De valider le principe du dépôt des vélos par les citoyens de la commune dans le but d'y effectuer de petites réparations par les agents communaux et de développer dans un deuxième temps des partenariats avec les magasins de vélocistes etterbeekoïses pour élargir ces réparations ;
- De valider le principe d'ateliers participatifs de réparation de vélos pour différents publics ;
- De valider la présence d'une vélothèque et d'en confier la gestion au service des affaires néerlandophones ;
- De valider l'occupation du local par l'association « Vitalovelo » deux soirs par semaine, moyennant la signature d'une convention d'occupation précaire et de soumettre au Collège, le cas échéant, toute demande motivée d'occupation du local par des associations extérieures.

Algemene werking van het actieve mobiliteitshuis (Aanvullend)

overwegende dat de gemeenteraad op 25 oktober 2021 heeft beslist om de overeenkomst tussen het Brussels Gewest en de gemeente Etterbeek voor de toekenning van de subsidie voor het huis van de actieve mobiliteit goed te keuren;

overwegende dat een huurovereenkomst van gemeen recht werd bekrachtigd door het college van 2 juni 2022 en dat deze huurovereenkomst werd voorgelegd aan de eigenaar en dat de overeenkomst, indien de eigenaar akkoord is, zal worden voorgelegd aan de volgende gemeenteraad;

overwegende dat de opening van het Ma(h)ma is gepland ter gelegenheid van de Week van de Mobiliteit, die van 16 tot en met 22 september 2022 zal worden gehouden;

overwegende dat de regels voor de werking van het ma(h)ma zullen worden vastgelegd in een huishoudelijk reglement dat door de gemeenteraad moet worden goedgekeurd;

overwegende dat een stuurcomité werd opgericht om de werking van het huis van de actieve mobiliteit te schetsen en dat dit stuurcomité wordt voorgezeten door de burgemeester of zijn kabinetschef en is samengesteld uit de schepen van Mobiliteit, de schepen van Nederlandstalige Aangelegenheden, de schepen van Onderwijs, alsook de volgende diensten: Preventie, Mobiliteit, Nederlandstalige Aangelegenheden, Onderwijs en Jeugd;

overwegende dat dit stuurcomité zich specifiek heeft gebogen over de dagelijkse werking van het Mahma, het organigram, de activiteiten die er zouden kunnen plaatsvinden, de werking van de toekomstige fietsbibliotheek en de communicatie; dat het de volgende krijtlijnen voorstelt aan het college:

1. Organigram van het Huis van de actieve mobiliteit (Mahma):

Het stuurcomité stelt aan het college voor om de personeelsleden die deel uitmaken van het organigram de volgende verantwoordelijkheden te geven:

- Een halftijdse coördinator: die zal verantwoordelijk zijn voor de coördinatie van de activiteiten en het administratief beheer van het Mahma. Deze coördinator zou via een interne oproep kunnen worden aangeworven. Zo niet, dan zou de persoon die verantwoordelijk is voor de preventieactiviteiten tijdelijk voor deze opdracht kunnen worden ingezet. Deze coördinator zal ook worden betrokken bij de stuurgroep, die 2 à 3 keer per jaar bijeen zal komen om een programma van activiteiten en projecten op te stellen dat vervolgens ter goedkeuring aan het college zal worden voorgelegd. De coördinator zal instaan voor het dagelijks beheer en de werking van het Mahma.

- Een hersteller: die zal verantwoordelijk zijn voor kleine herstellingen op vraag van het publiek dat gebruik maakt van de lokalen (remmen bijstellen, binnenband vervangen, trapas vervangen, enz.) en is elke werkdag aanwezig van 8.30 tot 17.00 uur. Deze persoon zal de Etterbekenaren verwelkomen die op dat moment naar het Mahma komen. Dit is Alain Michiels. In geval van grote drukte of afwezigheid kan hij worden ondersteund en/of vervangen door twee personeelsleden van de gemeentegarage die in juni worden opgeleid, overeenkomstig de beslissing van het college van 19 mei 2022. De hersteller zal ook workshops over fietsherstellingen geven voor de gebruikers die dat willen. Die workshops worden georganiseerd door de dienst Burgerparticipatie.

- Een verantwoordelijke voor jeugdprojecten: die zal verantwoordelijk zijn voor de projecten die moeten worden georganiseerd in samenwerking met scholen, gebruikers van de speltheek of Etterbeekse verenigingen. Deze verantwoordelijke is Nicolas Bubba, die daarvoor van tijd

tot tijd zal worden gedetacheerd vanuit de gemeentelijke spelothek.

- Een verantwoordelijke voor evenementen in verband met preventie en verkeersveiligheid: die zal verantwoordelijk zijn voor de uitvoering van activiteiten die bijdragen tot de opleiding van gebruikers van actieve vervoerswijzen op het gebied van verkeersveiligheid, de organisatie van bewustmakings- en infosessies over het thema actieve mobiliteit; deze persoon is Nathalie d'Ambrosio van de dienst Preventie zijn. Zij zal ook doorgaan met de acties om fietsen te graveren en de mybike.brussels-stickers aan te brengen en zal in samenwerking met de politiezone Montgomery een preventieprogramma uitwerken tegen fietsendiefstal, een fenomeen dat in Etterbeek toeneemt.
- Een verantwoordelijke voor de fietsbibliotheek. Die persoon is Ann Roets.

1. Het stuurcomité doet aan het college een voorstel in verband met de openingsuren van het Mahma:

- Maandag tot en met vrijdag van 9.00 tot 17.00 uur: open voor het publiek om fietsen af te geven voor herstellingen en voor opleidingen voor herstellingen. Op zaterdagochtend zal een permanentie worden georganiseerd volgens een turn-over zodat Etterbekenaren hun fiets of ander actief vervoermiddel kunnen afgeven op een tijdstip dat beter past bij hun werksituatie.
- Op woensdagnamiddag: activiteiten van de jeugdverantwoordelijke in samenwerking met verschillende partners uit de jeugdsector. Elke andere dag van de week kan voor dergelijke activiteiten worden gebruikt in samenwerking met de scholen uit de gemeente.
- Lezingen en bewustmakingsactiviteiten over verkeersveiligheid, georganiseerd door de diensten Preventie en/of Mobiliteit zullen 's avonds of in het weekend worden gehouden. In samenwerking met de politiezone zullen tijdens de week ook voetgangers-, fiets- en stepbrevetten worden georganiseerd door de dienst Preventie in het kader van het Mahma.
- Het gebruik van het lokaal van het Mahma twee dagen per week door de vereniging Vitalovelo.

1. Het stuurcomité doet aan het college een voorstel in verband met de herstellingsdienst:

In de eerste plaats moet het college eraan worden herinnerd dat de herstellingsdienst zal bijdragen tot de functionaliteit van het huis van de actieve mobiliteit en dat in dit verband een aanvraag voor offertes is uitgeschreven aan drie bedrijven voor een opleidingsprogramma over fietsherstellingen ten behoeve van de personeelsleden van de gemeente die in de toekomst zullen instaan voor de herstellingsdienst. De opleiding omvat ook een inleiding tot de herstelling van elektrische fietsen.

De opdracht van de herstellingsdienst kan worden samengevat met de volgende activiteiten:

- Wij stellen kleine herstellingen voor (remverstelling, vervanging van een binnenband, vervanging van een trapas, vervanging van een derailleur, vervanging van een wiel, enz.). Voor deze klassieke herstellingen zal een overheidsopdracht moeten worden uitgeschreven voor de aankoop van de onderdelen die noodzakelijk zijn voor de werking van het Mahma (remblokje, remkabels, versnellingskabels, binnenbanden, oliën, derailleurs, enz.). Voorgesteld wordt dat de gebruikers voor deze onderdelen de aankoopprijs van de materialen betalen volgens een prijslijst die vóór de opening van het Mahma door het college zal worden goedgekeurd. Het zal mogelijk zijn gratis banden op te pompen, kettingen te smeren en remmen te laten aandraaien.
- In een tweede fase zal in het najaar een raadpleging van de Etterbeekse fietswinkels

worden gehouden om na te gaan of andere samenwerkingsverbanden op het gebied van herstellingen kunnen worden opgezet.

- Het personeel dat een opleiding heeft gevolgd zal workshops geven over herstellingen voor het publiek van het Mahma: inwoners van Etterbeek, leerlingen van de gemeentescholen of gemeentepersoneel.

1. Het stuurcomité stelt voor om een fietsbibliotheek te openen op initiatief van de dienst Nederlandstalige Aangelegenheden:

De diensten Nederlandstalige Aangelegenheden en Openbare Werken hebben ervoor gezorgd dat de voorwaarden voor de offerteoproep zijn nageleefd. De gekozen vereniging Beweging.net beheert in Brussel al een fietsbibliotheek die volgens het volgende principe werkt: gezinnen uit Etterbeek kunnen tegen een lage prijs verschillende fietsen huren die zijn afgestemd op de ontwikkeling van kinderen van 4 tot 12 jaar. Die fietsen worden opgeslagen in het huis van de actieve mobiliteit. Aan de hand van een overeenkomst tussen de aangewezen vereniging en de gemeente zullen de fietsen één keer per maand worden verhuurd en kunnen eventuele herstellingen aan de fietsen in de werkplaats worden uitgevoerd.

Het stuurcomité stelt aan de gemeente voor om bij de voorbereiding van de toekomstige buitengewone begroting voor 2023 de aankoop van fietsen met eigen middelen (of via subsidies) te overwegen, evenals de uitbreiding van het systeem door de aankoop van meerdere fietsen/steps met als doel meer leerlingen in de scholen van de gemeente de mogelijkheid te bieden een fiets te hebben.

1. Gebruik van het lokaal buiten de activiteiten van de gemeente

Het college verbindt zich ertoe aan de vereniging Vitalovelo een overeenkomst inzake preciaire bezetting voor te stellen op voorwaarde dat de vereniging akkoord gaat met van het huishoudelijk reglement, dat zal worden voorgelegd aan de volgende gemeenteraad. Deze vereniging heeft reeds een overeenkomst met LOG'IRIS gesloten om haar herstellingsactiviteiten meerdere avonden per week te houden. Zij heeft haar materiaal drie jaar lang in het gemeentelijke depot opgeslagen. Elke andere aanvraag van externen om de lokalen te gebruiken zal ter analyse worden voorgelegd aan het stuurcomité, dat vervolgens een gemotiveerd verslag van de aanvraag aan het college zal voorleggen. Een aanvraag mag niet ten nadele gaan van het gebruik van de lokalen door de gemeente.

1. In het Mahma zullen de vergaderingen plaatsvinden van de adviescommissie voor mobiliteit en verkeersveiligheid. Haar werking is vastgelegd in het huishoudelijk reglement dat aan het college zal worden voorgelegd en zou moeten worden goedgekeurd door de gemeenteraad van 27 juni 2022.

BESLIST om

- het organigram van het toekomstige huis van de actieve mobiliteit en de openingsuren goed te keuren;
- Alain Michiels te detacheren naar de werkplaats voor de herstellingen en twee vervangers te voorzien van de gemeentegarage zodat er altijd iemand aanwezig is in het Mahma;
- de heer Bubba van de spelothek en mevrouw d'Ambrosio van de dienst Preventie te detacheren volgens een uurrooster dat zal worden overeengekomen met hun diensthoofd en in functie van de activiteiten die zullen worden georganiseerd;
- de samenstelling van het stuurcomité goed te keuren en driemaandelijks het activiteitenprogramma voor het Mahma goed te keuren dat het comité zal voorstellen;

- het principe goed te keuren dat inwoners van de gemeente hun fiets naar het Mahma brengen voor kleine herstellingen door personeelsleden van de gemeente en om in tweede instantie een partnerschap op touw te zetten met fietsenwinkels uit Etterbeek om die herstellingen uit te breiden;
- het principe van de participatieve workshops over fietsherstellingen voor verschillende doelgroepen goed te keuren;
- de fietsbibliotheek goed te keuren en het beheer ervan toe te vertrouwen aan de dienst Nederlandstalige Aangelegenheden;
- het gebruik van het lokaal door de vereniging Vitalovelo gedurende twee avonden per week goed te keuren op voorwaarde dat een overeenkomst voor preciaire bezetting wordt ondertekend en om het college, in voorkomend geval, de gemotiveerde aanvragen voor het gebruik van de lokalen door externe verenigingen voor te leggen.

17 **Maison de la Mobilité active ("Ma(h)Ma") - Location d'un bien (Complémentaire)**

Le Conseil communal,

Vu le projet de la création d'une maison de la mobilité active (Mahma);

Considérant que l'administration communale, à défaut de disposer d'un local adéquat, a recherché sur son territoire un endroit susceptible d'accueillir ladite maison;

Considérant que les recherches ont permis de trouver un local ayant abrité un garage et dont l'espace conviendrait aux activités envisagées au sein de la Mahma;

Considérant qu'avant de conclure un bail, des visites techniques permettant de lister les éventuels travaux à effectuer devait être réalisées; que pour ce faire, une option sur le bien a été octroyée à la commune pour procéder aux vérifications préalables nécessaires sans perdre la possibilité de louer le bien;

Considérant que l'option conclue pour une durée de 1 mois, renouvelable tacitement au maximum 6 fois et pour un montant mensuel de 1.300 euros, arrive à échéance le 14 juin 2022 ; que dans l'intervalle, les démarches utiles ont été réalisées et concluent à l'opportunité pour la commune de contracter un bail relatif au local concerné ; que le Collège des Bourgmestre et échevins a toutefois précisé dans sa décision du 02.06.2022 qu'il convenait de prolonger l'option de 15 jours;

Considérant que pendant la durée de l'option, les parties ont déterminé les travaux nécessaires à l'utilisation optimale de l'espace en vue de sa destination ; que les loyer et durée du bail ont notamment été déterminés sur la base des améliorations consenties par le bailleur ;

Considérant qu'une charte de fonctionnement de la maison de la mobilité active doit encore être adoptée; que la signature du bail est conditionnée à l'adoption préalable de cette charte ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale;

DECIDE d'approuver les termes du contrat de bail de droit commun relatif au bien sis avenue de la Chasse 231 à 1040 Etterbeek :

ENTRE

A. Bailleur :

L'association sans but lucratif « **UNIO** », ayant son siège à 1000 Bruxelles, rue du Commerce

123, inscrite au registre des personnes morales de Bruxelles sous le numéro BE410.810.044.
valablement représentée par Monsieur John LEWIS, domicilié à 2570 Duffel, Hermansstraat
1/32 en sa qualité d'administrateur délégué ;

ET

B. Preneur :

L'administration Communale d'Etterbeek représentée par M. Vincent DE WOLF,
Bourgmestre et Mme Annick PETIT, secrétaire communale ;

Les parties citées sous les points A et B sont désignées ci-après conjointement « les Parties »
et individuellement « le Bailleur » et « le Preneur » ;

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

1. OBJET DU CONTRAT

Le Bailleur donne à bail au Preneur, qui accepte, un espace d'une superficie au sol totale d'environ 170
m² (le Bien loué) sis au rez-de-chaussée et au sous-sol de l'immeuble situé au 231 de l'Avenue de la
Chasse à 1040 Etterbeek.

Le Bien loué est indiqué sur le plan repris en **annexe 1** du Contrat de bail.

L'immeuble est bien connu du Preneur qui déclare l'avoir parfaitement visité et dispense le Bailleur de
fournir plus ample description.

2. DUREE

a) Le bail est consenti pour un terme ferme de neuf années consécutives prenant cours le 01/06/2022
pour finir le 31/05/2031 moyennant un congé notifié par l'une ou l'autre partie, au moins 3 mois
avant l'échéance.

b) A défaut de congé notifié dans ce délai, le bail sera à chaque fois prorogé aux mêmes conditions
pour une durée de 3 ans.

3. DESTINATION

Le Bailleur loue le bien au Preneur en vue de l'exploitation de la Ma(h)ma = la maison de la mobilité
active.

Le Preneur déclare avoir parfaitement visité l'immeuble et considère que le Bien loué convient à la
destination qu'il envisage. Le Preneur déclare également qu'il se chargera le cas échéant d'obtenir les
éventuels permis et autorisations nécessaires pour qu'il puisse exercer ses activités dans le Bien loué
conformément à cette destination.

Le Preneur ne pourra changer cette destination qu'avec le consentement écrit du Bailleur qui ne
refusera pas ce consentement sans juste motif.

Le Preneur ne pourra sous-louer le bien en tout ou partie et/ou céder ses droits sur ceux-ci à la
personne physique et/ou morale que celui-ci désignerait dans le but de poursuivre ou de l'aider à
poursuivre l'exploitation de la Mahma qu'avec le consentement écrit et préalable du Bailleur qui ne
refusera pas ce consentement sans juste motif.

Les Parties se sont entendues sur le fait que le Bailleur prendrait en charge certains travaux préalables

(installation d'un chauffage central au gaz avec décomptage individuel, mise en conformité de l'électricité,...). La liste précise des travaux qui seront pris en charge par le bailleur est énumérée à l'**Annexe 2**.

Le Preneur quant à lui, prendra en charge les autres frais d'aménagement en fonction de ses besoins.

4. LOYER – INDEXATION

Loyer de base mensuel de **1650 € (mille six cent cinquante euros)** payable au plus tard le 5 de chaque mois, par ordre permanent et par anticipation, sur le compte **BE90 3632 0676 4432**, jusqu'à nouvelle instruction.

Le premier loyer est payable à la date de l'entrée en vigueur du présent contrat de bail.

Le loyer dû pour la période courant de la date d'entrée en vigueur du contrat de bail jusqu'à la première échéance suivante est calculé pro rata temporis. Le loyer concernant la période précédant la date d'expiration du contrat de bail sera, le cas échéant, également calculé pro rata temporis.

le Bailleur pourra demander par écrit l'indexation du loyer à chaque date anniversaire de l'entrée en vigueur du bail, en application de la formule ci-dessous :

$$\frac{\text{loyer de base x nouvel indice}}{\text{indice de base}}$$

L'indice de base est l'indice santé du mois de février 2022 = 118,74

Le nouvel indice est l'indice santé du mois qui précède celui de l'anniversaire de l'entrée en vigueur du bail.

En cas de suppression de l'indice des prix à la santé, le loyer sera adapté en fonction de tout autre système, permettant de faire référence à l'évolution, à la hausse ou à la baisse du coût de la vie.

5. CONSOMMATIONS PRIVEES – FINANCEMENT

Tous abonnements et contrats afférents à des services individualisés et à fins privées, tels que télédistribution, téléphone, électricité, gaz ou location de compteurs seront à charge exclusive du Preneur.

Pour ces abonnements et frais, le Preneur paiera à leur échéance, les relevés des sociétés ou régies concernées.

Avant sa sortie, le Preneur justifiera du paiement des charges stipulées au présent article.

A sa sortie, et si le bien n'est pas loué à cette même date, le Preneur entamera les procédures de transfert des compteurs (eau, électricité et gaz) auprès des mêmes sociétés ou de commun accord avec le bailleur, la réattribution des différents compteurs au nom de ce dernier pour la durée de cette période transitoire.

6. FRAIS ET CHARGES COMMUNS

Le Preneur participera à l'entretien des parties communes en organisant et supportant le nettoyage des paliers communs du rdc et du -1. L'entretien des autres paliers de l'immeuble ne sera ni organisé ni pris en charge par le Preneur..

Le Bien Loué faisant partie d'un ensemble, le Preneur participera aux frais et charges communs qui sont engagés pour le Bien Loué ou l'ensemble dont fait partie le Bien Loué au prorata de sa part dans l'ensemble.

Les frais et charges communs comprennent les postes suivants :

- L'entretien des installations communes
- Les consommations des partie commune
- Les consommations liées à la production de chaleur et d'eau chaude (suivant décompteurs et calorimètres)

La liste ci-dessus est non-limitative.

7. MONTANTS NON PAYES A L'ECHEANCE

Les loyers, ainsi que les éventuels frais et charges pour lesquels le Preneur doit payer un montant fixe sont payables à leur date d'échéance ou avant celle-ci. Les autres paiements, tels que les impôts, taxes, redevances et contributions, frais et charges ainsi que toutes les autres sommes dont le Preneur est redevable en vertu du présent Contrat de bail sont payables endéans un délai de deux mois après la réception par le Preneur de la demande écrite de paiement du Bailleur. Tous ces montants doivent être payés sur le compte indiqué par le Bailleur, en précisant l'objet du paiement (loyer, frais, charges, précompte immobilier, comme référence, et ce jusqu'à la notification par le Bailleur d'une autre méthode de paiement.

En cas de non-paiement par le Preneur, les sommes dues en vertu du présent contrat de bail seront, après leur date d'échéance et après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse pendant huit jours, augmentées d'intérêts au taux légal.

8. IMPOSITIONS - ENREGISTREMENT DU BAIL

Tous les impôts et taxes généralement quelconques portant directement ou indirectement sur le bien loué seront dus par le Preneur y inclus le précompte immobilier, sont à la charge du Preneur.

Si les impôts, taxes, prélèvements et contributions frappent l'ensemble dont fait partie le Bien Loué, le Preneur participera au prorata de sa part.

Les frais de timbre et d'enregistrement sont à charge du Preneur, lequel procédera à la formalité dans les délais légaux (4 mois).

9. ASSURANCES

Pendant toute la durée du bail, le preneur fera assurer les lieux pour leur entière valeur contre les risques d'incendie, foudre, explosion, tempête, dégâts des eaux, bris de glace et autres, ainsi que le recours des voisins et le recours que le bailleur pourrait avoir à exercer contre lui, conformément à l'article 1735 du code civil, lequel est libellé comme suit :

« le preneur est tenu des dégradations et des pertes qui arrivent par le fait des personnes de sa maison ou de ses sous-locataires »

Le Preneur devra fournir, dans les 30 jours de la signature du présent bail, la preuve de cette assurance.

Dans le cas où à la suite d'un incendie, d'une explosion quelle qu'en soit la cause ou d'un sinistre

quelconque, le bien donné à bail viendrait à être détruit ou rendu inutilisable en totalité, et la reconstruction s'avérant impossible, le présent bail serait résilié de plein droit sans indemnité, l'entier bénéfice des indemnités d'assurances immobilières restant acquis au Bailleur.

10. ENTRETIEN ET REPARATIONS

Le Bailleur prendra à sa charge les grosses réparations à effectuer dans le bien loué, comprenant, entre autres, les réparations à la toiture et au gros-œuvre. Si l'exécution de grosses réparations s'impose, le Preneur devra en aviser le Bailleur dans les meilleurs délais.

Le Preneur devra souffrir ces travaux sans indemnité, quoique leur durée puisse dépasser quarante jours.

Le Preneur prendra à sa charge les réparations locatives et de menu entretien, ainsi que les travaux incombant au Bailleur, mais résultant de son fait ou d'une personne dont il est responsable. Il fera procéder à l'entretien des détecteurs de fumée requis, des cheminées et autres conduits d'évacuation, selon la fréquence requise par le mode de chauffage utilisé. Toutes les installations, conduites et appareils devront être maintenus par le Preneur en bon état de fonctionnement et d'entretien et devront être préservées du gel et d'autres risques.

Le Preneur procédera annuellement à l'entretien et la révision de ses installations sanitaires, y compris le détartrage du chauffe-eau individuel, le remplacement de robinets, la désobstruction des conduites, etc.

Le Preneur sera tenu de nettoyer les tuyaux d'écoulement.

Le Preneur remplacera toutes vitres brisées ou fêlées si elles sont brisées ou fêlées par sa faute.

Le Preneur entretiendra en bon état les abords.

11. ÉTAT DES LIEUX

Il sera dressé, en début de bail **entre parties** un état des lieux détaillé à frais communs.

ou

Les parties choisissent comme expert celui qui est désigné pour l'exercice concerné par la loi sur les marchés publics applicable au Preneur. L'expert sera également chargé de procéder à l'état des lieux de sortie locative. Sauf accord des parties, l'état des lieux de sortie sera effectué le dernier jour de location, celui-ci devant coïncider avec la libération des lieux.

Lors de la fin du présent contrat de bail, de quelque manière et à quelque moment que ce soit, le Preneur doit remettre le Bien loué dans son état d'origine, tel qu'il est décrit dans l'état d'entrée du présent contrat de bail sauf ce qui est précisé à l'article 12 alinéa 2 . Le Preneur ne sera cependant pas responsable des dommages ou de la perte découlant de l'usure, de la vétusté ou d'un cas de force majeure.

Les parties s'engagent à être présentes ou dûment représentées lors de l'expertise, de sorte qu'elles réputent irrévocablement celle-ci contradictoire.

12. MODIFICATIONS DU BIEN LOUE

Tous les travaux visant à embellir, aménager, améliorer ou transformer le bien loué ne pourront être exécutés que moyennant l'autorisation préalable et écrite du Bailleur et, le cas échéant, de l'autorité

concernée.

Ceux-ci seront réalisés conformément aux règles de l'art et règlements applicables, aux frais et risques du Preneur, à l'entière décharge du Bailleur, et acquis à celui-ci sans indemnité, sans préjudice du droit de ce dernier d'exiger en fin de bail la remise des lieux en leur état initial, le tout sauf convention contraire.

Toutefois, le Preneur pourra effectuer dans les lieux loués toutes transformations utiles à son entreprise.

Tous travaux ou aménagements imposés au Preneur par les autorités compétentes en application de législations ou règlements afin d'adapter les lieux loués ou de les maintenir adaptés à la destination prévue et/ou à l'activité du Preneur, sont à la charge exclusive de celui-ci.

Le Preneur devra obtenir pour toutes enseignes publicitaires, quelles que soient leurs forme et emplacement, l'autorisation du Bailleur appelé à vérifier que les publicités projetées sont compatibles avec l'esthétique générale et avec les caractéristiques du bâtiment en ce qui concerne son type, ses dimensions et son emplacement.

13. RESOLUTION AUX TORTS DU PRENEUR

En cas de résolution de la présente convention par la faute du Preneur, ce dernier devra supporter tous les frais et toutes les dépenses résultant de cette résolution et payer, outre une indemnité de rupture équivalente à trois mois de loyer, les frais de remise en état ainsi que l'entière des honoraires de l'expert (ou des experts) chargé(s) de la sortie locative, les loyers échus et les honoraires de l'agent immobilier éventuel, pour autant que, dans ce dernier cas, celui-ci ait été chargé de la relocation par écrit enregistré dans les huit jours de la fin de la présente convention et ait réussi sa mission dans les trois mois à dater de l'enregistrement.

14. GARANTIE LOCATIVE

Le Preneur est tenu de constituer une garantie du respect de ses obligations par versement au crédit d'un compte bloqué d'un montant correspondant à deux mois de loyer.

La garantie sera, selon le cas, libérée ou levée en fin de bail, sous déduction des sommes éventuellement dues, après bonne et entière exécution de toutes les obligations du Preneur.

Sauf accord des parties, la libération ou la levée de la garantie n'emportera pas décharge des éventuels soldes de charges à devoir, à l'exception de ceux liquidés à la fin du bail. La garantie ne pourra pas entretemps être affectée au paiement d'un ou plusieurs loyers ou charges.

Le Preneur ne pourra, sauf accord du Bailleur, disposer des lieux tant que la garantie n'aura pas été dûment constituée.

15. VISITES DU BAILLEUR - AFFICHAGES – EXPROPRIATION

Le Bailleur ou son représentant pris dans le sens le plus large, sera en droit de faire procéder, dans les trois mois précédant la fin du contrat, celle-ci opérant par l'effet d'un congé ou l'échéance d'un terme, à la visite du bien par des amateurs, trois jours par semaine, à raison de deux heures consécutives, à convenir avec le Preneur. Sauf convention contraire, le Bailleur veillera à ce que les affiches (devant être tolérées par le Preneur pendant cette même période sur des endroits apparents du bien loué) ne soient pas de nature à causer au Preneur un trouble anormal, au niveau de leur emplacement, ou à créer chez lui des visites ou contacts intempestifs.

Ce qui précède s'applique également en cas de mise en vente du bien, même si celle-ci est faite plus de trois mois avant le terme du bail. Le Preneur veillera à collaborer avec le Bailleur dans l'hypothèse de travaux incombant à ce dernier, sur le plan de l'accessibilité des lieux. Le Bailleur est également habilité à prendre rendez-vous avec le Preneur, dans le but de contrôler la bonne exécution des obligations du Preneur, ou dans celui de faire visiter le bien par un professionnel de l'immobilier, agent, courtier, entrepreneur, architecte, etc. Cette faculté doit tenir compte de la vie professionnelle et privée du Preneur, être exercée de bonne foi, et avec la plus grande modération.

En cas d'expropriation, le Bailleur en avertira le Preneur qui ne pourra réclamer aucune indemnité. Il ne fera valoir ses droits que contre l'expropriant, sans porter atteinte directement ou indirectement aux dédommagements à devoir au Bailleur.

16. VENTE DE GRE A GRE DU BIEN LOUE

En cas de mise en vente (totale ou partielle) du bien loué de gré à gré, le Bailleur, préalablement à toute communication publique relative à la mise en vente, notifie au Preneur, par lettre recommandée ou par exploit d'huissier, son intention de vendre.

17. NOTIFICATIONS

Les notifications dans le cadre du Contrat de bail doivent être envoyées à l'adresse suivante :

Au Preneur : ***Encore à définir par les autorités communales***

Au Bailleur : **ASBL UNIO, 1000 Bruxelles, rue du Commerce 123**

Les changements relatifs aux informations susmentionnées ne prennent effet qu'après notification à l'autre Partie par lettre recommandée.

18. ENVIRONNEMENT – URBANISME

Le Preneur déclare avoir effectué, en regard de la destination projetée ou déclarée pour le bien, toutes démarches nécessaires et pris toutes informations quant au respect des dispositions urbanistiques et environnementales, relatives, entre autres, aux prescriptions urbanistiques et environnementales pour l'immeuble concerné et aux autorisations administratives à obtenir pour pouvoir exercer dans les lieux ses activités. En conséquence, il n'est imputé au Bailleur aucune obligation de garantie quant à la destination du bien projetée ou déclarée par le Preneur, sauf silence circonstancié ou dol.

Tous droits ou amendes dus par application de la législation seront exclusivement supportés par le Preneur, le Bailleur n'étant tenu que dans les limites évoquées à l'alinéa précédent.

Les parties déclarent qu'il n'y a pas de dépôt de déchets sur le bien donné en location. Le Preneur supportera le coût de toute obligation qui serait imposée au Bailleur du fait de la présence de déchets dans les lieux loués à l'issue de la convention.

Le Bailleur déclare qu'il n'a exercé ou laissé exercer sur le bien loué aucune activité qui soit de nature à générer une pollution antérieure aux présentes et qu'il n'a connaissance d'aucune pollution.

Le Bailleur déclare que le bien loué ne dispose pas de réservoir à hydrocarbures dont la capacité de stockage est supérieure ou égale à 3.000 litres. Le Preneur ne peut installer sur le bien loué de réservoir à hydrocarbures sans l'accord écrit préalable du Bailleur.

19. ANNEXES

Par la signature du présent contrat, le preneur reconnaît expressément avoir reçu les annexes suivantes :

- Plans des lieux loués

- Listing des travaux

Huis van de Actieve Mobiliteit (“Ma(h)Ma”) – Huur van een lokaal (Aanvullend)

De gemeenteraad,

gelet op het project voor de oprichting van een huis van de actieve mobiliteit (Mahma);

overwegende dat het gemeentebestuur niet over een geschikt lokaal beschikt en daarom op haar grondgebied heeft gezocht naar een plaats waar dat huis kan worden ingericht;

overwegende dat tijdens de zoektocht een lokaal werd gevonden waar vroeger een garage was gevestigd en waarvan de ruimte geschikt zou zijn voor de activiteiten die men wil organiseren in het Mahma;

overwegende dat vóór het sluiten van een huurovereenkomst technische bezoeken moesten worden afgelegd aan de hand waarvan de eventueel uit te voeren werkzaamheden konden worden geïnventariseerd; dat daartoe aan de gemeente een optie op het onroerend goed werd verleend om de noodzakelijke voorafgaande controles uit te voeren zonder de mogelijkheid te verliezen het goed te huren;

overwegende dat de optie die is gesloten voor de duur van 1 maand, die maximaal 6 keer stilzwijgend kan worden verlengd en voor een maandelijks bedrag van 1.300 euro, afloopt op 14.06.22 juni 2022; dat in de tussentijd de nuttige stappen zijn gezet en concluderen dat het aangewezen is dat de gemeente een huurovereenkomst sluit voor het desbetreffende lokaal; dat het College van Burgemeester en Schepenen in zijn besluit van 02.06.2022 evenwel heeft bepaald dat de optie met 15 dagen moet worden verlengd;

overwegende dat de partijen tijdens de looptijd van de optie de werkzaamheden hebben vastgesteld die nodig zijn voor een optimaal gebruik van de ruimte met het oog op de bestemming ervan; dat de huurprijs en de looptijd van de huurovereenkomst met name zijn vastgesteld op basis van de door de verhuurder toegekende verbeteringen;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST om de voorwaarden goed te keuren van de huurovereenkomst van gemeen recht voor het goed gelegen op de Jachtlaan 231 in 1040 Etterbeek:

TUSSEN

A. Verhuurder:

De vereniging zonder winstoogmerk “UNIO”, waarvan de zetel is gevestigd in 1000 Brussel, Handelsstraat 123, ingeschreven in het rechtspersonenregister van Brussel onder het nummer BE410.810.044,
geldig vertegenwoordigd door de heer John LEWIS, gedomicilieerd in 2570 Duffel, Hermansstraat 1/32, in zijn hoedanigheid van gedelegeerd bestuurder;

EN

A. Huurder:

Het gemeentebestuur van Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris,

De partijen die hierboven in punt A en punt B worden genoemd worden hierna samen “de partijen” en individueel “de verhuurder” en “de huurder” genoemd.

WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

VOORWERP VAN DE OVEREENKOMST

De verhuurder verleent aan de huurder die aanvaardt, een ruimte met een totale oppervlakte van ongeveer 170 m² (het gehuurde goed) gelegen op de benedenverdieping en de kelderderdieping van het gebouw gelegen op de Jachtlaan 231 in 1040 Etterbeek.

Het gehuurde goed is aangeduid op het plan in **bijlage 1** bij de huurovereenkomst.

Het gebouw is goed bekend bij de huurder, die verklaart dat hij het perfect heeft bezocht en de verhuurder ontslaat van elke verdere beschrijving.

DUUR

a) De huurovereenkomst wordt gesloten voor een vaste termijn van negen opeenvolgende jaren, die ingaat op 01/06/2022 en eindigt op 31/05/2031, met inachtneming van een opzeggingstermijn van ten minste drie maanden die door elk van de partijen wordt meegedeeld.

b) Indien binnen deze termijn geen opzegging is gegeven, wordt de huurovereenkomst telkens onder dezelfde voorwaarden verlengd voor een periode van 3 jaar.

BESTEMMING

De verhuurder verhuur het lokaal aan de huurder met het oog op de uitvoering van het Ma(h)ma = huis van de actieve mobiliteit.

De huurder verklaart dat hij het gebouw volledig heeft bezichtigd en dat hij van mening is dat het gehuurde goed geschikt is voor de bestemming die hij beoogt. De huurder verklaart tevens dat hij, indien nodig, de nodige vergunningen en toelatingen zal verkrijgen zodat hij zijn activiteiten in het gehuurde goed in overeenstemming met deze bestemming kan uitvoeren.

De huurder kan deze bestemming slechts wijzigen na schriftelijke toestemming van verhuurder, die deze toestemming niet zonder gegronde reden zal weigeren.

De huurder zal het lokaal enkel geheel of gedeeltelijk onderverhuren en/of zijn rechten erop overdragen aan de natuurlijke persoon en/of rechtspersoon die de huurder aanwijst met het oog op de voortzetting of de hulp aan de huurder bij de voortzetting van de exploitatie van het Mahma met de voorafgaande schriftelijke toestemming van de verhuurder, die deze toestemming niet zonder gegronde reden zal weigeren.

De partijen zijn overeengekomen dat de verhuurder bepaalde voorbereidende werkzaamheden voor zijn rekening zou nemen (installatie van centrale verwarming op gas met individuele meter, aanpassing van de elektriciteit aan de normen, enz.). De precieze lijst van de door de verhuurder uit te voeren werkzaamheden is opgenomen in **bijlage 2**.

De huurder zal de overige inrichtingskosten betalen naar gelang van zijn behoeften.

HUURPRIJS – INDEXERING

Maandelijke basishuur van **1650 € (duizend zeshonderd vijftig euro)**, betaalbaar ten laatste op de 5de van elke maand, per permanente opdracht en vooraf, op rekening BE90 3632 0676 4432, tot nadere instructies.

De eerste huur is verschuldigd op de datum van inwerkingtreding van deze huurovereenkomst.

De huur die verschuldigd is voor de periode vanaf de datum van inwerkingtreding van de huurovereenkomst tot de eerstvolgende vervaldag, wordt berekend pro rata temporis. De huurprijs voor de periode die voorafgaat aan de datum waarop de huurovereenkomst afloopt, wordt, in voorkomend geval, eveneens pro rata temporis berekend.

De verhuurder kan schriftelijk verzoeken om indexering van de huurprijs op elke verjaardag van de inwerkingtreding van de huurovereenkomst, met toepassing van de volgende formule:

basishuurprijs × nieuw indexcijfer

basisindexcijfer

De basisindex is de gezondheidsindex van februari 2022 = 118,74

Het nieuwe indexcijfer is het gezondheidsindexcijfer van de maand die voorafgaat aan de verjaardag van de inwerkingtreding van de huurovereenkomst.

Indien de gezondheidsindex wordt afgeschaft, zal de huurprijs worden aangepast volgens een ander systeem dat het mogelijk maakt naar de evolutie van de kosten van levensonderhoud te verwijzen, hetzij naar boven, hetzij naar beneden.

PRIVÉVERBRUIK – FINANCIERING

Alle abonnementen en contracten met betrekking tot geïndividualiseerde diensten voor privégebruik, zoals kabeltelevisie, telefoon, elektriciteit, gas of meterhuur, zijn uitsluitend ten laste van de huurder.

Voor deze abonnementen en kosten zal de huurder de afrekeningen van de betrokken bedrijven of overheden betalen op hun vervaldatum.

Alvorens het lokaal te verlaten, moet de huurder het bewijs leveren van betaling van de in dit artikel bepaalde kosten.

Bij zijn vertrek, en indien het lokaal niet verhuurd is op diezelfde datum, zal de huurder de procedures opstarten voor de overdracht van de meters (water, elektriciteit en gas) aan dezelfde maatschappijen of, in onderling akkoord met de verhuurder, de hertoewijzing van de verschillende meters op naam van deze laatste voor de duur van deze overgangperiode.

GEMEENSCHAPPELIJKE KOSTEN EN LASTEN

De huurder zal bijdragen aan het onderhoud van de gemeenschappelijke ruimtes door het organiseren en ondersteunen van het schoonmaken van de gemeenschappelijke borderessen van de benedenverdieping en de verdieping -1. Het onderhoud van de overige bordessen van het gebouw zal niet door de huurder worden georganiseerd of ondersteund.

Aangezien het gehuurde goed uitmaakt van een geheel, zal huurder naar rato van zijn aandeel in het geheel bijdragen in de gemeenschappelijke kosten en lasten die worden gemaakt voor het gehuurde goed of het geheel waarvan het gehuurde goed uitmaakt.

- De gemeenschappelijke kosten en lasten omvatten de volgende posten:

- Het onderhoud van de gemeenschappelijke voorzieningen
- Het verbruik van de gemeenschappelijke ruimten
- Het verbruik voor de productie van warme en warm water (volgens tellers en calorimeters)

De bovenstaande lijst is niet-limitatief.

NIET-BETAALDE BEDRAGEN OP DE VERVALDAG

De huurgelden, evenals alle kosten en lasten waarvoor de huurder een vast bedrag moet betalen, zijn betaalbaar op of voor hun vervaldag. Overige betalingen, zoals belastingen, retributies en bijdragen, kosten en lasten, alsook alle andere bedragen waarvoor de huurder op grond van deze huurovereenkomst aansprakelijk is, zijn betaalbaar binnen twee maanden na ontvangst door de huurder van de schriftelijke vraag tot betaling van de verhuurder. Al deze bedragen worden gestort op de door de verhuurder aangegeven rekening, met vermelding van het doel van de betaling (huur, kosten, lasten, onroerende voorheffing, als referentie, en dit tot de verhuurder aan de huurder een andere wijze van betaling meedeelt.

In geval van niet-betaling door de huurder zullen de bedragen die krachtens deze huurovereenkomst verschuldigd zijn, na hun vervaldag en na een ingebrekestelling zonder succes gedurende acht dagen, verhoogd worden met de wettelijke intrestvoet.

BELASTINGEN – REGISTRATIE VAN DE HUUROVEREENKOMST

Alle belastingen en taksen van welke aard ook, die rechtstreeks of onrechtstreeks betrekking hebben op het gehuurde goed zijn verschuldigd door de huurder, met inbegrip van de onroerende voorheffing, en zijn ten laste van de huurder.

Indien de belastingen, taksen en bijdragen een invloed hebben op het geheel waarvan het gehuurde goed uitmaakt, zal de huurder bijdragen in verhouding tot zijn aandeel.

De zegel- en registratierechten zijn ten laste van de huurder, die de formaliteiten binnen de wettelijke termijn (4 maanden) moet afhandelen.

VERZEKERINGEN

Tijdens de volledige duur van de huurovereenkomst moet de huurder de lokalen voor hun volle waarde verzekeren tegen de risico's van brand, bliksemingslag, ontploffing, storm, waterschade, glasbreuk en andere, alsook tegen het verhaal van de burens en het verhaal dat de verhuurder tegen hem zou kunnen uitoefenen, overeenkomstig artikel 1735 van het Burgerlijk Wetboek, dat als volgt luidt:

“De huurder is aansprakelijk voor de beschadigingen en de verliezen die ontstaan door toedoen van zijn huisgenoten of van zijn onderhuurders.”

De huurder zal binnen 30 dagen na de ondertekening van deze huurovereenkomst het bewijs van deze verzekering leveren.

In het geval dat door brand, explosie, wat ook de oorzaak moge zijn, of enige andere ramp, het gehuurde goed wordt vernield of totaal onbruikbaar wordt gemaakt, en wederopbouw onmogelijk blijkt, zal de onderhavige huurovereenkomst van rechtswege en zonder vergoeding worden beëindigd, waarbij de vergoedingen van de inboedelverzekering geheel ten goede blijven komen aan de verhuurder.

ONDERHOUD EN HERSTELLINGEN

De verhuurder is verantwoordelijk voor alle grote herstellingen die aan het gehuurde goed moeten worden uitgevoerd, met inbegrip van, maar niet beperkt tot, herstellingen aan het dak en de ruwbouw. Als grote herstellingen nodig zijn, zal de huurder de verhuurder hiervan zo snel mogelijk op de hoogte brengen.

De huurder zal deze werken ondergaan zonder schadevergoeding, hoewel die werken langer dan veertig dagen kunnen duren.

De huurder is verantwoordelijk voor de huurherstellingen en het klein onderhoud, alsook voor de werkzaamheden die de verhuurder moet uitvoeren, maar die het gevolg zijn van zijn toedoen of van een persoon voor wie hij verantwoordelijk is. De huurder zal de vereiste rookdetectors, schoorstenen en andere afvoerkanalen laten onderhouden, zoals vereist door het gebruikte verwarmingssysteem. Alle installaties, leidingen en toestellen moeten door de huurder in goede staat van werking en in goede staat van onderhoud worden gehouden en tegen bevriezing en andere gevaren worden beschermd.

De huurder dient jaarlijks onderhoud en revisie van zijn sanitaire installaties uit te voeren, met inbegrip van het ontkalken van de individuele boiler, het vervangen van kranen, het ontstoppen van leidingen, enz.

De huurder is verplicht de afvoerkanalen te reinigen.

De huurder zal alle gebroken of gebarsten ramen vervangen indien deze door zijn schuld gebroken of gebarsten zijn.

De huurder zal de omgeving in goede staat onderhouden.

PLAATSDESCRIJVING

Bij de aanvang van de huurovereenkomst wordt **tussen de partijen** op hun gemeenschappelijke kosten een gedetailleerde plaatsbeschrijving opgemaakt.

of

De partijen kiezen als deskundige degene die voor de betreffende oefening is aangewezen door de wet op de overheidsopdrachten die op de huurder van toepassing is. De deskundige is tevens belast met de plaatsbeschrijving aan het einde van de huurovereenkomst. Tenzij de partijen anders zijn overeengekomen, wordt de plaatsbeschrijving uitgevoerd op de laatste dag van de huurperiode, die samenvalt met de vrijgave van de lokalen.

Bij het einde van deze huurovereenkomst, op welke wijze en op welk tijdstip dan ook, zal de huurder het gehuurde goed terugbrengen in de oorspronkelijke staat, zoals omschreven in de plaatsbeschrijving bij aanvang van deze huurovereenkomst, behoudens het bepaalde in artikel 12 lid 2. De huurder is evenwel niet aansprakelijk voor schade of verlies ten gevolge van slijtage, veroudering of overmacht.

De partijen verbinden zich ertoe bij de expertise aanwezig of naar behoren vertegenwoordigd te zijn, zodat zij deze onherroepelijk als tegensprekelijk beschouwen.

WIJZIGINGEN AAN HET GEHUURDE GOED

Werkzaamheden om de lokalen te verfraaien, in te richten, te verbeteren of te verbouwen mogen alleen worden uitgevoerd met voorafgaande schriftelijke toestemming van de verhuurder en, in voorkomend geval, van de betrokken overheid.

Die werkzaamheden zullen worden uitgevoerd volgens de regels van de kunst en in overeenstemming met de toepasselijke reglementen, op kosten en risico van de verhuurder, met volledige vrijstelling van de huurder, en zullen door deze laatste worden verworven zonder vergoeding, onverminderd het recht van deze laatste om te eisen dat de lokalen aan het einde van de huur in hun oorspronkelijke staat worden teruggegeven, tenzij anders is overeengekomen.

De huurder mag in de gehuurde lokalen echter alle aanpassingen uitvoeren die nuttig zijn voor zijn onderneming.

Alle werkzaamheden of inrichtingen die door de bevoegde overheden worden opgelegd aan de huurder in toepassing van wetten of reglementen om de gebruikte lokalen aan te passen of geschikt te houden voor het beoogde doel en/of de activiteit van de concessiehouder zijn uitsluitend voor rekening van de huurder.

De huurder dient voor alle reclameborden, ongeacht hun vorm en locatie, de toestemming te verkrijgen van de verhuurder, die zal nagaan of de geprojecteerde reclame verenigbaar is met de algemene esthetiek en met de kenmerken van het gebouw wat betreft hun type, afmetingen en locatie.

ONTBINDING DOOR FOUT VAN DE HUURDER

In geval van ontbinding van deze overeenkomst door toedoen van de huurder, zal deze laatste alle kosten en uitgaven dragen die voortvloeien uit deze ontbinding en zal hij, naast een opzeggingsvergoeding gelijk aan drie maanden huur, de kosten van herstel betalen, alsook het volledige honorarium van de deskundige(n) belast met de huuropzegging, de lopende huur en het honorarium van een eventuele makelaar, op voorwaarde dat in dit laatste geval de makelaar binnen acht dagen na het einde van deze overeenkomst schriftelijk opdracht heeft gekregen het goed opnieuw te verhuren en zijn opdracht binnen drie maanden na de registratie heeft voltooid.

HUURWAARBORG

De huurder dient een waarborg te stellen voor de nakoming van zijn verplichtingen door storting op een geblokkeerde rekening van een bedrag dat overeenkomt met twee maanden huur.

De waarborg wordt vrijgegeven of opgeheven bij het einde van de huurovereenkomst, naargelang het geval, nadat alle verplichtingen van de huurder zijn nagekomen.

Tenzij de partijen anders overeenkomen, brengt de vrijgave of de opheffing van de waarborg geen bevrijding mee van de openstaande saldi van lasten, met uitzondering van die welke bij het einde van de huurovereenkomst worden vereffend. In de tussentijd mag de waarborg niet worden gebruikt voor de betaling van een of meer huurgelden of lasten.

De huurder kan niet zonder toestemming van de verhuurder over het goed beschikken zolang de waarborg niet naar behoren is gesteld.

BEZOEKEN VAN DE VERHUURDER – AANPLAKKING – ONTEIGENING

De verhuurder of zijn vertegenwoordiger, in de ruimste zin van het woord, heeft het recht om binnen drie maanden voor het einde van de overeenkomst, dit ten gevolge van een opzegging of het verstrijken van een termijn, de woning te laten bezichtigen door amateurs, drie dagen per week, gedurende twee opeenvolgende uren, overeen te komen met huurder. Behoudens andersluidende overeenkomst, ziet de verhuurder erop toe dat de aanplakbiljetten (die de huurder gedurende diezelfde periode op zichtbare plaatsen van het gehuurde moet dulden) niet van dien aard zijn dat ze de huurder, wat hun plaats betreft, abnormaal hinderen of aanleiding geven tot ongelegen bezoeken of contacten.

Het bovenstaande geldt ook in geval van verkoop van het onroerend goed, zelfs indien dit meer dan drie maanden vóór het einde van de huurovereenkomst geschiedt. De huurder zal met de verhuurder samenwerken indien deze werkzaamheden aan het pand moet uitvoeren in verband met de toegankelijkheid. De verhuurder heeft ook het recht om een afspraak te maken met de huurder, om de goede uitvoering van de verplichtingen van de huurder te controleren, of om het goed te laten bezoeken door een vastgoedprofessional, agent, makelaar, aannemer, architect, enz. Deze mogelijkheid moet rekening houden met het beroeps- en privéleven van de huurder en moet te goeder trouw en met de grootste gematigdheid worden uitgeoefend.

In geval van onteigening deelt de verhuurder dit mee aan de huurder, die geen aanspraak kan maken op enige vergoeding. Hij zal zijn rechten slechts tegen de onteigenaar doen gelden, zonder direct of indirect afbreuk te doen aan de aan de verhuurder verschuldigde schadeloosstelling.

VERKOOP NA GEMEEN OVERLEG

Indien het gehuurde goed na gemeen overleg (geheel of gedeeltelijk) te koop wordt aangeboden, stelt de verhuurder de huurder bij aangetekende brief of bij deurwaardersexploot in kennis van zijn voornemen tot verkoop, voordat enige openbare mededeling betreffende de verkoop plaatsvindt.

KENNISGEVINGEN

Kennisgevingen in het kader van de huurovereenkomst moeten worden gericht aan het volgende adres:

Aan de huurder: *Nog vast te stellen door de gemeentelijke overheid*

Aan de verhuurder: **vzw UNIO, 1000 Brussel, Handelsstraat 123**

Wijzigingen in bovenstaande gegevens worden pas van kracht na kennisgeving aan de andere partij per aangetekend schrijven.

LEEFMILIEU – STEDENBOUW

De huurder verklaart dat hij, met betrekking tot het beoogde of aangegeven gebruik van het onroerend goed, alle nodige stappen heeft ondernomen en alle inlichtingen heeft ingewonnen betreffende de naleving van de stedenbouwkundige en milieubepalingen, die onder meer betrekking hebben op de stedenbouwkundige en milieuvoorschriften voor het gebouw in kwestie en op de administratieve vergunningen die moeten worden verkregen om zijn activiteiten in het pand te kunnen uitoefenen. Bijgevolg is de verhuurder niet verplicht de door de huurder geplande of opgegeven bestemming van het goed te garanderen, behalve in geval van een omstandig stilzwijgen of bedrog.

Alle rechten of boetes die uit hoofde van de toepassing van de wetgeving verschuldigd zijn, komen uitsluitend ten laste van de huurder, waarbij de verhuurder slechts gebonden is binnen de in de vorige alinea genoemde grenzen.

De partijen verklaren dat er geen afvaldepot is op het gehuurde goed.

De huurder draagt de kosten van elke verplichting die aan de verhuurder wordt opgelegd ten gevolge van de aanwezigheid van afval in de gehuurde ruimten bij het einde van de overeenkomst.

De verhuurder verklaart dat hij vóór deze overeenkomst op het gehuurde goed geen enkele activiteit heeft uitgeoefend of heeft laten uitoefenen die tot verontreiniging kan leiden en dat hij van geen enkele verontreiniging op de hoogte is.

De verhuurder verklaart dat in het gehuurde goed geen koolwaterstoftank aanwezig is met een opslagcapaciteit van 3.000 liter of meer. De huurder mag op het gehuurde goed geen koolwaterstoftank installeren zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de verhuurder.

BIJLAGEN

Door deze overeenkomst te ondertekenen, erkent de huurder uitdrukkelijk de volgende bijlagen te hebben ontvangen:

- Plattegronden van de gehuurde lokalen
- Lijst van de werkzaamheden

2 annexes / 2 bijlagen

avenant 1 Option location RDV Chasse 231.doc, Annexes Bail Mahma .docx

GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel

18 Statut pécuniaire – modification des échelles de traitement au 1er janvier 2023 (ajout d'une biennale), au 1er juillet 2023 (revalorisation des niveaux A et B) et au 1er janvier 2025 (ajout d'une deuxième biennale).

Le Conseil communal,

Vu sa délibération du 26 mai 1997 modifiant le statut pécuniaire suite à l'application de la Charte sociale et ses modifications ultérieures ;

Vu le protocole d'accord du comité C 2021/1 ayant pour objet les revalorisations salariales 2021-2025 ;

Vu la circulaire du Ministre des pouvoirs locaux, datée du 15 octobre 2021 ;

Vu la circulaire du Ministre des pouvoirs locaux datée du 12 mai 2022 ;

Vu la décision du Conseil communal du 29 novembre 2021 marquant son accord de principe sur le protocole d'accord du comité C 2021/1

Considérant que toutes les échelles bénéficieront d'une biennale supplémentaire au 1^{er} janvier 2023 ;

Considérant que les échelles des niveaux B et A doivent être revalorisées au 1^{er} juillet 2023 ;

Considérant qu'une deuxième biennale doit être accordée au 1^{er} janvier 2025 ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis au comité d'accompagnement ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la concertation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la Nouvelle loi communal ;

DECIDE :

Article 1^{er}

Au 1^{er} janvier 2023 les échelles de traitement du personnel communal sont modifiées comme suit :

Echelle E1 :

Min : 13.286,18

Max : 15.396,36

1x1 : 132,87

13x2 : 132,87

1x2 : 250,00

Echelle E2 :

Min : 14.109,93

Max : 16.220,11

1x1 : 132,87
13x2 : 132,87
1x2 : 250,00

Echelle E3 :

Min : 14.933,68
Max : 17.043,86
1x1 : 132,87
13x2 : 132,87
1x2 : 250,00

Echelle E4 :

Min : 14.827,36
Max : 20.435,64
1x1 : 372,02
13x2 : 372,02
1x2 : 400,00

Echelle E5 :

Min : 15.885,63
Max : 21.493,91
1x1 : 372,02
13x2 : 372,02
1x2 : 400,00

Echelle D1 :

Min : 14.064,59
Max : 19.685,75
1x1 : 372,94
13x2 : 372,94
1x2 : 400,00

Echelle D2 :

Min : 14.900,06
Max : 20.533,96
1x1 : 373,85
13x2 : 373,85
1x2 : 400,00

Echelle D3 :

Min : 16.046,04
Max : 21.705,42
1x1 : 375,67
13x2 : 375,67
1x2 : 400,00

Echelle D4 :

Min : 16.634,28
Max : 24.624,72
1x1 : 531,46
13x2 : 531,46
1x2 : 550,00

Echelle D5 :

Min : 18.170,18
Max : 26.160,62
1x1 : 531,46
13x2 : 531,46
1x2 : 550,00

Echelle C1 :

Min : 14.514,59
Max : 22.521,69
1x1 : 532,65
13x2 : 532,65
1x2 : 550,00

Echelle C2 :

Min : 15.537,88
Max : 23.563,18
1x1 : 533,95
13x2 : 533,95
1x2 : 550,00

Echelle C3 :

Min : 17.169,68
Max : 25.231,52
1x1 : 536,56
13x2 : 536,56
1x2 : 550,00

Echelle C4 :

Min : 18.464,19
Max : 27.266,91
1x1 : 584,48
13x2 : 584,48
1x2 : 620,00

Echelle C5 :

Min : 20.378,47
Max : 29.181,19
1x1 : 584,48
13x2 : 584,48
1x2 : 620,00

Echelle B1 :

Min : 15.804,76
Max : 24.213,38
1x1 : 556,33
13x2 : 556,3
1x2 : 620,00

Echelle B2 :

Min : 17.574,90
Max : 25.983,52
1x1 : 556,33
13x2 : 556,33
1x2 : 620

Echelle B3 :

Min : 20.103,66
Max : 28.512,28
1x1 : 556,33
13x2 : 556,33
1x2 : 620,00

Echelle B4 :

Min : 20.988,73
Max : 34.079,71
1x1 : 885,07
13x2 : 885,07
1x2 = 700

Echelle B5 :

Min : 22.856,64
Max : 35.947,62
1x1 : 885,07
13x2 : 885,07
1x2 : 700,00

Echelle A1.1 :

Min : 21.494,48
Max : 31.601,40
1x1 : 783,91
11x2 : 783,91
1x2 : 700,00

Echelle A1.2 :

Min : 23.011,75
Max : 33.118,67
1x1 : 783,91
11x2 : 783,91

1x2 : 700,00

Echelle A1.3 :

Min : 24.781,88

Max : 34.888,80

1x1 : 783,91

11x2 : 783,91

1x2 : 700,00

Echelle A2.1 :

Min : 26.552,01

Max : 36.355,69

1x1 : 758,64

11x2 : 758,64

1x2 : 700,00

Echelle A2.2 :

Min : 27.310,63

Max : 37.114,31

1x1 : 758,64

11x2 : 758,64

1x2 : 700,00

Echelle A2.3 :

Min : 28.195,70

Max : 37.999,38

1x1 : 758,64

11x2 : 758,64

1x2 : 700,00

Echelle A4 :

Min : 24.453,13

Max : 38.805,17

1x1 : 1.112,67

11x2 : 1.112,67

1x2 : 1.000,00

Echelle A5 :

Min : 26.804,88

Max : 41.460,40

1x1 : 1.137,96

11x2 : 1.137,96

1x2 : 1000,00

Echelle A6 :

Min : 30.244,00

Max : 47.023,52

1x1 : 1.314,96
11x2 : 1.1314,96
1x2 : 1.000,00

Echelle A7 :

Min : 31.558,95
Max : 50.766,07
1x1 : 1.517,26
11x2 : 1.517,26
1x2 : 1.000,00

Echelle A8 :

Min : 32.368,16
Max : 53.851,20
1x1 : 1.706,92
11x2 : 1.706,92
1x2 : 1000

Article 2

Au 1^{er} juillet 2023 les échelles de traitement du personnel communal des niveaux B et A sont modifiées comme suit :

Echelle B1 :

Min : 16.753,05
Max : 25.628,99
1x1 : 589,71
13x2 : 589,71
1x2 : 620,00

Echelle B2 :

Min : 18.629,39
Max : 27.505,33
1x1 : 589,71
13x2 : 589,71
1x2 : 620

Echelle B3 :

Min : 21.309,88
Max : 30.185,82
1x1 : 589,71
13x2 : 589,71
1x2 : 620,00

Echelle B4 :

Min : 21.408,50
Max : 34.747,28
1x1 : 902,77
13x2 : 902,77

1x2 = 700

Echelle B5 :

Min : 23.313,77

Max : 36.652,55

1x1 : 902,77

13x2 : 902,77

1x2 : 700,00

Echelle A1.1 :

Min : 22.569,20

Max : 33.146,52

1x1 : 823,11

11x2 : 823,11

1x2 : 700,00

Echelle A1.2 :

Min : 24.162,34

Max : 34.739,66

1x1 : 823,11

11x2 : 823,11

1x2 : 700,00

Echelle A1.3 :

Min : 26.020,97

Max : 36.598,29

1x1 : 823,11

11x2 : 823,11

1x2 : 700,00

Echelle A2.1 :

Min : 27.879,61

Max : 38.138,45

1x1 : 796,57

11x2 : 796,57

1x2 : 700,00

Echelle A2.2 :

Min : 28.676,16

Max : 38.935,00

1x1 : 796,57

11x2 : 796,57

1x2 : 700,00

Echelle A2.3 :

Min : 29.605,49

Max : 39.864,33

1x1 : 796,57
11x2 : 796,57
1x2 : 700,00

Echelle A4 :

Min : 24.942,19
Max : 39.561,23
1x1 : 1.134,92
11x2 : 1.134,92
1x2 : 1.000,00

Echelle A5 :

Min : 27.340,98
Max : 42.269,62
1x1 : 1.160,72
11x2 : 1.160,72
1x2 : 1000,00

Echelle A6 :

Min : 30.848,88
Max : 47.944,00
1x1 : 1.341,26
11x2 : 1.341,26
1x2 : 1.000,00

Echelle A7 :

Min : 32.190,13
Max : 51.761,45
1x1 : 1.547,61
11x2 : 1.547,61
1x2 : 1.000,00

Echelle A8 :

Min : 33.015,52
Max : 54.908,24
1x1 : 1.741,06
11x2 : 1.741,06
1x2 : 1.000

Article 3

Au 1^{er} janvier 2025 les échelles de traitement du personnel communal sont modifiées comme suit :

Echelle E1 :

Min : 13.286,18
Max : 15.646,36
1x1 : 132,87
13x2 : 132,87
2x2 : 250,00

Echelle E2 :

Min : 14.109,93
Max : 16.470,11
1x1 : 132,87
13x2 : 132,87
2x2 : 250,00

Echelle E3 :

Min : 14.933,68
Max : 17.293,86
1x1 : 132,87
13x2 : 132,87
2x2 : 250,00

Echelle E4 :

Min : 14.827,36
Max : 20.835,64
1x1 : 372,02
13x2 : 372,02
2x2 : 400,00

Echelle E5 :

Min : 15.885,63
Max : 21.893,91
1x1 : 372,02
13x2 : 372,02
2x2 : 400,00

Echelle D1 :

Min : 14.064,59
Max : 20.085,75
1x1 : 372,94
13x2 : 372,94
2x2 : 400,00

Echelle D2 :

Min : 14.900,06
Max : 20.933,96
1x1 : 373,85
13x2 : 373,85
2x2 : 400,00

Echelle D3 :

Min : 16.046,04
Max : 22.105,42
1x1 : 375,67

13x2 : 375,67
2x2 : 400,00

Echelle D4 :

Min : 16.634,28
Max : 25.174,72
1x1 : 531,46
13x2 : 531,46
2x2 : 550,00

Echelle D5 :

Min : 18.170,18
Max : 26.710,62
1x1 : 531,46
13x2 : 531,46
2x2 : 550,00

Echelle C1 :

Min : 14.514,59
Max : 23.071,69
1x1 : 532,65
13x2 : 532,65
2x2 : 550,00

Echelle C2 :

Min : 15.537,88
Max : 24.113,18
1x1 : 533,95
13x2 : 533,95
2x2 : 550,00

Echelle C3 :

Min : 17.169,68
Max : 25.781,52
1x1 : 536,56
13x2 : 536,56
2x2 : 550,00

Echelle C4 :

Min : 18.464,19
Max : 27.886,91
1x1 : 584,48
13x2 : 584,48
2x2 : 620,00

Echelle C5 :

Min : 20.378,47

Max : 29.8011,19
1x1 : 584,48
13x2 : 584,48
2x2 : 620,00

Echelle B1 :

Min : 16.753,05
Max : 26.248,99
1x1 : 589,71
13x2 : 589,71
2x2 : 620,00

Echelle B2 :

Min : 18.629,39
Max : 28.125,33
1x1 : 589,71
13x2 : 589,71
2x2 : 620

Echelle B3 :

Min : 21.309,88
Max : 30.805,82
1x1 : 589,71
13x2 : 589,71
2x2 : 620,00

Echelle B4 :

Min : 21.408,50
Max : 35.447,28
1x1 : 902,77
13x2 : 902,77
2x2 = 700

Echelle B5 :

Min : 23.313,77
Max : 37.352,55
1x1 : 902,77
13x2 : 902,77
2x2 : 700,00

Echelle A1.1 :

Min : 22.569,20
Max : 33.846,52
1x1 : 823,11
11x2 : 823,11
2x2 : 700,00

Echelle A1.2 :

Min : 24.162,34
Max : 35.439,66
1x1 : 823,11
11x2 : 823,11
2x2 : 700,00

Echelle A1.3 :

Min : 26.020,97
Max : 37.298,29
1x1 : 823,11
11x2 : 823,11
2x2 : 700,00

Echelle A2.1 :

Min : 27.879,61
Max : 38.838,45
1x1 : 796,57
11x2 : 796,57
2x2 : 700,00

Echelle A2.2 :

Min : 28.676,16
Max : 39.635,00
1x1 : 796,57
11x2 : 796,57
2x2 : 700,00

Echelle A2.3 :

Min : 29.605,49
Max : 40.564,33
1x1 : 796,57
11x2 : 796,57
2x2 : 700,00

Echelle A4 :

Min : 24.942,19
Max : 40.561,23
1x1 : 1.134,92
11x2 : 1.134,92
2x2 : 1.000,00

Echelle A5 :

Min : 27.340,98
Max : 43.269,62
1x1 : 1.160,72
11x2 : 1.160,72
2x2 : 1000,00

Echelle A6 :

Min : 30.848,88
Max : 48.944,00
1x1 : 1.341,26
11x2 : 1.341,26
2x2 : 1.000,00

Echelle A7 :

Min : 32.190,13
Max : 52.761,45
1x1 : 1.547,61
11x2 : 1.547,61
2x2 : 1.000,00

Echelle A8 :

Min : 33.015,52
Max : 55.908,24
1x1 : 1.741,06
11x2 : 1.741,06
2x2 : 1.000

Article 4

Copie de la présente délibération sera adressée à Bruxelles Pouvoirs Locaux, à M. le Receveur communal, aux Services des Finances et de la GRH.

Geldelijk statuut - Wijziging van de de weddenscalen op 1 januari 2023 (toevoegen van een tweejaarlijkse loonsverhoging), op 1 juli 2023 (opwaardering van de niveau's A en B) en op 1 januari 2025 (toevoegen van een tweede tweejaarlijkse loonsverhoging).

De gemeenteraad,

gelet op zijn beraadslaging van 26 mei 1997 tot wijziging van het geldelijk statuut naar aanleiding van de toepassing van het sociaal handvest en zijn latere wijzigingen;

gelet op het protocolakkoord van het comité C 2021/1 betreffende de herwaardering van de lonen 2021-2025;

gelet op de omzendbrief van de minister van de Plaatselijke Besturen van 15 oktober 2021;

gelet op de omzendbrief van de minister van de Plaatselijke Besturen van 12 mei 2022;

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 29 november 2021 om een principeakkoord te geven voor het protocolakkoord van het comité C 2021/1;

overwegende dat alle schalen op 1 januari 2023 van een bijkomende tweejaarlijkse loonsverhoging zullen genieten;

overwegende dat de niveaus B en A op 1 juli 2023 zullen moeten worden opgewaardeerd;

overwegende dat een tweede tweejaarlijkse loonsverhoging zal worden toegekend op 1 januari 2025;

overwegende dat het ontwerp van deze beraadslaging werd voorgelegd aan het begeleidingscomité;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd overlegd met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

Artikel 1

Op 1 januari 2023 worden de weddeschalen van niveau E als volgt gewijzigd:

Schaal E1:

Min: 13.286,18
Max: 15.396,36
1x1: 132,87
13x2: 132,87
1x2: 250,00

Schaal E2:

Min: 14.109,93
Max: 16.220,11
1x1: 132,87
13x2: 132,87
1x2: 250,00

Schaal E3:

Min: 14.933,68
Max: 17.043,86
1x1: 132,87
13x2: 132,87
1x2: 250,00

Schaal E4:

Min: 14.827,36
Max: 20.435,64
1x1: 372,02
13x2: 372,02
1x2: 400,00

Schaal E5:

Min: 15.885,63
Max: 21.493,91
1x1: 372,02
13x2: 372,02
1x2: 400,00

Schaal D1:

Min: 14.064,59
Max: 19.685,75
1x1: 372,94
13x2: 372,94
1x2: 400,00

Schaal D2:

Min: 14.900,06
Max: 20.533,96
1x1: 373,85

13x2: 373,85
1x2: 400,00

Schaal D3:

Min: 16.046,04
Max: 21.705,42
1x1: 375,67
13x2: 375,67
1x2: 400,00

Schaal D4:

Min: 16.634,28
Max: 24.624,72
1x1: 531,46
13x2: 531,46
1x2: 550,00

Schaal D5:

Min: 18.170,18
Max: 26.160,62
1x1: 531,46
13x2: 531,46
1x2: 550,00

Schaal C1:

Min: 14.514,59
Max: 22.521,69
1x1: 532,65
13x2: 532,65
1x2: 550,00

Schaal C2:

Min: 15.537,88
Max: 23.563,18
1x1: 533,95
13x2: 533,95
1x2: 550,00

Schaal C3:

Min: 17.169,68
Max: 25.231,52
1x1: 536,56
13x2: 536,56
1x2: 550,00

Schaal C4:

Min: 18.464,19

Max: 27.266,91
1x1: 584,48
13x2: 584,48
1x2: 620,00

Schaal C5:

Min: 20.378,47
Max: 29.181,19
1x1: 584,48
13x2: 584,48
1x2: 620,00

Schaal B1:

Min: 15.804,76
Max: 24.213,38
1x1: 556,33
13x2: 556,3
1x2: 620,00

Schaal B2:

Min: 17.574,90
Max: 25.983,52
1x1: 556,33
13x2: 556,33
1x2: 620

Schaal B3:

Min: 20.103,66
Max: 28.512,28
1x1: 556,33
13x2: 556,33
1x2: 620,00

Schaal B4:

Min: 20.988,73
Max: 34.079,71
1x1: 885,07
13x2: 885,07
1x2 = 700

Schaal B5:

Min: 22.856,64
Max: 35.947,62
1x1: 885,07
13x2: 885,07
1x2: 700,00

Schaal A1.1:

Min: 21.494,48
Max: 31.601,40
1x1: 783,91
11x2: 783,91
1x2: 700,00

Schaal A1.2:

Min: 23.011,75
Max: 33.118,67
1x1: 783,91
11x2: 783,91
1x2: 700,00

Schaal A1.3:

Min: 24.781,88
Max: 34.888,80
1x1: 783,91
11x2: 783,91
1x2: 700,00

Schaal A2.1:

Min: 26.552,01
Max: 36.355,69
1x1: 758,64
11x2: 758,64
1x2: 700,00

Schaal A2.2:

Min: 27.310,63
Max: 37.114,31
1x1: 758,64
11x2: 758,64
1x2: 700,00

Schaal A2.3:

Min: 28.195,70
Max: 37.999,38
1x1: 758,64
11x2: 758,64
1x2: 700,00

Schaal A4:

Min: 24.453,13
Max: 38.805,17
1x1: 1.112,67
11x2: 1.112,67
1x2: 1.000,00

Schaal A5:

Min: 26.804,88
Max: 41.460,40
1x1: 1.137,96
11x2: 1.137,96
1x2: 1000,00

Schaal A6:

Min: 30.244,00
Max: 47.023,52
1x1: 1.314,96
11x2: 1.1314,96
1x2: 1.000,00

Schaal A7:

Min: 31.558,95
Max: 50.766,07
1x1: 1.517,26
11x2: 1.517,26
1x2: 1.000,00

Schaal A8 :

Min : 32.368,16
Max : 53.851,20
1x1 : 1.706,92
11x2 : 1.706,92
1x2 : 1.000,00

Artikel 2

Op 1 juli 2023 worden de weddeschalen van niveaus B en A als volgt gewijzigd:

Schaal B1:

Min: 16.753,05
Max: 25.628,99
1x1: 589,71
13x2: 589,71
1x2: 620,00

Schaal B2:

Min: 18.629,39
Max: 27.505,33
1x1: 589,71
13x2: 589,71
1x2: 620

Schaal B3:

Min: 21.309,88
Max: 30.185,82
1x1: 589,71
13x2: 589,71
1x2: 620,00

Schaal B4:

Min: 21.408,50
Max: 34.747,28
1x1: 902,77
13x2: 902,77
1x2 = 700

Schaal B5:

Min: 23.313,77
Max: 36.652,55
1x1: 902,77
13x2: 902,77
1x2: 700,00

Schaal A1.1:

Min: 22.569,20
Max: 33.146,52
1x1: 823,11
11x2: 823,11
1x2: 700,00

Schaal A1.2:

Min: 24.162,34
Max: 34.739,66
1x1: 823,11
11x2: 823,11
1x2: 700,00

Schaal A1.3:

Min: 26.020,97
Max: 36.598,29
1x1: 823,11
11x2: 823,11
1x2: 700,00

Schaal A2.1:

Min: 27.879,61
Max: 38.138,45
1x1: 796,57
11x2: 796,57
1x2: 700,00

Schaal A2.2:

Min: 28.676,16
Max: 38.935,00
1x1: 796,57
11x2: 796,57
1x2: 700,00

Schaal A2.3:

Min: 29.605,49
Max: 39.864,33
1x1: 796,57
11x2: 796,57
1x2: 700,00

Schaal A4:

Min: 24.942,19
Max: 39.561,23
1x1: 1.134,92
11x2: 1.134,92
1x2: 1.000,00

Schaal A5:

Min: 27.340,98
Max: 42.269,62
1x1: 1.160,72
11x2: 1.160,72
1x2: 1000,00

Schaal A6:

Min: 30.848,88
Max: 47.944,00
1x1: 1.341,26
11x2: 1.341,26
1x2: 1.000,00

Schaal A7:

Min: 32.190,13
Max: 51.761,45
1x1: 1.547,61
11x2: 1.547,61
1x2: 1.000,00

Schaal A8 :

Min : 33.015,52
Max : 54.908,24
1x1 : 1.741,06
11x2 : 1.741,06

1x2 : 1.000,00

Artikel 3

Op 1 januari 2025 worden de weddeschalen van het gemeentepersoneel als volgt gewijzigd:

Schaal E1:

Min: 13.286,18

Max: 15.646,36

1x1: 132,87

13x2: 132,87

2x2: 250,00

Schaal E2:

Min: 14.109,93

Max: 16.470,11

1x1: 132,87

13x2: 132,87

2x2: 250,00

Schaal E3:

Min: 14.933,68

Max: 17.293,86

1x1: 132,87

13x2: 132,87

2x2: 250,00

Schaal E4:

Min: 14.827,36

Max: 20.835,64

1x1: 372,02

13x2: 372,02

2x2: 400,00

Schaal E5:

Min: 15.885,63

Max: 21.893,91

1x1: 372,02

13x2: 372,02

2x2: 400,00

Schaal D1:

Min: 14.064,59

Max: 20.085,75

1x1: 372,94

13x2: 372,94

2x2: 400,00

Schaal D2:

Min: 14.900,06
Max: 20.933,96
1x1: 373,85
13x2: 373,85
2x2: 400,00

Schaal D3:

Min: 16.046,04
Max: 22.105,42
1x1: 375,67
13x2: 375,67
2x2: 400,00

Schaal D4:

Min: 16.634,28
Max: 25.174,72
1x1: 531,46
13x2: 531,46
2x2: 550,00

Schaal D5:

Min: 18.170,18
Max: 26.710,62
1x1: 531,46
13x2: 531,46
2x2: 550,00

Schaal C1:

Min: 14.514,59
Max: 23.071,69
1x1: 532,65
13x2: 532,65
2x2: 550,00

Schaal C2:

Min: 15.537,88
Max: 24.113,18
1x1: 533,95
13x2: 533,95
2x2: 550,00

Schaal C3:

Min: 17.169,68
Max: 25.781,52
1x1: 536,56
13x2: 536,56
2x2: 550,00

Schaal C4:

Min: 18.464,19
Max: 27.886,91
1x1: 584,48
13x2: 584,48
2x2: 620,00

Schaal C5:

Min: 20.378,47
Max: 29.8011,19
1x1: 584,48
13x2: 584,48
2x2: 620,00

Schaal B1:

Min: 16.753,05
Max: 26.248,99
1x1: 589,71
13x2: 589,71
2x2: 620,00

Schaal B2:

Min: 18.629,39
Max: 28.125,33
1x1: 589,71
13x2: 589,71
2x2: 620

Schaal B3:

Min: 21.309,88
Max: 30.805,82
1x1: 589,71
13x2: 589,71
2x2: 620,00

Schaal B4:

Min: 21.408,50
Max: 35.447,28
1x1: 902,77
13x2: 902,77
2x2 = 700

Schaal B5:

Min: 23.313,77
Max: 37.352,55
1x1: 902,77

13x2: 902,77
2x2: 700,00

Schaal A1.1:

Min: 22.569,20
Max: 33.846,52
1x1: 823,11
11x2: 823,11
2x2: 700,00

Schaal A1.2:

Min: 24.162,34
Max: 35.439,66
1x1: 823,11
11x2: 823,11
2x2: 700,00

Schaal A1.3:

Min: 26.020,97
Max: 37.298,29
1x1: 823,11
11x2: 823,11
2x2: 700,00

Schaal A2.1:

Min: 27.879,61
Max: 38.838,45
1x1: 796,57
11x2: 796,57
2x2: 700,00

Schaal A2.2:

Min: 28.676,16
Max: 39.635,00
1x1: 796,57
11x2: 796,57
2x2: 700,00

Schaal A2.3:

Min: 29.605,49
Max: 40.564,33
1x1: 796,57
11x2: 796,57
2x2: 700,00

Schaal A4:

Min: 24.942,19

Max: 40.561,23
1x1: 1.134,92
11x2: 1.134,92
2x2: 1.000,00

Schaal A5:

Min: 27.340,98
Max: 43.269,62
1x1: 1.160,72
11x2: 1.160,72
2x2: 1000,00

Schaal A6:

Min: 30.848,88
Max: 48.944,00
1x1: 1.341,26
11x2: 1.341,26
2x2: 1.000,00

Schaal A7:

Min: 32.190,13
Max: 52.761,45
1x1: 1.547,61
11x2: 1.547,61
2x2: 1.000,00

Schaal A8 :

Min : 33.015,52
Max : 55.908,24
1x1 : 1.741,06
11x2 : 1.741,06
2x2 : 1.000,00

Artikel 4

Een kopie van deze beraadslaging wordt bezorgd aan Brussel Plaatselijke Besturen, aan de gemeenteontvanger en aan de diensten Financiën en Personeel.

19 Personnel – Arrêté organique pour le personnel communal – ANNEXE V : Inventaire des missions des services et descriptifs de fonctions.

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. 005-97/11749-iv) ;

Vu en particulier l'Annexe V : Inventaire des missions des services et descriptifs de fonction;

Considérant que cette annexe prévoit un descriptif de fonction de secrétaire administratif pour le service de l'informatique ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins décidant de mettre en place une collaboration IT avec le CIRB ;

Considérant que le Collège a souhaité conserver la gestion des demandes/incidents de niveau 1 en interne, tant pour le site des Jardins de la Chasse que pour les sites décentralisés ;

Considérant que, dès lors, le service IT sera composé de deux équipes (équipe Iristeam et équipe locale) avec des responsabilités distinctes ;

Considérant qu'en suite à ce changement il y a lieu de revoir le descriptif de fonction existant étant donné qu'il ne répond plus à la réalité de terrain ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

D'établir un nouveau descriptif pour la fonction « de secrétaire administratif – Field Technician »

Personeel - Organiek besluit van het administratief personeel - BIJLAGE V : Inventaris van de opdrachten van de diensten en functiebeschrijvingen.

De gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. 26.05.97/A/002) tot wijziging van de organieke besluiten van het administratief en technisch personeel, het personeel van de Regie van Grondbeleid, het werklieden- en meesterschapspersoneel, het verzorgend personeel, het bijstandspersoneel en het buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs met het oog op de toepassing van het Sociaal Handvest, uitvoerbaar verklaard door de brief van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref: 005-97/11749-iv);

gelet in het bijzonder op bijlage V: Inventaris van de opdrachten van de diensten en functiebeschrijvingen;

overwegende dat deze bijlage een beschrijving bevat van de functie van administratief secretaris voor de dienst Informatica;

gelet op de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen ter invoering van een IT-samenwerking met het CIBG;

overwegende dat het college het beheer van vragen/incidenten van niveau 1 intern wilde behouden, zowel voor de Jachthofsite als voor de gedecentraliseerde sites;

overwegende dat de dienst IT bijgevolg uit twee teams bestaan (Iristeam en lokaal team) met afzonderlijke verantwoordelijkheden;

overwegende dat naar aanleiding van die wijziging de bestaande functiebeschrijving moet worden herzien aangezien die niet meer overeenstemt met de realiteit op het terrein;

overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd onderhandeld met de representatieve vakorganisaties;

gelet op artikels 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

om een nieuwe beschrijving op te stellen voor de functie “administratief secretaris – Field Technician”.

2 annexes / 2 bijlagen

Description de fonction Field Technician.doc, Description de fonction Field Technician_NL.doc

20 **Personnel communal – Chapitre II – Des Cadres de l’arrêté organique pour le personnel administratif – Annexe I : Les cadres du personnel, Annexe II : classement hiérarchique du personnel, Annexe III : tableau des conditions d’accès aux niveaux et aux grades et annexe IV : canevas des programmes des examens : - modification de la dénomination d’un emploi de niveau E4 responsable d’équipe en un emploi de niveau E4 agent logistique occupant un logement de fonction - transformation d’un emploi de E4 et huit emplois de niveaux E en neuf emplois de niveau D**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, de soins, d’assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l’application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Considérant que pour l’instant le cadre du personnel comporte 10 emplois de niveaux E dont 2 responsables d’équipe/concierge (E4) et 8 emplois d’auxiliaire administratif ;

Considérant que ledit cadre ne correspond plus aux besoins de notre administration ;

Vu que dans le nouveau centre administratif la fonction de concierge, comme prévu dans le l’arrêté organique pour le personnel administratif, cadre statutaire n’était pas compatible aux tâches liées à la nouvelle maison communale ;

Considérant qu’en séance du 16/07/2020, le Collège a décidé de transformer la fonction de concierge en fonction « agent logistique occupant un logement de fonction » ;

Considérant qu’il est, dès lors, opportun de modifier la dénomination d’un des deux emplois de niveau E4 ‘responsable d’équipe/concierge’ en ‘agent logistique occupant un logement de fonction’ ;

Considérant que suite à l’évolution des tâches confiées aux auxiliaires administratif de notre administration, il conviendrait de transformer les huit postes d’auxiliaires administratif (E) et un des postes de responsable d’équipe (E4) en adjoint administratif ;

Considérant que pour les agents occupent actuellement la fonction d’auxiliaire administratif (E) et responsable d’équipe (E4) il s’avère nécessaire de mettre en place une mesure transitoire stipulant qu’une expérience utile de 10 ans à la fonction équivaut à l’obtention d’un diplôme ou d’un titre de compétences professionnelles ;

Considérant que, dès lors, les agents de niveaux E, auxiliaire administratif et responsable d’équipe

pourront être insérer dans le niveau D sans devoir passer l'examen promotion ;

Considérant que cette mesure transitoire s'éteint d'office au moment où les agents en questions ne seront plus en fonction ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives dont protocole ci-annexé ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE

d'adapter l'arrêté organique pour le personnel administratif – Annexe I – Les cadres du personnel, Annexe II : classement hiérarchique du personnel, Annexe III : tableau des conditions d'accès aux niveaux et aux grades et Annexe IV : canevas des programmes des examens, comme suit :

1. modifier de la dénomination d'un emploi de niveau E4 responsable d'équipe en un emploi de niveau E4 agent logistique occupant un logement de fonction ;
2. transformer un emploi de E4 et huit emplois de niveaux E en neuf emplois de niveau D.

Gemeentepersoneel – Hoofdstuk II – De kaders van het organiek besluit voor het administratief personeel - Bijlage I – De personeelsformatie, Bijlage II : hiërarchische classificatie van het personeel, Bijlage III: tabel van de toegangsvoorwaarden tot de graden en niveaus en Bijlage IV : basistabel van de programma's van de examens: - wijziging van de benoeming van één betrekking van niveau E4 ploegverantwoordelijke in een betrekking logistiek medewerker met dienstwoning - omzetting van één betrekking van niveau E4 en van acht betrekkingen van niveau E naar negen betrekkingen van niveau D.

De Gemeenteraad,

herzien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. : 26.05.97/A/002) houdende wijziging van de organieke besluiten voor het administratief en technisch personeel, het personeel van het Grondbeleid, verzorgings-, bijstands- en buitenschoolspersoneel – niet gesubsidieerd onderwijzend personeel met het oog op de toepassing van het sociaal handvest, uitvoerbaar geworden door het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref. : 005-97/11749-iv) ;

gezien het feit dat het kader van het personeel, op dit ogenblik, bestaat uit 10 betrekkingen van niveau E waarvan 2 betrekkingen van ploegverantwoordelijken/conciërge (E4) en 8 hulpbedienden ;

overwegende dat dit kader niet langer voldoet aan de behoeften van onze administratie;

overwegende dat in het nieuw administratief centrum de functie van conciërge, zoals voorzien in het organiek besluit voor het administratief personeel, statutair kader, niet meer verenigbaar is met de taken die voorzien zijn in het nieuwe gemeentehuis;

gelet dat in zijn zitting van 16/07/2020, het College besloten heeft om de functie van conciërge om te zetten in een functie van "logistiek medewerker met dienstwoning" ;

gezien dat het daarom passend is om de naam van één van de twee betrekkingen van niveau 4'verantwoordelijke /conciërge' te veranderen in 'logistiek medewerker met dienstwoning' ;

overwegende het feit dat ten gevolge van de evolutie van de taken die aan de hulpbedienden van onze administratie zijn toevertrouwd, raadzaam is om de acht betrekkingen van administratief

hulpbediende niveau (E) en één betrekking van hulpverantwoordelijke (E4) om te zetten in negen betrekkingen van administratief adjunct ;

gezien dat voor de agenten die momenteel de functie van administratief hulpbediende (E) en ploegverantwoordelijke (E4) bekleden, een overgangsmaatregel moet worden ingevoerd die bepaalt dat 10 jaar nuttige ervaring in de functie gelijk staat aan het behalen van een diploma of een beroepskwalificatie ;

overwegende dat, dientengevolge, de agenten van niveau E, administratief hulpbediende en ploegverantwoordelijke dus kunnen worden ingevoegd in een niveau D zonder het bevorderingsexamen te hoeven afleggen;

overwegende dat deze overgangsmaatregel automatisch vervalt wanneer de betrokken agenten niet meer in functie zijn;

overwegende dat het ontwerp van deze beraadslaging onderworpen werd aan de onderhandeling met de vertegenwoordigende vakbondsorganisaties waarvan protocol in bijlage

gezien de artikels 100, 117 en 145 van de nieuwe gemeentewet ;

BESLIST

om het organiek besluit voor het administratief personeel – Bijlage I – De personeelsformatie, Bijlage II : hiërarchische classificatie van het personeel, Bijlage III: tabel van de toegangsvoorwaarden tot de graden en niveaus en Bijlage IV : basistabel van de programma's van de examens, aan te passen als volgt :

1. wijziging van de benoeming van één betrekking van niveau E4 ploegverantwoordelijke in een betrekking logistiek medewerker met dienstwoning
2. omzetting van één betrekking van niveau E4 en van acht betrekkingen van niveau E naar negen betrekkingen van niveau D.

8 annexes / 8 bijlagen

E vers D et concierge-agent logistique_annexe I_FR.docx, E4 agent logistique_programme d'examen_annexe IV_NL.docx, E et E4 annexe II_NL.docx, E et E4_conditions d'accès_annexe III_NL.docx, E et E4 annexe II_FR.docx, E vers D et concierge-agent logistique_annexe I_NL.docx, E4 agent logistique_programme d'examen_annexe IV_FR.docx, E et E4_conditions d'accès_annexe III_FR.docx

Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

21 Régie Foncière - Compte 2021.

Le Conseil Communal,

Vu les articles 261 à 263 de la Nouvelle Loi Communale organisant les Régies communales ;

Vu les articles 63 à 69 de l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 06/11/2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu l'Arrêté Royal du 30 mars 1973 organisant en Régie le Service des achats et des ventes de propriétés communales à partir du 1er janvier 1973 ;

Vu le compte budgétaire 2021 dressé par le Trésorier de la Régie ;

Vu les comptes annuels au 31/12/2021 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 16/06/2022 décidant d'approuver l'affectation provisoire du résultat ;

DECIDE :

d'approuver

1. le compte budgétaire 2021
2. le compte de résultat et le bilan au 31/12/2021

Regie van Grondbeleid - Rekening 2021.

De Gemeenteraad,

Gelet op artikel 261 tot 263 van de Nieuwe Gemeentewet houdende organisatie van de Gemeentebedrijven ;

Gelet op artikel 63 tot 69 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Gewestregering van 06/11/2003 betreffende de begrotingen van de Gemeentebedrijven ;

Gelet op het Koninklijk Besluit van 30 maart 1973 houdende in bedrijfstelling van de Dienst voor aan- en verkopen van gemeentelijke eigendommen vanaf 1 januari 1973 ;

Gezien de begrotingsrekening over 2021 opgesteld door de penningmeester van de Regie ;

Gezien de jaarlijkse rekeningen op 31/12/2021 ;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Burgemeester en Schepenen van 16/06/2022 die besloot de voorlopige bestemming van het resultaat goed te keuren;

BESLIST :

1. de begrotingsrekening over 2021
2. de resultatenrekening en de balans op 31/12/2021 goed te keuren.

*1 annexe / 1 bijlage
Compte 2021 (Bos).pdf*

22 Régie Foncière – Modification budgétaire n° 2.

Le Conseil Communal,

Vu l'Arrêté du 06/11/2003 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à la gestion financière des régies communales ;

Vu la circulaire du 04/02/2005 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale relative à la gestion financière des Régies communales ;

Vu la modification budgétaire n°1 :

Considérant que des travaux complémentaires sur le chantier de construction du projet

intergénérationnel ont entraîné un dépassement de l'estimation de ce projet ;

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 23/02/2017 : Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » - Mission d'un auteur de projet pour l'aménagement du Pôle 3 « Intergénération » avenue d'Auderghem 219/221/233 et avenue du Préau 24 - Approbation de l'avenant 1 ;

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 12/12/2019 : Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » - Mission d'un auteur de projet pour l'aménagement du Pôle 3 « Intergénération » avenue d'Auderghem 219/221/233 et avenue du Préau 24 - Approbation d'honoraires complémentaires :

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 13/09/2020 : Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » - Mission d'un auteur de projet pour l'aménagement du Pôle 3 « Intergénération » avenue d'Auderghem 219/221/233 et avenue du Préau 24 - Approbation d'honoraires complémentaires – Avenant n°2 :

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 17/06/2021 : Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » - Mission d'un auteur de projet pour l'aménagement du Pôle 3 « Intergénération » avenue d'Auderghem 219/221/233 et avenue du Préau 24 - Approbation d'honoraires complémentaires – Avenant 3 ;

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 22/12/2021 : Contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » - Mission d'un auteur de projet pour l'aménagement du Pôle 3 « Intergénération » avenue d'Auderghem 219/221/233 et avenue du Préau 24 - Approbation d'honoraires complémentaires – Avenant 4 ;

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 31/03/2022 : Régie Foncière - Contrat de Quartier Durable Chasse-Gray – Travaux pour l'aménagement du Pôle 3 - Intergénération : salle polyvalente avenue d'Auderghem 219, crèche et logements avenue d'Auderghem 221, « Maison des Enfants » et logements avenue d'Auderghem 233, ludothèque avenue du Préau 24 – Approbation de décomptes divers entre n°1 et n°180 – Approbation de la réception provisoire – Libération de la moitié du cautionnement;

Vu la délibération approuvée par le Collège des Bourgmestre et échevins du 05/05/2022 : Patrimoine Régie/Rénovation - Appartement 3.2 Place St-Pierre 21 à 1040 Etterbeek - Cession du droit de superficie ;

Considérant que des décomptes doivent encore être approuvés par le Collège ;

Considérant que selon l'article 7 § 2 de l'Arrêté du 06/11/2003 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, toute prévision de dépassement du montant du projet fixé lors de l'adjudication doit faire l'objet d'une modification budgétaire, de même que toute modification du mode de financement ;

Considérant le point 3.1.4 de la circulaire du 04/02/2005 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, relatif aux modifications budgétaires qui prévoit que l'établissement d'une modification budgétaire est nécessaire lorsque le coût global d'un investissement doit être revu à la hausse en cours d'exercice et que dès lors les points 1, 2 et 3 du tableau du projet doivent être modifiés ;

Considérant que selon l'article 13 de l'Arrêté du 06/11/2003 du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, les modifications budgétaires sont soumises aux mêmes procédures que celles applicables au budget et qu'elles sont dûment justifiées pour chaque crédit budgétaire ;

DECIDE :

Le budget patrimonial est modifié conformément aux fiches de projets d'investissements « Projet intergénérationnel » et « Projet Place Saint-Pierre 21 » ci annexées, le nouveau résultat du budget patrimonial est arrêté aux chiffres figurant au tableau ci-après :

Article budgétaire	Budget initial	Augmentation	Diminution	Résultat
242 – Travaux de construction et d'aménagement	3.844.422,45 €	300.000,00 €		4.144.422,45 €
1710 – Emprunts à charge de la Régie	679.000,00 €	300.000,00 €		979.000,00 €
241 – Achats de terrains et bâtiments	0,00 €	100.000,00 €		100.000,00 €

Regie van Grondbeleid – Begrotingswijziging nr 2.

De Gemeenteraad,

Gezien het besluit van 06/11/2003 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

Gezien de omzendbrief van 04/02/2005 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot het financieel beheer van de Gemeentebedrijven;

Gelet op begrotingswijziging nr. 1 ;

Overwegende dat aanvullende werken op de bouwwerf van de intergenerationeel project, een overschrijding van de schatting van deze project hebben veroorzaakt;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 23/02/2017 : Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Opdracht van projectontwerper voor de inrichting van pool 3 “Intergeneraties”, Oudergemlaan 219/221/233 en Pandhoflaan 24 – Goedkeuring van aanhangsel 1;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 12/12/2019: Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Opdracht van projectontwerper voor de inrichting van pool 3 “Intergeneraties”, Oudergemlaan 219/221/233 en Pandhoflaan 24 – Goedkeuring van bijkomende erelonen;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 13/09/2020: Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Opdracht van projectontwerper voor de inrichting van pool 3 “Intergeneraties”, Oudergemlaan 219/221/233 en Pandhoflaan 24 – Aanhangsel 2;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 17/06/2021: Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Opdracht van projectontwerper voor de inrichting van pool 3 “Intergeneraties”, Oudergemlaan 219/221/233 en Pandhoflaan 24 – Aanhangsel 3;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 22/12/2021: Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Opdracht van projectontwerper voor de inrichting van pool 3 “Intergeneraties”, Oudergemlaan 219/221/233 en Pandhoflaan 24 – Aanhangsel 4;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 31/03/2022: Regie van Grondbeleid – Duurzaam Wijkcontract Jacht-Gray – Werken voor de inrichting van Pool 3 “Intergeneraties”: polyvalente zaal Oudergemlaan 219, crèche en woningen Oudergemlaan 221, “Maison des Enfants”, spelotheek Oudergemlaan 233, spelotheek Pandhoflaan 24 – Goedkeuring van diverse afrekeningen tussen nummer 1 en nummer 180 - Goedkeuring van de voorlopige oplevering – Vrijgave van de helft van de borgsom;

Overwegende dat afrekeningen nog door het college moeten worden goedgekeurd;

Gelet op de beraadslaging die werd goedgekeurd door het college van burgemeester en schepenen van 05/05/2022 : Patrimonium Regie/Renovatie - Appartement 3.2 St-Pietersplein 21 te 1040 Etterbeek – Overdracht van de recht van opstal ;

Overwegende dat volgens artikel 7 § 2 van het besluit van 06/11/2003 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, elke kredietoverschrijding van het bij de gunning gekende bedrag het voorwerp moet uitmaken van een begrotingswijziging; ook voor elke wijziging in de financieringswijze;

Overwegende dat punt 3.1.4 van de omzendbrief van 04/02/2005 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de begrotingswijzigingen, dat voorziet dat een begrotingswijziging dient opgemaakt te worden wanneer de totale kosten van een investering opwaarts herzien moeten worden tijdens het dienstjaar en bijgevolg de punten 1,2 en 3 van de projecttabel gewijzigd moeten worden;

Overwegende dat volgens artikel 13 van het besluit van 06/11/2003 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, de begrotingswijzigingen aan dezelfde procedures zijn onderworpen als deze die toepasbaar zijn op de begroting, en dat zij voor elk krediet behoorlijk gerechtvaardigd moeten worden;

BESLUIT:

De patrimoniale begroting wordt gewijzigd overeenkomstig met de hierbijgevoegde steekkaart van de investeringsprojecten "Intergenerationeel project" en "Sint-Pietersplein 21 project", het nieuwe resultaat van de patrimoniale begroting wordt vastgelegd in de cijfers die in de hierna vermelde tabel voorkomen:

Begrotingsartikel	Oorspronkelijke begroting	Verhoging	Vermindering	Resultaat
242 – Bouw- en inrichtingswerken	3.844.422,45 €	300.000,00 €		4.144.422,45 €
1710 – Leningen van de Regie	679.000,00 €	300.000,00 €		979.000,00 €
241 – Aankoop van gronden en gebouwen	0,00 €	100.000,00 €		100.000,00 €

2 annexes / 2 bijlagen

Projet Intergénération.pdf, Projet Place Saint-Pierre 21.pdf

23 Régie Foncière – Marché par procédure négociée sans publicité préalable - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **10/03/2022** ;

Objet : Travaux de réparations de toiture 2022/2024 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 140.000,00 € HTVA.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2022 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10/03/2022 relative à un marché par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 €.

Regie van Grondbeleid – Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **10/03/2022** werd genomen:

Onderwerp: Dakwerken 2022/2024 - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de gunningswijze - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 140.000,00 € zonder BTW.

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2022 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10/03/2022 betreffende een overheidsopdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €.

24 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **10/03/2022** ;

Objet : Fourniture d'une machine à sertir - Approbation des conditions, des firmes et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.300,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2022 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 10/03/2022 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **10/03/2022** werd genomen:

Onderwerp: Levering van een persmachine - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.300,00 € (B.T.W. 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2022 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 10/03/2022 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

25 Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **19/05/2022** ;

Objet : Fourniture de matériaux et de produits de nettoyage et d'hygiène – Exercice 2022 - Approbation des conditions et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 4.500,00 € HTVA - 5.445,00€ TVAC 21 %.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2022 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 19/05/2022 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **19/05/2022** werd genomen:

Onderwerp: Levering van schoonmaak en hygiëne materialen en producten – Dienstjaar 2022 - Goedkeuring van de voorwaarden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 4.500,00 € ZBTW – 5.445,00 € BTWI 21%.

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2022 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 19/05/2022 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

26 **Régie Foncière – Marchés par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;

Date : 19/05/2022.

Objet: Theux 2 – Travaux d'égouttage en cave - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.500,00 € HTVA.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2022 de la Régie Foncière.

Date : 02/06/2022.

Objet: Etang 2/6 – Remplacement de l'adoucisseur d'eau - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 21.000,00 € HTVA

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2022 de la Régie Foncière.

Date : 02/06/2022.

Objet : Maelbeek 2 – Remplacement de la tuyauterie et correction de pression - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 8.500,00 € HTVA

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2022 de la Régie Foncière.

Date : 02/06/2022.

Objet : Jourdan 68/70 – Remplacement de la tuyauterie d'adduction - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.500,00 € HTVA

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2022 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, les décisions du Collège des Bourgmestres et Echevins des 19/05/2022 et 02/06/2022 relatives à des marchés par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas 30.000,00 € H.T.V.A.

Regie van Grondbeleid – Opdrachten door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissingen door het College van Burgemeester en Schepenen werden genomen:

Datum : 19/05/2022.

Onderwerp : Theux 2 – Rioleringswerken in de kelder - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.500,00 € ZBTW.

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2022 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 02/06/2022.

Onderwerp: Vijver 2/6 – Vervanging van de waterverzachter - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 21.000,00 € ZBTW.

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2022 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 02/06/2022.

Onderwerp: Maalbeek 2 – Vervanging van de leidingen en aanpassing van de waterdruk - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 21.000,00 € ZBTW.

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2022 van de Regie van Grondbeleid.

Datum: 02/06/2022.

Onderwerp: Jourdan 68/70 – Vervanging van de aanvoerleiding - Goedkeuring van de voorwaarden, de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 tweede lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.500,00 € ZBTW.

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2022 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen van 19/05/2022 en 02/06/2022 betreffende overheidsopdrachten met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

27 **Régie Foncière – Contrat de quartier durable – Immeubles rue de l’Orient 7, chaussée de Wavre 506, avenue d’Auderghem 221 et avenue d’Auderghem 233 – Fixation des conditions locatives.**

Le Conseil Communal,

Considérant que les immeubles suivants ont été rénovés dans le cadre du Contrat de quartier durable Chasse-Gray :

- Rue de l’Orient 7 ;
- Chaussée de Wavre 506 ;
- Avenue d’Auderghem 221 ;
- Avenue d’Auderghem 233 ;

Considérant que les réceptions provisoires ont été accordées et que la Régie Foncière souhaite mettre les logements en location ;

Considérant que les règles d’attribution des logements, de fixation des loyers et de durée d’occupation sont reprises à l’article 42 de l’arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24/11/2016 relatif aux Contrats de quartier durable;

Considérant qu’en application de cet article 42, il est proposé de fixer les conditions locatives suivantes :

1. A la date de l’attribution du logement, les revenus imposables globalement du ménage ne peuvent dépasser les montants visés à l'article 31 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26/09/1996 organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région bruxelloise ou par les sociétés immobilières de service public, augmentés de vingt pour cent. Ces montants sont indexés à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du présent arrêté, en fonction de l'indice des prix à la consommation en vigueur le mois précédent celui de l'entrée en vigueur du présent arrêté ;
2. Les logements réhabilités ou reconstruits sont attribués prioritairement aux personnes qui les occupaient avant la réalisation des travaux pourvu qu’ils répondent aux conditions de

- revenus fixées au point 1).
3. Les obligations figurant aux articles 25 à 32 du Code bruxellois du Logement sont d'application.
 4. Le montant des loyers est fixé conformément au tableau de l'article 16, § 1er et à l'article 16 § 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles- Capitale du 17/12/2015 organisant les agences immobilières sociales et ces montants sont indexés conformément à l'article 20 du même arrêté.
 5. Le bail est conclu pour une durée de neuf ans et intègre la condition visée au point 1).
 6. Au cours du premier semestre de la troisième et de la sixième année du bail, il est vérifié si le locataire satisfait toujours aux conditions d'accès visées au point 1) et dans la négative, le bailleur peut mettre fin anticipativement au bail au terme de la troisième ou de la sixième année, moyennant le respect d'un préavis de six mois.
 7. Au terme du bail, le bail se prolonge automatiquement pour une période de trois ans :
 - o • à condition que le ménage satisfait toujours aux conditions d'accès visées au point 1).
 - o • si le locataire ou l'un des membres du ménage est une personne reconnue handicapée au sens de l'article 135, 1er alinéa du Code des Impôts sur les revenus ou ayant atteint l'âge de 65 ans et que le ménage ne satisfait plus aux conditions d'accès, l'article 143 §§ 1er et 2 du Code bruxellois du logement lui est applicable.

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DECIDE :

1) D'appliquer aux logements des immeubles rue de l'Orient 7, chaussée de Wavre 506, avenue d'Auderghem 221 et avenue d'Auderghem 233, les règles d'attribution, de fixation des loyers et de durée d'occupation reprises à l'article 42 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24/11/2016 relatif aux Contrats de quartier durable.

2) De fixer les loyers des logements des immeuble rue de l'Orient 7, chaussée de Wavre 506, avenue d'Auderghem 221 et avenue d'Auderghem 233 conformément au tableau de l'article 16, § 1er et à l'article 16 § 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles- Capitale du 17/12/2015 organisant les agences immobilières sociales (les montants étant indexés conformément à l'article 20 du même arrêté).

3) Prendre acte que les logements seront proposés à la location dès l'achèvement des derniers travaux.

Regie van Grondbeleid – Duurzaam Wijkcontract – Gebouwen gelegen Morgenlandstraat 7, Waversesteeweg 506, Oudergemlaan 221 en Oudergemlaan 233 – Vaststelling van de huurvoorwaarden.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de volgende gebouwen werden gerenoveerd in het kader van het Duurzaam Wijkcontract "Jacht-Gray":

- Morgenlandstraat 7
- Waversesteeweg 506
- Oudergemlaan 221
- Oudergemlaan 233

Overwegende dat de voorlopige opleveringen werden toegekend en dat de Regie van Grondbeleid de woningen wenst te verhuren;

Overwegende dat de regels in verband met de toekenning van de woningen, de vaststelling van de huurprijzen en de duur van de ingebruikneming zijn opgenomen in artikel 42 van het Besluit van de

Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24/11/2016 betreffende de duurzame wijkcontracten;

Overwegende dat in toepassing van dit artikel 42 wordt voorgesteld om de volgende huurvoorwaarden vast te stellen:

1. Op de dag van de toekenning van de woning, mag het gezamenlijk belastbaar inkomen van het gezin niet hoger zijn dan de bedragen bedoeld in artikel 31 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26/09/1996 houdende de regeling van de verhuur van woningen die beheerd worden door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij of door de openbare vastgoedmaatschappijen, verhoogd met twintig procent. Deze bedragen worden geïndexeerd op de verjaardag van de inwerkingtreding van dit besluit, op basis van de index van de consumptieprijzen die van kracht is op de maand voorafgaand aan de maand van de inwerkingtreding van dit besluit.
2. De gerenoveerde of gebouwde woningen worden bij voorkeur toegekend aan de personen die er vóór de uitvoering van de werken woonden, op voorwaarde dat zij aan de in 1) bepaalde inkomensvoorwaarden voldoen.
3. De verplichtingen die zijn opgenomen in artikelen 25 tot 32 van de Brusselse Huisvestingscode, zijn van toepassing.
4. Het bedrag van de huurprijzen wordt vastgesteld conform de tabel in artikel 16 § 1 en artikel 16 § 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17/12/2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren en deze bedragen worden geïndexeerd conform artikel 20 van hetzelfde besluit.
5. De huurovereenkomst wordt gesloten voor een duur van negen jaar en bevat de voorwaarde bedoeld punt 1).
6. In de loop van het eerste halfjaar van het derde en het zesde jaar van de huurovereenkomst wordt onderzocht of de huurder nog steeds voldoet aan de toegangsvoorwaarden bedoeld in punt 1). Indien dit niet het geval is, kan de begunstigde de huurovereenkomst voortijdig beëindigen na het derde of zesde jaar, mits hij een opzeggingstermijn van zes maanden naleeft.
7. Na afloop van de huurovereenkomst wordt deze automatisch verlengd voor een periode van drie jaar:
 - o • indien het gezin nog steeds voldoet aan de toegangsvoorwaarden bedoeld in punt 1).
 - o • indien de huurder of één van de gezinsleden erkend is als gehandicapte in de zin van artikel 135, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen of de leeftijd van 65 jaar heeft bereikt. In dat geval, indien het gezin niet langer voldoet aan de toegangsvoorwaarden bedoeld in punt 1), is artikel 143 §§ 1 en 2 van de Brusselse Huisvestingscode op het gezin van toepassing.

Gelet op artikels 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

1) Op de gebouwen in de Morgenlandstraat 7, Waversesteeweg 506, Oudergemlaan 221 en Oudergemlaan 233 de regels in verband met de toekenning van de woningen, de vaststelling van de huurprijzen en de duur van de ingebruikneming die zijn opgenomen in artikel 42 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24/11/2016 betreffende de duurzame wijkcontracten toe te passen.

2) Het bedrag van de huurprijzen van de woningen in de gebouwen op de Morgenlandstraat 7, Waversesteeweg 506, Oudergemlaan 221 en Oudergemlaan 233 vast te stellen conform de tabel in artikel 16 § 1 en artikel 16 § 2 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17/12/2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren (waarbij de bedragen worden geïndexeerd conform artikel 20 van hetzelfde besluit).

3) Er akte van te nemen dat de woningen te huur zullen worden aangeboden zodra de laatste werkzaamheden klaar zijn.

28 **Patrimoine Régie/Rénovation – Immeuble sis rue Philippe Baucq 50 à 1040 Etterbeek – Legs.**

Le Conseil Communal,

Considérant que l'étude de notaires MICHAUX & THIEBAUT, sise boulevard Saint-Michel n°78 à 1040 Etterbeek, agissant en qualité d'exécuteur testamentaire avec saisine de la succession de Mme Marie LECLERCQ (désigné comme tel par testament de la défunte daté du 28/01/2003 non révoqué) a l'avantage de faire savoir à la Commune d'Etterbeek qu'elle a été désignée par la défunte, comme légataire particulière de l'immeuble qu'elle possédait seule en pleine propriété à Etterbeek, rue Philippe Baucq, 50/52;

Considérant qu'il s'agit d'un immeuble cadastré section B numéro 0424N4P0000 d'une superficie au sol d'01 are 75 centiares présentant quatre niveaux d'habitation plus caves, sans garage, nécessitant des travaux de rénovation suivant la destination que l'on veut lui donner ;

Considérant que le bien est libre d'occupation, que la défunte y était domiciliée et l'a occupé en partie pratiquement jusqu'à ses derniers jours ;

Considérant que les légataires universels chargés de délivrer le legs, en cas d'acceptation, sont quatre asbl bien connues, savoir 1. Médecins sans frontière, 2. Handicap International, 3. Téléservice Bruxelles et 4. Iles de Paix ;

Considérant que la défunte était célibataire, sans héritier réservataire connu ; que sa succession doit être liquidée suivant les dispositions du testament international susdit déposé suivant les formes voulues par l'étude de notaire Bernard MICHAUX (étude reprise par Bruno MICHAUX en 2014, lequel s'est associé récemment à Madame Marie THIEBAUT et située à Etterbeek, boulevard Saint-Michel n°78) ;

Considérant que le testament ne contient aucune charge particulière imposée à la Commune, n'était-ce la stipulation de faire bon usage de ce legs ;

Considérant que M. Ludovic GENARD, Directeur des Travaux Publics et M. Dmitri DIELENS, Architecte de la Régie Foncière, ont visité le bien en présence du notaire Bernard MICHAUX afin de constater l'état physique du bien, et de préparer ainsi l'acceptation ou la non acceptation de ce legs ;

Considérant que la déclaration fiscale de succession doit être déposée dans les 4 mois du décès survenu le 09/03/2022, soit pour le 09/07/2022 prochain ;

Considérant que la commune, comme légataire particulière, ne participe pas au passif d'ailleurs minime de la succession, ni au frais de sa liquidation mais aura à acquitter ses droits de succession dans les 6 mois du décès, soit pour le 09/09/2022 prochain (au-delà de cette date, elle encourrait des intérêts de retard) ;

Considérant que cette acquisition reste une opportunité intéressante financièrement pour la Régie Foncière et permettrait, moyennant une rénovation profonde, d'accueillir 4 appartements 1 chambre, moyennant un investissement d'environ 600.000,00 € qui pourront être subsidiés en grande partie par la Région de Bruxelles-Capitale et/ou avec charges d'urbanisme ;

Considérant que la Commune devra demander une estimation du bien au Comité d'acquisition ou un expert immobilier agréé afin de déterminer les 7% de droits de succession ;

Considérant que l'étude de notaire doit finaliser la déclaration fiscale de succession pour le 09/07/2022 au plus tard et que la Commune ne pourrait passer à côté de cette opportunité ;

Attendu que la Régie Foncière estime le bien, préalablement à toute expertise externe, à environ 700.000,00 €, sur lesquels 7% de droits de succession sont à payer par la Commune, soit environ 49.000,00 € ;

Considérant que la dépense peut être imputée à l'article 616-09 du budget ordinaire 2022 de la Régie Foncière ;

Considérant qu'il est opportun de garder la même étude de notaires MICHAUX & THIEBAUT afin de représenter la Commune pour la succession de Mme Marie LECLERCQ, étant donné que l'étude a déjà récolté tous les documents administratifs nécessaires à la signature éventuelle de l'acte ;

Vu les plans et les photos joints à la présente délibération ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

1. D'accepter le legs de Mme Marie LECLERCQ concernant l'immeuble sis rue Philippe Baucq 50 à 1040 Etterbeek.
2. D'accepter de payer les frais de droits de succession, estimé à +/- 50.000,00 €, et d'imputer les frais de droits de succession à l'article 616-09 du budget ordinaire 2022 de la Régie Foncière.
3. De mandater l'étude de notaires MICHAUX & THIEBAUT, sise à Etterbeek, boulevard Saint-Michel n°78 afin de représenter la Commune pour la succession de Mme Marie LECLERCQ.

Patrimonium Regie/Rénovatie – Gebouw gelegen Philippe Baucqstraat 50 te 1040 Etterbeek – Erfenis.

De gemeenteraad,

overwegende dat het notaris-kantoor MICHAUX & THIEBAUT, gelegen aan de Sint-Michielslaan 78 in 1040 Etterbeek, handelend in de hoedanigheid van executeur-testamentair met saisine van de nalatenschap van mevrouw Marie LECLERCQ (als zodanig aangewezen bij testament van de overledene van 28 januari 2003 dat niet is herroepen), het voordeel heeft de gemeente Etterbeek ervan in kennis te stellen dat zij door de overledene is aangewezen als bijzonder legataris van het gebouw dat zij als enige in volle eigendom bezat in Etterbeek, Philippe Baucqstraat 50/52;

overwegende dat het gaat om een gebouw ingeschreven in sectie B nummer 0424N4P0000 met een oppervlakte van 01 are 75 centiares met vier woonlagen plus kelders, zonder garage, waarvoor renovatiewerkzaamheden nodig zijn naargelang de bestemming die men eraan wil geven;

overwegende dat het goed vrij van bewoning is, dat de overledene er gedomicilieerd was en het praktisch tot haar laatste dagen gedeeltelijk bewoonde;

overwegende dat de universele legatarissen die het legaat moeten leveren, in geval van aanvaarding, vier bekende verenigingen zonder winstoogmerk zijn, namelijk 1. Artsen zonder Grenzen, 2. Handicap International, 3. Téléservice Bruxelles et 4. Vredeseilanden;

overwegende dat de overledene ongehuwd was, zonder bekende erfgenaam; dat haar nalatenschap

moet worden vereffend overeenkomstig de bepalingen van bovengenoemd internationaal testament, neergelegd overeenkomstig de vereiste vormen bij het notaris kantoor van Bernard MICHAUX (kantoor in 2014 overgenomen door Bruno MICHAUX, die onlangs een vennootschap is aangegaan met mevrouw Marie THIEBAUT en gevestigd is in Etterbeek, Sint-Michielslaan 78);

overwegende dat het testament geen bijzondere last aan de gemeente bevat, behalve de bepaling om goed gebruik te maken van dit legaat;

overwegende dat de heer Ludovic GENARD, directeur van de dienst Openbare Werken en de heer Dmitri DIELENS, architect van de Regie van Grondbeleid, het eigendom hebben bezocht in aanwezigheid van notaris Bernard MICHAUX om de fysieke staat van het goed vast te stellen en de aanvaarding of niet-aanvaarding van dit legaat voor te bereiden;

overwegende dat de aangifte van successierechten moet worden ingediend binnen 4 maanden na het overlijden dat plaatsvond op 9 maart 2022, dus uiterlijk op 9 juli 2022;

overwegende dat de gemeente als bijzondere legataris niet deelneemt in de – overigens minimale – lasten van de nalatenschap, noch in de kosten van de vereffening ervan, maar haar successierechten zal moeten betalen binnen 6 maanden na het overlijden, dat wil zeggen uiterlijk op 9 september 2022 (na deze datum zou zij verwijlinteressen verschuldigd zijn);

overwegende dat deze aankoop een financieel interessante opportuniteit blijft voor de Regie van Grondbeleid en het mogelijk zou maken, mits grondige renovatie, er 4 eenkamerappartementen in onder te brengen, mits een investering van ongeveer 600.000,00 euro die grotendeels gesubsidieerd zou kunnen worden door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en/of met stedenbouwkundige lasten;

overwegende dat de gemeente een schatting van het goed zal moeten vragen aan het Aankoopcomité of aan een erkende deskundige van onroerende goederen om de 7% successierechten vast te stellen;

overwegende dat het notaris kantoor de aangifte van successierechten uiterlijk op 9 juli 2022 moet hebben afgerond en dat de gemeente deze gelegenheid niet voorbij mocht laten gaan;

overwegende dat de Regie van Grondbeleid het goed, vóór enige externe expertise, raamt op ongeveer 700.000,00 euro, waarop 7% successierechten moeten worden betaald door de gemeente, dat wil zeggen ongeveer 49.000,00 euro;

overwegende dat de uitgave kan worden ingeschreven op artikel 616-09 van de gewone begroting 2022 van de Regie van Grondbeleid;

overwegende dat het aangewezen is hetzelfde notaris kantoor MICHAUX & THIEBAUT aan te houden om de gemeente te vertegenwoordigen voor de nalatenschap van mevrouw Marie LECLERCQ, aangezien het kantoor reeds alle administratieve documenten heeft verzameld die nodig zijn voor de eventuele ondertekening van de akte;

gelet op de plannen en foto's die bij deze beraadslaging zijn gevoegd;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

1. het legaat van mevrouw Marie LECLERCQ betreffende het gebouw gelegen aan de Philippe Baucqstraat 50 in 1040 Etterbeek te aanvaarden.
2. akkoord te gaan met de betaling van de kosten van de successierechten, die op +/- 50.000,00 euro worden geraamd, en de kosten van successierechten in te schrijven onder artikel 616-09

van de gewone begroting 2022 van de Regie van Grondbeleid.

3. het notariskantoor MICHAUX & THIEBAUT, gevestigd in Etterbeek, Sint-Michielslaan 78, te machtigen om de gemeente te vertegenwoordigen voor de nalatenschap van mevrouw Marie LECLERCQ.

2 annexes / 2 bijlagen

Baucq 50 - Photos - Foto s.pdf, Baucq 50 - Plans - Plannen.pdf

29 **Régie Foncière – Convention type de bail de résidence principale (Immeubles avec conditions sociales) – Approbation.**

Le Conseil Communal,

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 visant la régionalisation du bail d'habitation ;

Vu les articles 1708 à 1762bis du Code civil ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu les délibérations du Conseil Communal des 14/10/1996, 15/12/1997, 15/05/2020 fixant les conditions locatives des immeubles situés 23 rue de l'Orient, 20 rue Louis Hap, 179 avenue d'Auderghem, 33 rue Fétis et 13 rue de l'Orient;

Vu l'article 4 des conventions-exécution relatives à la rénovation des immeubles isolés situés 179 avenue d'Auderghem, 33 rue Fétis, 20 rue Louis Hap, 13 rue de l'Orient et 23 rue de l'Orient ;

Vu le contrat de bail social adopté par le Conseil communal ;

Considérant qu'il convient de revoir le bail social afin de respecter l'article 4 des conventions-exécution et de tenir compte de l'évolution de la loi et de la jurisprudence ;

DECIDE :

1. D'approuver la convention type de bail de résidence principale (Immeubles avec conditions sociales) reproduite ci-après qui remplace les versions antérieures.
2. D'appliquer aux immeubles situés 179 avenue d'Auderghem, 33 rue Fétis, 20 rue Louis Hap, 13 rue de l'Orient et 23 rue de l'Orient, les conditions d'accès et de réduction reprises aux articles 4 et 5 du bail de résidence principale (Immeubles avec conditions sociales).

BAIL DE RESIDENCE PRINCIPALE (IMMEUBLES AVEC CONDITIONS SOCIALES)

ENTRE

Le bailleur : La Commune d'Etterbeek (Gérance : service de la Régie Foncière, avenue des Casernes 31 bte 1 à 1040 Etterbeek), représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent **Monsieur Vincent DE WOLF**, Bourgmestre et **Madame Annick PETIT**, Secrétaire Communale.

(ci-dessous dénommé « le bailleur »)

ET

Le preneur : né(e) à le (N° de registre national :) domicilié(e)(s)

(ci-dessous dénommé « le preneur »)

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet du contrat

Le bailleur donne à titre de bail à loyer au preneur, qui accepte, situé au **étage de l'immeuble sis à 1040 Etterbeek** comprenant 1 cuisine semi/équipée, 1 salle de bain, 1 WC, chambres, 1 buanderie, ... (cfr plan ci-annexé), 1 cave/grenier, 1 jardin/cour ; parfaitement connu du preneur qui déclare l'avoir visité et **s'engage à l'occuper en personne prudente et raisonnable**.

Article 2 : Destination

Les lieux sont loués en tant que résidence principale du preneur et de sa famille.

Le logement peut être occupé au maximum par personnes (conformément à l'article 6 du règlement d'attribution de la Régie Foncière).

A ce titre, le preneur déclare que les personnes suivantes élisent domicile dans les lieux loués :

Nom	Prénom	Lien de parenté	Autres renseignements
-----	--------	-----------------	-----------------------

Le preneur a l'obligation de signaler au bailleur tout changement dans la composition des personnes habitant effectivement le bien loué.

Tout dépassement du chiffre de l'article 2 alinéa 2 constitue un cas de surpeuplement qui peut donner lieu le cas échéant à la résiliation unilatérale du bail par le bailleur.

Le preneur ne pourra changer la destination du bien loué.

Il ne pourra affecter une partie de l'habitation à l'exercice d'une activité professionnelle. De même, il ne pourra déduire, à quelque titre que ce soit, les loyers et charges de ses revenus.

En cas de non-respect de l'alinéa précédent, le preneur sera redevable au bailleur de tous les impôts supplémentaires mis, le cas échéant, à charge de ce dernier, même si cette exigence fiscale survient après son départ, la clause éventuelle « pour solde de tout compte » ne couvrant pas la présente éventualité.

Article 3 : Durée

3.1. Durée initiale

Le bail est conclu pour une durée de année(s) prenant cours le et se terminant le .

3.2 Prorogation du bail

A défaut d'un congé notifié par l'une ou l'autre des parties au moins 3 mois avant l'échéance du bail ou de sa prorogation, ou si le preneur continue à occuper les lieux sans opposition du bailleur, le bail est réputé conclu pour une durée de **9 ans** à compter de la date de son entrée en vigueur initiale.

Le bail prendra fin à l'expiration des 9 ans moyennant un congé notifié au moins 6 mois avant l'échéance pour le bailleur et 3 mois pour le preneur.

A défaut de congé notifié dans ce délai, le bail sera chaque fois prorogé aux mêmes conditions pour une durée de 3 ans.

3.3 Résiliation anticipée du bail de courte durée par le preneur

Pour les baux de courte durée (3 ans maximum), le preneur peut donner congé à tout moment moyennant le respect d'un préavis de trois mois et le paiement d'une indemnité égale à un mois de loyer.

3.4 Résiliation anticipée du bail de 9 ans par le preneur

Le preneur peut donner congé à tout moment moyennant le respect d'un préavis de trois mois.

Toutefois si le preneur met fin au bail au cours du 1^{er} triennat le bailleur a droit à une indemnité égale à 3 mois de loyer, à 2 mois de loyer ou à 1 mois de loyer selon que le bail prend fin au cours de la première, de la deuxième ou de la troisième année.

3.5 Préavis

Le préavis démarre le 1^{er} jour du mois qui suit l'envoi du congé (la date du cachet de la poste faisant foi).

Le renon peut être envoyé :

- par courrier simple,
- par courrier recommandé avec accusé de réception,
- par mail (attention un courrier signé doit être joint au mail),
- ou déposé contre accusé de réception.

3.6 Résiliation anticipée du bail de 9 ans par le bailleur

Le bailleur peut mettre fin au bail de 9 ans conformément à l'article 237 § 3 et § 4 du Code Bruxellois du Logement.

Article 4 : Loyer

4.1 La présente location est consentie et acceptée, moyennant un loyer mensuel de €.

4.2 Si le preneur répond aux conditions reprises à l'article 5.1 du présent bail, il bénéficiera d'une réduction de 30% sur le loyer mensuel de base.

4.3 Sauf nouvelles instructions du bailleur, le loyer est payable au plus tard pour le **10 du mois en cours**, au compte **BE61 0910 0597 4017** de la Régie Foncière (Administration Communale d'Etterbeek).

Article 5 : Conditions d'accès et de maintien de la réduction

5.1. Conditions d'accès

5.1.1 A la date de l'attribution du logement, le ménage du preneur ne peut disposer de revenus supérieurs aux revenus d'admission du logement social tels que définis par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26.09.1996 (M.B. 14.11.1996).

Ces montants sont adaptés chaque année au 1^{er} janvier en fonction de l'indice santé du mois d'août de l'année qui précède la révision par rapport à l'indice santé du mois d'août de l'année précédente.

Les revenus d'admission s'élèvent au **01.01.2022**

- | | |
|----------------------------------------------------------------------|-------------|
| - pour une personne isolée à | 24.066,39 € |
| - pour un ménage avec 1 revenu à | 26.740,45 € |
| - pour un ménage avec 2 revenus à | 30.560,56 € |
| - par enfant à charge (enfant à charge reconnu handicapé = fois 2) à | 2.292,03 € |
| - par personne majeure reconnue handicapée : | 4.584,07 € |

5.1.2 Aucun membre du ménage du preneur ne peut posséder, en pleine propriété, en emphytéose ou en usufruit, un bien immobilier affecté au logement, en Belgique ou à l'étranger.

5.2 Obligations annuelles

Le preneur doit produire, avant le 31 octobre de chaque année, le dernier avertissement extrait de rôle et tout autre document justificatif permettant d'établir le montant des revenus des membres du ménage.

Les documents acceptés en complément de l'avertissement extrait de rôle sont ceux repris dans l'Arrêté ministériel du 07.12.2001 (déterminant les documents justificatifs en matière de revenus pour l'introduction d'une demande de logement social).

5.3 Perte de la réduction et fin de bail

5.3.1 Le preneur ne remplit plus les conditions de revenus

Si le preneur ne remplit plus les conditions de revenus visées à l'article 5.1, il perd son droit à la réduction de 30% sur le loyer mensuel de base.

L'augmentation du loyer sera proportionnelle à l'augmentation des revenus du preneur avec un plafond maximum équivalent au loyer mensuel de base :

$$\frac{\text{Revenus nets année N} - \text{Revenus nets année N - 1}}{\text{Revenus nets année N - 1}} = \quad \%$$

Revenus nets année N - 1

L'augmentation du loyer entrera en vigueur le 1^{er} janvier de l'exercice suivant le constat par le bailleur que les conditions permettant de bénéficier de la réduction de loyer ne sont plus remplies.

5.3.2 Le preneur ne remplit plus les conditions de non-propriété ou ne remet pas les documents justificatifs demandés

Le preneur perd son droit à la réduction de 30% sur le loyer mensuel de base

- s'il ne produit pas, dans les délais, les documents justificatifs requis (article 5.2)
- si lui ou son conjoint/cohabitant devient propriétaire en pleine propriété, usufruit, emphytéose d'un bien immobilier affecté au logement

Dans ces deux cas, le montant du loyer sera revu à partir du 1^{er} janvier de l'exercice suivant et le bailleur se réserve le droit de ne pas renouveler le bail à son échéance.

Article 6 : Indexation

Conformément à l'article 1728bis du Code civil, le loyer sera adapté une fois par an, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du bail suivant la formule suivante :

$$\frac{\text{Loyer de base} \times \text{nouvel index de santé}}{\text{Index de santé de base}}$$

Le loyer de base est celui mentionné à l'article 4, éventuellement réduit conformément à l'article 5.

L'index de base est celui du mois qui précède celui de la conclusion du bail, soit, .

L'indice nouveau est celui du mois qui précède celui de l'anniversaire de l'entrée en vigueur du bail.

Article 7 : Loyer de référence

Conformément à l'Ordonnance du 08.10.2021 visant à instaurer une commission paritaire locative et à lutter contre les loyers abusifs, le contrat de bail doit mentionner un loyer de référence, calculé sur base d'une grille indicative des loyers (<https://loyers.brussels>) et exprimé sous la forme d'une fourchette indicative.

Le loyer de référence pour le logement visé à l'article 1 du présent bail se situe entre € et €.

Article 8 : Provisions charges communes et charges privées

Le preneur versera avec le loyer, une **provision mensuelle** de € destinée à couvrir les charges communes et privées.

Une fois par an, un décompte détaillé des charges et consommations sera adressé au preneur.

Si le décompte est supérieur aux provisions versées, le preneur devra s'acquitter de la différence.

Si les provisions déjà versées par le preneur sont supérieures au décompte, le surplus lui sera remboursé.

Les documents justificatifs pourront être consultés sur rendez-vous à l'administration communale d'Etterbeek – Service de la Régie Foncière (contact : regielocataire@etterbeek.brussels).

Le bailleur se réserve le droit de modifier, avec préavis d'un mois, la provision mensuelle, en fonction

de l'évolution du montant annuel des charges.

Il sera tenu compte des consommations précédentes et de l'évolution des prix.

Article 9 : Garantie

Afin d'assurer la bonne et entière exécution de ses obligations, le preneur constituera, au profit du bailleur, **avant l'entrée en vigueur du bail et avant la remise des clés**, une garantie.

La garantie sera libérée à la sortie des lieux loués et après que la bonne et entière exécution de **toutes ses obligations**, y compris le paiement des loyers et des charges, aura été constatée par le bailleur, sous déduction des sommes éventuellement dues.

La garantie ne pourra en aucun cas, en cours de bail, être affectée **par le preneur** au paiement des loyers ou de charges quelconques.

Lorsque la garantie est établie **sous forme de compte bloqué au nom du preneur (article 9 1. ci-après)**, elle correspondra à **deux mois** de loyer.

Si elle est constituée **sous une autre forme**, elle correspondra à **trois mois** de loyer.

En cas d'augmentation du loyer en cours de bail, la garantie pourra être adaptée proportionnellement.

Les parties conviennent que le preneur opte pour une garantie prévue à **l'article 248 du Code bruxellois du logement**, le preneur pourra librement choisir une des formules suivantes (biffer les mentions inutiles) :

1. Conformément à l'article 248, §1, §2, 1° et §3 du Code bruxellois du logement, le preneur dépose une somme équivalente à deux mois de loyer, soit € sur un **compte individualisé et bloqué** ouvert à son nom auprès de l'agence de la banque BELFIUS, place Jourdan.

Les intérêts produits sont capitalisés au profit du preneur.

La garantie sera libérée moyennant production soit d'un accord écrit des parties, soit copie d'une décision judiciaire.

2. Conformément à l'article 248, §2, 2° du Code bruxellois du logement, le preneur constitue **une garantie bancaire** d'un montant de € en faveur du bailleur auprès d'une institution financière établie en Belgique (celle auprès de laquelle le preneur dispose du compte bancaire sur lequel sont versés ses revenus professionnels ou de remplacement), par laquelle cette dernière s'engage à verser au bailleur les sommes dues par le preneur en vertu de l'exécution du présent contrat, sur production soit d'un accord écrit des parties soit d'une copie d'une décision judiciaire.

3. Conformément à l'article 248, §2, 3° du Code bruxellois du logement, le preneur constitue **une garantie bancaire** d'un montant de € résultant du contrat-type entre un **CPAS** et une institution financière, par laquelle cette dernière s'engage à verser au bailleur les sommes dues par le preneur en vertu de l'exécution du présent contrat, sur production soit d'un accord écrit des parties soit d'une copie d'une décision judiciaire.

Dans les cas où le preneur opte pour une garantie bancaire (point **2.** et **3.** ci-avant), le bailleur recevra un formulaire de la banque attestant que la garantie est octroyée (article 248, §6 du Code bruxellois du logement).

Article 10 : Charges communes et charges privées de l'immeuble

10.1 Le preneur paiera la quote-part des charges communes de l'immeuble sur la base des relevés établis par le service de la Régie Foncière.

Les charges communes locatives comprennent tous les frais de consommation et d'entretien relatifs aux communs de l'immeuble et notamment (sans que cette énumération soit limitative) :

- la location et le relevé des compteurs communs,
- les consommations d'eau, d'électricité, de gaz,
- les frais d'entretien, de contrôles périodiques et d'assurance des ascenseurs, appareils communs de chauffage, d'éclairage, et autres appareillages,

- les frais liés au contrôle et à l'entretien des installations de sécurité (détecteurs, extincteurs, alarme, caméras, etc.),
- l'entretien du jardin, des fosses septiques, des égouts et des dégraisseurs,
- les frais de gestion en ce compris la rémunération versée au syndic, les salaires, assurances et charges sociales du concierge et du personnel chargé de l'entretien des parties communes et
- toute charge découlant de la législation et des usages en matière locative.

Si le nettoyage des parties communes n'est pas effectué par le bailleur, le preneur entretiendra, en accord avec les autres occupants de l'immeuble, le palier de son étage et la volée d'escaliers entre celui-ci et l'étage inférieur.

Si la location porte sur le rez-de-chaussée, le preneur devra nettoyer le hall et le trottoir ainsi que la porte d'entrée de l'immeuble (l'entretien comprend le déneigement et le salage du trottoir).

Si le nettoyage est normalement effectué par les occupants de l'immeuble, le bailleur se réserve le droit de faire nettoyer la cage d'escalier aux frais des locataires par la firme spécialisée ou le personnel chargé du nettoyage :

- s'il n'y a pas d'accord entre les occupants et que le nettoyage n'est plus effectué
- en cas de réclamation fondée d'un occupant,

Le preneur s'engage alors à payer sa quote-part dans les frais de nettoyage qui seraient commandés par le bailleur.

10.2 Mode de calcul de la quote-part : la quote-part à supporter par le preneur est déterminée par le bailleur. Cette quote-part est fixée d'après la surface des locaux occupés par rapport aux surfaces habitables et commerciales totales de l'immeuble.

Le nombre de millièmes attribué au logement est fixé à .

Les frais de consommation d'eau sont calculés en fonction d'un compteur de passage.

La formule de calcul est la suivante :

Charges totales x millièmes du logement x mois d'occupation

Produit des millièmes et mois d'occupation de l'ensemble des locataires.

Les frais d'entretien des jardins intérieurs seront répartis exclusivement entre les locataires des immeubles donnant sur les jardins sur la base des quotités respectives des logements et commerces.

L'entretien des cours arrières communes à certains immeubles pourra, si les locataires sont défaillants, être assuré aux frais de ceux-ci par une firme spécialisée désignée par le bailleur.

10.3 Charges privées

a. Les abonnements privés aux distributions d'eau, d'électricité, gaz, téléphone, radio, télévision, internet et autres, sont à charge du preneur ainsi que tous les frais y relatifs tels que raccordements, location des compteurs, coût des consommations, relevés, frais d'abonnement, taxes diverses, etc.

Le bailleur ne sera pas responsable des inconvénients ou dommages qui pourraient résulter des distributions ou installations d'eau, de gaz et d'électricité.

N° compteur d'eau

N° compteur gaz

N° compteur d'électricité

Code EAN gaz

Code EAN électricité

b. Si l'immeuble est pourvu d'une installation collective de chauffage ou de distribution d'eau avec compteurs individuels/répartiteurs de chaleurs, les frais y relatifs sont établis par le bailleur,

la copropriété ou le syndic. Le décompte est établi suivant les compteurs et/ou répartiteurs.

N° compteur de passage d'eau

N° compteur de passage gaz

N° compteur de passage d'électricité

La provision mensuelle pour participer à ces charges est comprise dans la provision mensuelle destinée à couvrir les charges communes.

Article 11 : Etat des lieux

11.1 Le bien est loué dans l'état où il se trouve, bien connu du preneur qui déclare l'avoir visité et examiné dans tous ses détails.

11.2 Les parties conviennent qu'il sera procédé, **avant l'entrée du preneur**, et à frais partagés, à l'établissement d'un état des lieux établi par expert.

Le bailleur étant soumis à la loi sur les marchés publics, l'expert sera celui désigné pour l'exercice concerné.

L'état des lieux sera annexé au présent contrat et soumis à l'enregistrement.

11.3 Sauf convention contraire écrite conclue au plus tard 2 mois avant la fin du bail, l'état des lieux de sortie sera également établi à frais partagés selon les mêmes modalités qu'à l'entrée, après que le preneur aura entièrement libéré les lieux et au plus tard 7 jours après le dernier jour du bail. L'expert désigné par marché public dressera l'état des lieux de sortie et a pour mission de constater et d'évaluer les dégâts dont le preneur est responsable.

Les compteurs d'eau, de gaz et d'électricité devront rester ouverts jusqu'à la fin de l'état des lieux.

11.4 Tant à l'entrée qu'à la sortie, la décision de l'expert liera définitivement les parties.

11.5 Les dégradations causées par le preneur pendant la durée de la location et qui ne résultent pas de l'usage normal ou de la vétusté, devront être réparées à ses frais.

Le montant des travaux à effectuer pourra être revendiqué d'office par le bailleur sur la garantie locative versée par le preneur et le bailleur se réserve le droit de lui réclamer le surplus éventuel.

A défaut de réparation par le preneur, le devis des travaux à réaliser sera établi par un entrepreneur désigné à cette fin par le bailleur.

11.6 Lors de la cessation du contrat, le preneur doit rendre le logement et la cave libres de tout mobilier ou objets entreposés. Il doit de plus présenter les lieux dans un bon état de propreté, à défaut de quoi, les frais de déménagement, de nettoyage, ou même de désinfection pourront lui être portés en charge et défalqués de la garantie locative.

11.7 Un état des lieux du jardin privé/de la cour sera établi. Le preneur a la charge de l'entretien des plantes, haies et pelouse ou toute autre plantation. Il peut ajouter des plantes décoratives mais ne peut transformer le terrain en potager ou y élever des animaux.

11.8 Les clefs seront remises au preneur après la signature du présent contrat et à condition qu'il donne la preuve qu'il a contracté une assurance et versé sa garantie locative.

Article 12 : Entretien - Réparations

12.1 Principes

Le preneur est tenu d'effectuer les travaux de menu entretien ainsi que les réparations locatives qui ne sont pas occasionnées par la vétusté ou la force majeure.

Le bailleur devra pour sa part effectuer, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que les travaux de menu entretien et les réparations locatives ainsi que ceux qui résultent de la faute du preneur.

12.2 Liste des réparations et travaux d'entretien impérativement à charge du preneur ou du

bailleur

Les principales réparations d'entretien et travaux à charge respectivement du preneur et du bailleur sont énumérés aux annexes de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23.11.2017 déterminant la liste non-limitative des réparations et travaux d'entretien impérativement à charge du preneur ou du bailleur.

Les parties se référeront notamment à ces annexes pour déterminer leurs obligations respectives. A défaut de mention dans ces annexes, les travaux de menu entretien et les réparations locatives à charge du preneur sont déterminés conformément à l'usage des lieux.

12.3 Réparations et travaux d'entretien à l'usage commun de plusieurs unités d'habitation

Lorsque les réparations et travaux d'entretien précités peuvent être mis à charge du preneur et sont destinés à l'usage commun de plusieurs unités d'habitation, le bailleur pourra, sauf si le bail prévoit un forfait pour les charges et frais communs, réclamer au preneur le coût y afférent à titre de charges communes, conformément à la répartition prévue à l'article 10.

12.4 Entretien périodiques

L'entretien périodique des installations de chauffage est à charge du preneur et doit être fait tous les deux ans.

Le bailleur fera faire le contrôle et l'entretien périodique des installations de chauffage et de production d'eau chaude du preneur, par une firme agréée, désignée conformément à la réglementation sur les marchés publics à laquelle la Commune est soumise.

Les frais de cet entretien seront repris dans les charges annuelles du preneur (articles 7 et 9 du présent bail).

Le bailleur se réserve le droit de demander au preneur de faire procéder lui-même à l'entretien et au contrôle périodique de sa chaudière par un technicien agréé.

Le preneur devra dans ce cas présenter au bailleur l'**attestation de contrôle périodique** de la chaudière délivrée par le technicien.

12.5 Obligations d'information par le preneur

Le preneur informera dès que possible le bailleur des dysfonctionnements apparaissant dans le bien, en ce compris des travaux et réparations à charge du bailleur. Le preneur supportera toutes les conséquences résultant de l'absence d'information ou d'information tardive au bailleur sauf à démontrer que ce dernier ne pouvait ignorer les travaux ou réparations à sa charge.

12.6 Réparations urgentes

Si, durant le bail, le bien loué a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être postposées jusqu'à son échéance, le preneur devra les tolérer, même si elles l'incommodent, et même s'il est privé, pendant leur durée, d'une partie de la chose louée.

Le preneur devra tolérer les travaux, même si ces derniers durent plus de 40 jours et déclare renoncer à toute indemnité pour nuisance dans son occupation.

En aucun cas, le preneur ne pourra (faire) exécuter de sa propre initiative des travaux ou réparations incombant au bailleur et ne présentant un caractère d'urgence absolue.

12.7 Divers

Sont également à charge du preneur les réparations incombant normalement au bailleur, mais nécessités du fait du preneur ou d'un tiers engageant sa responsabilité.

Si le preneur reste en défaut de remplir ses obligations d'entretien précisées ci-dessus, le bailleur aura le droit de faire exécuter les travaux nécessaires aux frais du preneur, qui sera tenu comme seul responsable des accidents provenant du mauvais usage ou entretien du matériel visé.

Pour la collecte des déchets ménagers, l'usage de sacs du modèle requis par les services de collecte ainsi que le respect des horaires de sortie sur la voie publique sont obligatoires.

Les sacs seront soigneusement fermés.

Tout autre dépôt doit se conformer aux règlements émis par la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Etterbeek.

Article 13 : Travaux

13.1 Modification du bien loué par le preneur

a) Tous travaux, embellissements, améliorations, transformations du bien loué ne pourront être effectués qu'avec l'accord écrit, préalable du bailleur.

Sauf convention contraire, écrite et préalable, ils seront acquis sans indemnité au bailleur qui conservera toutefois la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état primitif.

b) Le preneur est tenu de souscrire les assurances et de demander toutes les autorisations administratives nécessaires (permis d'urbanisme, autorisations et examen par les services d'incendie, etc.) à ses frais exclusifs, et d'en produire la preuve au bailleur, à première demande. En outre, le preneur se conformera aux impositions de l'acte de base et du règlement d'ordre intérieur.

Si le preneur ne satisfait pas à l'une de ces obligations et même si les travaux ont été autorisés, le bailleur pourra ordonner l'arrêt immédiat des travaux et exiger la remise en état des lieux, aux frais du preneur.

c) Le preneur ne pourra utiliser le toit ou la façade de l'immeuble pour y installer une antenne extérieure ou une parabole et d'une manière plus générale, pour y fixer quoi que ce soit.

13.2 Travaux du bailleur destinés à améliorer la performance énergétique

Le bailleur peut, si le bail a une durée supérieure à trois ans, après avertissement du preneur par courrier recommandé au moins un mois à l'avance, en cours de bail mais au maximum une fois par triennat, exécuter dans le bien loué tous travaux destinés à améliorer la performance énergétique du bien loué, aux conditions prévues par l'article 221 du Code bruxellois du Logement.

Le bailleur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour réaliser les différents investissements simultanément, afin de limiter au maximum les désagréments causés au preneur par les travaux.

En outre, les parties peuvent convenir à tout moment, de façon expresse et au plus tard un mois avant l'exécution de travaux visés ci-dessus, que ceux-ci donneront lieu à une augmentation du loyer en lien direct avec les économies d'énergie attendues des travaux réalisés, l'augmentation du loyer devant être proportionnelle au coût réel des travaux et à l'amélioration de la performance énergétique.

Article 14 : Recours

Le preneur ne pourra exercer de recours contre le bailleur que s'il est établi que ce dernier, ayant été avisé de réparations qui lui incombent, n'a pas pris aussitôt que possible toutes mesures pour y remédier. Il en sera de même des responsabilités découlant des articles 1386 et 1721 du Code Civil.

Le preneur signalera immédiatement au bailleur tout accident dont ce dernier pourrait être rendu responsable. Il en fera autant pour les dégâts occasionnés au gros-œuvre de l'immeuble ou toutes autres réparations mises par la loi ou par le bail à charge du propriétaire ; à défaut de le faire, le preneur engagera sa responsabilité.

Le preneur s'engage à signaler au bailleur dans les trois jours tout recours de tiers relatif au bien loué.

Article 15 : Impôts

A l'exception du précompte immobilier, tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur les lieux loués, ou en raison de leur occupation, par l'Etat, la Région, la Commune ou par toute autorité publique devront être payés par le preneur proportionnellement à la durée de son occupation.

Article 16 : Assurances

Le bailleur a souscrit auprès de sa compagnie d'assurance une clause d'abandon de recours en faveur du preneur. Par conséquent le preneur est exonéré de sa responsabilité en matière de risque incendie et périls connexes tels que définis par le contrat d'assurance.

En contrepartie, le preneur s'engage à prendre en charge sa quote-part de la prime d'assurance de l'immeuble telle que stipulé à l'article 10.2 du présent contrat de bail type.

S'il s'avère, sur base des conclusions de l'expert de l'assurance que la responsabilité exclusive du locataire est engagée dans un sinistre, le preneur s'engage à prendre en charge la franchise indexée prévue par le contrat d'assurance. Cette franchise sera portée en compte dans le relevé annuel des charges du preneur.

Le preneur s'engage formellement à prendre une assurance responsabilité civile locative et contenu – en ce compris l'incendie, les dégâts des eaux, bris de vitre – étant entendu que la police exclut la règle proportionnelle, auprès d'une compagnie d'assurance ayant son siège social en Belgique,

Les risques suivants doivent être couverts :

- Incendie et périls accessoires
- Tempête et grêle,
- Dégâts des eaux,
- Bris et fêlures de vitrage
- Assurance vol

Le preneur devra produire une copie de la police d'assurance couvrant les différents risques mentionnés ci-dessus, dans les trente jours de l'entrée en vigueur du bail.

Il devra également produire la preuve du paiement annuel des primes.

Le preneur ne pourra en aucun cas invoquer une renonciation tacite du bailleur à cette obligation, même si cette preuve ne lui est pas réclamée.

Article 17 : Animaux

Le preneur ne pourra posséder d'animaux qu'avec le consentement écrit et préalable du bailleur et pour autant qu'ils ne constituent pas de gêne, nuisance de quelque nature qu'elle soit.

Article 18 : Expropriation

En cas d'expropriation, le bailleur en avisera le preneur qui ne pourra lui réclamer aucune indemnité.

Le preneur ne pourra faire valoir ses droits que contre l'expropriant et ne pourra lui réclamer aucune indemnité qui viendrait diminuer les indemnités à allouer au bailleur.

Article 19 : Visites - Affichage

Pendant toute la durée du bail, le bailleur ou son délégué pourra visiter les lieux moyennant rendez-vous.

En outre, pendant toute la durée du préavis, ainsi qu'en cas de mise en vente du bien, le preneur devra tolérer, jusqu'au jour de sa sortie, que des affiches soient apposées aux endroits les plus apparents et que les amateurs puissent le visiter librement et complètement, 2 jours par semaine (dont le samedi) et 2 heures consécutives par jour, à déterminer de commun accord.

Article 20 : Statuts et règlement d'ordre intérieur

Le preneur s'engage à respecter le règlement d'ordre intérieur de l'immeuble.

En cas de copropriété, le preneur s'oblige à respecter les statuts de copropriété ainsi que toutes les modifications qui y seraient apportées et à en assurer l'exécution.

Il s'engage également à respecter le règlement d'ordre intérieur et toutes les décisions prises par l'assemblée générale des copropriétaires.

Il s'engage à occuper les lieux en personne prudente et raisonnable et notamment :

1. A garder les lieux qui lui sont loués en excellent état de propreté.
2. A ne pas créer de nuisances sonores excessives dérangeant les autres occupants et cela plus particulièrement entre 22 heures et 7 heures.
3. A ne rien déposer dans les parties à usage commun et à éviter le salissement anormal des communs.

Le preneur ne pourra détenir dans les lieux loués de marchandise susceptible de répandre de mauvaises odeurs dans l'immeuble ou dans le voisinage ou de présenter un danger quelconque.

L'utilisation du gaz propane ou du gaz butane en bonbonnes est interdite sous peine de résiliation du contrat.

Article 21 : Cession et sous-location

La cession et la sous-location sont interdites.

Article 22 : Retards de paiement

Tout montant dû par le preneur et non payé 30 jours après son échéance produira de plein droit sans mise en demeure, au profit du bailleur, un intérêt de 5% par an à partir de son échéance, l'intérêt de tout mois commencé étant dû pour le mois entier.

Le non-paiement répété des loyers dus aux échéances fixées est une cause de résiliation du bail.

Article 23 : Résolution aux torts du preneur

En cas de résolution judiciaire du bail à ses torts, le preneur devra supporter tous les frais, débours et dépens quelconques provenant ou à provenir du chef de cette résolution et payer, outre les loyers et charges venus à échéance avant son départ, une indemnité forfaitaire et irréductible équivalente à 3 mois de loyer.

Article 24 : Certificat de performance énergétique

Le preneur reconnaît avoir reçu une copie certificat PEB.

Article 25 : Obligations au décès du preneur - solidarité

Le présent contrat prend fin de plein droit au décès du locataire survivant. La résiliation du présent bail est opposable de plein droit à tout membre du ménage du locataire (sous réserve des dispositions de l'article 215 § 2 du Code Civil).

Les obligations du présent bail sont indivisibles et solidaires à l'égard des preneurs, de leurs héritiers ou de leurs ayants droit, à quelque titre que ce soit.

Article 26 : Election de domicile

Pour toutes les obligations découlant du présent bail, le preneur fait, par les présentes, élection de domicile dans le bien loué, tant pour la durée du bail que pour ses suites, même s'il reste effectivement domicilié ailleurs.

En cas de changement d'état civil en cours de bail, par mariage notamment, le preneur sera tenu d'en avertir sans retard le bailleur par courrier en précisant, le cas échéant, l'identité complète du conjoint.

Article 27 : Enregistrement

Les formalités de l'enregistrement et les frais éventuels qui y sont liés sont à charge du bailleur. Le bailleur s'engage à enregistrer le bail dans les deux mois de sa signature, de même que les annexes signées et l'état des lieux d'entrée. Il remet la preuve au preneur. Si le bailleur manque à cette obligation, le preneur peut mettre fin au bail, sans préavis ni indemnité, pour autant qu'il ait adressé au bailleur une mise en demeure d'enregistrer le bail et que cette dernière soit restée sans suite utile pendant un mois.

Article 28 : Annexes

Par la signature du présent contrat, le preneur reconnaît expressément avoir reçu les annexes suivantes :

1. Note explicative établie par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 218, §4 du Code bruxellois du Logement. Le preneur ne peut, sur base de cette annexe, se prévaloir en sa faveur d'aucune dérogation à la loi ou au présent bail.
2. Liste non limitative des réparations, travaux et entretiens incombant impérativement au preneur ou au bailleur.
3. Certificat PEB
4. Etat des lieux d'entrée
5. Règlement d'ordre intérieur de l'immeuble, du jardin et du local vélo
6. Plans du logement

Article 29 : Conditions particulières

Aucune.

Fait en deux exemplaires chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Regie van Grondbeleid – Standaard huurovereenkomst van hoofdverblijf (Gebouwen met sociale voorwaarden) – Goedkeuring.

30 Régie Foncière – Convention type de bail de résidence principale (Loyer adapté) – Approbation.

Le Conseil Communal,

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 visant la régionalisation du bail d'habitation ;

Vu les articles 1708 à 1762bis du Code civil ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le contrat de bail de résidence principale (Loyer adapté) adopté par le Conseil communal ;

Considérant qu'il convient d'adapter le texte de la convention type de bail de résidence principale (Loyer adapté) afin de tenir compte de l'évolution de la loi et de la jurisprudence ;

DECIDE :

D'approuver la convention type de bail de résidence principale (Loyer adapté) reproduite ci-après qui remplace les versions antérieures.

BAIL DE RESIDENCE PRINCIPALE (LOYER ADAPTE)

ENTRE

Le bailleur : La Commune d'Etterbeek (Gérance : service de la Régie Foncière, avenue des Casernes 31 bte 1 à 1040 Etterbeek), représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent **Monsieur Vincent DE WOLF**, Bourgmestre et **Madame Annick PETIT**,

Secrétaire Communale.

(ci-dessous dénommé « le bailleur »)

ET

Le preneur : né(e) à le (N° de registre national :) domicilié(e)(s)
(ci-dessous dénommé « le preneur »)

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet du contrat

Le bailleur donne à titre de bail à loyer au preneur, qui accepte, situé au **étage de l'immeuble sis à 1040 Etterbeek** comprenant 1 cuisine semi/équipée, 1 salle de bain, 1 WC, chambres, 1 buanderie, ... (cfr plan ci-annexé), 1 cave/grenier, 1 jardin/cour ; parfaitement connu du preneur qui déclare l'avoir visité et **s'engage à l'occuper en personne prudente et raisonnable.**

Article 2 : Destination

Les lieux sont loués en tant que résidence principale du preneur et de sa famille.

Le logement peut être occupé au maximum par personnes (conformément à l'article 6 du règlement d'attribution de la Régie Foncière).

A ce titre, le preneur déclare que les personnes suivantes élisent domicile dans les lieux loués :

Nom	Prénom	Lien de parenté	Autres renseignements
-----	--------	-----------------	-----------------------

Le preneur a l'obligation de signaler au bailleur tout changement dans la composition des personnes habitant effectivement le bien loué.

Tout dépassement du chiffre de l'article 2 alinéa 2 constitue un cas de surpeuplement qui peut donner lieu le cas échéant à la résiliation unilatérale du bail par le bailleur.

Le preneur ne pourra changer la destination du bien loué.

Il ne pourra affecter une partie de l'habitation à l'exercice d'une activité professionnelle. De même, il ne pourra déduire, à quelque titre que ce soit, les loyers et charges de ses revenus.

En cas de non-respect de l'alinéa précédent, le preneur sera redevable au bailleur de tous les impôts supplémentaires mis, le cas échéant, à charge de ce dernier, même si cette exigence fiscale survient après son départ, la clause éventuelle « pour solde de tout compte » ne couvrant pas la présente éventualité.

Article 3 : Durée

3.1. Durée initiale

Le bail est conclu pour une durée de année(s) prenant cours le et se terminant le .

3.2 Prorogation du bail

A défaut d'un congé notifié par l'une ou l'autre des parties au moins 3 mois avant l'échéance du bail ou de sa prorogation, ou si le preneur continue à occuper les lieux sans opposition du bailleur, le bail est réputé conclu pour une durée de **9 ans** à compter de la date de son entrée en vigueur initiale.

Le bail prendra fin à l'expiration des 9 ans moyennant un congé notifié au moins 6 mois avant l'échéance pour le bailleur et 3 mois pour le preneur.

A défaut de congé notifié dans ce délai, le bail sera chaque fois prorogé aux mêmes conditions pour une durée de 3 ans.

3.3 Résiliation anticipée du bail de courte durée par le preneur

Pour les baux de courte durée (3 ans maximum), le preneur peut donner congé à tout moment

moyennant le respect d'un préavis de trois mois et le paiement d'une indemnité égale à un mois de loyer.

3.4 Résiliation anticipée du bail de 9 ans par le preneur

Le preneur peut donner congé à tout moment moyennant le respect d'un préavis de trois mois.

Toutefois si le preneur met fin au bail au cours du 1^{er} triennat le bailleur a droit à une indemnité égale à 3 mois de loyer, à 2 mois de loyer ou à 1 mois de loyer selon que le bail prend fin au cours de la première, de la deuxième ou de la troisième année.

3.5 Préavis

Le préavis démarre le 1^{er} jour du mois qui suit l'envoi du congé (la date du cachet de la poste faisant foi).

Le renon peut être envoyé :

- par courrier simple,
- par courrier recommandé avec accusé de réception,
- par mail (attention un courrier signé doit être joint au mail),
- ou déposé contre accusé de réception.

3.6 Résiliation anticipée du bail de 9 ans par le bailleur

Le bailleur peut mettre fin au bail de 9 ans conformément à l'article 237 § 3 et § 4 du Code Bruxellois du Logement.

Article 4 : Loyer

4.1 La présente location est consentie et acceptée, moyennant un loyer mensuel de €.

4.2 Si le preneur répond aux conditions reprises à l'article 5.1 du présent bail, il bénéficiera d'une réduction de 30% sur le loyer mensuel de base.

4.3 Sauf nouvelles instructions du bailleur, le loyer est payable au plus tard pour le **10 du mois en cours**, au compte **BE61 0910 0597 4017** de la Régie Foncière (Administration Communale d'Etterbeek).

Article 5 : Conditions d'octroi et de maintien de la réduction

5.1 Condition d'octroi de la réduction de 30 % sur le loyer mensuel de base

5.1.1 A la date de l'attribution du logement, les revenus annuels bruts imposables du ménage du preneur ne peuvent dépasser les plafonds arrêtés par le Conseil Communal.

Ceux-ci sont adaptés chaque année au 1^{er} janvier en fonction de l'index du mois d'octobre de l'année qui précède la révision, l'index de base étant celui du mois de septembre 1990.

Les plafonds s'élèvent au **01.01.2022**

- pour une personne isolée à 27.186,70 €
- pour un ménage à 45.311,39 €
- par enfant à charge à 2.265,56 €

5.1.2 Aucun membre du ménage du preneur ne peut posséder, en pleine propriété, en emphytéose ou en usufruit, un bien immobilier affecté au logement, en Belgique ou à l'étranger.

5.2 Obligations annuelles

Le preneur doit produire, avant le 31 octobre de chaque année, le dernier avertissement extrait de rôle et tout autre document justificatif permettant d'établir le montant des revenus des membres du ménage.

Les documents acceptés en complément de l'avertissement extrait de rôle sont ceux repris dans

l'Arrêté ministériel du 07.12.2001 (déterminant les documents justificatifs en matière de revenus pour l'introduction d'une demande de logement social).

5.3 Perte de la réduction et fin de bail

5.3.1 Le preneur ne remplit plus les conditions de revenus

Si le preneur ne remplit plus les conditions de revenus visées à l'article 5.1, il perd son droit à la réduction de 30% sur le loyer mensuel de base.

L'augmentation du loyer sera proportionnelle à l'augmentation des revenus du preneur avec un plafond maximum équivalent au loyer mensuel de base :

$$\frac{\text{Revenus nets année N} - \text{Revenus nets année N - 1}}{\text{Revenus nets année N - 1}} = \quad \%$$

L'augmentation du loyer entrera en vigueur le 1^{er} janvier de l'exercice suivant le constat par le bailleur que les conditions permettant de bénéficier de la réduction de loyer ne sont plus remplies.

5.3.2 Le preneur ne remplit plus les conditions de non-propriété ou ne remet pas les documents justificatifs demandés

Le preneur perd son droit à la réduction de 30% sur le loyer mensuel de base

- s'il ne produit pas, dans les délais, les documents justificatifs requis (article 5.2)
- si lui ou son conjoint/cohabitant devient propriétaire en pleine propriété, usufruit, emphytéose d'un bien immobilier affecté au logement

Dans ces deux cas, le montant du loyer sera revu à partir du 1^{er} janvier de l'exercice suivant et le bailleur se réserve le droit de ne pas renouveler le bail à son échéance.

Article 6 : Indexation

Conformément à l'article 1728bis du Code civil, le loyer sera adapté une fois par an, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du bail suivant la formule suivante :

$$\frac{\text{Loyer de base} \times \text{nouvel index de santé}}{\text{Index de santé de base}}$$

Le loyer de base est celui mentionné à l'article 4, éventuellement réduit conformément à l'article 5.

L'index de base est celui du mois qui précède celui de la conclusion du bail, soit, .

L'indice nouveau est celui du mois qui précède celui de l'anniversaire de l'entrée en vigueur du bail.

Article 7 : Loyer de référence

Conformément à l'Ordonnance du 08.10.2021 visant à instaurer une commission paritaire locative et à lutter contre les loyers abusifs, le contrat de bail doit mentionner un loyer de référence, calculé sur base d'une grille indicative des loyers (<https://loyers.brussels>) et exprimé sous la forme d'une fourchette indicative.

Le loyer de référence pour le logement visé à l'article 1 du présent bail se situe entre € et €.

Article 8 : Provisions charges communes et charges privées

Le preneur versera avec le loyer, une **provision mensuelle** de € destinée à couvrir les charges communes et privées.

Une fois par an, un décompte détaillé des charges et consommations sera adressé au preneur.

Si le décompte est supérieur aux provisions versées, le preneur devra s'acquitter de la différence.

Si les provisions déjà versées par le preneur sont supérieures au décompte, le surplus lui sera remboursé.

Les documents justificatifs pourront être consultés sur rendez-vous à l'administration communale d'Etterbeek – Service de la Régie Foncière (contact : regielocataire@etterbeek.brussels).

Le bailleur se réserve le droit de modifier, avec préavis d'un mois, la provision mensuelle, en fonction de l'évolution du montant annuel des charges.

Il sera tenu compte des consommations précédentes et de l'évolution des prix.

Article 9 : Garantie

Afin d'assurer la bonne et entière exécution de ses obligations, le preneur constituera, au profit du bailleur, **avant l'entrée en vigueur du bail et avant la remise des clés**, une garantie.

La garantie sera libérée à la sortie des lieux loués et après que la bonne et entière exécution de **toutes ses obligations**, y compris le paiement des loyers et des charges, aura été constatée par le bailleur, sous déduction des sommes éventuellement dues.

La garantie ne pourra en aucun cas, en cours de bail, être affectée **par le preneur** au paiement des loyers ou de charges quelconques.

Lorsque la garantie est établie **sous forme de compte bloqué au nom du preneur (article 9 1. ci-après)**, elle correspondra à **deux mois** de loyer.

Si elle est constituée **sous une autre forme**, elle correspondra à **trois mois** de loyer.

En cas d'augmentation du loyer en cours de bail, la garantie pourra être adaptée proportionnellement.

Les parties conviennent que le preneur opte pour une garantie prévue à **l'article 248 du Code bruxellois du logement**, le preneur pourra librement choisir une des formules suivantes (biffer les mentions inutiles) :

1. Conformément à l'article 248, §1, §2, 1° et §3 du Code bruxellois du logement, le preneur dépose une somme équivalente à deux mois de loyer, soit € sur un **compte individualisé et bloqué** ouvert à son nom auprès de l'agence de la banque BELFIUS, place Jourdan.

Les intérêts produits sont capitalisés au profit du preneur.

La garantie sera libérée moyennant production soit d'un accord écrit des parties, soit copie d'une décision judiciaire.

2. Conformément à l'article 248, §2, 2° du Code bruxellois du logement, le preneur constitue **une garantie bancaire** d'un montant de € en faveur du bailleur auprès d'une institution financière établie en Belgique (celle auprès de laquelle le preneur dispose du compte bancaire sur lequel sont versés ses revenus professionnels ou de remplacement), par laquelle cette dernière s'engage à verser au bailleur les sommes dues par le preneur en vertu de l'exécution du présent contrat, sur production soit d'un accord écrit des parties soit d'une copie d'une décision judiciaire.

3. Conformément à l'article 248, §2, 3° du Code bruxellois du logement, le preneur constitue **une garantie bancaire** d'un montant de € résultant du contrat-type entre un **CPAS** et une institution financière, par laquelle cette dernière s'engage à verser au bailleur les sommes dues par le preneur en vertu de l'exécution du présent contrat, sur production soit d'un accord écrit des parties soit d'une copie d'une décision judiciaire.

Dans les cas où le preneur opte pour une garantie bancaire (point **2.** et **3.** ci-avant), le bailleur recevra un formulaire de la banque attestant que la garantie est octroyée (article 248, §6 du Code bruxellois du logement).

Article 10 : Charges communes et charges privées de l'immeuble

10.1 Le preneur paiera la quote-part des charges communes de l'immeuble sur la base des relevés établis par le service de la Régie Foncière.

Les charges communes locatives comprennent tous les frais de consommation et d'entretien relatifs aux communs de l'immeuble et notamment (sans que cette énumération soit limitative) :

- la location et le relevé des compteurs communs,
- les consommations d'eau, d'électricité, de gaz,
- les frais d'entretien, de contrôles périodiques et d'assurance des ascenseurs, appareils communs de chauffage, d'éclairage, et autres appareillages,
- les frais liés au contrôle et à l'entretien des installations de sécurité (détecteurs, extincteurs, alarme, caméras, etc.),
- l'entretien du jardin, des fosses septiques, des égouts et des dégraisseurs,
- les frais de gestion en ce compris la rémunération versée au syndic, les salaires, assurances et charges sociales du concierge et du personnel chargé de l'entretien des parties communes et
- toute charge découlant de la législation et des usages en matière locative.

Si le nettoyage des parties communes n'est pas effectué par le bailleur, le preneur entretiendra, en accord avec les autres occupants de l'immeuble, le palier de son étage et la volée d'escaliers entre celui-ci et l'étage inférieur.

Si la location porte sur le rez-de-chaussée, le preneur devra nettoyer le hall et le trottoir ainsi que la porte d'entrée de l'immeuble (l'entretien comprend le déneigement et le salage du trottoir).

Si le nettoyage est normalement effectué par les occupants de l'immeuble, le bailleur se réserve le droit de faire nettoyer la cage d'escalier aux frais des locataires par la firme spécialisée ou le personnel chargé du nettoyage :

- s'il n'y a pas d'accord entre les occupants et que le nettoyage n'est plus effectué
- en cas de réclamation fondée d'un occupant,

Le preneur s'engage alors à payer sa quote-part dans les frais de nettoyage qui seraient commandés par le bailleur.

10.2 Mode de calcul de la quote-part : la quote-part à supporter par le preneur est déterminée par le bailleur. Cette quote-part est fixée d'après la surface des locaux occupés par rapport aux surfaces habitables et commerciales totales de l'immeuble.

Le nombre de millièmes attribué au logement est fixé à .

Les frais de consommation d'eau sont calculés en fonction d'un compteur de passage.

La formule de calcul est la suivante :

Charges totales x millièmes du logement x mois d'occupation

Produit des millièmes et mois d'occupation de l'ensemble des locataires.

Les frais d'entretien des jardins intérieurs seront répartis exclusivement entre les locataires des immeubles donnant sur les jardins sur la base des quotités respectives des logements et commerces.

L'entretien des cours arrières communes à certains immeubles pourra, si les locataires sont défaillants, être assuré aux frais de ceux-ci par une firme spécialisée désignée par le bailleur.

10.3 Charges privées

a. Les abonnements privés aux distributions d'eau, d'électricité, gaz, téléphone, radio, télévision, internet et autres, sont à charge du preneur ainsi que tous les frais y relatifs tels que raccordements, location des compteurs, coût des consommations, relevés, frais d'abonnement, taxes diverses, etc.

Le bailleur ne sera pas responsable des inconvénients ou dommages qui pourraient résulter des distributions ou installations d'eau, de gaz et d'électricité.

N° compteur d'eau

N° compteur gaz
N° compteur d'électricité

Code EAN gaz
Code EAN électricité

b. Si l'immeuble est pourvu d'une installation collective de chauffage ou de distribution d'eau avec compteurs individuels/répartiteurs de chaleurs, les frais y relatifs sont établis par le bailleur, la copropriété ou le syndic. Le décompte est établi suivant les compteurs et/ou répartiteurs.

N° compteur de passage d'eau

N° compteur de passage gaz

N° compteur de passage d'électricité

La provision mensuelle pour participer à ces charges est comprise dans la provision mensuelle destinée à couvrir les charges communes.

Article 11 : Etat des lieux

11.1 Le bien est loué dans l'état où il se trouve, bien connu du preneur qui déclare l'avoir visité et examiné dans tous ses détails.

11.2 Les parties conviennent qu'il sera procédé, **avant l'entrée du preneur**, et à frais partagés, à l'établissement d'un état des lieux établi par expert.

Le bailleur étant soumis à la loi sur les marchés publics, l'expert sera celui désigné pour l'exercice concerné.

L'état des lieux sera annexé au présent contrat et soumis à l'enregistrement.

11.3 Sauf convention contraire écrite conclue au plus tard 2 mois avant la fin du bail, l'état des lieux de sortie sera également établi à frais partagés selon les mêmes modalités qu'à l'entrée, après que le preneur aura entièrement libéré les lieux et au plus tard 7 jours après le dernier jour du bail. L'expert désigné par marché public dressera l'état des lieux de sortie et a pour mission de constater et d'évaluer les dégâts dont le preneur est responsable.

Les compteurs d'eau, de gaz et d'électricité devront rester ouverts jusqu'à la fin de l'état des lieux.

11.4 Tant à l'entrée qu'à la sortie, la décision de l'expert liera définitivement les parties.

11.5 Les dégradations causées par le preneur pendant la durée de la location et qui ne résultent pas de l'usage normal ou de la vétusté, devront être réparées à ses frais.

Le montant des travaux à effectuer pourra être revendiqué d'office par le bailleur sur la garantie locative versée par le preneur et le bailleur se réserve le droit de lui réclamer le surplus éventuel.

A défaut de réparation par le preneur, le devis des travaux à réaliser sera établi par un entrepreneur désigné à cette fin par le bailleur.

11.6 Lors de la cessation du contrat, le preneur doit rendre le logement et la cave libres de tout mobilier ou objets entreposés. Il doit de plus présenter les lieux dans un bon état de propreté, à défaut de quoi, les frais de déménagement, de nettoyage, ou même de désinfection pourront lui être portés en charge et défalqués de la garantie locative.

11.7 Un état des lieux du jardin privé/de la cour sera établi. Le preneur a la charge de l'entretien des plantes, haies et pelouse ou toute autre plantation. Il peut ajouter des plantes décoratives mais ne peut transformer le terrain en potager ou y élever des animaux.

11.8 Les clés seront remises au preneur après la signature du présent contrat et à condition qu'il donne la preuve qu'il a contracté une assurance et versé sa garantie locative.

Article 12 : Entretien - Réparations

12.1 Principes

Le preneur est tenu d'effectuer les travaux de menu entretien ainsi que les réparations locatives qui ne sont pas occasionnées par la vétusté ou la force majeure.

Le bailleur devra pour sa part effectuer, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que les travaux de menu entretien et les réparations locatives ainsi que ceux qui résultent de la faute du preneur.

12.2 Liste des réparations et travaux d'entretien impérativement à charge du preneur ou du bailleur

Les principales réparations d'entretien et travaux à charge respectivement du preneur et du bailleur sont énumérés aux annexes de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23.11.2017 déterminant la liste non-limitative des réparations et travaux d'entretien impérativement à charge du preneur ou du bailleur.

Les parties se référeront notamment à ces annexes pour déterminer leurs obligations respectives. A défaut de mention dans ces annexes, les travaux de menu entretien et les réparations locatives à charge du preneur sont déterminés conformément à l'usage des lieux.

12.3 Réparations et travaux d'entretien à l'usage commun de plusieurs unités d'habitation

Lorsque les réparations et travaux d'entretien précités peuvent être mis à charge du preneur et sont destinés à l'usage commun de plusieurs unités d'habitation, le bailleur pourra, sauf si le bail prévoit un forfait pour les charges et frais communs, réclamer au preneur le coût y afférent à titre de charges communes, conformément à la répartition prévue à l'article 10.

12.4 Entretien périodiques

L'entretien périodique des installations de chauffage est à charge du preneur et doit être fait tous les deux ans.

Le bailleur fera faire le contrôle et l'entretien périodique des installations de chauffage et de production d'eau chaude du preneur, par une firme agréée, désignée conformément à la réglementation sur les marchés publics à laquelle la Commune est soumise.

Les frais de cet entretien seront repris dans les charges annuelles du preneur (articles 7 et 9 du présent bail).

Le bailleur se réserve le droit de demander au preneur de faire procéder lui-même à l'entretien et au contrôle périodique de sa chaudière par un technicien agréé.

Le preneur devra dans ce cas présenter au bailleur l'**attestation de contrôle périodique** de la chaudière délivrée par le technicien.

12.5 Obligations d'information par le preneur

Le preneur informera dès que possible le bailleur des dysfonctionnements apparaissant dans le bien, en ce compris des travaux et réparations à charge du bailleur. Le preneur supportera toutes les conséquences résultant de l'absence d'information ou d'information tardive au bailleur sauf à démontrer que ce dernier ne pouvait ignorer les travaux ou réparations à sa charge.

12.6 Réparations urgentes

Si, durant le bail, le bien loué a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être postposées jusqu'à son échéance, le preneur devra les tolérer, même si elles l'incommodent, et même s'il est privé, pendant leur durée, d'une partie de la chose louée.

Le preneur devra tolérer les travaux, même si ces derniers durent plus de 40 jours et déclare renoncer à toute indemnité pour nuisance dans son occupation.

En aucun cas, le preneur ne pourra (faire) exécuter de sa propre initiative des travaux ou réparations incombant au bailleur et ne présentant un caractère d'urgence absolue.

12.7 Divers

Sont également à charge du preneur les réparations incombant normalement au bailleur, mais nécessitées du fait du preneur ou d'un tiers engageant sa responsabilité.

Si le preneur reste en défaut de remplir ses obligations d'entretien précisées ci-dessus, le bailleur aura le droit de faire exécuter les travaux nécessaires aux frais du preneur, qui sera tenu comme seul responsable des accidents provenant du mauvais usage ou entretien du matériel visé.

Pour la collecte des déchets ménagers, l'usage de sacs du modèle requis par les services de collecte ainsi que le respect des horaires de sortie sur la voie publique sont obligatoires.

Les sacs seront soigneusement fermés.

Tout autre dépôt doit se conformer aux règlements émis par la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Etterbeek.

Article 13 : Travaux

13.1 Modification du bien loué par le preneur

a) Tous travaux, embellissements, améliorations, transformations du bien loué ne pourront être effectués qu'avec l'accord écrit, préalable du bailleur.

Sauf convention contraire, écrite et préalable, ils seront acquis sans indemnité au bailleur qui conservera toutefois la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état primitif.

b) Le preneur est tenu de souscrire les assurances et de demander toutes les autorisations administratives nécessaires (permis d'urbanisme, autorisations et examen par les services d'incendie, etc.) à ses frais exclusifs, et d'en produire la preuve au bailleur, à première demande. En outre, le preneur se conformera aux impositions de l'acte de base et du règlement d'ordre intérieur.

Si le preneur ne satisfait pas à l'une de ces obligations et même si les travaux ont été autorisés, le bailleur pourra ordonner l'arrêt immédiat des travaux et exiger la remise en état des lieux, aux frais du preneur.

c) Le preneur ne pourra utiliser le toit ou la façade de l'immeuble pour y installer une antenne extérieure ou une parabole et d'une manière plus générale, pour y fixer quoi que ce soit.

13.2 Travaux du bailleur destinés à améliorer la performance énergétique

Le bailleur peut, si le bail a une durée supérieure à trois ans, après avertissement du preneur par courrier recommandé au moins un mois à l'avance, en cours de bail mais au maximum une fois par triennat, exécuter dans le bien loué tous travaux destinés à améliorer la performance énergétique du bien loué, aux conditions prévues par l'article 221 du Code bruxellois du Logement.

Le bailleur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour réaliser les différents investissements simultanément, afin de limiter au maximum les désagréments causés au preneur par les travaux.

En outre, les parties peuvent convenir à tout moment, de façon expresse et au plus tard un mois avant l'exécution de travaux visés ci-dessus, que ceux-ci donneront lieu à une augmentation du loyer en lien direct avec les économies d'énergie attendues des travaux réalisés, l'augmentation du loyer devant être proportionnelle au coût réel des travaux et à l'amélioration de la performance énergétique.

Article 14 : Recours

Le preneur ne pourra exercer de recours contre le bailleur que s'il est établi que ce dernier, ayant été avisé de réparations qui lui incombent, n'a pas pris aussitôt que possible toutes mesures pour y remédier. Il en sera de même des responsabilités découlant des articles 1386 et 1721 du Code Civil.

Le preneur signalera immédiatement au bailleur tout accident dont ce dernier pourrait être rendu responsable. Il en fera autant pour les dégâts occasionnés au gros-œuvre de l'immeuble ou toutes autres réparations mises par la loi ou par le bail à charge du propriétaire ; à défaut de le faire, le preneur engagera sa responsabilité.

Le preneur s'engage à signaler au bailleur dans les trois jours tout recours de tiers relatif au bien loué.

Article 15 : Impôts

A l'exception du précompte immobilier, tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur les lieux loués, ou en raison de leur occupation, par l'Etat, la Région, la Commune ou par toute autorité publique devront être payés par le preneur proportionnellement à la durée de son occupation.

Article 16 : Assurances

Le bailleur a souscrit auprès de sa compagnie d'assurance une clause d'abandon de recours en faveur du preneur. Par conséquent le preneur est exonéré de sa responsabilité en matière de risque incendie et périls connexes tels que définis par le contrat d'assurance.

En contrepartie, le preneur s'engage à prendre en charge sa quote-part de la prime d'assurance de l'immeuble telle que stipulé à l'article 10.2 du présent contrat de bail type.

S'il s'avère, sur base des conclusions de l'expert de l'assurance que la responsabilité exclusive du locataire est engagée dans un sinistre, le preneur s'engage à prendre en charge la franchise indexée prévue par le contrat d'assurance. Cette franchise sera portée en compte dans le relevé annuel des charges du preneur.

Le preneur s'engage formellement à prendre une assurance responsabilité civile locative et contenu – en ce compris l'incendie, les dégâts des eaux, bris de vitre – étant entendu que la police exclut la règle proportionnelle, auprès d'une compagnie d'assurance ayant son siège social en Belgique, Les risques suivants doivent être couverts :

- Incendie et périls accessoires
- Tempête et grêle,
- Dégâts des eaux,
- Bris et fêlures de vitrage
- Assurance vol

Le preneur devra produire une copie de la police d'assurance couvrant les différents risques mentionnés ci-dessus, dans les trente jours de l'entrée en vigueur du bail.

Il devra également produire la preuve du paiement annuel des primes.

Le preneur ne pourra en aucun cas invoquer une renonciation tacite du bailleur à cette obligation, même si cette preuve ne lui est pas réclamée.

Article 17 : Animaux

Le preneur ne pourra posséder d'animaux qu'avec le consentement écrit et préalable du bailleur et pour autant qu'ils ne constituent pas de gêne, nuisance de quelque nature qu'elle soit.

Article 18 : Expropriation

En cas d'expropriation, le bailleur en avisera le preneur qui ne pourra lui réclamer aucune indemnité.

Le preneur ne pourra faire valoir ses droits que contre l'expropriant et ne pourra lui réclamer aucune indemnité qui viendrait diminuer les indemnités à allouer au bailleur.

Article 19 : Visites - Affichage

Pendant toute la durée du bail, le bailleur ou son délégué pourra visiter les lieux moyennant rendez-vous.

En outre, pendant toute la durée du préavis, ainsi qu'en cas de mise en vente du bien, le preneur devra tolérer, jusqu'au jour de sa sortie, que des affiches soient apposées aux endroits les plus apparents et que les amateurs puissent le visiter librement et complètement, 2 jours par semaine (dont le samedi) et

2 heures consécutives par jour, à déterminer de commun accord.

Article 20 : Statuts et règlement d'ordre intérieur

Le preneur s'engage à respecter le règlement d'ordre intérieur de l'immeuble.

En cas de copropriété, le preneur s'oblige à respecter les statuts de copropriété ainsi que toutes les modifications qui y seraient apportées et à en assurer l'exécution.

Il s'engage également à respecter le règlement d'ordre intérieur et toutes les décisions prises par l'assemblée générale des copropriétaires.

Il s'engage à occuper les lieux en personne prudente et raisonnable et notamment :

1. A garder les lieux qui lui sont loués en excellent état de propreté.
2. A ne pas créer de nuisances sonores excessives dérangeant les autres occupants et cela plus particulièrement entre 22 heures et 7 heures.
3. A ne rien déposer dans les parties à usage commun et à éviter le salissement anormal des communs.

Le preneur ne pourra détenir dans les lieux loués de marchandise susceptible de répandre de mauvaises odeurs dans l'immeuble ou dans le voisinage ou de présenter un danger quelconque.

L'utilisation du gaz propane ou du gaz butane en bonbonnes est interdite sous peine de résiliation du contrat.

Article 21 : Cession et sous-location

La cession et la sous-location sont interdites.

Article 22 : Retards de paiement

Tout montant dû par le preneur et non payé 30 jours après son échéance produira de plein droit sans mise en demeure, au profit du bailleur, un intérêt de 5% par an à partir de son échéance, l'intérêt de tout mois commencé étant dû pour le mois entier.

Le non-paiement répété des loyers dus aux échéances fixées est une cause de résiliation du bail.

Article 23 : Résolution aux torts du preneur

En cas de résolution judiciaire du bail à ses torts, le preneur devra supporter tous les frais, débours et dépens quelconques provenant ou à provenir du chef de cette résolution et payer, outre les loyers et charges venus à échéance avant son départ, une indemnité forfaitaire et irréductible équivalente à 3 mois de loyer.

Article 24 : Certificat de performance énergétique

Le preneur reconnaît avoir reçu une copie certificat PEB.

Article 25 : Obligations au décès du preneur - solidarité

Le présent contrat prend fin de plein droit au décès du locataire survivant. La résiliation du présent bail est opposable de plein droit à tout membre du ménage du locataire (sous réserve des dispositions de l'article 215 § 2 du Code Civil).

Les obligations du présent bail sont indivisibles et solidaires à l'égard des preneurs, de leurs héritiers ou de leurs ayants droit, à quelque titre que ce soit.

Article 26 : Election de domicile

Pour toutes les obligations découlant du présent bail, le preneur fait, par les présentes, élection de domicile dans le bien loué, tant pour la durée du bail que pour ses suites, même s'il reste effectivement domicilié ailleurs.

En cas de changement d'état civil en cours de bail, par mariage notamment, le preneur sera tenu d'en avertir sans retard le bailleur par courrier en précisant, le cas échéant, l'identité complète du conjoint.

Article 27 : Enregistrement

Les formalités de l'enregistrement et les frais éventuels qui y sont liés sont à charge du bailleur.

Le bailleur s'engage à enregistrer le bail dans les deux mois de sa signature, de même que les annexes signées et l'état des lieux d'entrée. Il remet la preuve au preneur.

Si le bailleur manque à cette obligation, le preneur peut mettre fin au bail, sans préavis ni indemnité, pour autant qu'il ait adressé au bailleur une mise en demeure d'enregistrer le bail et que cette dernière soit restée sans suite utile pendant un mois.

Article 28 : Annexes

Par la signature du présent contrat, le preneur reconnaît expressément avoir reçu les annexes suivantes :

1. Note explicative établie par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 218, §4 du Code bruxellois du Logement. Le preneur ne peut, sur base de cette annexe, se prévaloir en sa faveur d'aucune dérogation à la loi ou au présent bail.
2. Liste non limitative des réparations, travaux et entretiens incombant impérativement au preneur ou au bailleur.
3. Certificat PEB
4. Etat des lieux d'entrée
5. Règlement d'ordre intérieur de l'immeuble, du jardin et du local vélo
6. Plans du logement

Article 29 : Conditions particulières

Aucune.

Fait en deux exemplaires chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Regie van Grondbeleid – Standaard huurovereenkomst van hoofdverblijf (Aangepaste huurprijs) – Goedkeuring.

31 Régie Foncière – Convention type de bail de résidence principale (CQD) – Approbation.

Le Conseil Communal,

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 visant la régionalisation du bail d'habitation ;

Vu les articles 1708 à 1762bis du Code civil ;

Vu l'article 42 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24/11/2016 relatif aux Contrats de quartier durable ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant que les logements construits et rénovés dans le cadre du Contrat de quartier durable Chasse/Gray sont terminés et peuvent être mis en location ;

Considérant qu'il convient d'adopter une convention type de bail de résidence principale (CQD) ;

DECIDE :

D'approuver la convention type de bail de résidence principale (CQD) reproduite ci-après.

BAIL DE RESIDENCE PRINCIPALE (CONTRAT DE QUARTIER)

ENTRE

Le bailleur : **La Commune d'Etterbeek** (Gérance : service de la Régie Foncière, avenue des Casernes 31 bte 1 à 1040 Etterbeek), représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent **Monsieur Vincent DE WOLF**, Bourgmestre et **Madame Annick PETIT**, Secrétaire Communale.

(ci-dessous dénommé « le bailleur »)

ET

Le preneur : né(e) à le (N° de registre national :) domicilié(e)(s)

(ci-dessous dénommé « le preneur »)

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet du contrat

Le bailleur donne à titre de bail à loyer au preneur, qui accepte, situé au **étage de l'immeuble sis à 1040 Etterbeek** comprenant 1 cuisine semi/équipée, 1 salle de bain, 1 WC, chambres, 1 buanderie, ... (cfr **plan ci-annexé**), 1 cave/grenier, 1 jardin/cour ; parfaitement connu du preneur qui déclare l'avoir visité et **s'engage à l'occuper en personne prudente et raisonnable**.

Article 2 : Destination

Les lieux sont loués en tant que résidence principale du preneur et de sa famille.

Le logement peut être occupé au maximum par personnes (conformément à l'article 6 du règlement d'attribution de la Régie Foncière).

A ce titre, le preneur déclare que les personnes suivantes élisent domicile dans les lieux loués :

Nom	Prénom	Lien de parenté	Autres renseignements
-----	--------	-----------------	-----------------------

Le preneur a l'obligation de signaler au bailleur tout changement dans la composition des personnes habitant effectivement le bien loué.

Tout dépassement du chiffre de l'article 2 alinéa 2 constitue un cas de surpeuplement qui peut donner lieu le cas échéant à la résiliation unilatérale du bail par le bailleur.

Le preneur ne pourra changer la destination du bien loué.

Il ne pourra affecter une partie de l'habitation à l'exercice d'une activité professionnelle. De même, il ne pourra déduire, à quelque titre que ce soit, les loyers et charges de ses revenus.

En cas de non-respect de l'alinéa précédent, le preneur sera redevable au bailleur de tous les impôts supplémentaires mis, le cas échéant, à charge de ce dernier, même si cette exigence fiscale survient après son départ, la clause éventuelle « pour solde de tout compte » ne couvrant pas la présente éventualité.

Article 3 : Durée

3.1. Durée initiale

Le bail est conclu pour une durée de **9** année(s) prenant cours le et se terminant le .

3.2 Prorogation du bail

Le bail prendra fin à l'expiration des 9 ans moyennant un congé notifié au moins 6 mois avant l'échéance pour le bailleur et 3 mois pour le preneur.

A défaut de congé notifié dans ce délai, le bail sera chaque fois prorogé aux mêmes conditions pour une durée de 3 ans pour autant que l'une des deux conditions de prorogation du bail prévues à l'article

5.3 du présent bail soit remplie.

3.3 Résiliation anticipée du bail de 9 ans par le preneur

Le preneur peut donner congé à tout moment moyennant le respect d'un préavis de trois mois.

Toutefois si le preneur met fin au bail au cours du 1^{er} triennat le bailleur a droit à une indemnité égale à 3 mois de loyer, à 2 mois de loyer ou à 1 mois de loyer selon que le bail prend fin au cours de la première, de la deuxième ou de la troisième année.

3.4 Préavis

Le préavis démarre le 1^{er} jour du mois qui suit l'envoi du congé (la date du cachet de la poste faisant foi).

Le renon peut être envoyé :

- par courrier simple,
- par courrier recommandé avec accusé de réception,
- par mail (attention un courrier signé doit être joint au mail),
- ou déposé contre accusé de réception.

Article 4 : Loyer

4.1 La présente location est consentie et acceptée, moyennant un loyer mensuel de €.

4.2 Sauf nouvelles instructions du bailleur, le loyer est payable au plus tard pour le **10 du mois en cours**, au compte **BE61 0910 0597 4017** de la Régie Foncière (Administration Communale d'Etterbeek).

Article 5 : Conditions d'accès et de prolongation

5.1 Conditions d'accès

A la date de l'attribution du logement, les revenus imposables globalement du ménage, ne peuvent dépasser les montants visés à l'article 31 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 26.09.1996 organisant la location des habitations gérées par la Société du Logement de la Région bruxelloise ou par les sociétés immobilières de service public, augmentés de 20% et à indexer au 1^{er} janvier de chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation de base du mois de 11.2016, soit au **01.01.2022** :

- | | |
|-------------------------------|-------------|
| - candidat isolé : | 26.031,41 € |
| - ménage avec 1 revenu : | 28.923,80 € |
| - ménage avec 2 revenus : | 33.055,81 € |
| - enfant à charge : | 2.479,18 € |
| - personne avec un handicap : | 4.958,36 € |

On entend par ménage au sens de l'article 2, 18° de l'ordonnance organique du 06.10.2016 de la revitalisation urbaine, la personne seule ou les personnes, unies ou non par des liens familiaux, qui vivent habituellement sous le même toit et règlent principalement en commun leurs questions ménagères.

5.2 Vérification des conditions d'accès en cours de bail de 9 ans

Au cours du premier semestre de la troisième et de la sixième année du bail, il est vérifié si le locataire satisfait toujours aux conditions d'accès visées à l'article 5.1.

Dans la négative, le bailleur se réserve le droit de mettre fin anticipativement au bail au terme de la troisième ou de la sixième année, moyennant le respect d'un préavis de six mois.

5.3 Prorogation du bail

5.3.1 Le preneur satisfait toujours aux conditions d'accès visées à l'article 5.1

A défaut de renon par le preneur 3 mois avant l'échéance ou par le bailleur 6 mois avant l'échéance, le bail se prolonge automatiquement pour une période de 3 ans.

5.3.2 Le preneur ne satisfait plus aux conditions d'accès visées à l'article 5.1

Le bail prend automatiquement fin sauf si le preneur ou l'un des membres du ménage est une personne reconnue handicapée au sens de l'article 135, 1^{er} alinéa du Code des Impôts sur les revenus ou ayant atteint l'âge de 65 ans.

Dans ce cas, il ne sera pas mis fin au bail mais le preneur devra verser une cotisation mensuelle de solidarité au sens de l'article 143 §§ 1^{er} et 2 du Code bruxellois du logement.

En cas de non-respect de l'obligation de cotiser, le bail prendra fin, moyennant la notification d'un préavis de six mois.

Article 6 : Indexation

Conformément à l'article 1728bis du Code civil, le loyer sera adapté une fois par an, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du bail suivant la formule suivante :

$$\text{Loyer de base} \times \text{nouvel index de santé}$$

Index de santé de base

Le loyer de base est celui mentionné à l'article 4.

L'index de base est celui du mois qui précède celui de la conclusion du bail, soit, .

L'indice nouveau est celui du mois qui précède celui de l'anniversaire de l'entrée en vigueur du bail.

Article 7 : Loyer de référence

Conformément à l'Ordonnance du 08.10.2021 visant à instaurer une commission paritaire locative et à lutter contre les loyers abusifs, le contrat de bail doit mentionner un loyer de référence, calculé sur base d'une grille indicative des loyers (<https://loyers.brussels>) et exprimé sous la forme d'une fourchette indicative.

Le loyer de référence pour le logement visé à l'article 1 du présent bail se situe entre € et €.

Article 8 : Provisions charges communes et charges privées

Le preneur versera avec le loyer, une **provision mensuelle** de € destinée à couvrir les charges communes et privées.

Une fois par an, un décompte détaillé des charges et consommations sera adressé au preneur.

Si le décompte est supérieur aux provisions versées, le preneur devra s'acquitter de la différence.

Si les provisions déjà versées par le preneur sont supérieures au décompte, le surplus lui sera remboursé.

Les documents justificatifs pourront être consultés sur rendez-vous à l'administration communale d'Etterbeek – Service de la Régie Foncière (contact : regielocataire@etterbeek.brussels).

Le bailleur se réserve le droit de modifier, avec préavis d'un mois, la provision mensuelle, en fonction de l'évolution du montant annuel des charges.

Il sera tenu compte des consommations précédentes et de l'évolution des prix.

Article 9 : Garantie

Afin d'assurer la bonne et entière exécution de ses obligations, le preneur constituera, au profit du bailleur, **avant l'entrée en vigueur du bail et avant la remise des clés**, une garantie.

La garantie sera libérée à la sortie des lieux loués et après que la bonne et entière exécution de **toutes ses obligations**, y compris le paiement des loyers et des charges, aura été constatée par le bailleur, sous déduction des sommes éventuellement dues.

La garantie ne pourra en aucun cas, en cours de bail, être affectée **par le preneur** au paiement des loyers ou de charges quelconques.

Lorsque la garantie est établie **sous forme de compte bloqué au nom du preneur (article 8 1. ci-après)**, elle correspondra à **deux mois** de loyer.

Si elle est constituée **sous une autre forme**, elle correspondra à **trois mois** de loyer.

En cas d'augmentation du loyer en cours de bail, la garantie pourra être adaptée proportionnellement.

Les parties conviennent que le preneur opte pour une garantie prévue à **l'article 248 du Code bruxellois du logement**, le preneur pourra librement choisir une des formules suivantes (biffer les mentions inutiles) :

1. Conformément à l'article 248, §1, §2, 1° et §3 du Code bruxellois du logement, le preneur dépose une somme équivalente à deux mois de loyer, soit € sur un **compte individualisé et bloqué** ouvert à son nom auprès de l'agence de la banque BELFIUS, place Jourdan.

Les intérêts produits sont capitalisés au profit du preneur.

La garantie sera libérée moyennant production soit d'un accord écrit des parties, soit copie d'une décision judiciaire.

2. Conformément à l'article 248, §2, 2° du Code bruxellois du logement, le preneur constitue **une garantie bancaire** d'un montant de € en faveur du bailleur auprès d'une institution financière établie en Belgique (celle auprès de laquelle le preneur dispose du compte bancaire sur lequel sont versés ses revenus professionnels ou de remplacement), par laquelle cette dernière s'engage à verser au bailleur les sommes dues par le preneur en vertu de l'exécution du présent contrat, sur production soit d'un accord écrit des parties soit d'une copie d'une décision judiciaire.

3. Conformément à l'article 248, §2, 3° du Code bruxellois du logement, le preneur constitue **une garantie bancaire** d'un montant de € résultant du contrat-type entre un CPAS et une institution financière, par laquelle cette dernière s'engage à verser au bailleur les sommes dues par le preneur en vertu de l'exécution du présent contrat, sur production soit d'un accord écrit des parties soit d'une copie d'une décision judiciaire.

Dans les cas où le preneur opte pour une garantie bancaire (point **2.** et **3.** ci-avant), le bailleur recevra un formulaire de la banque attestant que la garantie est octroyée (article 248, §6 du Code bruxellois du logement).

Article 10 : Charges communes et charges privées de l'immeuble

10.1 Le preneur paiera la quote-part des charges communes de l'immeuble sur la base des relevés établis par le service de la Régie Foncière.

Les charges communes locatives comprennent tous les frais de consommation et d'entretien relatifs aux communs de l'immeuble et notamment (sans que cette énumération soit limitative) :

- la location et le relevé des compteurs communs,
- les consommations d'eau, d'électricité, de gaz,
- les frais d'entretien, de contrôles périodiques et d'assurance des ascenseurs, appareils communs de chauffage, d'éclairage, et autres appareillages,
- les frais liés au contrôle et à l'entretien des installations de sécurité (détecteurs, extincteurs, alarme, caméras, etc.),
- l'entretien du jardin, des fosses septiques, des égouts et des dégraisseurs,
- les frais de gestion en ce compris la rémunération versée au syndic, les salaires, assurances et charges sociales du concierge et du personnel chargé de l'entretien des parties communes et
- toute charge découlant de la législation et des usages en matière locative.

Si le nettoyage des parties communes n'est pas effectué par le bailleur, le preneur entretiendra, en

accord avec les autres occupants de l'immeuble, le palier de son étage et la volée d'escaliers entre celui-ci et l'étage inférieur.

Si la location porte sur le rez-de-chaussée, le preneur devra nettoyer le hall et le trottoir ainsi que la porte d'entrée de l'immeuble (l'entretien comprend le déneigement et le salage du trottoir).

Si le nettoyage est normalement effectué par les occupants de l'immeuble, le bailleur se réserve le droit de faire nettoyer la cage d'escalier aux frais des locataires par la firme spécialisée ou le personnel chargé du nettoyage :

- s'il n'y a pas d'accord entre les occupants et que le nettoyage n'est plus effectué
- en cas de réclamation fondée d'un occupant,

Le preneur s'engage alors à payer sa quote-part dans les frais de nettoyage qui seraient commandés par le bailleur.

10.2 Mode de calcul de la quote-part : la quote-part à supporter par le preneur est déterminée par le bailleur. Cette quote-part est fixée d'après la surface des locaux occupés par rapport aux surfaces habitables et commerciales totales de l'immeuble.

Le nombre de millièmes attribué au logement est fixé à .

Les frais de consommation d'eau sont calculés en fonction d'un compteur de passage.

La formule de calcul est la suivante :

Charges totales x millièmes du logement x mois d'occupation

Produit des millièmes et mois d'occupation de l'ensemble des locataires.

Les frais d'entretien des jardins intérieurs seront répartis exclusivement entre les locataires des immeubles donnant sur les jardins sur la base des quotités respectives des logements et commerces.

L'entretien des cours arrières communes à certains immeubles pourra, si les locataires sont défaillants, être assuré aux frais de ceux-ci par une firme spécialisée désignée par le bailleur.

10.3 Charges privées

a. Les abonnements privatifs aux distributions d'eau, d'électricité, gaz, téléphone, radio, télévision, internet et autres, sont à charge du preneur ainsi que tous les frais y relatifs tels que raccordements, location des compteurs, coût des consommations, relevés, frais d'abonnement, taxes diverses, etc.

Le bailleur ne sera pas responsable des inconvénients ou dommages qui pourraient résulter des distributions ou installations d'eau, de gaz et d'électricité.

N° compteur d'eau

N° compteur gaz

Code EAN gaz

N° compteur d'électricité

Code EAN électricité

b. Si l'immeuble est pourvu d'une installation collective de chauffage ou de distribution d'eau avec compteurs individuels/répartiteurs de chaleurs, les frais y relatifs sont établis par le bailleur, la copropriété ou le syndic. Le décompte est établi suivant les compteurs et/ou répartiteurs.

N° compteur de passage d'eau

N° compteur de passage gaz

N° compteur de passage d'électricité

La provision mensuelle pour participer à ces charges est comprise dans la provision mensuelle destinée à couvrir les charges communes.

Article 11 : Etat des lieux

11.1 Le bien est loué dans l'état où il se trouve, bien connu du preneur qui déclare l'avoir visité et examiné dans tous ses détails.

11.2 Les parties conviennent qu'il sera procédé, **avant l'entrée du preneur**, et à frais partagés, à l'établissement d'un état des lieux établi par expert.

Le bailleur étant soumis à la loi sur les marchés publics, l'expert sera celui désigné pour l'exercice concerné.

L'état des lieux sera annexé au présent contrat et soumis à l'enregistrement.

11.3 Sauf convention contraire écrite conclue au plus tard 2 mois avant la fin du bail, l'état des lieux de sortie sera également établi à frais partagés selon les mêmes modalités qu'à l'entrée, après que le preneur aura entièrement libéré les lieux et au plus tard 7 jours après le dernier jour du bail. L'expert désigné par marché public dressera l'état des lieux de sortie et a pour mission de constater et d'évaluer les dégâts dont le preneur est responsable.

Les compteurs d'eau, de gaz et d'électricité devront rester ouverts jusqu'à la fin de l'état des lieux.

11.4 Tant à l'entrée qu'à la sortie, la décision de l'expert liera définitivement les parties.

11.5 Les dégradations causées par le preneur pendant la durée de la location et qui ne résultent pas de l'usage normal ou de la vétusté, devront être réparées à ses frais.

Le montant des travaux à effectuer pourra être revendiqué d'office par le bailleur sur la garantie locative versée par le preneur et le bailleur se réserve le droit de lui réclamer le surplus éventuel.

A défaut de réparation par le preneur, le devis des travaux à réaliser sera établi par un entrepreneur désigné à cette fin par le bailleur.

11.6 Lors de la cessation du contrat, le preneur doit rendre le logement et la cave libres de tout mobilier ou objets entreposés. Il doit de plus présenter les lieux dans un bon état de propreté, à défaut de quoi, les frais de déménagement, de nettoyage, ou même de désinfection pourront lui être portés en charge et défalqués de la garantie locative.

11.7 Un état des lieux du jardin privé/de la cour sera établi. Le preneur a la charge de l'entretien des plantes, haies et pelouse ou toute autre plantation. Il peut ajouter des plantes décoratives mais ne peut transformer le terrain en potager ou y élever des animaux.

11.8 Les clefs seront remises au preneur après la signature du présent contrat et à condition qu'il donne la preuve qu'il a contracté une assurance et versé sa garantie locative.

Article 12 : Entretien - Réparations

12.1 Principes

Le preneur est tenu d'effectuer les travaux de menu entretien ainsi que les réparations locatives qui ne sont pas occasionnées par la vétusté ou la force majeure.

Le bailleur devra pour sa part effectuer, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que les travaux de menu entretien et les réparations locatives ainsi que ceux qui résultent de la faute du preneur.

12.2 Liste des réparations et travaux d'entretien impérativement à charge du preneur ou du bailleur

Les principales réparations d'entretien et travaux à charge respectivement du preneur et du bailleur sont énumérés aux annexes de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23.11.2017 déterminant la liste non-limitative des réparations et travaux d'entretien impérativement à charge du preneur ou du bailleur.

Les parties se référeront notamment à ces annexes pour déterminer leurs obligations respectives. A défaut de mention dans ces annexes, les travaux de menu entretien et les réparations locatives à charge du preneur sont déterminés conformément à l'usage des lieux.

12.3 Réparations et travaux d'entretien à l'usage commun de plusieurs unités d'habitation

Lorsque les réparations et travaux d'entretien précités peuvent être mis à charge du preneur et sont destinés à l'usage commun de plusieurs unités d'habitation, le bailleur pourra, sauf si le bail prévoit un forfait pour les charges et frais communs, réclamer au preneur le coût y afférent à titre de charges communes, conformément à la répartition prévue à l'article 10.

12.4 Entretien périodiques

L'entretien périodique des installations de chauffage est à charge du preneur et doit être fait tous les deux ans.

Le bailleur fera faire le contrôle et l'entretien périodique des installations de chauffage et de production d'eau chaude du preneur, par une firme agréée, désignée conformément à la réglementation sur les marchés publics à laquelle la Commune est soumise.

Les frais de cet entretien seront repris dans les charges annuelles du preneur (articles 7 et 9 du présent bail).

Le bailleur se réserve le droit de demander au preneur de faire procéder lui-même à l'entretien et au contrôle périodique de sa chaudière par un technicien agréé.

Le preneur devra dans ce cas présenter au bailleur l'**attestation de contrôle périodique** de la chaudière délivrée par le technicien.

12.5 Obligations d'information par le preneur

Le preneur informera dès que possible le bailleur des dysfonctionnements apparaissant dans le bien, en ce compris des travaux et réparations à charge du bailleur. Le preneur supportera toutes les conséquences résultant de l'absence d'information ou d'information tardive au bailleur sauf à démontrer que ce dernier ne pouvait ignorer les travaux ou réparations à sa charge.

12.6 Réparations urgentes

Si, durant le bail, le bien loué a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être postposées jusqu'à son échéance, le preneur devra les tolérer, même si elles l'incommodent, et même s'il est privé, pendant leur durée, d'une partie de la chose louée.

Le preneur devra tolérer les travaux, même si ces derniers durent plus de 40 jours et déclare renoncer à toute indemnité pour nuisance dans son occupation.

En aucun cas, le preneur ne pourra (faire) exécuter de sa propre initiative des travaux ou réparations incombant au bailleur et ne présentant un caractère d'urgence absolue.

12.7 Divers

Sont également à charge du preneur les réparations incombant normalement au bailleur, mais nécessités du fait du preneur ou d'un tiers engageant sa responsabilité.

Si le preneur reste en défaut de remplir ses obligations d'entretien précisées ci-dessus, le bailleur aura le droit de faire exécuter les travaux nécessaires aux frais du preneur, qui sera tenu comme seul responsable des accidents provenant du mauvais usage ou entretien du matériel visé.

Pour la collecte des déchets ménagers, l'usage de sacs du modèle requis par les services de collecte ainsi que le respect des horaires de sortie sur la voie publique sont obligatoires.

Les sacs seront soigneusement fermés.

Tout autre dépôt doit se conformer aux règlements émis par la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Etterbeek.

Article 13 : Travaux

13.1 Modification du bien loué par le preneur

a) Tous travaux, embellissements, améliorations, transformations du bien loué ne pourront être effectués qu'avec l'accord écrit, préalable du bailleur.

Sauf convention contraire, écrite et préalable, ils seront acquis sans indemnité au bailleur qui conservera toutefois la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état primitif.

b) Le preneur est tenu de souscrire les assurances et de demander toutes les autorisations administratives nécessaires (permis d'urbanisme, autorisations et examen par les services d'incendie, etc.) à ses frais exclusifs, et d'en produire la preuve au bailleur, à première demande. En outre, le preneur se conformera aux impositions de l'acte de base et du règlement d'ordre intérieur.

Si le preneur ne satisfait pas à l'une de ces obligations et même si les travaux ont été autorisés, le bailleur pourra ordonner l'arrêt immédiat des travaux et exiger la remise en état des lieux, aux frais du preneur.

c) Le preneur ne pourra utiliser le toit ou la façade de l'immeuble pour y installer une antenne extérieure ou une parabole et d'une manière plus générale, pour y fixer quoi que ce soit.

13.2 Travaux du bailleur destinés à améliorer la performance énergétique

Le bailleur peut, si le bail a une durée supérieure à trois ans, après avertissement du preneur par courrier recommandé au moins un mois à l'avance, en cours de bail mais au maximum une fois par triennat, exécuter dans le bien loué tous travaux destinés à améliorer la performance énergétique du bien loué, aux conditions prévues par l'article 221 du Code bruxellois du Logement.

Le bailleur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour réaliser les différents investissements simultanément, afin de limiter au maximum les désagréments causés au preneur par les travaux.

En outre, les parties peuvent convenir à tout moment, de façon expresse et au plus tard un mois avant l'exécution de travaux visés ci-dessus, que ceux-ci donneront lieu à une augmentation du loyer en lien direct avec les économies d'énergie attendues des travaux réalisés, l'augmentation du loyer devant être proportionnelle au coût réel des travaux et à l'amélioration de la performance énergétique.

Article 14 : Recours

Le preneur ne pourra exercer de recours contre le bailleur que s'il est établi que ce dernier, ayant été avisé de réparations qui lui incombent, n'a pas pris aussitôt que possible toutes mesures pour y remédier. Il en sera de même des responsabilités découlant des articles 1386 et 1721 du Code Civil.

Le preneur signalera immédiatement au bailleur tout accident dont ce dernier pourrait être rendu responsable. Il en fera autant pour les dégâts occasionnés au gros-œuvre de l'immeuble ou toutes autres réparations mises par la loi ou par le bail à charge du propriétaire ; à défaut de le faire, le preneur engagera sa responsabilité.

Le preneur s'engage à signaler au bailleur dans les trois jours tout recours de tiers relatif au bien loué.

Article 15 : Impôts

A l'exception du précompte immobilier, tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur les lieux loués, ou en raison de leur occupation, par l'Etat, la Région, la Commune ou par toute autorité publique devront être payés par le preneur proportionnellement à la durée de son occupation.

Article 16 : Assurances

Le bailleur a souscrit auprès de sa compagnie d'assurance une clause d'abandon de recours en faveur du preneur. Par conséquent le preneur est exonéré de sa responsabilité en matière de risque incendie et périls connexes tels que définis par le contrat d'assurance.

En contrepartie, le preneur s'engage à prendre en charge sa quote-part de la prime d'assurance de l'immeuble telle que stipulé à l'article 10.2 du présent contrat de bail type.

S'il s'avère, sur base des conclusions de l'expert de l'assurance que la responsabilité exclusive du

locataire est engagée dans un sinistre, le preneur s'engage à prendre en charge la franchise indexée prévue par le contrat d'assurance. Cette franchise sera portée en compte dans le relevé annuel des charges du preneur.

Le preneur s'engage formellement à prendre une assurance responsabilité civile locative et contenu – en ce compris l'incendie, les dégâts des eaux, bris de vitre – étant entendu que la police exclut la règle proportionnelle, auprès d'une compagnie d'assurance ayant son siège social en Belgique, Les risques suivants doivent être couverts :

- Incendie et périls accessoires
- Tempête et grêle,
- Dégâts des eaux,
- Bris et fêlures de vitrage
- Assurance vol

Le preneur devra produire une copie de la police d'assurance couvrant les différents risques mentionnés ci-dessus, dans les trente jours de l'entrée en vigueur du bail.

Il devra également produire la preuve du paiement annuel des primes.

Le preneur ne pourra en aucun cas invoquer une renonciation tacite du bailleur à cette obligation, même si cette preuve ne lui est pas réclamée.

Article 17 : Animaux

Le preneur ne pourra posséder d'animaux qu'avec le consentement écrit et préalable du bailleur et pour autant qu'ils ne constituent pas de gêne, nuisance de quelque nature qu'elle soit.

Article 18 : Expropriation

En cas d'expropriation, le bailleur en avisera le preneur qui ne pourra lui réclamer aucune indemnité.

Le preneur ne pourra faire valoir ses droits que contre l'expropriant et ne pourra lui réclamer aucune indemnité qui viendrait diminuer les indemnités à allouer au bailleur.

Article 19 : Visites - Affichage

Pendant toute la durée du bail, le bailleur ou son délégué pourra visiter les lieux moyennant rendez-vous.

En outre, pendant toute la durée du préavis, ainsi qu'en cas de mise en vente du bien, le preneur devra tolérer, jusqu'au jour de sa sortie, que des affiches soient apposées aux endroits les plus apparents et que les amateurs puissent le visiter librement et complètement, 2 jours par semaine (dont le samedi) et 2 heures consécutives par jour, à déterminer de commun accord.

Article 20 : Statuts et règlement d'ordre intérieur

Le preneur s'engage à respecter le règlement d'ordre intérieur de l'immeuble.

En cas de copropriété, le preneur s'oblige à respecter les statuts de copropriété ainsi que toutes les modifications qui y seraient apportées et à en assurer l'exécution.

Il s'engage également à respecter le règlement d'ordre intérieur et toutes les décisions prises par l'assemblée générale des copropriétaires.

Il s'engage à occuper les lieux en personne prudente et raisonnable et notamment :

1. A garder les lieux qui lui sont loués en excellent état de propreté.
2. A ne pas créer de nuisances sonores excessives dérangeant les autres occupants et cela plus particulièrement entre 22 heures et 7 heures.
3. A ne rien déposer dans les parties à usage commun et à éviter le salissement anormal des

communs.

Le preneur ne pourra détenir dans les lieux loués de marchandise susceptible de répandre de mauvaises odeurs dans l'immeuble ou dans le voisinage ou de présenter un danger quelconque. L'utilisation du gaz propane ou du gaz butane en bonbonnes est interdite sous peine de résiliation du contrat.

Article 21 : Cession et sous-location

La cession et la sous-location sont interdites.

Article 22 : Retards de paiement

Tout montant dû par le preneur et non payé 30 jours après son échéance produira de plein droit sans mise en demeure, au profit du bailleur, un intérêt de 5% par an à partir de son échéance, l'intérêt de tout mois commencé étant dû pour le mois entier.

Le non-paiement répété des loyers dus aux échéances fixées est une cause de résiliation du bail.

Article 23 : Résolution aux torts du preneur

En cas de résolution judiciaire du bail à ses torts, le preneur devra supporter tous les frais, débours et dépens quelconques provenant ou à provenir du chef de cette résolution et payer, outre les loyers et charges venus à échéance avant son départ, une indemnité forfaitaire et irréductible équivalente à 3 mois de loyer.

Article 24 : Certificat de performance énergétique

Le preneur reconnaît avoir reçu une copie certificat PEB.

Article 25 : Obligations au décès du preneur - solidarité

Le présent contrat prend fin de plein droit au décès du locataire survivant. La résiliation du présent bail est opposable de plein droit à tout membre du ménage du locataire (sous réserve des dispositions de l'article 215 § 2 du Code Civil).

Les obligations du présent bail sont indivisibles et solidaires à l'égard des preneurs, de leurs héritiers ou de leurs ayants droit, à quelque titre que ce soit.

Article 26 : Election de domicile

Pour toutes les obligations découlant du présent bail, le preneur fait, par les présentes, élection de domicile dans le bien loué, tant pour la durée du bail que pour ses suites, même s'il reste effectivement domicilié ailleurs.

En cas de changement d'état civil en cours de bail, par mariage notamment, le preneur sera tenu d'en avertir sans retard le bailleur par courrier en précisant, le cas échéant, l'identité complète du conjoint.

Article 27 : Enregistrement

Les formalités de l'enregistrement et les frais éventuels qui y sont liés sont à charge du bailleur.

Le bailleur s'engage à enregistrer le bail dans les deux mois de sa signature, de même que les annexes signées et l'état des lieux d'entrée. Il remet la preuve au preneur.

Si le bailleur manque à cette obligation, le preneur peut mettre fin au bail, sans préavis ni indemnité, pour autant qu'il ait adressé au bailleur une mise en demeure d'enregistrer le bail et que cette dernière soit restée sans suite utile pendant un mois.

Article 28 : Annexes

Par la signature du présent contrat, le preneur reconnaît expressément avoir reçu les annexes suivantes :

1. Note explicative établie par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 218, §4 du Code bruxellois du Logement. Le preneur ne peut, sur base de cette annexe, se prévaloir en sa faveur d'aucune dérogation à la loi ou au présent bail.
2. Liste non limitative des réparations, travaux et entretiens incombant impérativement au preneur ou au bailleur.
3. Certificat PEB
4. Etat des lieux d'entrée
5. Règlement d'ordre intérieur de l'immeuble, du jardin et du local vélo
6. Plans du logement

Article 29 : Conditions particulières

Aucune.

Fait en deux exemplaires chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Regie van Grondbeleid – Standaard huurovereenkomst van hoofdverblijf (DWC) – Goedkeuring.

32 Régie Foncière – Convention type de bail de résidence principale – Approbation.

Le Conseil Communal,

Vu l'ordonnance du 27 juillet 2017 visant la régionalisation du bail d'habitation ;

Vu les articles 1708 à 1762bis du Code civil ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le contrat de bail de résidence principale adopté par le Conseil communal ;

Considérant qu'il convient d'adapter le texte de la convention type de bail de résidence principale afin de tenir compte de l'évolution de la loi et de la jurisprudence ;

DECIDE :

D'approuver la convention type de bail de résidence principale reproduite ci-après qui remplace les versions antérieures.

BAIL DE RESIDENCE PRINCIPALE

ENTRE

Le bailleur : La Commune d'Etterbeek (Gérance : service de la Régie Foncière, avenue des Casernes 31 bte 1 à 1040 Etterbeek), représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent **Monsieur Vincent DE WOLF**, Bourgmestre et **Madame Annick PETIT**, Secrétaire Communale.

(ci-dessous dénommé « le bailleur »)

ET

Le preneur : né(e) à le (N° de registre national :) domicilié(e)(s)

(ci-dessous dénommé « le preneur »)

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet du contrat

Le bailleur donne à titre de bail à loyer au preneur, qui accepte, situé au étage de l'immeuble

sis à 1040 Etterbeek comprenant 1 cuisine semi/équipée, 1 salle de bain, 1 WC, chambres, 1 buanderie, ... (cfr plan ci-annexé), 1 cave/grenier, 1 jardin/cour ; parfaitement connu du preneur qui déclare l'avoir visité et s'engage à l'occuper en personne prudente et raisonnable.

Article 2 : Destination

Les lieux sont loués en tant que résidence principale du preneur et de sa famille.

Le logement peut être occupé au maximum par personnes (conformément à l'article 6 du règlement d'attribution de la Régie Foncière).

A ce titre, le preneur déclare que les personnes suivantes élisent domicile dans les lieux loués :

Nom	Prénom	Lien de parenté	Autres renseignements
-----	--------	-----------------	-----------------------

Le preneur a l'obligation de signaler au bailleur tout changement dans la composition des personnes habitant effectivement le bien loué.

Tout dépassement du chiffre de l'article 2 alinéa 2 constitue un cas de surpeuplement qui peut donner lieu le cas échéant à la résiliation unilatérale du bail par le bailleur.

Le preneur ne pourra changer la destination du bien loué.

Il ne pourra affecter une partie de l'habitation à l'exercice d'une activité professionnelle. De même, il ne pourra déduire, à quelque titre que ce soit, les loyers et charges de ses revenus.

En cas de non-respect de l'alinéa précédent, le preneur sera redevable au bailleur de tous les impôts supplémentaires mis, le cas échéant, à charge de ce dernier, même si cette exigence fiscale survient après son départ, la clause éventuelle « pour solde de tout compte » ne couvrant pas la présente éventualité.

Article 3 : Durée

3.1. Durée initiale

Le bail est conclu pour une durée de année(s) prenant cours le et se terminant le .

3.2 Prorogation du bail

A défaut d'un congé notifié par l'une ou l'autre des parties au moins 3 mois avant l'échéance du bail ou de sa prorogation, ou si le preneur continue à occuper les lieux sans opposition du bailleur, le bail est réputé conclu pour une durée de **9 ans** à compter de la date de son entrée en vigueur initiale.

Le bail prendra fin à l'expiration des 9 ans moyennant un congé notifié au moins 6 mois avant l'échéance pour le bailleur et 3 mois pour le preneur.

A défaut de congé notifié dans ce délai, le bail sera chaque fois prorogé aux mêmes conditions pour une durée de 3 ans.

3.3 Résiliation anticipée du bail de courte durée par le preneur

Pour les baux de courte durée (3 ans maximum), le preneur peut donner congé à tout moment moyennant le respect d'un préavis de trois mois et le paiement d'une indemnité égale à un mois de loyer.

3.4 Résiliation anticipée du bail de 9 ans par le preneur

Le preneur peut donner congé à tout moment moyennant le respect d'un préavis de trois mois.

Toutefois si le preneur met fin au bail au cours du 1^{er} triennat le bailleur a droit à une indemnité égale à 3 mois de loyer, à 2 mois de loyer ou à 1 mois de loyer selon que le bail prend fin au cours de la première, de la deuxième ou de la troisième année.

3.5 Préavis

Le préavis démarre le 1^{er} jour du mois qui suit l'envoi du congé (la date du cachet de la poste faisant foi).

Le renon peut être envoyé :

- par courrier simple,
- par courrier recommandé avec accusé de réception,
- par mail (attention un courrier signé doit être joint au mail),
- ou déposé contre accusé de réception.

3.6 Résiliation anticipée du bail de 9 ans par le bailleur

Le bailleur peut mettre fin au bail de 9 ans conformément à l'article 237 § 3 et § 4 du Code Bruxellois du Logement.

Article 4 : Loyer

La présente location est consentie et acceptée, moyennant un loyer mensuel de €.

Sauf nouvelles instructions du bailleur, le loyer est payable au plus tard pour le **10 du mois en cours**, au compte **BE61 0910 0597 4017** de la Régie Foncière (Administration Communale d'Etterbeek).

Article 5 : Indexation

Conformément à l'article 1728bis du Code civil, le loyer sera adapté une fois par an, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du bail suivant la formule suivante :

Loyer de base x nouvel index de santé

Index de santé de base

Le loyer de base est celui mentionné à l'article 4.

L'index de base est celui du mois qui précède celui de la conclusion du bail, soit, .

L'indice nouveau est celui du mois qui précède celui de l'anniversaire de l'entrée en vigueur du bail.

Article 6 : Loyer de référence

Conformément à l'Ordonnance du 08.10.2021 visant à instaurer une commission paritaire locative et à lutter contre les loyers abusifs, le contrat de bail doit mentionner un loyer de référence, calculé sur base d'une grille indicative des loyers (<https://loyers.brussels>) et exprimé sous la forme d'une fourchette indicative.

Le loyer de référence pour le logement visé à l'article 1 du présent bail se situe entre € et €.

Article 7 : Provisions charges communes et charges privées

Le preneur versera avec le loyer, une **provision mensuelle** de € destinée à couvrir les charges communes et privées.

Une fois par an, un décompte détaillé des charges et consommations sera adressé au preneur.

Si le décompte est supérieur aux provisions versées, le preneur devra s'acquitter de la différence.

Si les provisions déjà versées par le preneur sont supérieures au décompte, le surplus lui sera remboursé.

Les documents justificatifs pourront être consultés sur rendez-vous à l'administration communale d'Etterbeek – Service de la Régie Foncière (contact : regielocataire@etterbeek.brussels).

Le bailleur se réserve le droit de modifier, avec préavis d'un mois, la provision mensuelle, en fonction de l'évolution du montant annuel des charges.

Il sera tenu compte des consommations précédentes et de l'évolution des prix.

Article 8 : Garantie

Afin d'assurer la bonne et entière exécution de ses obligations, le preneur constituera, au profit du bailleur, **avant l'entrée en vigueur du bail et avant la remise des clés**, une garantie.

La garantie sera libérée à la sortie des lieux loués et après que la bonne et entière exécution de **toutes les obligations du preneur**, y compris le paiement des loyers et des charges, aura été constatée par le bailleur, sous déduction des sommes éventuellement dues.

La garantie ne pourra en aucun cas, en cours de bail, être affectée **par le preneur** au paiement des loyers ou de charges quelconques.

Lorsque la garantie est établie **sous forme de compte bloqué au nom du preneur (article 8 1. ci-après)**, elle correspondra à **deux mois** de loyer.

Si elle est constituée **sous une autre forme**, elle correspondra à **trois mois** de loyer.

En cas d'augmentation du loyer en cours de bail, la garantie pourra être adaptée proportionnellement.

Les parties conviennent que le preneur opte pour une garantie prévue à **l'article 248 du Code bruxellois du logement**, le preneur pourra librement choisir une des formules suivantes (biffer les mentions inutiles) :

1. Conformément à l'article 248, §1, §2, 1° et §3 du Code bruxellois du logement, le preneur dépose une somme équivalente à deux mois de loyer, soit € sur un **compte individualisé et bloqué** ouvert à son nom auprès de l'agence de la banque BELFIUS, place Jourdan.

Les intérêts produits sont capitalisés au profit du preneur.

La garantie sera libérée moyennant production soit d'un accord écrit des parties, soit copie d'une décision judiciaire.

2. Conformément à l'article 248, §2, 2° du Code bruxellois du logement, le preneur constitue **une garantie bancaire** d'un montant de € en faveur du bailleur auprès d'une institution financière établie en Belgique (celle auprès de laquelle le preneur dispose du compte bancaire sur lequel sont versés ses revenus professionnels ou de remplacement), par laquelle cette dernière s'engage à verser au bailleur les sommes dues par le preneur en vertu de l'exécution du présent contrat, sur production soit d'un accord écrit des parties soit d'une copie d'une décision judiciaire.

3. Conformément à l'article 248, §2, 3° du Code bruxellois du logement, le preneur constitue **une garantie bancaire** d'un montant de € résultant du contrat-type entre un **CPAS** et une institution financière, par laquelle cette dernière s'engage à verser au bailleur les sommes dues par le preneur en vertu de l'exécution du présent contrat, sur production soit d'un accord écrit des parties soit d'une copie d'une décision judiciaire.

Dans les cas où le preneur opte pour une garantie bancaire (point **2.** et **3.** ci-avant), le bailleur recevra un formulaire de la banque attestant que la garantie est octroyée (article 248, §6 du Code bruxellois du logement).

Article 9 : Charges communes et charges privées de l'immeuble

9.1 Le preneur paiera la quote-part des charges communes de l'immeuble sur la base des relevés établis par le service de la Régie Foncière.

Les charges communes locatives comprennent tous les frais de consommation et d'entretien relatifs aux communs de l'immeuble et notamment (sans que cette énumération soit limitative) :

- la location et le relevé des compteurs communs,
- les consommations d'eau, d'électricité, de gaz,
- les frais d'entretien, de contrôles périodiques et d'assurance des ascenseurs, appareils communs de chauffage, d'éclairage, et autres appareillages,
- les frais liés au contrôle et à l'entretien des installations de sécurité (détecteurs, extincteurs,

alarme, caméras, etc.),

- l'entretien du jardin, des fosses septiques, des égouts et des dégraisseurs,
- les frais de gestion en ce compris la rémunération versée au syndic, les salaires, assurances et charges sociales du concierge et du personnel chargé de l'entretien des parties communes et
- toute charge découlant de la législation et des usages en matière locative.

Si le nettoyage des parties communes n'est pas effectué par le bailleur, le preneur entretiendra, en accord avec les autres occupants de l'immeuble, le palier de son étage et la volée d'escaliers entre celui-ci et l'étage inférieur.

Si la location porte sur le rez-de-chaussée, le preneur devra nettoyer le hall et le trottoir ainsi que la porte d'entrée de l'immeuble (l'entretien comprend le déneigement et le salage du trottoir).

Si le nettoyage est normalement effectué par les occupants de l'immeuble, le bailleur se réserve le droit de faire nettoyer la cage d'escalier aux frais des locataires par la firme spécialisée ou le personnel chargé du nettoyage :

- s'il n'y a pas d'accord entre les occupants et que le nettoyage n'est plus effectué
- en cas de réclamation fondée d'un occupant,

Le preneur s'engage alors à payer sa quote-part dans les frais de nettoyage qui seraient commandés par le bailleur.

9.2 Mode de calcul de la quote-part : la quote-part à supporter par le preneur est déterminée par le bailleur. Cette quote-part est fixée d'après la surface des locaux occupés par rapport aux surfaces habitables et commerciales totales de l'immeuble.

Le nombre de millièmes attribué au logement est fixé à .

Les frais de consommation d'eau sont calculés en fonction d'un compteur de passage.

La formule de calcul est la suivante :

Charges totales x millièmes du logement x mois d'occupation

Produit des millièmes et mois d'occupation de l'ensemble des locataires.

Les frais d'entretien des jardins intérieurs seront répartis exclusivement entre les locataires des immeubles donnant sur les jardins sur la base des quotités respectives des logements et commerces.

L'entretien des cours arrières communes à certains immeubles pourra, si les locataires sont défaillants, être assuré aux frais de ceux-ci par une firme spécialisée désignée par le bailleur.

9.3 Charges privées

a. Les abonnements privés aux distributions d'eau, d'électricité, gaz, téléphone, radio, télévision, internet et autres, sont à charge du preneur ainsi que tous les frais y relatifs tels que raccordements, location des compteurs, coût des consommations, relevés, frais d'abonnement, taxes diverses, etc.

Le bailleur ne sera pas responsable des inconvénients ou dommages qui pourraient résulter des distributions ou installations d'eau, de gaz et d'électricité.

N° compteur d'eau

N° compteur gaz

N° compteur d'électricité

Code EAN gaz

Code EAN électricité

b. Si l'immeuble est pourvu d'une installation collective de chauffage ou de distribution d'eau avec compteurs individuels/répartiteurs de chaleurs, les frais y relatifs sont établis par le bailleur, la copropriété ou le syndic. Le décompte est établi suivant les compteurs et/ou répartiteurs.

N° compteur de passage d'eau

N° compteur de passage gaz

N° compteur de passage d'électricité

La provision mensuelle pour participer à ces charges est comprise dans la provision mensuelle destinée à couvrir les charges communes.

Article 10 : Etat des lieux

10.1 Le bien est loué dans l'état où il se trouve, bien connu du preneur qui déclare l'avoir visité et examiné dans tous ses détails.

10.2 Les parties conviennent qu'il sera procédé, **avant l'entrée du preneur**, et à frais partagés, à l'établissement d'un état des lieux établi par expert.

Le bailleur étant soumis à la loi sur les marchés publics, l'expert sera celui désigné pour l'exercice concerné.

L'état des lieux sera annexé au présent contrat et soumis à l'enregistrement.

10.3 Sauf convention contraire écrite conclue au plus tard 2 mois avant la fin du bail, l'état des lieux de sortie sera également établi à frais partagés selon les mêmes modalités qu'à l'entrée, après que le preneur aura entièrement libéré les lieux et au plus tard 7 jours après le dernier jour du bail. L'expert désigné par marché public dressera l'état des lieux de sortie et a pour mission de constater et d'évaluer les dégâts dont le preneur est responsable.

Les compteurs d'eau, de gaz et d'électricité devront rester ouverts jusqu'à la fin de l'état des lieux.

10.4 Tant à l'entrée qu'à la sortie, la décision de l'expert liera définitivement les parties.

10.5 Les dégradations causées par le preneur pendant la durée de la location et qui ne résultent pas de l'usage normal ou de la vétusté, devront être réparées à ses frais.

Le montant des travaux à effectuer pourra être revendiqué d'office par le bailleur sur la garantie locative versée par le preneur et le bailleur se réserve le droit de lui réclamer le surplus éventuel.

A défaut de réparation par le preneur, le devis des travaux à réaliser sera établi par un entrepreneur désigné à cette fin par le bailleur.

10.6 Lors de la cessation du contrat, le preneur doit rendre le logement et la cave libres de tout mobilier ou objets entreposés. Il doit de plus présenter les lieux dans un bon état de propreté, à défaut de quoi, les frais de déménagement, de nettoyage, ou même de désinfection pourront lui être portés en charge et défalqués de la garantie locative.

10.7 Un état des lieux du jardin privé/de la cour sera établi. Le preneur a la charge de l'entretien des plantes, haies et pelouse ou toute autre plantation. Il peut ajouter des plantes décoratives mais ne peut transformer le terrain en potager ou y élever des animaux.

10.8 Les clés seront remises au preneur après la signature du présent contrat et à condition qu'il donne la preuve qu'il a contracté une assurance et versé sa garantie locative.

Article 11 : Entretien - Réparations

11.1 Principes

Le preneur est tenu d'effectuer les travaux de menu entretien ainsi que les réparations locatives qui ne sont pas occasionnées par la vétusté ou la force majeure.

Le bailleur devra pour sa part effectuer, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que les travaux de menu entretien et les réparations locatives ainsi que ceux qui résultent de la faute du preneur.

11.2 Liste des réparations et travaux d'entretien impérativement à charge du preneur ou du bailleur

Les principales réparations d'entretien et travaux à charge respectivement du preneur et du bailleur

sont énumérés aux annexes de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23.11.2017 déterminant la liste non-limitative des réparations et travaux d'entretien impérativement à charge du preneur ou du bailleur.

Les parties se référeront notamment à ces annexes pour déterminer leurs obligations respectives. A défaut de mention dans ces annexes, les travaux de menu entretien et les réparations locatives à charge du preneur sont déterminés conformément à l'usage des lieux.

11.3 Réparations et travaux d'entretien à l'usage commun de plusieurs unités d'habitation

Lorsque les réparations et travaux d'entretien précités peuvent être mis à charge du preneur et sont destinés à l'usage commun de plusieurs unités d'habitation, le bailleur pourra, sauf si le bail prévoit un forfait pour les charges et frais communs, réclamer au preneur le coût y afférent à titre de charges communes, conformément à la répartition prévue à l'article 9.

11.4 Entretien périodiques

L'entretien périodique des installations de chauffage est à charge du preneur et doit être fait tous les deux ans.

Le bailleur fera faire le contrôle et l'entretien périodique des installations de chauffage et de production d'eau chaude du preneur, par une firme agréée, désignée conformément à la réglementation sur les marchés publics à laquelle la Commune est soumise.

Les frais de cet entretien seront repris dans les charges annuelles du preneur (articles 7 et 9 du présent bail).

Le bailleur se réserve le droit de demander au preneur de faire procéder lui-même à l'entretien et au contrôle périodique de sa chaudière par un technicien agréé.

Le preneur devra dans ce cas présenter au bailleur l'**attestation de contrôle périodique** de la chaudière délivrée par le technicien.

11.5 Obligations d'information par le preneur

Le preneur informera dès que possible le bailleur des dysfonctionnements apparaissant dans le bien, en ce compris des travaux et réparations à charge du bailleur. Le preneur supportera toutes les conséquences résultant de l'absence d'information ou d'information tardive au bailleur sauf à démontrer que ce dernier ne pouvait ignorer les travaux ou réparations à sa charge.

11.6 Réparations urgentes

Si, durant le bail, le bien loué a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être postposées jusqu'à son échéance, le preneur devra les tolérer, même si elles l'incommodent, et même s'il est privé, pendant leur durée, d'une partie de la chose louée.

Le preneur devra tolérer les travaux, même si ces derniers durent plus de 40 jours et déclare renoncer à toute indemnité pour nuisance dans son occupation.

En aucun cas, le preneur ne pourra (faire) exécuter de sa propre initiative des travaux ou réparations incombant au bailleur et ne présentant un caractère d'urgence absolue.

11.7 Divers

Sont également à charge du preneur les réparations incombant normalement au bailleur, mais nécessitées du fait du preneur ou d'un tiers engageant sa responsabilité.

Si le preneur reste en défaut de remplir ses obligations d'entretien précisées ci-dessus, le bailleur aura le droit de faire exécuter les travaux nécessaires aux frais du preneur, qui sera tenu comme seul responsable des accidents provenant du mauvais usage ou entretien du matériel visé.

Pour la collecte des déchets ménagers, l'usage de sacs du modèle requis par les services de collecte ainsi que le respect des horaires de sortie sur la voie publique sont obligatoires.

Les sacs seront soigneusement fermés.

Tout autre dépôt doit se conformer aux règlements émis par la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Etterbeek.

Article 12 : Travaux

12.1 Modification du bien loué par le preneur

a) Tous travaux, embellissements, améliorations, transformations du bien loué ne pourront être effectués qu'avec l'accord écrit, préalable du bailleur.

Sauf convention contraire, écrite et préalable, ils seront acquis sans indemnité au bailleur qui conservera toutefois la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état primitif.

b) Le preneur est tenu de souscrire les assurances et de demander toutes les autorisations administratives nécessaires (permis d'urbanisme, autorisations et examen par les services d'incendie, etc.) à ses frais exclusifs, et d'en produire la preuve au bailleur, à première demande. En outre, le preneur se conformera aux impositions de l'acte de base et du règlement d'ordre intérieur.

Si le preneur ne satisfait pas à l'une de ces obligations et même si les travaux ont été autorisés, le bailleur pourra ordonner l'arrêt immédiat des travaux et exiger la remise en état des lieux, aux frais du preneur.

c) Le preneur ne pourra utiliser le toit ou la façade de l'immeuble pour y installer une antenne extérieure ou une parabole et d'une manière plus générale, pour y fixer quoi que ce soit.

12.2 Travaux du bailleur destinés à améliorer la performance énergétique

Le bailleur peut, si le bail a une durée supérieure à trois ans, après avertissement du preneur par courrier recommandé au moins un mois à l'avance, en cours de bail mais au maximum une fois par triennat, exécuter dans le bien loué tous travaux destinés à améliorer la performance énergétique du bien loué, aux conditions prévues par l'article 221 du Code bruxellois du Logement.

Le bailleur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour réaliser les différents investissements simultanément, afin de limiter au maximum les désagréments causés au preneur par les travaux.

En outre, les parties peuvent convenir à tout moment, de façon expresse et au plus tard un mois avant l'exécution de travaux visés ci-dessus, que ceux-ci donneront lieu à une augmentation du loyer en lien direct avec les économies d'énergie attendues des travaux réalisés, l'augmentation du loyer devant être proportionnelle au coût réel des travaux et à l'amélioration de la performance énergétique.

Article 13 : Recours

Le preneur ne pourra exercer de recours contre le bailleur que s'il est établi que ce dernier, ayant été avisé de réparations qui lui incombent, n'a pas pris aussitôt que possible toutes mesures pour y remédier. Il en sera de même des responsabilités découlant des articles 1386 et 1721 du Code Civil.

Le preneur signalera immédiatement au bailleur tout accident dont ce dernier pourrait être rendu responsable. Il en fera autant pour les dégâts occasionnés au gros-œuvre de l'immeuble ou toutes autres réparations mises par la loi ou par le bail à charge du propriétaire ; à défaut de le faire, le preneur engagera sa responsabilité.

Le preneur s'engage à signaler au bailleur dans les trois jours tout recours de tiers relatif au bien loué.

Article 14 : Impôts

A l'exception du précompte immobilier, tous les impôts et taxes quelconques mis ou à mettre sur les lieux loués, ou en raison de leur occupation, par l'Etat, la Région, la Commune ou par toute autorité publique devront être payés par le preneur proportionnellement à la durée de son occupation.

Article 15 : Assurances

Le bailleur a souscrit auprès de sa compagnie d'assurance une clause d'abandon de recours en faveur du preneur. Par conséquent le preneur est exonéré de sa responsabilité en matière de risque incendie et périls connexes tels que définis par le contrat d'assurance.

En contrepartie, le preneur s'engage à prendre en charge sa quote-part de la prime d'assurance de l'immeuble telle que stipulé à l'article 9.2 du présent contrat de bail type.

S'il s'avère, sur la base des conclusions de l'expert de l'assurance que la responsabilité exclusive du locataire est engagée dans un sinistre, le preneur s'engage à prendre en charge la franchise indexée prévue par le contrat d'assurance. Cette franchise sera portée en compte dans le relevé annuel des charges du preneur.

Le preneur s'engage formellement à prendre une assurance responsabilité civile locative et contenu – en ce compris l'incendie, les dégâts des eaux, bris de vitre – étant entendu que la police exclut la règle proportionnelle, auprès d'une compagnie d'assurance ayant son siège social en Belgique,

Les risques suivants doivent être couverts :

- Incendie et périls accessoires
- Tempête et grêle,
- Dégâts des eaux,
- Bris et fêlures de vitrage
- Assurance vol

Le preneur devra produire une copie de la police d'assurance couvrant les différents risques mentionnés ci-dessus, dans les trente jours de l'entrée en vigueur du bail.

Il devra également produire la preuve du paiement annuel des primes.

Le preneur ne pourra en aucun cas invoquer une renonciation tacite du bailleur à cette obligation, même si cette preuve ne lui est pas réclamée.

Article 16 : Animaux

Le preneur ne pourra posséder d'animaux qu'avec le consentement écrit et préalable du bailleur et pour autant qu'ils ne constituent pas de gêne, nuisance de quelque nature qu'elle soit.

Article 17 : Expropriation

En cas d'expropriation, le bailleur en avisera le preneur qui ne pourra lui réclamer aucune indemnité.

Le preneur ne pourra faire valoir ses droits que contre l'expropriant et ne pourra lui réclamer aucune indemnité qui viendrait diminuer les indemnités à allouer au bailleur.

Article 18 : Visites - Affichage

Pendant toute la durée du bail, le bailleur ou son délégué pourra visiter les lieux moyennant rendez-vous.

En outre, pendant toute la durée du préavis, ainsi qu'en cas de mise en vente du bien, le preneur devra tolérer, jusqu'au jour de sa sortie, que des affiches soient apposées aux endroits les plus apparents et que les amateurs puissent le visiter librement et complètement, 2 jours par semaine (dont le samedi) et 2 heures consécutives par jour, à déterminer de commun accord.

Article 19 : Statuts et règlement d'ordre intérieur

Le preneur s'engage à respecter le règlement d'ordre intérieur de l'immeuble.

En cas de copropriété, le preneur s'oblige à respecter les statuts de copropriété ainsi que toutes les

modifications qui y seraient apportées et à en assurer l'exécution.

Il s'engage également à respecter le règlement d'ordre intérieur et toutes les décisions prises par l'assemblée générale des copropriétaires.

Il s'engage à occuper les lieux en personne prudente et raisonnable et notamment :

1. A garder les lieux qui lui sont loués en excellent état de propreté.
2. A ne pas créer de nuisances sonores excessives dérangeant les autres occupants et cela plus particulièrement entre 22 heures et 7 heures.
3. A ne rien déposer dans les parties à usage commun et à éviter le salissement anormal des communs.

Le preneur ne pourra jamais détenir dans les lieux loués aucune marchandise de nature à répandre de mauvaises odeurs dans l'immeuble ou dans le voisinage ou susceptible de présenter un danger quelconque.

L'utilisation du gaz propane ou du gaz butane en bonbonnes est interdite sous peine de résiliation du contrat.

Article 20 : Cession et sous-location

La cession et la sous-location sont interdites.

Article 21 : Retards de paiement

Tout montant dû par le preneur et non payé 30 jours après son échéance produira de plein droit sans mise en demeure, au profit du bailleur, un intérêt de 5% par mois à partir de son échéance, l'intérêt de tout mois commencé étant dû pour le mois entier.

Le non-paiement répété des loyers dus aux échéances fixées est une cause de résiliation du bail.

Article 22 : Résolution aux torts du preneur

En cas de résolution judiciaire du bail à ses torts, le preneur devra supporter tous les frais, débours et dépens quelconques provenant ou à provenir du chef de cette résolution et payer, outre les loyers et charges venus à échéance avant son départ, une indemnité forfaitaire et irréductible équivalente à 3 mois de loyer.

Article 23 : Certificat de performance énergétique

Le preneur reconnaît avoir reçu une copie certificat PEB.

Article 24 : Obligations au décès du preneur - solidarité

Le présent contrat prend fin de plein droit au décès du locataire survivant. La résiliation du présent bail est opposable de plein droit à tout membre du ménage du locataire (sous réserve des dispositions de l'article 215 § 2 du Code Civil).

Les obligations du présent bail sont indivisibles et solidaires à l'égard des preneurs, de leurs héritiers ou de leurs ayants droit, à quelque titre que ce soit.

Article 25 : Election de domicile

Pour toutes les obligations découlant du présent bail, le preneur fait, par les présentes, élection de domicile dans le bien loué, tant pour la durée du bail que pour ses suites, même s'il reste effectivement domicilié ailleurs.

En cas de changement d'état civil en cours de bail, par mariage notamment, le preneur sera tenu d'en avertir sans retard le bailleur par courrier en précisant, le cas échéant, l'identité complète du conjoint.

Article 26 : Enregistrement

Les formalités de l'enregistrement et les frais éventuels qui y sont liés sont à charge du bailleur. Le bailleur s'engage à enregistrer le bail dans les deux mois de sa signature, de même que les annexes signées et l'état des lieux d'entrée. Il remet la preuve au preneur. Si le bailleur manque à cette obligation, le preneur peut mettre fin au bail, sans préavis ni indemnité, pour autant qu'il ait adressé au bailleur une mise en demeure d'enregistrer le bail et que cette dernière soit restée sans suite utile pendant un mois.

Article 27 : Annexes

Par la signature du présent contrat, le preneur reconnaît expressément avoir reçu les annexes suivantes :

1. Note explicative établie par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en application de l'article 218, §4 du Code bruxellois du Logement. Le preneur ne peut, sur base de cette annexe, se prévaloir en sa faveur d'aucune dérogation à la loi ou au présent bail.
2. Liste non limitative des réparations, travaux et entretiens incombant impérativement au preneur ou au bailleur.
3. Certificat PEB
4. Etat des lieux d'entrée
5. Règlement d'ordre intérieur de l'immeuble, du jardin et du local vélo
6. Plans du logement

Article 28 : Conditions particulières

Aucune.

Fait en deux exemplaires chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Regie van Grondbeleid – Standaard huurovereenkomst van hoofdverblijf – Goedkeuring.

2 annexes / 2 bijlagen

ANNEXE-EXPLICATIVE-FR.pdf, Repartition-des-reparations-et-travaux-d'entretien-entre-propretaire-et-locataire.pdf

33 Régie Foncière – Convention type de bail commercial – Approbation. (Complémentaire)

Le Conseil Communal,

Vu la loi du 30 avril 1951 sur les baux commerciaux ;

Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le contrat de bail commercial adopté par le Conseil communal ;

Considérant qu'il convient d'adapter la convention type de bail commercial afin de tenir compte de l'évolution de la loi et de la jurisprudence ;

DECIDE :

D'approuver la convention type de bail commercial reproduite ci-après qui remplace les versions antérieures.

BAIL COMMERCIAL

ENTRE

Le bailleur : La Commune d'Etterbeek (Gérance : service de la Régie Foncière, avenue des Casernes 31 bte 1 à 1040 Etterbeek), représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins au nom

duquel agissent **Monsieur Vincent DE WOLF**, Bourgmestre et **Madame Annick PETIT**, Secrétaire Communale.

(ci-dessous dénommé « le bailleur »)

ET

Le preneur :

Mr/Mme né(e) à le (N° de registre national :) domicilié(e)(s)

OU

La S.A./SRL/ASBL dont le siège social est établi inscrite à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° représentée par Mr/Mme né(e) à le en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés suivant la décision du parue au Moniteur belge du .

(ci-dessous dénommé « le preneur »)

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet du contrat

Le bailleur donne à titre de bail commercial au preneur qui accepte, l'emplacement commercial sis au rez-de-chaussée de l'immeuble **à 1040 Etterbeek** bien connu du preneur qui déclare l'avoir visité et **s'engage à l'occuper en personne prudente et raisonnable.**

Pour la description du commerce se référer au **plan ci-annexé.**

Article 2 : Destination

Les lieux sont loués **dans l'état où ils se trouvent** pour l'activité commerciale décrite ci-après : .

Le preneur déclare avoir effectué toutes les démarches nécessaires et pris toutes les informations quant au respect des dispositions urbanistiques, environnementales, de sécurité alimentaire, ... et aux autorisations administratives nécessaires pour exercer dans les lieux l'activité projetée.

Le bailleur n'assume donc aucune obligation de garantie quant à la destination du bien louée projetée ou décrite dans le présent contrat.

Tous droits ou amendes dus en application de la législation seront exclusivement supportés par le preneur qui déclare connaître toutes les caractéristiques du bien loué.

Dans l'hypothèse où certains travaux seraient imposés par la destination des lieux ou par les autorités administratives pour quelles que raisons que ce soient (urbanistiques, environnementales, en matière de sécurité alimentaire et de sécurité incendie, ...) pour leur exploitation, ceux-ci seront à la charge exclusive du preneur.

Aucune modification à cette affectation des lieux ne peut être apportée par le preneur sans l'accord préalable et écrit du bailleur qui pourra toujours la refuser sans devoir en justifier les motifs et sans que le preneur ait un recours quelconque du chef de ce refus.

Article 3 : Durée

3.1 Durée initiale

Le bail est consenti pour une durée de neuf années prenant cours le et se terminant le .

3.2 Renouvellement du bail

Le bail commercial peut être renouvelé trois fois.

Le preneur doit notifier au bailleur sa volonté de reconduire le bail par lettre recommandée entre le 18^e et le 15^e mois avant l'expiration du bail en cours.

Cette demande doit indiquer les conditions auxquelles le locataire est disposé à conclure le nouveau bail et préciser qu'à défaut de réponse du bailleur, suivant les mêmes voies et dans les trois mois faisant état de son refus, de la proposition d'autres conditions ou de l'offre d'un tiers, le bail sera présumé renouvelé aux conditions proposées par le locataire.

3.3 Fin de bail anticipative

Le preneur aura la faculté de mettre fin au bail en cours à l'expiration de chaque période de trois ans moyennant un préavis notifié par lettre recommandée au moins six mois à l'avance.

Les parties peuvent mettre fin au bail en cours à tout moment, sans préavis à condition que leur accord soit constaté par acte authentique ou par une déclaration devant le juge de paix.

Article 4 : Loyer

La présente location est consentie et acceptée, moyennant un loyer mensuel de €.

Sauf nouvelles instructions du bailleur, le loyer est payable par anticipation, et au plus tard le dernier jour ouvrable précédant le **28** de chaque mois, au compte **BE61 0910 0597 4017** de la Régie Foncière (Administration Communale d'Etterbeek).

Article 5 : Indexation

Conformément à l'article 1728bis du Code civil, le loyer sera adapté de plein droit une fois par an, à la date anniversaire de l'entrée en vigueur du bail suivant la formule suivante :

$$\text{Loyer de base} \times \text{nouvel index de santé}$$

Index de santé de base

Le loyer de base est celui mentionné à l'article 4.

L'index de base est celui du mois qui précède celui de la conclusion du bail, soit, .

L'indice nouveau est celui du mois qui précède celui de l'anniversaire de l'entrée en vigueur du bail.

Article 6 : Provisions charges communes et charges privées

Le preneur versera avec le loyer, une **provision mensuelle** de € destinée à couvrir les charges communes et privées.

Une fois par an, un décompte détaillé des charges et consommations sera adressé au preneur.

Si le décompte est supérieur aux provisions versées, le preneur devra s'acquitter de la différence.

Si les provisions déjà versées par le preneur sont supérieures au décompte, le surplus lui sera remboursé.

Les documents justificatifs pourront être consultés sur rendez-vous à l'administration communale d'Etterbeek – Service de la Régie Foncière (contact : regielocataire@etterbeek.brussels).

Le bailleur se réserve le droit de modifier, avec préavis d'un mois, la provision mensuelle, en fonction de l'évolution du montant annuel des charges.

Il sera tenu compte des consommations précédentes et de l'évolution des prix.

Article 7 : Précompte immobilier

Le précompte immobilier est à charge du preneur pour la quotité correspondante à son commerce. Cette quotité est déterminée d'après le revenu cadastral du commerce (ventilation officieuse de l'administration compétente).

Le preneur versera avec le loyer, une **provision mensuelle** de € à valoir sur le précompte immobilier.

Si, en fin d'exercice, le précompte immobilier effectivement réclamé à la Commune par l'administration compétente dépasserait les montants versés à titre de provision, le surplus serait réclamé au preneur.

Dans le cas contraire, le trop-perçu lui sera remboursé.

Le bailleur se réserve le droit de modifier, avec préavis d'un mois, la provision mensuelle à verser en fonction de l'évolution du montant annuel du précompte.

Article 8 : Garantie

Afin d'assurer la bonne et entière exécution de ses obligations, le preneur constituera, au profit du bailleur, **avant l'entrée en vigueur du bail et avant la remise des clés**, une garantie égale à **cinq mois de loyer**, soit un montant de €.

Elle sera constituée sous l'une des formes suivantes (biffer les mentions inutiles) :

- 1. Garantie bancaire** en faveur du bailleur auprès d'une institution financière établie en Belgique, par laquelle cette dernière s'engage à verser au bailleur les sommes dues par le preneur en vertu de l'exécution du présent contrat (arriérés de loyer ou de charges, dégâts locatifs, etc.), sur production soit d'un accord écrit des parties soit d'une copie d'une décision judiciaire.
- 2. Dépôt de la garantie sur un compte individualisé et bloqué** ouvert au nom du preneur (de préférence auprès de l'agence de la banque BELFIUS, place Jourdan).

La garantie sera libérée à la sortie des lieux loués et après que la bonne et entière exécution de **toutes les obligations du preneur**, y compris le paiement des loyers et des charges, aura été constatée par le bailleur, sous déduction des sommes éventuellement dues.

La garantie ne pourra en aucun cas, en cours de bail, être affectée **par le preneur** au paiement des loyers ou de charges.

Article 9 : Charges communes et charges privées de l'immeuble

9.1 Le preneur paiera la quote-part des charges communes de l'immeuble sur la base des relevés établis par le service de la Régie Foncière.

Les charges communes locatives comprennent tous les frais de consommation et d'entretien relatifs aux communs de l'immeuble et notamment (sans que cette énumération soit limitative) :

- la location et le relevé des compteurs communs,
- les consommations d'eau, d'électricité, de gaz,
- les frais d'entretien, de contrôles périodiques et d'assurance des ascenseurs, appareils communs de chauffage, d'éclairage, et autres appareillages,
- les frais liés au contrôle et à l'entretien des installations de sécurité (détecteurs, extincteurs, alarme, caméras, etc.),
- l'entretien du jardin, des fosses septiques, des égouts et des dégraisseurs,
- les frais de gestion en ce compris la rémunération versée au syndic, les salaires, assurances et charges sociales du concierge et du personnel chargé de l'entretien des parties communes et
- toute charge découlant de la législation et des usages en matière locative.

Si le nettoyage des parties communes n'est pas effectué par le bailleur, le preneur entretiendra, en accord avec les autres occupants de l'immeuble, le palier de son étage et la volée d'escaliers entre celui-ci et l'étage inférieur.

Si la location porte sur le rez-de-chaussée, le preneur devra nettoyer le hall et le trottoir ainsi que la porte d'entrée de l'immeuble (l'entretien comprend le déneigement et le salage du trottoir).

Si le nettoyage est normalement effectué par les occupants de l'immeuble, le bailleur se réserve le droit de faire nettoyer la cage d'escalier par la firme spécialisée ou le personnel chargé du nettoyage:

- s'il n'y a pas d'accord entre les occupants et que le nettoyage n'est plus effectué
- en cas de réclamation fondée d'un occupant,

Le preneur s'engage alors à payer sa quote-part dans les frais de nettoyage qui seraient commandés par le bailleur.

9.2 Mode de calcul de la quote-part : la quote-part à supporter par le preneur est déterminée par le bailleur. Cette quote-part est fixée d'après la surface des locaux occupés par rapport aux surfaces habitables et commerciales totales de l'immeuble.

Le nombre de millièmes attribué au commerce est fixé à .

Les frais de consommation d'eau sont calculés en fonction d'un compteur de passage.

La formule de calcul est la suivante :

Charges totales x millièmes du commerce x mois d'occupation

Produit des millièmes et mois d'occupation de l'ensemble des locataires.

Les frais d'entretien des jardins intérieurs seront répartis exclusivement entre les locataires des immeubles donnant sur les jardins sur la base des quotités respectives des logements et commerces.

L'entretien des cours arrières communes à certains immeubles pourra, si les locataires sont défaillants, être assuré aux frais de ceux-ci par une firme spécialisée désignée par le bailleur.

9.3 Charges privées

a. Les abonnements privatifs aux distributions d'eau, d'électricité, gaz, téléphone, radio, télévision, internet et autres, sont à charge du preneur ainsi que tous les frais y relatifs tels que raccordements, location des compteurs, coût des consommations, relevés, frais d'abonnement, taxes diverses, etc.

Le bailleur ne sera pas responsable des inconvénients ou dommages qui pourraient résulter des distributions ou installations d'eau, de gaz et d'électricité.

N° compteur d'eau

N° compteur gaz

Code EAN gaz

N° compteur d'électricité

Code EAN électricité

b. Si l'immeuble est pourvu d'une installation collective de chauffage ou de distribution d'eau avec compteurs individuels/répartiteurs de chaleurs, les frais y relatifs sont établis par le bailleur, la copropriété ou le syndic. Le décompte est établi suivant les compteurs et/ou répartiteurs.

N° compteur de passage d'eau

N° compteur de passage gaz

N° compteur de passage d'électricité

La provision mensuelle pour participer à ces charges est comprise dans la provision mensuelle destinée à couvrir les charges communes.

Article 10 : Etat des lieux

10.1 Le bien est loué dans l'état où il se trouve, bien connu du preneur qui déclare l'avoir visité et examiné dans tous ses détails.

10.2 Les parties conviennent qu'il sera procédé, **avant l'entrée du preneur**, et à frais partagés, à l'établissement d'un état des lieux établi par expert.

Le bailleur étant soumis à la loi sur les marchés publics, l'expert sera celui désigné pour l'exercice concerné.

L'état des lieux sera annexé au présent contrat et soumis à l'enregistrement.

10.3 Sauf convention contraire écrite conclue au plus tard 2 mois avant la fin du bail, l'état des lieux de sortie sera également établi à frais partagés selon les mêmes modalités qu'à l'entrée, après que le preneur aura entièrement libéré les lieux et au plus tard 7 jours après le dernier jour du bail. L'expert désigné par marché public dressera l'état des lieux de sortie et a pour mission de constater et d'évaluer les dégâts dont le preneur est responsable.

Les compteurs d'eau, de gaz et d'électricité devront rester ouverts jusqu'à la fin de l'état des lieux.

10.4 Tant à l'entrée qu'à la sortie, la décision de l'expert liera définitivement les parties.

10.5 Les dégradations causées par le preneur pendant la durée de la location et qui ne résultent pas de l'usage normal ou de la vétusté, devront être réparées à ses frais.

Le montant des travaux à effectuer pourra être revendiqué d'office par le bailleur sur la garantie locative versée par le preneur et le bailleur se réserve le droit de lui réclamer le surplus éventuel.

A défaut de réparation par le preneur, le devis des travaux à réaliser sera établi par un entrepreneur désigné à cette fin par le bailleur.

10.6 Lors de la cessation du contrat, le preneur doit rendre le commerce et la cave libres de tout mobilier ou objets entreposés. Il doit de plus présenter les lieux dans un bon état de propreté, à défaut de quoi, les frais de déménagement, de nettoyage, ou même de désinfection pourront lui être portés en charge et défalqués de la garantie locative.

10.7 Un état des lieux du jardin privé/de la cour sera établi. Le preneur a la charge de l'entretien des plantes, haies et pelouse ou toute autre plantation. Il peut ajouter des plantes décoratives mais ne peut transformer le terrain en potager ou y élever des animaux.

10.8 Les clefs seront remises au preneur après la signature du présent contrat et à condition qu'il donne la preuve qu'il a contracté une assurance et versé sa garantie locative.

Article 11 : Entretien - Réparations

11.1 Principes

Le preneur est tenu d'effectuer les travaux de menu entretien ainsi que les réparations locatives qui ne sont pas occasionnées par la vétusté ou la force majeure.

Le bailleur devra pour sa part effectuer, pendant la durée du bail, toutes les réparations qui peuvent devenir nécessaires, autres que les travaux de menu entretien et les réparations locatives ainsi que ceux qui résultent de la faute du preneur.

11.2 Liste des réparations et travaux d'entretien impérativement à charge du preneur ou du bailleur

Les principales réparations d'entretien et travaux à charge respectivement du preneur et du bailleur sont énumérés aux annexes de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 23.11.2017 déterminant la liste non-limitative des réparations et travaux d'entretien impérativement à charge du preneur ou du bailleur.

Les parties se référeront notamment à ces annexes pour déterminer leurs obligations respectives. A défaut de mention dans ces annexes, les travaux de menu entretien et les réparations locatives à charge du preneur sont déterminés conformément à l'usage des lieux.

11.3 Réparations et travaux d'entretien à l'usage commun de plusieurs unités d'habitation

Lorsque les réparations et travaux d'entretien précités peuvent être mis à charge du preneur et sont destinés à l'usage commun de plusieurs unités d'habitation, le bailleur pourra, sauf si le bail prévoit un forfait pour les charges et frais communs, réclamer au preneur le coût y afférent à titre de charges communes, conformément à la répartition prévue à l'article 9.

11.4 Entretien périodiques

L'entretien périodique des installations de chauffage est à charge du preneur et doit être fait tous les deux ans.

Le bailleur fera faire le contrôle et l'entretien périodique des installations de chauffage et de production d'eau chaude du preneur, par une firme agréée, désignée conformément à la réglementation sur les marchés publics à laquelle la Commune est soumise.

Les frais de cet entretien seront repris dans les charges annuelles du preneur (articles 7 et 9 du présent bail).

Le bailleur se réserve le droit de demander au preneur de faire procéder lui-même à l'entretien et au contrôle périodique de sa chaudière par un technicien agréé.

Le preneur devra dans ce cas présenter au bailleur l'**attestation de contrôle périodique** de la chaudière délivrée par le technicien.

11.5 Obligations d'information par le preneur

Le preneur informera dès que possible le bailleur des dysfonctionnements apparaissant dans le bien, en ce compris des travaux et réparations à charge du bailleur. Le preneur supportera toutes les conséquences résultant de l'absence d'information ou d'information tardive au bailleur sauf à démontrer que ce dernier ne pouvait ignorer les travaux ou réparations à sa charge.

11.6 Réparations urgentes

Si, durant le bail, le bien loué a besoin de réparations urgentes et qui ne puissent être postposées jusqu'à son échéance, le preneur devra les tolérer, même si elles l'incommodent, et même s'il est privé, pendant leur durée, d'une partie de la chose louée.

Le preneur devra tolérer les travaux, même si ces derniers durent plus de 40 jours et déclare renoncer à toute indemnité pour nuisance dans son occupation.

En aucun cas, le preneur ne pourra (faire) exécuter de sa propre initiative des travaux ou réparations incombant au bailleur et ne présentant un caractère d'urgence absolue.

11.7 Divers

Sont également à charge du preneur les réparations incombant normalement au bailleur, mais nécessitées du fait du preneur ou d'un tiers engageant sa responsabilité.

Si le preneur reste en défaut de remplir ses obligations d'entretien précisées ci-dessus, le bailleur aura le droit de faire exécuter les travaux nécessaires aux frais du preneur, qui sera tenu comme seul responsable des accidents provenant du mauvais usage ou entretien du matériel visé.

Pour la collecte des déchets ménagers, l'usage de sacs du modèle requis par les services de collecte ainsi que le respect des horaires de sortie sur la voie publique sont obligatoires.

Les sacs seront soigneusement fermés.

Tout autre dépôt doit se conformer aux règlements émis par la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Etterbeek.

Article 12 : Travaux

12.1 Modification du bien loué par le preneur

a) Tous travaux, embellissements, améliorations, transformations du bien loué ne pourront être effectués qu'avec l'accord écrit, préalable du bailleur.

Sauf convention contraire, écrite et préalable, ils seront acquis sans indemnité au bailleur qui conservera toutefois la faculté d'exiger le rétablissement des lieux dans leur état primitif.

b) Le preneur pourra effectuer dans les lieux loués toutes transformations utiles à son entreprise dans les conditions prévues à l'article 7 de la loi du 30.04.1951 sur les baux commerciaux.

c) Tous travaux ou aménagements imposés par les autorités compétentes en application de législations ou règlements afin d'adapter les lieux loués ou de les maintenir adaptés à la destination prévue et/ou à l'activité du preneur, en ce compris pour des raisons de sécurité sont à la charge exclusive de celui-ci. Ces aménagements seront acquis sans indemnité au bailleur.

d) Le preneur est tenu de souscrire les assurances et de demander toutes les autorisations

administratives nécessaires (permis d'urbanisme, autorisations et examen par les services d'incendie, etc.) à ses frais exclusifs, et d'en produire la preuve au bailleur, à première demande. En outre, le preneur se conformera aux impositions de l'acte de base et/ou du règlement d'ordre intérieur.

Si le preneur ne satisfait pas à l'une de ces obligations et même si les travaux ont été autorisés, le bailleur pourra ordonner l'arrêt immédiat des travaux et exiger la remise en état des lieux, aux frais du preneur.

e) Le preneur ne pourra utiliser la façade de l'immeuble pour y installer une antenne extérieure ou une parabole et d'une manière plus générale, pour y fixer quoi que ce soit.

La pose d'enseignes lumineuses ou non, de marquises et tentes solaires, panneaux d'affichage et auvent est soumise à l'autorisation préalable de la Commune (Service de l'Urbanisme).

12.2 Travaux du bailleur destinés à améliorer la performance énergétique

Le bailleur peut, si le bail a une durée supérieure à trois ans, après avertissement du preneur par courrier recommandé au moins un mois à l'avance, en cours de bail mais au maximum une fois par triennat, exécuter dans le bien loué tous travaux destinés à améliorer la performance énergétique du bien loué, aux conditions prévues par l'article 221 du Code bruxellois du Logement.

Le bailleur s'engage à faire ses meilleurs efforts pour réaliser les différents investissements simultanément, afin de limiter au maximum les désagréments causés au preneur par les travaux.

En outre, les parties peuvent convenir à tout moment, de façon expresse et au plus tard un mois avant l'exécution de travaux visés ci-dessus, que ceux-ci donneront lieu à une augmentation du loyer en lien direct avec les économies d'énergie attendues des travaux réalisés, l'augmentation du loyer devant être proportionnelle au coût réel des travaux et à l'amélioration de la performance énergétique.

Article 13 : Recours

Le preneur ne pourra exercer de recours contre le bailleur que s'il est établi que ce dernier, ayant été avisé de réparations qui lui incombent, n'a pas pris aussitôt que possible toutes mesures pour y remédier. Il en sera de même des responsabilités découlant des articles 1386 et 1721 du Code Civil.

Le preneur signalera immédiatement au bailleur tout accident dont ce dernier pourrait être rendu responsable. Il en fera autant pour les dégâts occasionnés au gros-œuvre de l'immeuble ou toutes autres réparations mises par la loi ou par le bail à charge du propriétaire ; à défaut de le faire, le preneur engagera sa responsabilité.

Le preneur s'engage à signaler au bailleur dans les trois jours tout recours de tiers relatif au bien loué.

Article 14 : Impôts

Tous les impôt et taxes généralement quelconques et notamment le précompte immobilier mis ou à mettre sur les lieux loués, ou en raison de leur occupation, par l'Etat, la Région, la Commune ou par toute autorité publique sont exclusivement à charge du preneur en vertu de ce bail.

Article 15 : Assurances

Le bailleur a souscrit auprès de sa compagnie d'assurance une clause d'abandon de recours en faveur du preneur. Par conséquent le preneur est exonéré de sa responsabilité en matière de risque incendie et périls connexes tels que définis par le contrat d'assurance.

En contrepartie, le preneur s'engage à prendre en charge sa quote-part de la prime d'assurance de l'immeuble telle que stipulé à l'article 9.2 du présent contrat de bail.

S'il s'avère, sur la base des conclusions de l'expert de l'assurance que la responsabilité exclusive du preneur est engagée dans un sinistre, le preneur s'engage à prendre en charge la franchise indexée prévue par le contrat d'assurance. Cette franchise sera portée en compte dans le relevé annuel des

charges du preneur.

Le preneur s'engage formellement à prendre une assurance responsabilité civile locative et contenu – en ce compris l'incendie, les dégâts des eaux, bris de vitre – étant entendu que la police exclut la règle proportionnelle, auprès d'une compagnie d'assurance ayant son siège social en Belgique,

Les risques suivants doivent être couverts :

- Incendie et périls accessoires
- Tempête et grêle,
- Dégâts des eaux,
- Bris et fêlures de vitrage
- Assurance vol

Le preneur devra produire une copie de la police d'assurance couvrant les différents risques mentionnés ci-dessus, dans les trente jours de l'entrée en vigueur du bail.

Il devra également produire la preuve du paiement annuel des primes.

Le preneur ne pourra en aucun cas invoquer une renonciation tacite du bailleur à cette obligation, même si cette preuve ne lui est pas réclamée.

Article 16 : Animaux

Le preneur ne pourra posséder d'animaux qu'avec le consentement écrit et préalable du bailleur et pour autant qu'ils ne constituent pas de gêne, nuisance de quelque nature qu'elle soit.

Article 17 : Expropriation

En cas d'expropriation, le bailleur en avisera le preneur qui ne pourra lui réclamer aucune indemnité.

Le preneur ne pourra faire valoir ses droits que contre l'expropriant et ne pourra lui réclamer aucune indemnité qui viendrait diminuer les indemnités à allouer au bailleur.

Article 18 : Visites - Affichage

Pendant toute la durée du bail, le bailleur ou son délégué pourra visiter les lieux moyennant rendez-vous.

En outre, pendant toute la durée du préavis, ainsi qu'en cas de mise en vente du bien, le preneur devra tolérer, jusqu'au jour de sa sortie, que des affiches soient apposées aux endroits les plus apparents et que les amateurs puissent le visiter librement et complètement, 2 jours par semaine (dont le samedi) et 2 heures consécutives par jour, à déterminer de commun accord.

Article 19 : Statuts et règlement d'ordre intérieur

Le preneur s'engage à respecter le règlement d'ordre intérieur de l'immeuble et toutes les modifications qui y seraient apportées.

En cas de copropriété, le preneur s'oblige à respecter les statuts de copropriété ainsi que toutes les modifications qui y seraient apportées et à en assurer l'exécution.

Il s'engage également à respecter le règlement d'ordre intérieur et toutes les décisions prises par l'assemblée générale des copropriétaires.

Il s'engage à occuper les lieux en personne prudente et raisonnable et notamment :

1. A tenir l'emplacement loué constamment garni du matériel nécessaire à l'exploitation de son commerce et en excellent état de propreté.
2. A ne pas créer de nuisances sonores excessives dérangeant les autres occupants et cela plus particulièrement entre 22 heures et 7 heures.

3. A ne rien déposer dans les parties à usage commun et éviter le salissement anormal des communs.

Le preneur ne pourra jamais détenir dans les lieux loués aucune marchandise de nature à répandre de mauvaises odeurs dans l'immeuble ou dans le voisinage ou susceptible de présenter un danger quelconque.

L'utilisation du gaz propane ou du gaz butane en bonbonnes est interdite sous peine de résiliation du contrat.

Article 20 : Cession et sous-location

Le preneur ne pourra sous-louer le bien en tout ou en partie, ni céder ses droits sur ceux-ci qu'avec le consentement écrit et préalable du bailleur, à moins que la cession ou la sous-location ne soit faite ensemble avec la cession ou la location du fonds de commerce portant sur l'intégralité des droits du preneur, les dispositions de l'article 10 de la loi du 30.04.1951 sur les baux commerciaux étant applicables dans ce cas.

En tout état de cause, le preneur demeurera solidairement tenu de toutes les obligations résultant des présentes.

Article 21 : Retards de paiement

Tout montant dû par le preneur en vertu du présent bail produit de plein droit et sans mise en demeure, au profit du bailleur, un intérêt de 5% l'an à partir de son échéance. L'intérêt de tout mois commencé étant dû pour le mois entier.

Le non-paiement répété des loyers dus aux échéances fixées est une cause de résiliation du bail.

Article 22 : Résolution aux torts du preneur

En cas de résolution judiciaire du bail à ses torts, le preneur devra supporter tous les frais, débours et dépens quelconques provenant ou à provenir du chef de cette résolution et payer, outre les loyers et charges venus à échéance avant son départ, une indemnité forfaitaire et irréductible équivalente à 6 mois de loyer.

Article 23 : Obligations au décès du preneur - solidarité

Les obligations du présent bail sont indivisibles et solidaires à l'égard des preneurs, de leurs héritiers ou de leurs ayants droit, à quelque titre que ce soit.

Article 24 : Election de domicile

Pour toutes les obligations découlant du présent bail, le preneur fait, par les présentes, élection de domicile dans le bien loué, tant pour la durée du bail que pour ses suites, même s'il reste effectivement domicilié ailleurs.

L'élection de domicile n'a aucun rapport obligé avec la domiciliation réelle du preneur. Elle a exclusivement pour but de permettre au bailleur d'envoyer toute correspondance et de signifier tous actes de procédure à l'adresse du bien loué.

Le preneur communiquera en tout état de cause au bailleur l'adresse de son domicile légal ainsi que tout changement de celui-ci.

Article 25 : Enregistrement

L'enregistrement du bail et les frais y afférent sont à charge du preneur qui en transmettra la preuve au bailleur au plus tard 15 jours avant l'expiration du délai légal.

A défaut de ce faire, le bailleur procédera lui-même à l'enregistrement du bail dont les frais seront à

payer par le preneur avec le prochain loyer.

Article 26 : Annexes

1. Plan du commerce
2. Etat des lieux d'entrée
3. Règlement d'ordre intérieur de l'immeuble et du jardin

Article 27 : Conditions particulières

Aucune.

Fait en deux exemplaires chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Regie van Grondbeleid – Standaard handelshuurovereenkomst – Goedkeuring. (Aanvullend)

Coordination du projet Jardins de la Chasse - Coördinatie van het Jachthofproject

34 Avenue d'Auderghem 115/117 – Conception, réalisation et financement de la réhabilitation du site de l'ancienne maison communale – Informations complémentaires de l'avis de marché (Complémentaire)

Le Conseil communal,

Vu la décision du Conseil communal du 24.01.22 qui a approuvé les conditions et le mode de passation du marché relatif à la conception, la réalisation et le financement de la réhabilitation du site de l'ancienne maison communale (avenue d'Auderghem 115/117); que la procédure du dialogue compétitif a été retenue;

Vu qu'en vertu de l'article 9, alinéa 1^{er}, de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, un arrêté ministériel daté du 13.03.22 a ordonné la suspension de l'exécution de la décision du 24 janvier 2022 susmentionnée ;

Vu qu'en date du 28.03.22, le Conseil communal a décidé de maintenir la délibération suspendue et a transmis à l'autorité de tutelle une justification en ce sens ;

Vu que l'autorité de tutelle, après avoir prorogé de 15 jours le délai initial pour prendre position, n'a finalement pas adopté d'arrêté d'annulation de la décision du Conseil communal du 24.01.22 dans le délai imparti; que l'acte suspendu produit donc pleinement ses effets ;

Considérant toutefois qu'une modification législative est intervenue le 18 mai dernier ; qu'ainsi, l'article 70, §2 de la loi du 17 juin 2016 introduit par la loi du 18 mai 2022 impose au pouvoir adjudicateur d'ajouter une mention dans les documents du marché afin de signaler s'il a pris les mesures correctrices visées à l'article 70, §1^{er}, de la loi du 17 juin 2016;

Considérant qu'il résulte des contacts pris avec la tutelle que cette mention peut être ajoutée dans la rubrique « VI.3. Informations complémentaires » de l'avis de marché relatif à la conception, la réalisation et le financement de la réhabilitation du site de l'ancienne maison communale qui avait été approuvé par le Conseil communal du 24.01.22 et confirmé par celui du 28.03.22;

Considérant que l'avis de marché modifié, entretemps publié, doit être soumis au Conseil communal pour ratification ;

DECIDE de ratifier l'avis de marché relatif à la conception, la réalisation et le financement de la réhabilitation du site de l'ancienne maison communale (avenue d'Auderghem 115/117) modifié sur la

base du nouvel article 70 §2 de la loi du 17 juin 2016 introduit par la loi du 18 mai 2022 ;

Oudergemlaan 115/117 - Ontwerp, uitvoering en financiering van de sanering van de site van het voormalige gemeentehuis - Bijkomende inlichtingen van de aankondiging van de opdracht (Aanvullend)

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van de gemeenteraad van 24.01.22 houdende goedkeuring van de voorwaarden en de gunningswijze van de opdracht betreffende het ontwerp, de uitvoering en de financiering van de sanering van de site van het voormalige gemeentehuis (Oudergemlaan 115/117); dat de procedure van de concurrentiegerichte dialoog werd gekozen;

overwegende dat op grond van artikel 9, eerste lid van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een ministerieel besluit van 13.03.22 werd uitgevaardigd houdende de schorsing van de uitvoering van de bovengenoemde beslissing van 24 januari 2022;

overwegende dat de gemeenteraad op 28.03.22 heeft beslist om de geschorste beraadslaging te behouden en een rechtvaardiging in die zin heeft opgestuurd naar de toezichthoudende overheid;

overwegende dat de toezichthoudende overheid, nadat zij de aanvankelijke termijn voor het innemen van een standpunt met 15 dagen had verlengd, uiteindelijk niet binnen de gestelde termijn een besluit tot nietigverklaring van de beslissing van de gemeenteraad van 24.01.22 heeft aangenomen; dat de opgeschorte akte bijgevolg volledig van kracht is;

overwegende dat op 18 mei jongstleden echter een wetswijziging heeft plaatsgevonden; dat artikel 70, §2, van de wet van 17 juni 2016, ingevoegd bij de wet van 18 mei 2022, de aanbestedende overheid verplicht om in de documenten van de opdracht een vermelding toe te voegen waaruit blijkt of zij de corrigerende maatregelen bedoeld in artikel 70, §1, van de wet van 17 juni 2016 heeft genomen;

overwegende dat uit de contacten met de toezichthoudende overheid is gebleken dat deze vermelding kan worden toegevoegd in de rubriek *VI.3. Bijkomende inlichtingen* van de aankondiging van de opdracht betreffende het ontwerp, de uitvoering en de financiering van de sanering van de site van het voormalige gemeentehuis die werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 24.01.22 en bevestigd door die van 28.03.22;

overwegende dat de gewijzigde aankondiging van de opdracht, die intussen is gepubliceerd, moet worden voorgelegd aan de gemeenteraad ter bekrachtiging;

BESLIST om de aankondiging van de opdracht betreffende het ontwerp, de uitvoering en de financiering van de sanering van de site van het voormalige gemeentehuis (Oudergemlaan 115/117) die werd gewijzigd op basis van het nieuwe artikel 70, §2 van de wet van 17 juni 2016, ingevoegd bij de wet van 18 mei 2022, te bekrachtigen.

1 annexe / 1 bijlage

Aud 115 - Avis marché - Aankondiging opdracht.pdf

Jeunesse - Jeugd

35 A.S.B.L. La Clef : Comptes 2021, budget 2022 et participation financière

Le conseil communal,

Vu le règlement relatif au contrôle de l'octroi des subsides adoptés par le Conseil communal en date du 15 octobre 2007;

Considérant qu'un subside de 38 600 euros en faveur de l'asbl "La Clef" a été inscrit à l'article budgétaire 761/332-02/20 de 2022;

Considérant que l'asbl "La Clef" a introduit ses comptes 2021 et son budget 2022 en bonne et due forme;

Vu les articles 93 et 117 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE

1. De prendre acte les comptes 2021 et budget 2022 de l'asbl "La Clef", arrêtés au 31 décembre 2021, tels qu'ils sont repris en annexes;
2. Et de liquider la participation financière 2022 alloué à cette ASBL.

V.Z.W. La Clef : rekenigen 2021, begroting 2022 en financiëlebijdrage

De gemeenteraad,

gezien het reglement betreffende het toezicht op de toekenning van subsidies goedgekeurd door de gemeenteraad op 15 oktober 2007;

overwegende dat een toelage van 38 600 euro ten gunste van de vzw "La Clef" op artikel 761/332-02/20 van de begroting 2022 ingeschreven werd;

overwegende dat de vzw "La Clef" zijn rekeningen 2021 en zijn begroting 2022 correct heeft ingediend;

gelet op artikels 93 en 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST

1. van de rekening 2021 en de begroting 2022 van de vzw "La Clef", afgesloten op 31 december 2021, akte te nemen zoals die in bijlage opgenomen zijn;
2. en om de financiële bijdrage 2022 toegekend aan deze vzw te betalen.

5 annexes / 5 bijlagen

Rapport-dactivités-2021 - FINAL.pdf, Comptes annuels.pdf, déclaration de créance.pdf, Budget prévisionnel 2022.xlsx, Bilan financier.pdf

36 Acceptation de la convention d'occupation des locaux appartenant à l'Athénée Jean Absil

Le Conseil Communal,

Considérant qu'en sa séance du 19 mai 2022, le collège des Bourgmestre et Echevins a marqué son accord sur l'occupation des locaux appartenant à l'Athénée Jean Absil pour les stages créatifs et d'épanouissement de l'enfant d'Etterbeek durant les semaines suivantes :

- du 4 juillet au vendredi 8 juillet 2022
- du 11 juillet au vendredi 15 juillet 2022

- du 18 juillet au vendredi 22 juillet 2022
- du 16 août au vendredi 19 août 2022

Considérant que la convention d'occupation des locaux est renouvelable chaque année (Annexe);

DECIDE

D'approuver la convention d'occupation des locaux appartenant à l'Athénée Jean Absil pour les stages créatifs et d'épanouissement de l'enfant d'Etterbeek lors des semaines précitées telle que reprise ci-dessous:

Entre :

L'établissement : Athénée Royal Jean Absil
Avenue Hansen Soulie 27
1040 Bruxelles

Représenté par Madame Caroline PISONIER,
Chef d'établissement responsable de la gestion de l'établissement scolaire qui accueille.

Dénommé, ci-après, le gestionnaire.

Et Stages Commune d'Etterbeek

Représenté par - Administration Communale Etterbeek, , qui utilise, à temps plein ou à temps partiel, tout ou partie des infrastructures d'un établissement scolaire dont il n'est pas responsable de la gestion.

Dénommé, ci-après, l'utilisateur.

Il est convenu ce qui suit.

Article 1er: Objet de la convention

En vue de permettre à l'utilisateur la réalisation des activités décrites à l'article 2, le gestionnaire met à la disposition de celui-ci des locaux dont l'énumération, le plan et la superficie figurent en annexe.

Au sens de la présente convention, on entend par « locaux », les locaux eux-mêmes et les voies qui permettent d'y accéder depuis l'extérieur.

Une distinction est opérée selon qu'il s'agisse de locaux utilisés de manière exclusive ou de locaux occupés conjointement.

Toute référence par la présente convention aux « locaux » doit s'entendre comme renvoyant aux locaux visés au présent article.

Article 2: Nature de l'occupation

Sportives

Article 3 : Périodes d'occupation.

L'occupation s'étend du 04/07/2022 au 19/08/2022

Horaires de l'occupation : Les Lu, Ma, Me, Je, Ve à raison de 7 Hrs par jour.

Article 4 : Etat des lieux :

Un état des lieux d'entrée doit être établi contradictoirement avant toute occupation des locaux ou surfaces.

En l'absence d'état des lieux, l'immeuble est présumé exempt de vice et en parfait état.

A l'issue de l'occupation, les parties réaliseront contradictoirement un état des lieux de sortie.

Article 5 : Utilisation des locaux.

Le gestionnaire et l'utilisateur occupent les locaux en « bon père de famille ». Ils veillent notamment :

- à ne pas nuire à la bonne organisation de l'établissement gestionnaire ;
- à réaliser une occupation rationnelle des locaux afin de réduire au maximum les frais inhérents aux occupations ;
- à préserver en toute circonstance l'intérêt général et celui de l'enseignement organisé par la Communauté française ;
- au respect des règlements d'ordre intérieur respectifs.

Les modalités particulières d'occupation seront discutées et fixées dans le cadre du comité de concertation (cf. article 6).

Article 6 : Concertation.

Le gestionnaire et l'utilisateur mettent en place un comité de concertation qui se réunit au moins une fois par an et qui a pour objectif :

- de régler les modalités pratiques de la convention ;
- d'assurer le suivi de la convention ;
- d'examiner toute demande de modification de l'aménagement des locaux ;
- de se concerter sur toute demande d'occupation des locaux pour des activités autres que l'enseignement. Le gestionnaire et l'utilisateur établissent en début d'année scolaire un calendrier des manifestations prévues, modifiable de commun accord moyennant un préavis d'un mois.

Le compte rendu de ces réunions est transmis au gestionnaire, au Préfet de zone, à l'utilisateur et, selon le cas, à la DGI et à la SPABS qui ont la gestion du bâtiment dans leur ressort.

Les occupations doivent se faire conformément à l'article 3, § 3 bis, alinéa 5 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement qui stipule que :

Chaque établissement peut autoriser l'usage de ses locaux par des associations non commerciales, en particulier culturelles ou sportives, pour autant que l'usage que celles-ci en font ne nuise ni à la bonne organisation, ni au renom, ni à la neutralité, ni aux intérêts matériels de l'établissement (...).

Article 7 : Indemnité d'occupation

[Prévoir une redevance qui intègre le coût en tenant compte des éventuels amortissements pour les travaux que le propriétaire serait amené à effectuer au sein des locaux]

Le loyer sera indexé annuellement en se référant à la formule suivante :

$$9009,00 \text{ €} \times (\text{Index du mois précédent la date anniversaire du début de la location})$$

Index du mois précédent la date d'anniversaire du mois précédent le renouvellement de la location

$$\begin{array}{r} \text{Soit pour : juillet/août 2022} \qquad 9009,00 \text{ €} \times 113,76 \\ \hline \qquad \qquad \qquad \qquad \qquad \qquad 113,76 \qquad \qquad \qquad = \qquad 9009,00 \text{ €} \end{array}$$

Montant total de la redevance : 9009,00 € (Charges de 0,00 € comprises) (Cf Tableau)

Amortissements : Néant.

Payable à l'Athénée Royal Jean Absil – Avenue Hansen Soulie 27 à 1040 Etterbeek

N° de compte : BE11 0912 1201 4848

Article 8 : Travaux et aménagements/contraintes liées à l'utilisation du bâtiment/responsabilités

L'utilisateur s'engage à ne pas entreprendre de travaux modifiant l'équipement immobilier du bâtiment ou la surface sans accord du gestionnaire (La préfète des Etudes ou du propriétaire (DGI ou SPABS)).

L'utilisateur ne pourra se prévaloir de travaux réalisés dans les bâtiments pour demander une plus-value ou indemnité.

Il limite les équipements combustibles introduits dans l'immeuble (dépôts de matières combustibles, décors combustibles, liquides inflammables...) dans le respect des règlements en vigueur et des principes de protection du bâtiment contre l'incendie définis par le Service Régional d'Incendie ; il sollicite l'avis du Service Régional d'Incendie chaque fois que nécessaire. Il ne met en œuvre que des matériaux de construction et de décoration incombustibles ayant une bonne réaction au feu, conformes aux dispositions de l'annexe 5 de l'Arrêté royal du 07 juillet 1994 (modifié) fixant les normes de base en matière de prévention contre l'incendie et l'explosion auxquelles les bâtiments nouveaux doivent satisfaire. Il fait ignifuger les matériaux combustibles propageant facilement l'incendie, qu'il serait éventuellement amené à mettre en œuvre ou à entreposer de manière à ce qu'ils répondent aux critères de la norme précitée.

L'utilisateur a pour obligation d'avertir immédiatement la Communauté française de tout fait ou événement qui pourrait entraîner sa responsabilité et nécessiter son intervention. Il prend, en accord avec le propriétaire et le gestionnaire, les dispositions en vue d'assurer l'exécution régulière des contrôles périodiques et le suivi des travaux d'entretien prévu pour certaines

installations, comme les systèmes d'alerte et d'alarme, l'éclairage de sûreté, les installations de détection incendie et de fuites de gaz, l'installation de chauffage, les moyens d'extinction et de première intervention, etc...(liste non limitative) et s'engage à assurer le contrôle et la surveillance journalière de l'exécution des contrats de garantie totale et d'entretien telle qu'arrêtée au cahier des charges qui sera annexé à la présente convention.

En outre, l'utilisateur veillera également au respect du permis d'environnement délivré à l'établissement par le service régional compétent. Le cas échéant, il prendra toutes initiatives et dispositions pour obtenir les dérogations nécessaires.

En aucun cas la Communauté française ne pourra voir sa responsabilité engagée du fait de la gestion des lieux mis à disposition, par l'utilisateur. Notamment, il ne sera pas tenu à indemnité pour accident, dommage, vol, détérioration, incendie, destruction, etc. dont aurait à souffrir le personnel employé par l'utilisateur ou des tiers.

En cas de destruction partielle ou totale des lieux mis à disposition, pour quelque raison que ce soit, la Communauté française ne sera pas tenue à la reconstruction de l'édifice, ni à la restauration ou au remplacement des objets détériorés ou détruits, ni à aucun dédommagement quelconque. Il en va de même en cas d'expropriation.

Article 9 : Sous-location

L'utilisateur n'est pas autorisé à céder l'usage ou la jouissance d'une partie ou de la totalité du bien à un organisme privé ou public, sauf cas tout à fait exceptionnel et après l'autorisation du Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles sur la base de l'avis positif du propriétaire.

Article 10 : Frais inhérents aux consommations énergétiques.

Si des compteurs de passage ne peuvent être installés pour établir les montants respectifs des frais inhérents aux consommations énergétiques (mazout, gaz, électricité, eau), le gestionnaire assure leur paiement et récupère auprès de l'utilisateur la quote-part due par celui-ci.

Cette quote-part est calculée sur la base d'une clé de répartition établie de commun accord, prenant en compte les surfaces occupées et leur taux d'occupation.

Afin d'établir la clé de répartition visée ci-dessus, les parties à la convention peuvent demander l'aide de la Direction générale de l'Infrastructure si nécessaire. L'intervention de l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique sera sollicitée dans le cas où aucun accord n'est obtenu.

Les pourcentages des frais énergétiques à charge de chacune des parties signataires sont répartis comme suit et suivant le tableau joint à cette convention.

Consommation énergétique	Pourcentage pris en charge par le gestionnaire	Pourcentage pris en charge par l'utilisateur
Mazout	0 %	S.O.

Gaz	0 %	S.O.
Electricité	0 %	S.O.
Eau	0 %	S.O.

Article 11 : Entretien des locaux.

Chaque partie signataire prend à sa charge le coût du nettoyage des locaux dont elle a un usage exclusif.

Lorsque les locaux sont à usage commun, le gestionnaire assure le paiement des frais d'entretien (main d'œuvre, produits d'entretien, élimination des déchets, location de conteneurs...) et récupère auprès de l'utilisateur la quote-part due par celui-ci.

Cette quote-part tient compte d'un éventuel supplément généré par un nettoyage supplémentaire pour une occupation en dehors des heures d'ouverture de l'établissement accueillant. Elle est calculée sur la base d'une clé de répartition fixée comme suit.

Entretien des locaux	Prise en charge par le gestionnaire	Prise en charge par l'utilisateur
Main d'œuvre (...h/semaine)	0 %	100 %
Produits d'entretien	0 %	100 %
Elimination des déchets	0 %	100 %

Si aucun accord ne peut être trouvé quant à la clé de répartition précitée, l'intervention de l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique sera sollicitée.

La responsabilité de la propreté des locaux incombe au dernier utilisateur de ceux-ci.

S'il occupe les locaux après le passage du personnel d'entretien, l'utilisateur veillera à

- contrôler l'état général à l'issue des cours, en cas d'occupation par des tiers scolaires ;
- fermer portes et fenêtres ;
- réduire au maximum toute souillure accidentelle et importante sur le site des infrastructures.

Article 12 : Dépenses relatives à l'utilisation des équipements et des consommables.

Chaque partie signataire prend à sa charge le coût des consommables nécessaires pendant son temps d'occupation.

Les équipements se trouvant dans les locaux mis à la disposition de l'utilisateur peuvent être utilisés par celui-ci, sous sa responsabilité.

Il en va de même pour ce qui concerne les équipements mis à disposition du gestionnaire par l'utilisateur.

Toute dégradation des équipements survenue pendant les heures d'occupation est à charge du dernier utilisateur. Il en va de même pour ce qui concerne les équipements mis à disposition du gestionnaire par l'utilisateur.

En matière d'utilisation commune des équipements informatiques, chaque partie signataire veille à prendre toutes les mesures utiles pour empêcher ses élèves, étudiants ou tout autre participant à ses activités de modifier les données introduites par ceux relevant de l'autre partie.

Article 13 : Dépenses relatives au respect des normes de sécurité et d'hygiène.

La responsabilité de la gestion de l'ensemble des infrastructures et installations du complexe scolaire ainsi que l'exécution des normes de sécurité et d'hygiène incombent au gestionnaire.

La responsabilité de l'exécution des normes de sécurité et d'hygiène pour les locaux utilisés exclusivement par l'utilisateur incombe à ce dernier.

Lorsque l'utilisateur occupe seul les locaux, les responsabilités et les frais en matière de sécurité et d'hygiène lui incombent.

Lorsque les frais encourus par la mise en œuvre des mesures de sécurité et d'hygiène sont spécifiquement engendrés par l'occupation, ils sont à charge de l'utilisateur.

Article 14 : Clés et codes d'accès.

Le gestionnaire doit remettre à l'utilisateur les clés et codes nécessaires pour lui permettre l'accès et l'occupation des locaux mis à sa disposition par la présente convention ainsi qu'aux infrastructures nécessaires au bon fonctionnement de son activité.

Article 15 : Factures et justificatifs.

Les factures et justificatifs des dépenses communes, visés aux articles 10 à 13 sont adressés au gestionnaire qui en règle la totalité et en transmet copie trimestriellement à l'utilisateur. Celui-ci rembourse sa quote-part dans les trente jours de leur réception.

Article 16 : Assurances

Le propriétaire dispose d'une assurance incendie et périls connexes, d'une assurance RC et d'une assurance RC objective.

L'utilisateur est tenu de s'assurer contre tous les risques découlant de l'occupation des locaux mis à sa disposition. L'utilisateur s'engage à souscrire une Assurance en incendie et périls connexes, en RC et RC objective chez son propre assureur, ou via les contrats Ethias proposé par le gestionnaire.

Une copie de cette police et des quittances sera remise au gestionnaire ainsi qu'au propriétaire.

Article 17 : Impôts et taxes.

Tous impôts, toutes taxes ou toutes charges généralement quelconque (en ce compris la perte pour le propriétaire d'une exonération ou d'une réduction d'impôt) liés directement ou indirectement à l'activité de l'utilisateur dans les locaux mis à disposition sont à charge de ce dernier.

Article 18. Durée de la convention.

La présente convention prend effet le 04/07/2022

Elle est conclue pour une durée déterminée prenant cours le 04/07/2022 et se terminant le 19/08/2022 [NB : la durée de la convention ne peut excéder cinq années, éventuellement renouvelable, sauf cas tout à fait exceptionnel et après l'autorisation du Service général de l'Enseignement organisé par la Fédération Wallonie-Bruxelles sur la base de l'avis positif du propriétaire.]

Le gestionnaire et l'utilisateur disposent d'un droit de résiliation de la présente convention moyennant un préavis de 6 mois et le cas échéant, si le montant du loyer intègre des frais liés à l'amortissement, paiement d'une indemnité équivalente aux frais non encore remboursés.

Pour répondre à une situation d'urgence (par ex non limitatif : augmentation de la population scolaire ou besoin nouveau de locaux suite à un incendie), le gestionnaire peut unilatéralement ramener le délai de résiliation à trois mois.

Article 19 : Clause de résiliation

Au cas où l'utilisateur ne respecterait pas ses obligations résultant de la présente convention, le propriétaire ou le gestionnaire met celui-ci en demeure de remédier aux manquements constatés.

A défaut pour l'utilisateur de remédier aux manquements constatés ou de fournir des justifications satisfaisantes dans un délai de trente jours à compter du lendemain de la notification de la mise en demeure, la présente convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité au profit de l'utilisateur, sans préjudice du droit pour le propriétaire de réclamer à l'utilisateur la réparation des éventuels dégâts causés au bien.

Article 20 : Litiges.

La convention doit être interprétée et exécutée conformément au droit belge. Les parties s'engagent à respecter leurs obligations de bonne foi et à coopérer à la bonne exécution de la présente convention.

Les litiges relatifs aux obligations découlant des dispositions qui régissent la présente convention doivent être réglés en concertation. Les parties devront, préalablement à tout autre recours, essayer de régler l'affaire à l'amiable.

A défaut de pouvoir s'entendre, le litige sera porté devant les tribunaux de l'arrondissement de

Bruxelles qui seront seuls compétents.

Fait, à Etterbeek le 25/05/2022 en autant d'exemplaires originaux qu'il y a de parties, chaque partie reconnaissant avoir reçu le sien.

Le gestionnaire,

L'utilisateur,

.....

.....

Aanvaarding van de gebruiksovereenkomst voor de lokalen van het Athénée Jean Absil

De gemeenteraad,

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 19 mei 2022 akkoord is gegaan met het gebruik van de lokalen van het Athénée Jean Absil voor de creatieve en ontwikkelingsstages voor kinderen van Etterbeek tijdens de volgende weken:

- van 4 tot en met 8 juli 2022
- van 11 tot en met 15 juli 2022
- van 18 tot en met 22 juli 2022
- van 16 augustus tot en met 19 augustus 2022

overwegende dat de gebruiksovereenkomst voor die lokalen elk jaar kan worden verlengd (bijlage);

BESLIST

om de gebruiksovereenkomst voor de lokalen van het Athénée Jean Absil voor de creatieve en ontwikkelingsstages voor kinderen van Etterbeek tijdens de bovenstaande weken goed te keuren.

Tussen:

De inrichting: Athénée Royal Jean Absil
Hansen-Soulielaan 27
1040 Brussel

Vertegenwoordigd door mevrouw Caroline PISONIER

Hoofd van de inrichting die verantwoordelijk is voor het beheer van de gastonderwijsinrichting

Hierna "de beheerder" genoemd

En Stages Gemeente Etterbeek

Vertegenwoordigd door het gemeentebestuur van Etterbeek, dat voltijds of deeltijds gebruik maakt van de infrastructuur van een school of van een gedeelte daarvan, waarvan het niet de beheerder is

Hierna "de gebruiker" genoemd

Wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1: Voorwerp van de overeenkomst

Om de gebruiker in staat te stellen de in artikel 2 beschreven activiteiten uit te voeren, stelt de beheerder de gebruiker de lokalen ter beschikking waarvan de opsomming, de plattegrond en de oppervlakte in de bijlage zijn vermeld.

Voor de toepassing van deze overeenkomst wordt onder “lokalen” verstaan de lokalen zelf en de toegangswegen erheen van buitenaf.

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen lokalen die exclusief worden gebruikt en lokalen die gezamenlijk worden gebruikt.

Elke verwijzing naar “lokalen” in deze overeenkomst moet worden opgevat als een verwijzing naar de in dit artikel bedoelde lokalen.

Artikel 2: Doel van het gebruik

Sport

Artikel 3: Gebruiksperiode

De gebruiksperiode loopt van 04/07/2022 tot en met 19/08/2022.

Uren van het gebruik: Maandag, dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag gedurende 7 uur per dag.

Artikel 4: Plaatsbeschrijving

In aanwezigheid van alle partijen wordt een plaatsbeschrijving bij aanvang opgesteld voordat de lokalen of ruimtes worden gebruikt.

Als er geen plaatsbeschrijving is, wordt aangenomen dat het gebouw geen gebreken vertoont en in perfecte staat is.

Aan het einde van de gebruiksperiode wordt opnieuw een plaatsbeschrijving opgemaakt in aanwezigheid van alle partijen.

Artikel 5: Gebruik van de lokalen

De beheerder en de gebruiker moeten de lokalen gebruiken als een redelijk en voorzichtig persoon. In het bijzonder zien zij erop toe dat zij:

- de goede organisatie van de beherende inrichting niet in de weg staan;
- de lokalen op een rationele manier gebruiken om de kosten die zijn verbonden aan het gebruik zoveel mogelijk te beperken;
- in alle omstandigheden het algemeen belang en dat van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs vrijwaren;
- de respectieve huishoudelijke reglementen naleven.

De bijzondere gebruiksvoorwaarden worden besproken en vastgelegd in het kader van het

overlegcomité (zie artikel 6).

Artikel 6: Overleg

De beheerder en de gebruiker richten een overlegcomité op dat minstens een keer per jaar samenkomt en de volgende doelstellingen heeft:

- de praktische voorwaarden van de overeenkomst regelen;
- de overeenkomst opvolgen;
- alle aanvragen tot wijziging van de inrichting van de lokalen onderzoeken;
- overleggen over alle aanvragen om de lokalen te gebruiken voor andere activiteiten dan onderwijs. De beheerder en de gebruiker maken aan het begin van het schooljaar een kalender met de geplande evenementen, die in onderling overleg kan worden gewijzigd met inachtneming van een opzeggingstermijn van één maand.

De notulen van deze vergaderingen worden bezorgd aan de beheerder, de prefect van de zone, de gebruiker en, naargelang het geval, aan de DGI en de SPABS, die verantwoordelijk zijn voor het beheer van het gebouw.

Het gebruik moet worden uitgevoerd overeenkomstig artikel 3, §3 bis, vijfde lid, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, waarin het volgende is bepaald:

Iedere inrichting kan haar lokalen laten gebruiken door niet-commerciële verenigingen, in het bijzonder culturele of sportverenigingen, voor zover het gebruik door deze geen afbreuk doet aan de goede organisatie, de naam, de neutraliteit, de materiële belangen van de inrichting. (...)

Artikel 7: Vergoeding voor het gebruik

[Een bijdrage voorzien die de kostprijs voorziet, rekening houdend met eventuele afschrijvingen voor werkzaamheden die de eigenaar zou uitvoeren in de lokalen]

De huurprijs wordt jaarlijks geïndexeerd op basis van de volgende formule:

9009,00 euro x (index van de maand die voorafgaat aan de verjaardag van het begin van de huur)

Index van de maand die voorafgaat aan de verjaardag van de maand voordat deze huur wordt verlengd

Dat wil zeggen voor: juli/augustus 2022 9009,00 euro x 113,76
----- = 9009,00 €
113,76

Totaalbedrag van de bijdrage: 9009,00 euro (Lasten van 0,00 euro inbegrepen) (zie tabel)

Afschrijvingen^[1]: Geen.

Te betalen aan Athénée Royal Jean Absil – Hansen-Soulielaan 27 in 1040 Etterbeek

Rekeningnummer: BE11 912 1201 4848

Artikel 8: Werkzaamheden en inrichtingen/beperkingen in verband met het gebruik van het gebouw/verantwoordelijkheden

De gebruiker verbindt zich ertoe geen werkzaamheden uit te voeren die de onroerende inrichting van het gebouw of de oppervlakte wijzigen zonder het akkoord van de beheerder (de studiefprefect) of de eigenaar (DGI of SPABS).

De gebruiker mag de in de gebouwen uitgevoerde werkzaamheden niet aangrijpen om een meerwaarde of een vergoeding te eisen.

Hij beperkt de brandbare voorzieningen die in het gebouw worden binnengebracht (opslag van brandbare materialen, brandbare versieringen, brandbare vloeistoffen, enz.) met inachtneming van de geldende reglementering en de principes voor de bescherming van het gebouw tegen brand die door de Gewestelijke Brandweerdienst zijn vastgelegd. Hij wint zo nodig het advies in van de Gewestelijke Brandweerdienst. Hij gebruikt uitsluitend onbrandbare bouw- en decoratiematerialen met een goed brandreactie, overeenkomstig de bepalingen van bijlage 5 van het koninklijk besluit van 7 juli 1994 (gewijzigd) tot vaststelling van de basisnormen voor de preventie van brand en ontploffing waaraan de nieuwe gebouwen moeten voldoen. Hij moet de brandbare materialen die zich gemakkelijk verspreiden en die hij eventueel moet gebruiken of opslaan, brandwerend laten maken, zodat zij voldoen aan de criteria van bovengenoemde norm.

De gebruiker is verplicht om de Franse Gemeenschap onmiddellijk op de hoogte te brengen van elk feit of elke gebeurtenis die haar verantwoordelijkheid zou kunnen meebrengen en haar tussenkomst zou kunnen vereisen. In overleg met de eigenaar en de beheerder neemt hij de nodige maatregelen voor de regelmatige uitvoering van de periodieke controles en de opvolging van de geplande onderhoudswerkzaamheden voor bepaalde installaties, zoals de waarschuwings- en alarmsystemen, de veiligheidsverlichting, de installatie voor de detectie van brand en gaslekken, de verwarmingsinstallatie, de blusmiddelen en de eerste interventiemiddelen, enz. (niet-limitatieve lijst) en verbindt zich ertoe te zorgen voor de controle en het dagelijks toezicht op de uitvoering van de garantie- en onderhoudscontracten zoals bepaald in het bestek dat als bijlage bij deze overeenkomst is gevoegd.

Bovendien zal de gebruiker ook toezien op de naleving van de milieuvergunning die door de bevoegde gewestelijke dienst aan de inrichting is afgegeven. Indien nodig neemt hij alle initiatieven en maatregelen om de nodige afwijkingen te verkrijgen.

De Franse Gemeenschap kan in geen geval aansprakelijk worden gesteld voor het beheer van de lokalen die ter beschikking worden gesteld door de gebruiker. In het bijzonder kan zij niet aansprakelijk worden gesteld voor de vergoeding van ongevallen, schade, diefstal, beschadiging, brand, vernieling enz. van het personeel van de gebruiker of van derden.

In geval van gedeeltelijke of volledige vernieling van de ter beschikking gestelde lokalen, om welke reden ook, zal de Franse Gemeenschap niet gehouden zijn tot de heropbouw van het gebouw, noch tot de herstelling of de vervanging van de beschadigde of vernielde voorwerpen, noch tot het betalen van welke schadevergoeding ook. Hetzelfde geldt in geval van onteigening.

Artikel 9: Onderhuur

De gebruiker mag het gebruik of het genot van het goed of een deel ervan niet overdragen aan een privé- of overheidsinstelling, behalve in zeer uitzonderlijke gevallen en na toelating van de dienst Service général de l'Enseignement van de Federatie Wallonië-Brussel op basis van het positieve advies van de eigenaar.

Artikel 10: Kosten voor het energieverbruik

Indien geen doorvoermeters kunnen worden geïnstalleerd om de respectieve bedragen van de kosten voor het energieverbruik (stookolie, gas, elektriciteit, water) vast te stellen, zorgt de beheerder voor de betaling ervan en verhaalt hij het aandeel dat de gebruikers is verschuldigd op de gebruiker.

Dit aandeel wordt berekend op basis van een in onderling overleg vastgestelde verdeelsleutel, waarbij rekening wordt gehouden met de gebruikte oppervlakten en de bezettingsgraad daarvan. Met het oog op de vaststelling van de bovenbedoelde verdeelsleutel kunnen de partijen bij de overeenkomst zo nodig de hulp inroepen van de Direction générale de l'Infrastructure. Indien geen overeenstemming wordt bereikt, zal de tussenkomst van de algemeen bestuurder van de Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique worden ingeroepen.

De percentages van de energiekosten die door elk van de ondertekenende partijen moeten worden gedragen, zijn als volgt verdeeld volgens de tabel die bij deze overeenkomst is gevoegd.

Energieverbruik	Percentage voor rekening van de beheerder	Percentage voor rekening van de gebruiker
Stookolie	0%	n.v.t.
Gas	0%	n.v.t.
Elektriciteit	0%	n.v.t.
Water	0%	n.v.t.

Artikel 11: Onderhoud van de lokalen

Elke ondertekenende partij draagt de kosten voor het schoonmaken van de lokalen waarvan zij het alleengebruik heeft.

Wanneer de lokalen gemeenschappelijk worden gebruikt, betaalt de beheerder de onderhoudskosten (arbeidskrachten, onderhoudsproducten, afvalverwijdering, huur van containers...) en verhaalt hij het deel dat de gebruiker verschuldigd is op deze laatste.

Dit aandeel houdt rekening met de extra schoonmaak die nodig is voor het gebruik buiten de openingsuren van de gastonderwijsinrichting. Het wordt berekend op basis van een verdeelsleutel die als volgt is vastgesteld.

Onderhoud van de lokalen	Voor rekening van de beheerder	Voor rekening van de gebruiker
Arbeidskrachten (... uur/week)	0%	100%
Onderhoudsproducten	0%	100%
Afvalverwijdering	0%	100%

Indien geen overeenstemming wordt bereikt over de bovengenoemde verdeelsleutel, zal de tussenkost van de algemeen bestuurder van de Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique worden ingeroepen.

De verantwoordelijkheid voor de netheid van de lokalen ligt bij de laatste gebruiker van het lokaal.

Indien hij de lokalen gebruikt nadat het onderhoudspersoneel is gepasseerd, moet de gebruiker het volgende doen:

- de algemene staat van onderhoud controleren na afloop van de lessen, in geval van gebruik door leerlingen
- ramen en deuren sluiten
- onopzettelijke en aanzienlijke vuil op het terrein van de infrastructuur tot een minimum beperken

Artikel 12: Uitgaven voor het gebruik van voorzieningen en verbruiksgoederen

Elke ondertekenende partij draagt de kosten voor de verbruiksgoederen die nodig zijn tijdens de gebruikperiode.

De gebruiker mag onder zijn verantwoordelijkheid gebruik maken van de voorzieningen die zich in de aan hem ter beschikking gestelde lokalen bevinden.

Hetzelfde geldt voor voorzieningen die door de gebruiker ter beschikking van de beheerder worden gesteld.

Elke schade aan de voorzieningen die zich voordoet tijdens de gebruikperiode is voor rekening van de laatste gebruiker. Hetzelfde geldt voor voorzieningen die door de gebruiker ter beschikking van de beheerder worden gesteld.

Wat het gezamenlijk gebruik van computerapparatuur betreft, ziet elke ondertekenende partij erop toe dat zij alle nodige maatregelen neemt om te voorkomen dat haar leerlingen, studenten of andere deelnemers aan haar activiteiten de gegevens wijzigen die door de deelnemers van de andere partij zijn ingevoerd.

Artikel 13: Uitgaven voor de naleving van de veiligheids- en hygiënenormen

De verantwoordelijk voor het beheer van alle infrastructuur en voorzieningen van het scholencomplex en voor de uitvoering van de veiligheids- en hygiënenormen rust op de beheerder.

De verantwoordelijkheid voor de uitvoering van de veiligheids- en hygiënenormen voor de lokalen die uitsluitend door de gebruiker worden gebruikt rust op de gebruiker.

Wanneer de gebruiker de enige is die de lokalen gebruikt, zijn de verantwoordelijkheden en kosten voor veiligheid en hygiëne voor zijn rekening.

Wanneer de kosten voor de uitvoering van de veiligheids- en hygiënemaatregelen specifiek door het gebruik worden veroorzaakt, zijn die ten laste van de gebruiker.

Artikel 14: Sleutels en toegangscode

De beheerder moet de gebruiker de nodige sleutels en codes bezorgen om hem toegang te verlenen tot en gebruik te laten maken van de lokalen die hem door deze overeenkomst ter beschikking worden gesteld, alsook van de infrastructuren die noodzakelijk zijn voor de goede werking van zijn activiteit.

Artikel 15: Facturen en bewijzen

De facturen en bewijzen van gemeenschappelijke uitgaven uit artikel 10 tot 13 voor worden bezorgd aan de beheerder die ze volledig betaalt en elk kwartaal een kopie aan de gebruiker bezorgt. De gebruiker moet zijn aandeel binnen dertig dagen na ontvangst terugbetalen.

Artikel 16: Verzekeringen

De eigenaar heeft een verzekering tegen brand en aanverwante risico's, een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid en verzekering objectieve burgerlijke aansprakelijkheid.

De gebruiker moet zich verzekeren tegen alle risico's die voortvloeien uit het gebruik van de hem ter beschikking gestelde lokalen. De gebruiker verbindt zich ertoe een verzekering tegen brand en aanverwante risico's, een verzekering burgerlijke aansprakelijkheid en verzekering objectieve burgerlijke aansprakelijkheid af te sluiten bij zijn eigen verzekeraar, of via de Ethiascontracten die door de beheerder worden aangeboden.

Een kopie van die polis en van de kwitanties worden aan de beheerder en aan de eigenaar bezorgd.

Artikel 17: Belastingen en heffingen

Alle belastingen, heffingen of lasten van welke aard dan ook (met inbegrip van het verlies voor de eigenaar van een belastingvrijstelling of -vermindering) die direct of indirect verband houden met de activiteit van de gebruiker in de ter beschikking gestelde lokalen, zijn voor rekening van de gebruiker.

Artikel 18: Duur van de overeenkomst

Deze overeenkomst treedt in werking op 04/07/2022.

Ze wordt gesloten voor een periode van bepaalde duur die aanvangt op 04/07/2022 en eindigt op 19/08/2022. [NB: de duur van de overeenkomst mag niet meer dan vijf jaar overschrijven, eventueel verlengbaar, behalve in zeer uitzonderlijke gevallen en na toelating van de dienst Service général de l'Enseignement van de Federatie Wallonië-Brussel op basis van het positieve advies van de eigenaar.]

De beheerder en de gebruiker hebben het recht deze overeenkomst op te zeggen met inachtneming van een opzeggingstermijn van 6 maanden en, in voorkomend geval, indien het bedrag van de huurprijs kosten in verband met de afschrijving omvat, betaling van een schadevergoeding gelijk aan de nog niet terugbetaalde kosten.

Om te reageren op een noodsituatie (niet-beperkend voorbeeld: toename van het aantal leerlingen of een nieuwe behoefte aan lokalen na een brand), kan de beheerder de opzeggingstermijn eenzijdig terugbrengen tot drie maanden.

Artikel 19: Ontbindingsclausule

Indien de gebruiker zijn verplichtingen uit hoofde van deze overeenkomst niet nakomt, zal de eigenaar of beheerder de gebruiker formeel aanmanen om de vastgestelde tekortkomingen te verhelpen.

Indien de gebruiker de vastgestelde tekortkomingen niet verhelpt of geen bevredigende uitleg verschaft binnen dertig dagen vanaf de dag die volgt op de kennisgeving van de ingebrekestelling, wordt deze overeenkomst van rechtswege en zonder schadeloosstelling ten behoeve van de gebruiker ontbonden, onverminderd het recht van de eigenaar om van de gebruiker vergoeding te eisen van de schade die aan het goed werd toegebracht.

Artikel 20: Geschillen

De overeenkomst wordt geïnterpreteerd en uitgevoerd in overeenstemming met het Belgische recht. De partijen verbinden zich ertoe hun verplichtingen te goeder trouw na te komen en samen te werken aan de goede uitvoering van deze overeenkomst.

Geschillen in verband met de verplichtingen die voortvloeien uit de bepalingen van deze overeenkomst moeten in onderlig overleg worden opgelost. Voordat zij hun toevlucht nemen tot andere rechtsmiddelen moeten de partijen proberen om geschillen in der minne te regelen.

Als zij niet tot een akkoord komen, kunnen geschillen voor de rechtbanken van het arrondissement Brussel worden gebracht, die alleen zijn bevoegd.

Opgemaakt in Etterbeek op 25/05/2022 in evenveel exemplaren als er partijen zijn, waarbij elke partij erkent haar exemplaar te hebben ontvangen.

De beheerder,

De gebruiker,

.....

.....

[1]Het bedrag uit de post “afschrijvingen” gaat integraal naar de SPABS of naar de DGI.

2 annexes / 2 bijlagen

Convention Etterbeek 2022.pdf (002).pdf, Convention Absil Etterbeek 2022nl.pdf

Crèches - Crèches

37 Crèche communale "Aimé Dupont" - Convention avec ladite crèche et "La Guise" asbl - 2022/2023

Le Conseil communal,

Considérant que l'asbl. « La Guise » propose d'organiser des séances de psychomotricité relationnelle pour les enfants fréquentant la crèche Aimé Dupont que, lors de ces séances les enfants sont accompagnés de leur puéricultrice ;

Considérant que des réunions de formations aux techniques de psychomotricité pour les puéricultrices sont également organisées ;

Considérant qu'il convient de préciser les modalités pratiques de l'organisation de ces séances et formations ;

Considérant qu'il convient également de préciser les modalités financières et notamment la participation des parents ;

DECIDE

D'approuver la convention entre la Commune d'Etterbeek et l'asbl « La Guise » reprise en annexe.

Gemeentelijke kribbe "Aimé Dupont" - Overeenkomst tussen de zogenaamde kribbe en de vzw. "La Guise" - 2022/2023.

1 annexe / 1 bijlage

CONVENTION_CRECHE_AIME_DUPONT_LA_GUISE_2022_2023_VF.pdf

Participation - Participatie

38 Règlement relatif au fonctionnement de la Commission de la Mobilité et de la Sécurité routière

CHAPITRE 1 : GENERALITES

SECTION UNIQUE : Objet et Mission

ART. 1. Objet

Le Conseil communal etterbeekoïis institue un conseil consultatif dénommé « Commission de la Mobilité et de la sécurité routière » en vue de mettre en place un dialogue régulier entre les autorités communales, les services communaux compétents en la matière et les représentants de la société civile.

ART. 2. Mission

La Commission a un pouvoir consultatif. Elle a pour mission de:

- Permettre un échange constructif entre les parties prenantes sur les enjeux liés à la mobilité et à la sécurité routière ;
- Formuler des avis sur les projets structurants relatifs à la mobilité et à la sécurité routière mis en place par la Commune ;
- Formuler des recommandations sur tout projet visant à améliorer la mobilité et la sécurité routière

dans la Commune ;

La Commission ne peut traiter des questions liées aux personnes.

La Commission agit sans porter préjudice aux missions des autres instances consultatives officielles exerçant dans le champ d'une compétence communale. Leur avis est requis lorsqu'un point mis à l'ordre du jour de la Commission impacte leurs projets.

CHAPITRE 2 : LA COMMISSION

SECTION 1 : Le rôle et les avis de la Commission

ART. 3. Le rôle consultatif

La Commission remet des avis sur demande du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Elle soumet également des recommandations au Collège.

Les avis de la Commission sont consultatifs.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins motivera sa décision s'il souhaite ne pas suivre l'avis ou la recommandation remis par la Commission.

SECTION 2 : La composition de la Commission

ART. 5. Les membres

La Commission se compose de la façon suivante :

- Un.e fonctionnaire en charge de la participation citoyenne ;
- Un.e fonctionnaire en charge de la mobilité et de la sécurité routière ;
- Un.e fonctionnaire du Service de prévention ;
- Six citoyen.ne.s etterbeekoi.se.s tiré.e.s au sort, selon les modalités décrites à l'article 6, § 1^{er} du présent règlement ;
- Un.e représentant.e par association active dans le secteur de la mobilité, avec un minimum de 3 associations représentées, après un appel à candidature selon les modalités à l'article 6, § 2 du présent règlement ;
- Un.e représentant.e des Personnes à Mobilité Réduite et 1 représentant.e des groupements de commerçants selon les modalités à l'article 6, § 3 du présent règlement ;
- Un.e représentant.e de la zone de police Montgomery

Le Bourgmestre et l'Echevin.e ou les échevin.e.s en charge de la mobilité, de la sécurité routière et/ou de la prévention sont présent.e.s avec un statut d'observateur.rice. Ils et elles sont entendu.e.s préalablement aux débats au sein de la Commission pour exposer les éléments nécessaires à la compréhension d'un point inscrit à son ordre du jour.

Les autres membres du Collège des Bourgmestre et Echevins peuvent également en faire la demande en fonction de l'ordre du jour.

ART. 6. Les modalités de désignation des membres

§ 1^{er}. Les citoyen.ne.s siégeant au sein de la Commission sont tiré.e.s au sort par le service désigné à cet effet par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sur base d'une extraction du registre national et dans le respect de la législation concernant la protection des données personnelles.

Les personnes ainsi tirées au sort (minimum 60 personnes) seront contactées personnellement afin de recevoir une information complète sur les objectifs et le fonctionnement de la Commission.

Après avoir reçu cette information, ces personnes disposent d'un délai d'une semaine afin d'accepter

ou de refuser leur participation à la Commission. Sur base des réponses positives obtenues, un nouveau tirage au sort est effectué si nécessaire afin d'obtenir un quota de 3 hommes et 3 femmes, en veillant à assurer la meilleure représentativité possible des différents quartiers de la commune.

Si le premier tirage au sort ne suffit pas à atteindre ce quota, un nouveau tirage au sort est effectué et la même procédure est appliquée jusqu'à l'obtention du quota voulu.

§ 2. Les représentants des associations actives dans le secteur de la mobilité sont désignées par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sur proposition du service désigné à cet effet et ce, après un appel à candidature publié par la commune. Le service veillera à assurer la meilleure représentativité possible des différentes formes de mobilité présente sur le territoire communal.

§ 3. Les représentants des PMR et des groupements de commerçants sont tirés au sort par le service désigné à cet effet, suite à l'appel à candidature publié par la commune.

§ 4. Tout membre est libre de se retirer de la Commission.

La démission est adressée par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins qui la communique au Conseil communal, afin d'être actée et confirmée par celui-ci. Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut, sur décision motivée, après audition, exclure un membre ayant adopté une attitude contraire à la Convention Européenne des Droits de l'Homme.

§ 5. Une liste de suppléant.e.s est constituée pour répondre aux éventuels désistements, démissions ou impossibilité de siéger des membres. Les suppléant.e.s doivent répondre aux mêmes exigences que les membres effectif.ve.s de la Commission. Cette liste est mise à jour tous les 2 ans, sur base de la procédure initiale.

CHAPITRE 3. LE FONCTIONNEMENT

SECTION 1. Les séances

ART. 7. La présidence des séances

Lors de sa première réunion qui suit son installation, la Commission est co-présidée par les membres du Collège des bourgmestre et échevins en charge de la sécurité routière, de la prévention et de la mobilité.

Dès la seconde réunion, la Commission désigne un.e président.e et un vice-président.e en son sein, à l'exclusion des observateur.rice.s sur base d'un vote à majorité simple.

Le/la Président.e de la Commission préside la séance et dirige celle-ci en fonction de l'ordre du jour.

Le/la Vice-Président.e remplace le/la Président.e en cas d'absence.

En cas d'absence des deux membres susmentionnés, les membres présents désignent en leur sein un.e Président.e ad intérim à la majorité simple.

ART. 8. Le rythme des séances

La Commission se réunira au minimum 2 fois par an (en semaine, après 18h).

SECTION 2. Le secrétariat

ART. 9. Le service Participation

Le service Participation citoyenne de l'administration communale assure le secrétariat de la Commission, ci-après « le secrétariat ». En cas d'absence, cette mission sera assurée par le service Mobilité.

ART. 10. L'ordre du jour

L'ordre du jour est constitué sur base des points soumis par les services concernés, par le Collège des Bourgmestre et échevins et par chaque membre de la Commission.

L'ordre du jour, bilingue, est arrêté par le secrétariat sept jours ouvrables avant la date prévue de la Commission, en concertation avec le/la Président.e de la Commission. Il est communiqué aux membres en même temps que leur convocation.

ART. 11. Les convocations

Les convocations sont envoyées par le service Participation citoyenne. Elles doivent être adressées par mail aux membres de la Commission 7 jours avant la réunion, ainsi qu'aux membres du Collège des bourgmestre et échevins.

ART. 12. Les procès-verbaux de réunion

Les procès-verbaux de réunion sont rédigés par le secrétariat.

Ils mentionnent les personnes présentes, excusées et absentes et reprennent de façon synthétique les débats, avis et recommandations sur les sujets à l'ordre du jour de la réunion.

Le procès-verbal est envoyé par mail aux membres de la Commission dans les 10 jours ouvrables qui la suivent. Il est rectifié si nécessaire et est approuvé au début de la séance suivante.

SECTION 3 : Les décisions de la Commission

ART. 13. Décision et quorum de présence

Au sein de la Commission, les avis et les recommandations sont validés par consensus.

En cas de blocage empêchant d'aboutir à l'adoption des avis et des recommandations prévue à l'ordre du jour, la Commission procède à un vote à la majorité qualifiée (aux deux tiers).

Par ailleurs, un quorum de présence de plus 40% des membres est nécessaire à la tenue de la Commission. La Commission ne peut valablement délibérer que si ce quorum est atteint.

En cas d'absence d'un membre de la Commission, aucune procuration ne peut être présentée.

SECTION 4. Les absences aux réunions

ART. 14. Exigences de motivation

Les absences aux réunions doivent être motivées.

Si un membre s'absente 3 fois consécutivement sans motivation, il est considéré comme démissionnaire.

CHAPITRE 4 : Le mandat

ART. 15. La durée du mandat

Les membres siègeront trois ans à compter de leur désignation.

Le mandat prend fin par :

a) la démission ;

b) L'absence non justifiée, à trois reprises consécutives aux réunions ;

d) L'apparition d'incompatibilités/ de conflit d'intérêts avec les missions de la Commission. La qualité de membre de la Commission est incompatible avec :

- l'exercice d'un mandat public^[1], électif ou non, gratuit ou rémunéré aux niveaux européen, fédéral, régional, communautaire ou local, en ce compris les mandats au sein de toute structure, publique ou privée, soumise à la législation sur les marchés publics ou au sein de laquelle une représentation des groupes politiques est organisée ou qui perçoit un subside de la commune ;
- l'exercice de toute autre activité rétribuée par la Commune, le C.P.A.S. ou la zone de police.

e) La tenue de comportement ou propos injurieux, insultants à l'égard de quiconque.

Art. 16. Indemnités de volontariat

La participation à la Commission donne droit, à chaque membre tiré au sort et associatif, à une indemnité de bénévoles telle que visée par la législation sur le volontariat.

CHAPITRE 5 : Dispositions transitoires, conflit d'interprétation et évaluation

ART. 17. Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur ...

ART. 18. Conflit d'interprétation

Tout conflit d'interprétation des dispositions du présent règlement sera tranché par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

ART.19. Evaluation

En vue de son amélioration, le présent Règlement sera évalué par le Conseil communal annuellement sur présentation d'un rapport d'activité et d'une évaluation réalisée par les membres de la Commission.

[1] On entend par « mandat public » :

- la charge politique pour laquelle une personne a été élue ;
- la charge publique occupée suite à la désignation d'un pouvoir public au sein d'un organisme public ou privé pour y représenter un pouvoir public, quel qu'il soit ;
- la charge assimilée à une charge publique exercée à titre privé dans un organisme privé soumis à la législation sur les marchés publics ;
- la représentation d'un groupe politique représenté au Conseil communal dans un organe d'administration, de gestion ou de conseil d'une des structures précitées qu'elles soient consultatives ou non. Cette notion étant interprétée de la façon la plus large en vue d'éviter tout conflit d'intérêts.

Voorschrift inzake de werking van de Commissie mobiliteit en verkeersveiligheid

HOOFDSTUK 1: ALGEMEEN

ENIGE AFDELING: Voorwerp en opdracht

ART. 1. Voorwerp

De gemeenteraad van Etterbeek richt een adviesraad op, "commissie voor mobiliteit en verkeersveiligheid" genaamd, om een regelmatige dialoog tot stand te brengen tussen het gemeentebestuur, de bevoegde gemeentediensten en de vertegenwoordigers van het maatschappelijk middenveld.

ART. 2. Opdracht

De commissie heeft raadgevende bevoegdheden. Ze heeft de volgende opdrachten:

- Een constructieve uitwisseling tussen de belanghebbenden over uitdagingen in verband met mobiliteit en verkeersveiligheid mogelijk maken.
- Advies uitbrengen over structurele projecten op het vlak van mobiliteit en verkeersveiligheid die door de gemeente worden uitgevoerd.
- Aanbevelingen formuleren over elk project ter verbetering van de mobiliteit en de verkeersveiligheid in de gemeente.

De commissie kan geen persoonlijke kwesties behandelen.

De commissie handelt zonder afbreuk te doen aan de opdrachten van de andere officiële adviserende instanties die werken binnen een gemeentelijke bevoegdheid. Hun advies is vereist wanneer een punt op de agenda van de commissie betrekking heeft op hun projecten.

HOOFDSTUK 2: DE COMMISSIE

AFDELING 1: De rol en de adviezen van de commissie

ART. 3. Raadgevende rol

De commissie brengt adviezen uit op vraag van het college van burgemeester en schepenen. Ze legt ook aanbevelingen voor aan het college.

De adviezen van de commissie hebben een raadgevend karakter.

Het college van burgemeester en schepenen motiveert zijn beslissing als het beslist het advies of de aanbeveling van de commissie niet te volgen.

AFDELING 2: Samenstelling van de commissie

ART. 5. Leden

De commissie is als volgt samengesteld:

- Een ambtenaar die verantwoordelijk is voor burgerparticipatie
- Een ambtenaar die verantwoordelijk is voor mobiliteit en verkeersveiligheid
- Een ambtenaar van de dienst Preventie
- Zes inwoners van Etterbeek die worden geloot volgens de voorwaarden uit artikel 6, §1 van dit reglement
- Een vertegenwoordiger per vereniging die actief is op het vlak van mobiliteit, met een minimum van 3 vertegenwoordigde verenigingen, na een kandidatuuroproep volgens de voorwaarden uit artikel 6, §2 van dit reglement
- Een vertegenwoordiger van mensen met beperkte mobiliteit en een vertegenwoordiger van de handelaarsverenigingen volgens de voorwaarden uit artikel 6, §3 van dit reglement
- Een vertegenwoordiger van de politiezone Montgomery

De burgemeester en de schepen of schepenen die bevoegd is of zijn voor mobiliteit, verkeersveiligheid en/of preventie zijn aanwezig en hebben het statuut van waarnemer. Zij worden gehoord voorafgaand aan de debatten in de commissie om de elementen toe te lichten die nodig zijn om een agendapunt te begrijpen.

De andere leden van het college van burgemeester en schepenen kunnen ook vragen om deel uit te maken van de commissie in functie van de agenda.

ART. 6. Voorwaarden voor de aanstelling van de leden

§ 1. De burgers die in de commissie zetelen worden geloot door de dienst die daartoe wordt aangesteld door het college van burgemeester en schepenen op basis van een extractie uit het rijksregister en in naleving van de wetgeving over de bescherming van persoonsgegevens.

De personen die zo worden geloot (minstens 60 personen) worden persoonlijk gecontacteerd en krijgen volledige informatie over de doelstellingen en de werking van de commissie.

Nadat zij die informatie hebben gekregen, beschikken die personen over een termijn van één week om hun deelname aan de commissie te aanvaarden of te weigeren. Op basis van de positieve antwoorden wordt er opnieuw een loting gedaan als dat nodig is om een quotum van 3 mannen en 3 vrouwen te behalen, waarbij ervoor gezorgd wordt dat de verschillende wijken van de gemeente zo goed mogelijk zijn vertegenwoordigd.

Als de eerste loting niet voldoende is om dat quotum te behalen, wordt een nieuwe loting uitgevoerd en wordt dezelfde procedure toegepast totdat het gewenste quotum wordt behaald.

§ 2. De vertegenwoordigers van de verenigingen die actief zijn op het vlak van mobiliteit worden

aangesteld door het college van burgemeester en schepenen op voorstel van de dienst die daartoe werd aangesteld en na een kandidatuuroproep die wordt gepubliceerd door de gemeente. De dienst zorgt ervoor dat de verschillende vormen van mobiliteit die aanwezig zijn in de gemeente zo goed mogelijk worden vertegenwoordigd.

§ 3. De vertegenwoordigers van mensen met beperkte mobiliteit worden geloot door de dienst die daartoe werd aangesteld door het college van burgemeester en schepenen na een kandidatuuroproep die wordt gepubliceerd door de gemeente.

§ 4. Alle leden zijn vrij om zich terug te trekken uit de commissie.

Het ontslag wordt schriftelijk gericht aan het college van burgemeester en schepenen dat het ontslag meedeelt aan de gemeenteraad zodat die er akte van kan nemen en het ontslag kan bevestigen. Het college van burgemeester en schepenen kan, met een gemotiveerde beslissing en na verhoor, een lid uitsluiten dat een houding heeft aangenomen die ingaat tegen het Europees Verdrag voor de Rechten van de Mens.

§ 5. Er wordt een lijst met plaatsvervangers opgesteld om eventuele terugtrekking, ontslag of verhindering van leden op te vangen. De plaatsvervangers moeten beantwoorden aan dezelfde eisen als de effectieve leden van de commissie. Deze lijst wordt om de twee jaar bijgewerkt op basis van de oorspronkelijke procedure.

HOOFDSTUK 3. WERKING

AFDELING 1. De zittingen

ART. 7. Voorzitterschap van de zittingen

Tijdens de eerste bijeenkomst na de installatie wordt de commissie gezamenlijk voorgezeten door de leden van het college van burgemeester en schepenen die bevoegd zijn voor verkeersveiligheid, preventie en mobiliteit.

Vanaf de tweede vergadering stelt de commissie een voorzitter/voorzitster en een vicevoorzitter/vicevoorzitster aan uit zijn leden, met uitsluiting van de waarnemers, op basis van een stemming met gewone meerderheid.

De voorzitter/voorzitster van de commissie zit de zitting voor en leidt de zitting in functie van de agenda.

De vicevoorzitter/vicevoorzitster vervangt de voorzitter/voorzitster in geval van afwezigheid.

In geval van aanwezigheid van de twee bovengenoemde leden stellen de aanwezigheid een voorzitter ad interim aan via gewone meerderheid.

ART. 8. Ritme van de zittingen

De commissie komt minstens 2 keer per jaar samen (tijdens de week, na 18 uur).

AFDELING 2. Secretariaat

ART. 9. Dienst Participatie

De dienst Burgerparticipatie van het gemeentebestuur is verantwoordelijk voor het secretariaat van de commissie, hierna "het secretariaat" genoemd. In geval van afwezigheid wordt deze opdracht uitgevoerd door de dienst Mobiliteit.

ART. 10. Agenda

De agenda wordt opgesteld op basis van de punten die worden voorgelegd door de betrokken diensten, door het college van burgemeester en schepenen en door elk lid van de commissie.

De tweetalige agenda wordt vastgelegd door het secretariaat zeven werkdagen voor de geplande datum van de commissie, in overleg met de voorzitter/voorzitster van de commissie. De agenda wordt samen met de uitnodiging aan de leden bezorgd.

ART. 11. Uitnodigingen

De uitnodigingen worden verstuurd door de dienst Burgerparticipatie. Ze worden via e-mail verstuurd naar de leden van de commissie zeven dagen voor de vergadering alsook naar de leden van het college van burgemeester en schepenen.

ART. 12. Verslagen van de vergaderingen

De verslagen van de vergaderingen worden opgesteld door het secretariaat.

Ze vermelden de aanwezige, verontschuldigde en afwezige personen en geven een synthetische weergave van de debatten, advies en aanbevelingen over de onderwerpen die op de agenda van de vergadering.

Het verslag wordt via e-mail verstuurd naar de leden van de commissie binnen 10 werkdagen na de vergadering. Het verslag wordt indien nodig aangepast en wordt goedgekeurd aan het begin van de volgende zitting.

AFDELING 3: Beslissingen van de commissie

ART. 13. Beslissing en aanwezigheidsquorum

Binnen de commissie worden de adviezen en aanbevelingen goedgekeurd bij consensus.

In geval van een impasse die verhindert om de adviezen en aanbevelingen aan te nemen die op de agenda staan, kan de commissie overgaan tot een stemming met gekwalificeerde meerderheid (met twee derden).

Bovendien is een aanwezigheidsquorum van meer dan 40 procent van de leden nodig om de commissie te kunnen laten plaatsvinden. De commissie kan enkel geldig beraadslagen als dat quorum bereikt is.

In geval van afwezigheid van een lid van de commissie kan geen volmacht worden voorgelegd.

AFDELING 4. Afwezigheden op vergaderingen

ART. 14. Motiveringsvereisten

Afwezigheden op vergaderingen moeten gemotiveerd worden.

Als een lid drie opeenvolgende keren afwezig is zonder motivering, wordt hij beschouwd als zijnde ontslagnemend.

HOOFDSTUK 4: Mandaat

ART. 15. Duur van het mandaat

De leden zetelen drie jaar vanaf hun aanstelling.

Het mandaat eindigt door:

- a) ontslag
- b) ongerechtvaardigde afwezigheid gedurende drie opeenvolgende vergaderingen
- c) het ontstaan van onverenigbaarheden/belangenconflicten met de opdrachten van de commissie. De hoedanigheid van lid van de commissie is niet verenigbaar met:

- de uitoefening van een openbaar mandaat^[1], al dan niet via verkiezing verkregen en al dan niet bezoldigd op Europees, federaal, gewestelijk, gemeenschaps- of lokaal niveau, met inbegrip van de mandaten binnen elke structuur, openbaar of privé, die onderworpen is aan de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten of waarbinnen een vertegenwoordiging van politieke fracties georganiseerd wordt of die een subsidie krijgt van de gemeente ;
- de uitoefening van elke andere activiteit die bezoldigd wordt door de gemeente, het OCMW of de politiezone.

- d) Het zich schuldig maken aan grof of beledigend gedrag of taalgebruik jegens wie dan ook.

ART. 16. Vrijwilligersvergoedingen

Aanwezigheid op de commissie geeft elk geloot lid of verenigingslid recht op een vrijwilligersvergoeding zoals bedoeld in de wetgeving betreffende het vrijwilligerswerk.

HOOFDSTUK 5: Overgangsregeling, interpretatiegeschil en evaluatie

ART. 17. Inwerkingtreding

Dit reglement treedt in werking op ...

ART. 18. Interpretatiegeschil

Het college van burgemeester en schepenen neemt een beslissing over alle interpretatiegeschillen met betrekking tot de bepalingen uit dit reglement.

ART. 19. Evaluatie

Om de raad te verbeteren, wordt dit reglement jaarlijks geëvalueerd door de gemeenteraad op basis van een activiteitenverslag en een evaluatie die wordt uitgevoerd door de leden van de commissie.

[1] Onder “openbaar mandaat verstaat men

- het politieke ambt waarvoor iemand verkozen werd;
- het openbare ambt dat iemand bekleedt wegens een aanstelling door een overheid binnen een openbare of private instelling om daar om het even welke overheid te vertegenwoordigen;
- het ambt gelijkgesteld met een openbaar ambt dat als privépersoon wordt uitgeoefend in een private instelling die onderworpen is aan de wetgeving betreffende de overheidsopdrachten;
- de vertegenwoordiging van een politieke fractie die vertegenwoordigd is in de gemeenteraad in een bestuurs-, beheers-, of adviesorgaan van een van de bovengenoemde structuren, ongeacht die een adviserende rol hebben of niet. Dat begrip wordt zo ruim mogelijk geïnterpreteerd om eventuele belangenconflicten te vermijden.

1 annexe / 1 bijlage

Règlement commission mobilité sécurité Etterbeek_final.docx

Finances - Financiën

39 Comptes communaux 2021

Le conseil communal,

Vu le compte budgétaire 2021 dressé par le Receveur Communal ;

Attendu que ce compte se clôture avec un boni de € 32.160.795,23 au service ordinaire et avec un mali de € 48.508.431,32 au service extraordinaire;

Vu le bilan et le compte de résultat au 31 décembre 2021;

Attendu que le compte de résultat se clôture avec un boni de € 2.678.544,89 résultat que l'on retrouve au bilan ;

Attendu que ces documents ont et présentés au collège des Bourgmestre et Echevins en séance du 16 juin 2022;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

APPROUVE

- 1) les comptes budgétaires 2021 ;
- 2) le compte de résultat 2021 et le bilan au 31 décembre 2021.

Gemeenterekeningen 2021

De gemeenteraad,

gezien de begrotingsrekening over 2021 opgesteld door de Gemeenteontvanger;

overwegende dat deze rekening afgesloten wordt met een tegoed van € 32.160.795,23 op de gewone dienst en een tekort van € 48.508.431,32 op de buitengewone dienst;

gezien de balans en de resultatenrekening op 31 december 2021;

overwegende dat de resultatenrekening afgesloten wordt met een tegoed van € 2.678.544,89 resultaat dat men terugvindt op de balans;

overwegende dat deze documenten aan het college van Burgemeester en Schepenen werd voorgelegd in hun zitting van 16 juni 2022;

gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

KEURT GOED

1) de begrotingsrekeningen over 2021;

2) de resultatenrekening over 2021 en de balans op 31 december 2021.

18 annexes / 18 bijlagen

liste droits non perçu.pdf, wacht en regul rekeningen.pdf, balans +rr rekening.pdf, compte gen.pdf, bilan + compte resultat.pdf, individuele rekeningen.pdf, uitgaven inkomsten.pdf, RAPPORT 2021 art 96.pdf, comptes part.pdf, lijst van de niet ontvangen rechten.pdf, compte budget.pdf, non valeurs.pdf, proef en saldi balans algemene rek.pdf, depenses recettes.pdf, onwaarden.pdf, Formulaire T.pdf

40 Budget 2022 - Crédits provisoires - 3ème trimestre 2022.

Le Conseil communal,

Attendu que le budget pour 2022 ne pourra pas être présenté dans les délais légaux;

Vu l'article 14 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale;

DECIDE de demander à l'autorité de tutelle de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le troisième trimestre 2022.

Begroting 2022 - Voorlopige kredieten - 3de trimester 2022.

De gemeenteraad,

overwegende dat de begroting over 2022 niet binnen de wettelijke termijnen kan ingediend worden;

gelet op artikel 14 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende reglement op de gemeentelijke comptabiliteit;

BESLUIT aan de voogdijoverheid om machtiging te vragen over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het derde trimester 2022.

41 **CPAS - Budget 2022 - Modification numéro 1**

Le conseil communal,

Attendu qu'en séance du 27 juin 2022, le Conseil de l'aide sociale a modifié le budget 2022 du Centre Public d'Aide Sociale d'Etterbeek suivant les directives de l'article 88 - paragraphe 2 - de la loi organique des centres publics d'aide sociale;

APPROUVE

La modification n°1 du budget pour 2022 du Centre Public d'Aide Sociale.

OCMW - Begroting 2022 - Wijziging n° 1

De gemeenteraad,

overwegende dat in zijn zitting van 27 juni 2022 de Raad voor Maatschappelijk Welzijn zijn begroting over 2022 gewijzigd heeft in overeenstemming met de bepalingen van artikel 88 – paragraaf 2 – van de organieke wet op de openbare centra voor maatschappelijk welzijn;

KEURT GOED

de begrotingswijziging nr 1 van 2022 van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn.

2 annexes / 2 bijlagen

Note explicative.doc, MB 2022-1.pdf

Budget - Begroting

42 **Budget 2022 et plan triennal 2022-2024 (Complémentaire)**

Le Conseil communal,

Vu l'article 242 NLC ;

Vu la notification du refus de la Région de Bruxelles-Capitale d'approuver le budget 2022 validé par le Conseil communal en sa séance du 02.05.22;

Vu que le budget 2022 approuvé le 02.05.2022 comme susmentionné, comportait bien toutes les annexes relatives au plan triennal, à la note d'orientation politique (NOP) et à la note relative au plan financier 2022-2024 ;

Vu que les conseillers communaux ont approuvé le point en marquant accord sur l'intégralité des documents annexés, en pleine connaissance de cause ;

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée uniquement dans la rédaction de l'intitulé du point qui ne mentionnait que "Budget 2022" alors qu'en réalité, le plan triennal qui y était joint avait également et concomitamment fait l'objet d'une validation par le conseil communal ; que cette erreur

n'a donc aucunement affecté ni la compréhension ni la validité du consentement des conseillers communaux qui se sont exprimés positivement sur le point;

Considérant que tous les documents relatifs au budget et au plan triennal figuraient bien dans le dossier;

Considérant qu'il résulte des contacts informels avec la tutelle régionale que celle-ci souhaite que le Conseil communal confirme sa décision du 19.05.2022 par laquelle la commune a confirmé l'adoption du budget 2022 et de la note d'orientation politique (BOS 56213 « Confirmation de l'adoption du budget et de la Note d'Orientation Politique » ;

Considérant que la note d'orientation politique n'est que l'un des documents qui composent le plan triennal ; qu'il convient de préciser - une fois encore - que le plan triennal 2022-2024, annexé à la confirmation de l'adoption du budget validée lors du Conseil communal du 19.05.22, a bien été porté à la connaissance des conseillers qui l'ont valablement adopté;

DECIDE de

- corriger l'erreur matérielle qui s'est glissée dans l'intitulé des délibérations des 02.05.22 et 19.05.22 en approuvant l'intitulé suivant : "Budget 2022 et plan triennal 2022-2024";
- confirmer, pour autant que de besoin et par pure forme, le budget 2022 et approuver le plan triennal 2022-2024,

Begroting 2022 en driejarig financieringsplan 2022-2024 (Aanvullend)

De gemeenteraad,

gelet op artikel 242 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de kennisgeving van de weigering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om de begroting 2022 goed te keuren die werd gevalideerd door de gemeenteraad in zijn zitting van 02.05.2022;

overwegende dat de begroting 2022, die zoals hierboven vermeld werd goedgekeurd op 02.05.2022, wel degelijk alle bijlagen bevatte in verband met het driejarenplan, de politieke oriëntatienota en de nota betreffende het financieel plan 2022-2024;

overwegende dat de gemeenteraadsleden het punt hebben goedgekeurd door akkoord te gaan met alle bijgevoegde documenten, met volledige kennis van zaken;

overwegende dat er alleen in de titel van het punt een materiële fout is geslopen, die alleen "Begroting 2022" vermeldde, terwijl in werkelijkheid het daarbij gevoegde driejarenplan tegelijkertijd door de gemeenteraad is gevalideerd; dat deze fout bijgevolg op geen enkele wijze afbreuk heeft gedaan aan het begrip of de geldigheid van de instemming van de gemeenteraadsleden die voor het punt hebben gestemd;

overwegende dat alle documenten in verband met de begroting en het driejarenplan wel degelijk in het dossier zaten;

overwegende dat uit de informele contacten met de gewestelijke toezichthoudende overheid blijkt dat zij wil dat de gemeenteraad zijn beslissing van 19.05.2022 houdende de goedkeuring door de gemeente van de begroting 2022 en de politieke oriëntatienota (BOS 562123 "Bevestiging van de goedkeuring van de begroting en van de politieke oriëntatienota") bevestigt;

overwegende dat de politieke oriëntatienota slechts een van de documenten van het driejarenplan is; dat het bijgevolg aangewezen is om - nog maar eens - te verduidelijken dat het driejarenplan 2022-2024, dat is bijgevoegd bij de bevestiging van de goedkeuring van de begroting die werd gevalideerd door de gemeenteraad van 19.05.2022, wel degelijk ter kennis werd gebracht van de gemeenteraadsleden, die het op geldige wijze hebben goedgekeurd;

BESLIST om

- de materiële fout in de titel van de beraadslagingen van 02.05.2022 en 19.05.2022 te verbeteren door de volgende titel goed te keuren: “Begroting 2022 en driejarenplan 2022-2024”;
- de begroting van 2022 te bevestigen en het driejarenplan 2022-2024 goed te keuren, voor zover dat nodig is en louter voor de formaliteit.

28 annexes / 28 bijlagen

Budget+2022+(3).pdf.pdf, Note+plan+2022-2024+cf+obligations+FRBRTC.pdf.pdf, Note+plan+2022-2024+cf+obligations+FRBRTC_dut-BE.pdf.pdf, Begroting+2022+Bijlage+(5).pdf.pdf, Begroting+2022+(2).pdf.pdf, Begroting+2022+Bijlage+(1).pdf.pdf, Begroting+2022+(3).pdf.pdf, Budget+2022+(2).pdf.pdf, Begroting+2022+Bijlage+(8).pdf.pdf, 2020+jaarverslag.pdf.pdf, Budget+2022+Annexe+(6).pdf.pdf, Budget+2022+Annexe+(3).pdf.pdf, Begroting+2022+Bijlage+(3).pdf.pdf, NOP_2022+-+2024_déf_dut.pdf.pdf, Budget+2022+Annexe+(4).pdf.pdf, Begroting+2022+(1).pdf.pdf, NOP+2022+-+2024_déf.pdf.pdf, Begroting+2022+Bijlage+(6).pdf.pdf, Budget+2022+(1).pdf.pdf, Begroting+2022+Bijlage+(9).pdf.pdf, Begroting+2022+Bijlage+(7).pdf (1).pdf, Budget+2022+Annexe+(1).pdf.pdf, Budget+2022+Annexe+(2).pdf.pdf, Budget+2022+Annexe+(5).pdf.pdf, 2020+rappport+annuel.pdf.pdf, Begroting+2022+Bijlage+(2).pdf.pdf, Begroting+2022+Bijlage+(4).pdf.pdf, Budget+2022+Annexe+(7).pdf.pdf

Affaires néerlandophones - Nederlandstalige Aangelegenheden

43 Convention de collaboration entre la Commission communautaire Flamande (VGC), les 19 communes de la Région de Bruxelles- Capitale et l' ASBL Puntpunt concernant l'application d'un règlement régional commun dans toutes les bibliothèques publique néerlandophones de la Région de Bruxelles- Capitale.

Le conseil communal,

Considérant que le conseil communal a approuvé en sa séance du 22 février 2021, l'accord de coopération entre la Commission communautaire flamande (VGC) et la commune d'Etterbeek concernant le raccordement de la Bibliothèque publique communale au réseau de la Bibliothèque publique de Bruxelles;

Considérant que le conseil d'administration lors de sa réunion du 15 septembre 2021, a émis un avis positif sur l'accord de coopération;

Considérant que l'équipe de la bibliothèque approuve pleinement le principe de la gratuité des services de base (matériel et installations de la bibliothèque) et d'un tarif unique pour les amendes, les frais postaux, etc ;

Alors que la non-adhésion au règlement régional entraînera l'exclusion des autres bibliothèques néerlandophones de Bruxelles du réseau ;

Considérant que les règlements régionaux entreront en vigueur le lundi 4 septembre 2023 ;

DÉCIDÉ :

Approuver l'accord de coopération entre la Commission communautaire flamande (VGC), les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale et vzw Muntpunt concernant l'application d'un

règlement régional commun dans toutes les bibliothèques publiques néerlandophones de la Région de Bruxelles-Capitale ci-dessous.

[TRADUCTION]

Convention de collaboration entre la Commission communautaire flamande, les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'ASBL Muntpunt concernant l'application d'un règlement régional commun dans toutes les bibliothèques publiques néerlandophones de la Région de Bruxelles-Capitale

Entre les parties soussignées :

la Commission communautaire flamande (0240.682.635), boulevard Émile Jacqmain 135, 1000 Bruxelles, représentée par le Collège de la Commission communautaire flamande (Vlaamse Gemeenschapscommissie), pour lequel agit monsieur Pascal Smet, membre du Collège en charge de la Culture, de la Jeunesse, du Sport et des Centres communautaires, ci-après désignée comme « la VGC » ;

et

la commune d'Anderlecht (0206.582.284), place du Conseil 1, 1070 Anderlecht, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent madame Elke Roex, échevine, et monsieur Marcel Vermeulen, secrétaire communal ;

et

la ville de Bruxelles (0207.373.429), Grand-Place 1, 1000 Bruxelles, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent madame Ans Persoons, échevine, et monsieur Luc Symoens, secrétaire communal ;

et

la commune d'Ixelles (0207.401.341), chaussée d'Ixelles 168, 1050 Ixelles, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent mesdames Els Gossé, échevine, et Patricia van der Lijn, secrétaire communale ;

et

la commune d'Etterbeek (0207.365.610), avenue des Casernes 31/1, 1040 Etterbeek, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent monsieur Frank Van Bockstal, échevin, et madame Annick Petit, secrétaire communale ;

et

la commune d'Evere (0207.365.709), Square Servaes Hoedemaekers 10, 1140 Evere, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent madame Martine Raets, échevine, et monsieur Dirk Borremans, secrétaire communal ;

et

la commune de Ganshoren (0207.401.044), avenue Charles-Quint 140, 1083 Ganshoren, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent mesdames Marina Dehing-Van Den Broeck, échevine, et Caroline Van de Walle, secrétaire communale ;

et

la commune de Jette (0207.366.895), chaussée de Wemmel 100, 1090 Jette, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent madame Nathalie De Swaef, échevine, et monsieur Benjamin Goeders, secrétaire communal ;

et

la commune de Koekelberg (0207.372.538), place Henri Vanhuffel 6, 1081 Koekelberg, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent mesdames Marie Bijnens, échevine, et Francesca Signore, secrétaire communale f.f. ;

et

l'ASBL Muntpunt (0838.774.539), place de la Monnaie 6, 1000 Bruxelles, représentée par messieurs Patrick Stouthuysen, président, et Roel Leemans, directeur général ;

et

la commune d'Auderghem (0207.540.408), rue Émile Idiers 12-14, 1160 Auderghem, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent madame Lieve Jorens, échevine, et monsieur Etienne Schoonbroodt, secrétaire communal ;

et

la commune de Schaerbeek (0207.367.687), place Colignon, 1030 Schaerbeek, représentée par le

Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent madame Adelheid Byttebier, échevine, et monsieur David Neuprez, secrétaire communal ;

et

la commune de Berchem-Sainte-Agathe (0207.541.594), avenue du Roi Albert 33, 1082 Berchem-Sainte-Agathe, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent madame Katia Van Den Broucke, échevine, et monsieur Philippe Rossignol, secrétaire communal ;

et

la commune de Saint-Gilles (0207.367.588), place Maurice Van Meenen 39, 1060 Saint-Gilles, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent messieurs Jos Raymenants, échevin, et Laurent Pampfer, secrétaire communal ;

et

la commune de Molenbeek-Saint-Jean (0207.366.501), rue du Comte de Flandre 20, 1080 Molenbeek-Saint-Jean, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent madame Gloria Garcia Fernandez, échevine, et monsieur Jacques De Winne, secrétaire communal ;

et

la commune de Saint-Josse-ten-Noode (0207.202.193), avenue de l'Astronomie 12, 1210 Saint-Josse-ten-Noode, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent madame Lydia Desloover, échevine, et monsieur Patrick Neve, secrétaire communal ;

et

la commune de Woluwe-Saint-Lambert (0207.389.859), avenue Paul Hymans 2, 1200 Woluwe-Saint-Lambert, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent messieurs Xavier Liénart, échevin, et Patrick Lambert, secrétaire communal ;

et

la commune de Woluwe-Saint-Pierre (0207.366.994), avenue Charles Thielemans 93, 1150 Woluwe-Saint-Pierre, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent monsieur Helmut De Vos, échevin, et madame Florence van Lamsweerde, secrétaire communale ;

et

la commune d'Uccle (0207.368.875), place Jean Vander Elst 29, 1180 Uccle, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent mesdames Perrine Ledan, échevine, et Laurence Vainsel, secrétaire communale ;

et

la commune de Forest (0207.367.489), rue du Curé 2, 1190 Forest, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent mesdames Esmeralda Van Den Bosch, échevine, et Betty Moens, secrétaire communale ;

et

la commune de Watermael-Boitsfort (0207.372.637), place Antoine Gilson 1, 1170 Watermael-Boitsfort, représentée par le Collège des Bourgmestre et Échevins, pour lequel agissent messieurs Daniel Soumillion, échevin, et Etienne Tihon, secrétaire communal ;

ci-après dénommées « la/les commune(s)/Muntpunt »,

Il est exposé préalablement ce qui suit :

CONTEXTE

Pendant la période 2006-2015, les bibliothèques publiques communales néerlandophones de la Région de Bruxelles-Capitale et Muntpunt, ci-après dénommées les « Brusselse bibliotheken », sous la coordination et avec le soutien de la VGC, se sont progressivement rassemblées dans le cadre d'une collaboration avec un système de bibliothèque commun, une carte de bibliothèque, un catalogue et une plate-forme uniques pour les sites Internet des bibliothèques. Le règlement des bibliothèques et les tarifs, durées et quantités sont jusqu'ici restés locaux et donc différents.

La VGC conclut périodiquement une convention avec les communes/Muntpunt, entre autres, pour régler - dans le cadre de la Politique culturelle locale - la coopération et le soutien aux bibliothèques publiques néerlandophones.

Les communes/Muntpunt organisent des bibliothèques publiques néerlandophones accessibles répondant aux conditions de l'article 9 du décret du 6 juillet 2012 (et ses modifications ultérieures) relatif à la Politique culturelle locale, ci-après dénommé « le décret ».

La VGC soutient les « Brusselse bibliotheken ». en application de l'article 47, 3° du décret. Une

attention particulière est portée dans ce cadre au changement d'échelle et à la collaboration, ainsi qu'à la qualité et au fonctionnement inclusif desdites bibliothèques. Via la Communauté flamande/l'ASBL Cultuurconnect, la VGC offre une infrastructure numérique de base (avec pour composante principale le système unique de bibliothèque) et encourage, soutient et accompagne les rapports de collaboration entre les communes/Muntpunt.

Un règlement commun pour les bibliothèques a été élaboré en 2021.

Au service et dans l'intérêt des usagers des bibliothèques, et après avoir réalisé un système unique de bibliothèque, une carte de prêt unique, un catalogue unique et une plateforme commune pour les sites internet des bibliothèques, les communes/Muntpunt et la VGC ont actuellement convenu d'adopter également un règlement unique pour toutes les « Brusselse bibliotheken », prévoyant des quantités, durées et tarifs communs pour les prêts, ci-après dénommé « le règlement régional ».

Dans sa forme juridique, le règlement régional est une liste d'articles reprenant les conditions pour les utilisateurs et les membres des « Brusselse bibliotheken ». Un tableau des tarifs, durées et quantités constitue une annexe au règlement régional. Ce tableau comprend des quantités, durées et montants concrets auquel se réfère le règlement régional.

après cet exposé, les parties conviennent ce qui suit :

TITRE I. OBJECTIF DE L'ACCORD

Article 1. La présente convention a pour objectif de régler la collaboration entre la Commission communautaire flamande, les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale et Muntpunt en ce qui concerne l'application du règlement régional.

TITRE II. APPLICATION DU RÈGLEMENT RÉGIONAL

Article 2. Les communes/Muntpunt appliquent dans les « Brusselse bibliotheken » le règlement régional, joint en annexe au présent accord.

Article 3. La VGC assume et supporte les coûts liés à la (re)configuration initiale et éventuellement ultérieure des paramètres dans le système unique de bibliothèque qui est utilisé par l'ensemble des « Brusselse bibliotheken » et qui permet d'un point de vue technique l'application du règlement régional. À cet effet, la VGC conclut des accords avec l'ASBL Cultuurconnect, l'organisation qui gère le système de bibliothèque à la demande de l'autorité flamande et avec laquelle la VGC a conclu une convention à cet égard.

Article 4. En application du règlement régional, les « Brusselse bibliotheken » forment une seule organisation financière dans le système unique de bibliothèque utilisé par toutes les bibliothèques bruxelloises. L'intérêt de ce système est que toutes les bibliothèques peuvent recevoir des sommes dans leurs propres caisses ou sur leurs propres comptes les unes pour les autres. Un utilisateur est immédiatement reconnu dans toutes les « Brusselse bibliotheken » et peut payer tous les montants ouverts dans chacune de ces bibliothèques.

Article 5. Dans le contexte de l'article 4, le système unique de bibliothèque permet de savoir quel montant appartient à quelle bibliothèque (où le coût a été initialement encouru), de sorte que les montants peuvent être compensés les uns avec les autres. Ce principe est dit de « clearing », ou encore « de compensation ». La VGC agit dans ce contexte en tant que chambre de compensation. Cela signifie que la VGC se charge périodiquement de l'administration des transactions entre les communes/Muntpunt sur la base d'un rapport de compensation du système unique de bibliothèque. À cet effet, la VGC conclut des accords avec l'ASBL Cultuurconnect, l'organisation qui gère le système de bibliothèque à la demande de l'autorité flamande et avec laquelle la VGC a conclu une convention à cet égard.

Article 6. Le règlement régional entre en vigueur le lundi 4 septembre 2023.

TITRE III. COMMUNICATION CONCERNANT LE RÈGLEMENT RÉGIONAL

Article 7. La VGC assume et supporte les frais d'élaboration et de publication d'un produit de communication commun, imprimé et/ou numérique, destiné au grand public pour faire connaître l'existence et les conditions du règlement régional et des « Brusselse bibliotheken ». Ce produit de communication commun, et ses éventuelles versions ultérieures ou dérivées, est développé en concertation avec les communes/Muntpunt.

Article 8. Les communes/Muntpunt et la VGC communiquent de la manière la plus large possible au sujet du règlement régional pour en faire connaître l'existence et les conditions. Pour ce faire, elles utilisent notamment le produit de communication commun évoqué à l'article 7 et ses éventuelles

versions ultérieures ou dérivées.

TITRE IV. MODIFICATION DU RÈGLEMENT RÉGIONAL

Article 9. Le règlement régional et/ou le tableau reprenant les tarifs, durées et quantités constituant son annexe pourra être modifié au plus tôt un an après son entrée en vigueur à l'initiative d'une ou plusieurs parties et après l'accord formel de l'ensemble d'entre-elles.

Article 10. Les parties prenant l'initiative de modifier le règlement régional et/ou le tableau reprenant les quantités, les durées et les tarifs doivent pour ce faire adresser une demande écrite à la VGC. La VGC transmettra ensuite cette demande à toutes les parties et organisera et coordonnera les discussions. Même si la VGC prend l'initiative de la modification, elle communiquera la demande à toutes les parties et organisera et coordonnera les discussions.

Article 11. Les modifications du règlement régional et/ou du tableau reprenant les quantités, les durées et les tarifs qui sont adoptées par les parties sont retranscrites dans une nouvelle version du règlement régional et/ou du tableau des quantités, des durées et des tarifs. Les modifications feront partie intégrante de la présente convention à partir d'une date à convenir entre les parties et entreront en vigueur à cette date. Dans ce cadre, la VGC conclut des accords supplémentaires avec l'ASBL Cultuurconnect, l'organisation qui gère le système de bibliothèque à la demande de l'autorité flamande et avec laquelle la VGC a conclu une convention à cet égard. La communication à l'attention du grand public relative aux modifications adoptées se fait en tenant compte du Titre III. Communication concernant le règlement régional.

TITRE IV. DURÉE DE LA CONVENTION

Article 12. La présente convention est de durée indéterminée.

TITRE VI. PRISE D'EFFET DE LA CONVENTION

Article 13. La présente convention prend effet au moment où toutes les parties l'ont signée ou ont indiqué par une décision formelle qu'elles l'approuvent et souhaitent le signer.

TITRE VII. MODIFICATION DE LA CONVENTION

Article 14. Le présent accord peut être modifié à l'initiative de l'une des parties et après accord formel de toutes les parties. Les modifications sont retranscrites dans un avenant, qui fait partie intégrante de la présente convention. Elles entreront en vigueur dès que toutes les parties ont signé l'avenant ou ont indiqué par une décision formelle qu'elles l'approuvent et souhaitent le signer.

Article 15. Les autres dispositions de la présente convention et la convention elle-même subsistent dans le cas où un ou plusieurs articles de la présente convention sont rendus caducs ou ne peuvent plus être appliqués. Si cela crée une lacune, les parties s'engagent à la combler d'une manière aussi proche que possible du reste de la convention et des intentions initiales des parties.

Titre VIII. RÉSILIATION DE LA CONVENTION

Article 16. Moyennant concertation préalable avec les autres parties, et au plus tôt trois ans après la prise d'effet de la présente convention, chaque commune/Muntpunt peut décider de se retirer de la convention ou de la dénoncer. Cette dénonciation doit se faire par courrier recommandé adressé à toutes les parties signataires de la présente convention, sous peine de nullité.

Article 17. Si une commune/Muntpunt n'applique pas le règlement régional, la VGC entre en contact avec la partie concernée pour s'enquérir de ses intentions. Un refus ou l'impossibilité de faire appliquer le règlement régional peut être considéré comme la volonté de dénoncer la convention.

Article 18. Après avoir constaté ou reçu confirmation de la volonté de dénoncer la convention, la VGC organise une consultation entre toutes les parties et, en concertation avec la partie qui se retire, établit un calendrier pour la réalisation technique du retrait. Dans ce cadre, la VGC conclut des accords supplémentaires avec l'ASBL Cultuurconnect, l'organisation qui gère le système de bibliothèque à la demande de l'autorité flamande et avec laquelle la VGC a conclu une convention à cet égard. La communication à destination du grand public relative au retrait se fait en tenant compte du Titre III. Communication concernant le règlement régional.

Article 19. La commune/Muntpunt qui souhaite dénoncer la convention se retire du réseau des « Brusselse bibliotheken » du fait de cette dénonciation. Ceci a des conséquences en ce qui concerne l'agrément et le subventionnement par l'autorité flamande.

Article 20. La commune/Muntpunt qui souhaite dénoncer la présente convention recevra de la VGC tous les fichiers de données, livrés dans un format généralement accepté, qui devraient permettre à cette partie de continuer à exploiter sa bibliothèque publique néerlandophone en dehors du réseau des

« Brusselse bibliotheken ».

Article 21. Tous les coûts liés à la dénonciation de la convention sont à la charge de la partie à l'origine de sa dénonciation.

Titre IX. FIN DE LA CONVENTION

Article 22. La présente convention prend fin :

§ 1. dans les cas suivants, mais au plus tôt trois ans après sa prise d'effet :

1° si au moins un tiers des parties initiales à l'accord d'origine expriment, par une décision formelle, leur volonté de mettre fin à la présente convention ;

2° si la VGC exprime sa volonté de mettre fin à la présente convention par une décision formelle ;

§ 2. dans le cas où au moins un tiers des parties initiales à la convention initiale ont dénoncé la convention ;

§ 3. dans le cas où finit la mission décrétole de la VGC de soutenir les bibliothèques bruxelloises.

Article 23. La notification de la fin de la convention se fait par la VGC au moyen d'un courrier recommandé adressé aux communes/Muntpunt.

Article 24. Lors de la résiliation de la convention, la VGC, en concertation avec les communes/Muntpunt, établit un calendrier pour la réalisation technique de la fin de la convention. Dans ce cadre, la VGC conclut des accords supplémentaires avec l'ASBL Cultuurconnect, l'organisation qui gère le système de bibliothèque à la demande de l'autorité flamande et avec laquelle la VGC a conclu une convention à cet égard. La communication à destination du grand public relative à la fin de la convention se fait en tenant compte du Titre III. Communication concernant le règlement régional.

Article 25. Les coûts liés à la fin de la convention sont à la charge de la VGC.

Article 26. Toute contestation relative à l'existence, à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention de collaboration relève de la compétence des cours et tribunaux de Bruxelles.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires originaux déposés et conservés par la VGC. La VGC est chargée de fournir une copie certifiée conforme de la présente convention de coopération à chacune des communes/Muntpunt. En cas de différence entre la copie et la convention originale signée, seul le texte de la convention originale signée fait foi.

<p>Commission communautaire flamande</p> <p>Pascal Smet membre du Collège en charge de la Culture, de la Jeunesse, du Sport et des Centres communautaires</p>	<p>commune d'Anderlecht</p> <p>Elke Roex échevine</p> <p>Marcel Vermeulen secrétaire communal</p>

<p>Ville de Bruxelles</p> <p>Ans Persoons échevine</p> <p>Luc Symoens secrétaire communal</p>	<p>Commune d'Ixelles</p> <p>Els Gossé échevine</p> <p>Patricia van der Lijn secrétaire communale</p>
<p>commune d'Etterbeek</p> <p>Frank Van Bockstal échevin</p> <p>Annick Petit secrétaire communale</p>	<p>commune d'Evere</p> <p>Martine Raets échevine</p> <p>Dirk Borremans secrétaire communal</p>
<p>commune de Ganshoren</p> <p>Marina Dehing-Van Den Broeck échevine</p> <p>Caroline Van de Walle secrétaire communale</p>	<p>commune de Jette</p> <p>Nathalie De Swaef échevine</p> <p>Benjamin Goeders secrétaire communal</p>

<p>commune de Koekelberg</p> <p>Marie Bijens échevine</p> <p>Francesca Signore secrétaire communale f.f.</p>	<p>ASBL Muntpunt</p> <p>Patrick Stouthuysen président</p> <p>Roel Leemans directeur général</p>
<p>commune d'Auderghem</p> <p>Lieve Jorens échevine</p> <p>Etienne Schoonbroodt secrétaire communal</p>	<p>commune de Schaerbeek</p> <p>Adelheid Byttebier échevine</p> <p>David Neuprez secrétaire communal</p>
<p>commune de Berchem-Sainte-Agathe</p> <p>Katia Van Den Broucke échevine</p> <p>Philippe Rossignol secrétaire communal</p>	<p>commune de Saint-Gilles</p> <p>Jos Raymenants échevin</p> <p>Laurent Pampfer secrétaire communal</p>

<p>commune de Molenbeek-Saint-Jean</p> <p>Gloria Garcia Fernandez échevine</p> <p>Jacques De Winne secrétaire communal</p>	<p>commune de Saint-Josse-ten-Noode</p> <p>Lydia Desloover échevine</p> <p>Patrick Neve secrétaire communal</p>
<p>commune de Woluwe-Saint-Lambert</p> <p>Xavier Liénart échevin</p> <p>Patrick Lambert secrétaire communal</p>	<p>commune de Woluwe-Saint-Pierre</p> <p>Helmut De Vos échevin</p> <p>Florence van Lamsweerde secrétaire communale</p>
<p>commune d'Uccle</p> <p>Perrine Ledan échevine</p> <p>Laurence Vainsel secrétaire communale</p>	<p>commune de Forest</p> <p>Esmeralda Van Den Bosch échevine</p> <p>Betty Moens secrétaire communale</p>

<p>commune de Watermael-Boitsfort</p> <p>Daniel Soumillion échevin</p> <p>Etienne Tihon secrétaire communal</p>	
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--

RÈGLEMENT RÉGIONAL DES BIBLIOTHÈQUES BRUXELLOISES

Art. 1

Le présent règlement s'applique à toutes les bibliothèques publiques néerlandophones de la Région de Bruxelles-Capitale, ci-après désignées les «Brusselse bibliotheken». Un aperçu de ces bibliothèques est disponible sur le lien <<http://brusselsebibliotheken.be/adressen>>. En utilisant une de ces bibliothèques et/ou en devenant membre, vous déclarez accepter ce règlement.

1. INSCRIPTION

Art. 2

Il faut être membre de la bibliothèque pour bénéficier de certains de ses services. L'inscription est gratuite pour tous. Pour devenir membre, veuillez vous rendre à la bibliothèque muni d'une pièce d'identité valable.

Les enfants de moins de 12 ans doivent venir s'inscrire à la bibliothèque accompagnés d'un parent ou d'un tuteur. Les jeunes de 12 à 16 ans peuvent venir seuls à condition de disposer d'un formulaire signé par un parent ou tuteur.

Art. 3

L'inscription dans une des « Brusselse bibliotheken » permet de devenir membre des 20 bibliothèques bruxelloises.

Art. 4

Des données personnelles sont demandées pour l'inscription d'un nouveau membre. Les « Brusselse bibliotheken » accordent une grande importance à la protection de votre vie privée. La manière dont les « Brusselse bibliotheken » traitent vos données est expliquée dans la « Déclaration de confidentialité ». Vous pouvez la consulter sur le lien <<https://brusselsebibliotheken.bibliotheek.be/fr/declaration-de-confidentialite-relative-au-site-internet-de-la-bibliotheque-bibliotheekwebsite>> ou la demander à l'accueil d'une des bibliothèques.

Art. 5

Les changements de données personnelles doivent être communiqués immédiatement à la bibliothèque.

2. CARTE DE MEMBRE

Art. 6

Vous recevez une carte de membre personnalisée en devenant membre de la bibliothèque. Cette carte

de membre est valable dans toutes les 20 Bibliothèques bruxelloises. Vous pouvez utiliser votre carte d'identité électronique comme carte de membre dans la plupart des bibliothèques.

Art. 7

Votre carte de membre est strictement personnelle : personne d'autre ne peut l'utiliser, pas même des membres de votre famille.

Art. 8

Vous avez perdu ou endommagé votre carte ? Vous devez payer les frais pour son remplacement. Les prix figurent dans le tableau en annexe. Veuillez signaler la perte de votre carte à l'accueil de votre bibliothèque. Pensez à faire bloquer votre carte pour prévenir tout abus.

Art. 9

Votre inscription peut être (provisoirement) bloquée si des articles prêtés ne sont pas rendus, si vous n'avez pas payé certains frais ou en cas d'inconduite.

3. PRÊT

Art.10

Vous devez être membre d'une bibliothèque pour emprunter des articles de la bibliothèque.

Art. 11

Les emprunts sont gratuits. La quantité d'articles prêtés et la durée du prêt figurent dans le tableau en annexe.

4. PROLONGATIONS

Art. 12

Vous ne pouvez prolonger un prêt que si les articles concernés ne sont pas réservés.

Art. 13

Les durées de prêt et de prolongations figurent dans le tableau en annexe.

Art. 14

Vous pouvez prolonger un prêt

- de préférence via le site Internet de la bibliothèque où vous empruntez : connectez-vous via le bouton « Connexion » dans l'onglet « Mijn Bibliotheek ».
- à l'accueil, par e-mail ou par téléphone à la bibliothèque où vous empruntez l'article.

Vous avez besoin de votre carte de membre pour ce faire.

Art. 15

Pendant les mois d'été, de la mi-juillet à la mi-août, la durée des prêts est automatiquement doublée.

5. RETOURS

Art. 16

Retournez les articles empruntés à la bibliothèque d'où ils proviennent. Vous pouvez le faire pendant les heures d'ouverture de la bibliothèque. Vous pouvez retourner vos articles en dehors des heures d'ouverture dans la boîte de retours pour les bibliothèques qui en disposent. La date de retour sera alors le moment auquel les articles prêtés sont enregistrés dans le système de la bibliothèque.

Art. 17

Si vous renseignez votre adresse électronique à l'inscription, vous recevrez un mail de rappel automatique quelques jours avant la fin de la durée du prêt. Vous n'avez pas reçu de mail de rappel ? Vous devez malgré tout payer l'amende de retard.

6. RETARDS DE RETOUR

Art. 18

Si vous ne retournez pas les articles prêtés avant la date d'échéance, vous recevrez par mail un avis de retard 8 jours et 22 jours après la date d'échéance vous demandant de retourner les articles rapidement. Les personnes ne disposant pas d'une adresse électronique reçoivent l'avis de retard par courrier postal.

Art. 19

Que se passe-t-il si vous ne retournez pas les articles après plusieurs avis de retard ? Vous recevrez alors un dernier courrier recommandé et une facture. Vous devrez rembourser la valeur des articles prêtés. Et si vous ne payez pas la facture ? La bibliothèque pourra alors réclamer la restitution des articles prêtés par tous les moyens légaux existants. Les frais qui y sont liés seront à votre charge.

Art. 20

Que se passe-t-il si vous retournez en retard les articles prêtés ? Vous devrez payer une amende de retard journalière par article concerné. Veuillez consulter le tableau en annexe pour connaître le montant de l'amende de retard.

Art. 21

Ne laissez pas les amendes s'accumuler. Votre carte de membre sera bloquée passé un certain montant dû (voir tableau en annexe). Vous devrez d'abord régler le montant dû avant de pouvoir utiliser à nouveau les services des « Brusselse bibliotheken ».

7. PERTE – DÉGÂTS – VOL

Art. 22

Vous êtes responsable des articles qui vous sont prêtés. Prenez-en soin, tant dans la bibliothèque qu'en dehors.

Art. 23

Un article est endommagé au moment où vous l'empruntez ? Veuillez en informer immédiatement le personnel de la bibliothèque. Faute de quoi vous pourrez en être tenu responsable.

Art. 24

En cas de perte, de dégât irréparable ou de vol, nous facturerons le prix de l'article. En cas de dégât partiel d'un article, le/la bibliothécaire définit le montant de l'indemnité. Si l'article prêté compte plusieurs pièces, la bibliothèque peut facturer le remplacement de chacune de celles-ci.

8. RÉSERVATION

Art. 25

La réservation d'articles prêtés ou en bibliothèque est gratuite. Cela peut se faire

- de préférence en ligne via « Mijn Bibliotheek »
- ou à l'accueil, en envoyant un e-mail ou en téléphonant à la bibliothèque où vous souhaitez réserver l'article.

Vous devez pour ce faire disposer de votre carte de membre.

Art. 26

Vous recevrez un message une fois que l'article demandé est disponible. Vous pouvez venir retirer l'article dans les jours qui suivent. La durée de disponibilité des articles est indiquée dans le tableau en annexe.

Art. 27

Que se passe-t-il si vous ne trouvez pas un article dans votre bibliothèque ? Vous pouvez le demander auprès d'une autre bibliothèque (PEB=prêt entre bibliothèques). Vous pouvez ensuite retirer les articles dans votre bibliothèque. Les coûts liés figurent dans le tableau en annexe. Vous recevez un message une fois que l'article demandé est disponible dans votre bibliothèque. La durée de disponibilité des articles est indiquée dans le tableau en annexe.

9. INTERNET**Art. 28**

Vous pouvez utiliser gratuitement la connexion Internet (wifi) et les ordinateurs publics dans les bibliothèques disposant de ces services. Demandez à votre bibliothèque quels services sont disponibles et suivant quelles conditions.

Art. 29

Une seule personne par ordinateur. La bibliothèque peut exceptionnellement déroger à cette règle.

Art. 30

Vous pouvez imprimer sur papier. Les coûts d'impression sont repris dans le tableau en annexe.

Art. 31

La bibliothèque décline toute responsabilité en cas d'indisponibilité (temporaire) de la connexion Internet ou des ordinateurs publics, ou pour les dégâts occasionnés à vos appareils suite à la consultation de sites Internet ou à l'installation de logiciels.

10. RÈGLEMENT INTÉRIEUR**Art. 32**

La bibliothèque est ouverte à tous. Prenez les autres visiteurs en considération et faites preuve de respect.

Art. 33

Les collaborateurs de la bibliothèque sont là pour vous aider. Vous pouvez leur adresser vos questions. Les collaborateurs de la bibliothèque ne sont pas responsables des enfants qui ne sont pas supervisés par leurs parents.

Art. 34

Les animaux ne sont pas autorisés dans la bibliothèque, à l'exception des animaux d'assistance.

Art. 35

Les patins à roulettes, vélos, skateboards et autres ne sont pas autorisés dans la bibliothèque, les grands sacs et sacs à dos non plus. Vous pouvez les laisser dans les espaces prévus à cet effet.

Art. 36

Il est interdit de fumer dans la bibliothèque. Boire et manger n'est autorisé que dans certaines zones et sous certaines conditions.

Art. 37

Vous devrez payer pour les dégâts que vous occasionnez au bâtiment, au mobilier, articles ou

ordinateurs.

Art. 38

La bibliothèque décline toute responsabilité en cas de vol ou de dégâts occasionnés à vos effets personnels.

11. DISPOSITIONS FINALES

Art. 39

Une brochure reprenant le règlement vous est remise au moment de l'inscription.

Art. 40

Les « Brusselse bibliotheken » sont susceptibles d'adapter ledit règlement. Les modifications du règlement sont annoncées à l'avance. La dernière version en date du règlement est toujours consultable sur les sites Internet des bibliothèques.

Art. 41

L'accès à la bibliothèque et à ses services peut vous être refusé en cas de non-respect du règlement ou si vous perturbez le bon fonctionnement de la bibliothèque.

Art. 42

Le/la bibliothécaire local.e est en charge de gérer tous les cas imprévus.

ANNEXE AU RÈGLEMENT RÉGIONAL DES BIBLIOTHÈQUES BRUXELLOISES

TARIFS	
Inscription	Gratuite
prêt d'articles	Gratuite
réservation d'articles	Gratuite
amendes de retard	0,05 € / jour / article
remplacement de la carte de membre	2,00 €
demande d'article à une autre bibliothèque (PEB)	2,00 € / article
blocage de la carte de membre	à partir de 10 € d'amende
utilisation d'Internet	Gratuite
impression / photocopie A4 noir-blanc	0,10 € / page
impression / photocopie A3, couleur...	demandez à votre bibliothèque
DURÉES	
Combien de temps ?	
emprunter des articles (sauf récents et très demandés)	3 semaines
prolonger l'emprunt d'articles (sauf récents et très demandés)	2 x 3 semaines
emprunter un article récent et très demandé	1 semaine
prolonger l'emprunt d'un article récent et très demandé	1 semaine
durée de prêt pour les classes, enseignants et groupes (sauf articles récents et très demandés)	6 semaines
disponibilité des réservations	10 jours calendrier
disponibilité PEB	10 jours calendrier

COMBIEN d'articles puis-je emprunter ?	
articles par bibliothèque :	
- emprunteurs individuels	15 articles
- enseignants et groupes	50 articles

Vu pour être annexé à la décision du Collège approuvant la convention de collaboration entre la Commission communautaire flamande, les 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale et l'ASBL Muntpunt concernant l'application d'un règlement régional commun dans toutes les bibliothèques publiques néerlandophones de la Région de Bruxelles-Capitale n°20212022-0520 du 02/06/2022

Samenwerkingsovereenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC), de 19 gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en vzw Muntpunt betreffende de toepassing van een gemeenschappelijk regioreglement in alle Nederlandstalige openbare bibliotheken in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest.

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad tijdens haar zitting van 22 februari 2021 het convenant tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) en de gemeente Etterbeek betreffende de aansluiting van de Gemeentelijke Openbare Bibliotheek op het Brussels netwerk Openbare Bibliotheken heeft goedgekeurd;

Overwegende dat de Raad van Bestuur tijdens haar zitting van 15 september 2021 de samenwerkingsovereenkomst positief hebben geadviseerd;

Overwegende dat het bibliotheekteam zich volledig schaart achter het principe van de gratis basisdienstverlening (materialen en faciliteiten van de bib) en een één gemaakt tarief voor boetes, portkosten e.d.;

Overwegende dat er indien geen toetreding tot het regioreglement een samenwerking met de andere Brusselse Nederlandstalige bibliotheken de uitsluiting van het netwerk tot gevolg heeft;

Overwegende dat het regioreglement in werking treedt op maandag 4 september 2023;

BESLIST:

Om de samenwerkingsovereenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC), de 19 gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en vzw Muntpunt betreffende de toepassing van een gemeenschappelijk regioreglement in alle Nederlandstalige openbare bibliotheken in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest hieronder goed te keuren.

Samenwerkingsovereenkomst tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de 19 gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en vzw Muntpunt betreffende de toepassing van een gemeenschappelijk regioreglement in alle Nederlandstalige openbare bibliotheken in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest

Tussen de ondergetekende partijen:

de Vlaamse Gemeenschapscommissie (0240.682.635), Emile Jacqmainlaan 135, 1000 Brussel, vertegenwoordigd door het College van de Vlaamse Gemeenschapscommissie, waarvoor optreedt de heer Pascal Smet, collegelid bevoegd voor Cultuur, Jeugd, Sport en Gemeenschapscentra, hierna "de VGC" genoemd;

en

de gemeente Anderlecht (0206.582.284), Raadsplein 1, 1070 Anderlecht, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden mevrouw Elke Roex, schepen en de heer Marcel Vermeulen, gemeentesecretaris;

en

de stad Brussel (0207.373.429), Grote Markt 1, 1000 Brussel, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden mevrouw Ans Persoons, schepen en de heer Luc Symoens, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Elsene (0207.401.341), Elsensesteenweg 168, 1050 Elsene, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden mevrouw Els Gossé, schepen en mevrouw Patricia van der Lijn, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Etterbeek (0207.365.610), Kazernenlaan 31/1, 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden de heer Frank Van Bockstal, schepen en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Evere (0207.365.709), Servaas Hoedemaekersplein 10, 1140 Evere, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden mevrouw Martine Raets, schepen en de heer Dirk Borremans, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Ganshoren (0207.401.044), Keizer Karellaan 140, 1083 Ganshoren, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden mevrouw Marina Dehing-Van Den Broeck, schepen en mevrouw Caroline Van de Walle, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Jette (0207.366.895), Wemmelsesteenweg 100, 1090 Jette, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden mevrouw Nathalie De Swaef, schepen en de heer Benjamin Goeders, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Koekelberg (0207.372.538), vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden mevrouw Marie Bijmens, schepen en mevrouw Francesca Signore, wnd. gemeentesecretaris;

en

vzw Muntpunt (0838.774.539), Munt 6, 1000 Brussel, vertegenwoordigd door de heer Patrick Stouthuysen, voorzitter en de heer Roel Leemans, algemeen directeur;

en

de gemeente Oudergem (0207.540.408), Emile Idiersstraat 12-14, 1160 Oudergem, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden mevrouw Lieve Jorens, schepen en de heer Etienne Schoonbroodt, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Schaarbeek (0207.367.687), Colignonplein, 1030 Schaarbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden mevrouw Adelheid Byttebier, schepen en de heer David Neuprez, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Sint-Agatha-Berchem (0207.541.594), Koning Albertlaan 33, 1082 Sint-Agatha-Berchem, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden mevrouw Katia Van Den Broucke, schepen en de heer Philippe Rossignol, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Sint-Gillis (0207.367.588), Maurice Van Meenenplein 39, 1060 Sint-Gillis, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden de heer Jos Raymenants, schepen en de heer Laurent Pampfer, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Sint-Jans-Molenbeek (0207.366.501), Graaf van Vlaanderenstraat 20, 1080 Sint-Jans-Molenbeek, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden mevrouw Gloria Garcia Fernandez, schepen en de heer Jacques De Winne, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Sint-Joost-ten-Node (0207.202.193), Sterrenkundelaan 13, 1210 Sint-Joost-ten-Node, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden mevrouw

Lydia Desloover, schepen en de heer Patrick Neve, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe (0207.389.859), Paul Hymanslaan 2, 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden de heer Xavier Liénart, schepen en de heer Patrick Lambert, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Sint-Pieters-Woluwe (0207.366.994), Charles Thielemanslaan 93, 1150 Sint-Pieters-Woluwe, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden de heer Helmut De Vos, schepen en mevrouw Florence van Lamsweerde, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Ukkel (0207.368.875), Jean Vander Elst plaats 29, 1180 Ukkel, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden mevrouw Perrine Ledan, schepen en mevrouw Laurence Vainsel, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Vorst (0207.367.489), Pastoorsstraat 2, 1190 Vorst, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden mevrouw Esmeralda Van Den Bosch, schepen en mevrouw Betty Moens, gemeentesecretaris;

en

de gemeente Watermaal-Bosvoorde (0207.372.637), Antoine Gilsonplein 1, 1170 Watermaal-Bosvoorde, vertegenwoordigd door het College van Burgemeester en Schepenen, voor wie optreden de heer Daniel Soumillion, schepen en de heer Etienne Tihon, gemeentesecretaris;

hierna “de gemeente(n)/Muntpunt” genoemd,

wordt voorafgaandelijk het volgende uiteengezet:

SITUERING

In de periode 2006-2015 verenigden de gemeentelijke Nederlandstalige openbare bibliotheken in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en Muntpunt, hierna “de Brusselse bibliotheken” genoemd, zich onder de coördinatie en met de ondersteuning van de VGC gaandeweg in een samenwerkingsverband met een gemeenschappelijk bibliotheekstelsel, een gemeenschappelijke lenerspas, een gemeenschappelijke catalogus en een gezamenlijk platform voor bibliotheekwebsites. Het bibliotheekreglement en de tarieven, termijnen en aantallen bleven tot nu toe lokaal en verschillend.

De VGC sluit periodiek een convenant/overeenkomst met de gemeenten/Muntpunt, o.a. om – binnen de context van het Lokaal Cultuurbeleid – de samenwerking met betrekking tot en de ondersteuning van de Nederlandstalige openbare bibliotheek te regelen.

De gemeenten/Muntpunt organiseren een laagdrempelige Nederlandstalige openbare bibliotheek die voldoet aan de voorwaarden van artikel 9 van het decreet van 6 juli 2012 (en latere wijzigingen) betreffende het Lokaal Cultuurbeleid, hierna “het decreet” genoemd.

In uitvoering van artikel 47, 3° van het decreet ondersteunt de VGC de Brusselse bibliotheken. Hierbij gaat speciale aandacht naar schaalvergroting en samenwerking, en naar de kwaliteit en de inclusieve werking van deze bibliotheken. De VGC biedt via de Vlaamse overheid / vzw Cultuurconnect een digitale basisinfrastructuur aan (met als voornaamste component het eengemaakte bibliotheekstelsel), en stimuleert, ondersteunt en begeleidt samenwerkingsverbanden tussen de gemeenten/Muntpunt.

In 2021 werd er gewerkt aan een gemeenschappelijk bibliotheekreglement.

Thans hebben de gemeenten/Muntpunt en de VGC besloten om – ten dienste en in het belang van de bibliotheekgebruikers – na een gemeenschappelijk bibliotheekstelsel, een gemeenschappelijke lenerspas, een gemeenschappelijke catalogus en een gezamenlijk platform voor bibliotheekwebsites, in alle Brusselse bibliotheken nu ook eenzelfde, gemeenschappelijk reglement met gemeenschappelijke tarieven, termijnen en aantallen te hanteren, hierna “het regioreglement” genoemd.

Het regioreglement bestaat in zijn juridische vorm uit een opsomming van artikels met voorwaarden voor de gebruikers en de leden van de Brusselse bibliotheken. Een tabel met tarieven, termijnen en aantallen vormt een bijlage bij het regioreglement. De tabel bevat concrete bedragen, termijnen en aantallen waaraan het regioreglement refereert.

en wordt na deze uiteenzetting het volgende tussen de partijen overeengekomen:

TITEL I. DOEL VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 1. Deze overeenkomst heeft tot doel de samenwerking te regelen tussen de Vlaamse Gemeenschapscommissie, de 19 gemeenten van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest en Muntpunt met betrekking tot de toepassing van het regioreglement.

TITEL II. TOEPASSING VAN HET REGIOREGLEMENT

Artikel 2. De gemeenten/Muntpunt passen het regioreglement, als bijlage gevoegd bij deze overeenkomst, in de Brusselse bibliotheken toe.

Artikel 3. De VGC staat in en draagt de kosten voor de initiële en eventueel ook latere (her)configuratie van de parameters in het eengemaakte bibliotheekstelsel dat door alle Brusselse bibliotheken wordt gebruikt en dat de toepassing van het regioreglement technisch mogelijk maakt. De VGC maakt hiervoor afspraken met vzw Cultuurconnect, de organisatie die in opdracht van de Vlaamse overheid dit bibliotheekstelsel beheert, en waarmee de VGC in dit kader een overeenkomst heeft.

Artikel 4. Onder de toepassing van het regioreglement vormen de Brusselse bibliotheken één financiële organisatie in het eengemaakte bibliotheekstelsel dat door alle Brusselse bibliotheken wordt gebruikt. De essentie daarvan is dat alle bibliotheken in hun eigen kassen of banken bedragen kunnen ontvangen voor elkaar. Een gebruiker wordt meteen herkend in alle Brusselse bibliotheken en kan alle openstaande bedragen betalen in elk van die bibliotheken.

Artikel 5. In de context van artikel 4 houdt het eengemaakte bibliotheekstelsel nauwkeurig bij welk bedrag bij welke bibliotheek hoort (waar de kost oorspronkelijk is gemaakt), zodat de bedragen onderling kunnen worden verrekend. Dit principe heet clearing. De VGC treedt in deze context op als clearinghouse. Dit betekent dat de VGC periodiek zorg draagt voor de administratie van de transacties tussen de gemeenten/Muntpunt op basis van een clearingrapport van het eengemaakte bibliotheekstelsel. De VGC maakt hiervoor afspraken met vzw Cultuurconnect, de organisatie die in opdracht van de Vlaamse overheid dit bibliotheekstelsel beheert, en waarmee de VGC in dit kader een overeenkomst heeft.

Artikel 6. Het regioreglement treedt in werking op maandag 4 september 2023.

TITEL III. COMMUNICATIE OVER HET REGIOREGLEMENT

Artikel 7. De VGC staat in en draagt de kosten voor de ontwikkeling en de publicatie van een gemeenschappelijk gedrukt en/of digitaal communicatieproduct dat gericht is op het brede publiek en dat tot doel heeft het bestaan en de voorwaarden van het regioreglement en van de Brusselse bibliotheken bekend te maken. Dit gemeenschappelijke communicatieproduct, en de eventuele latere gewijzigde versies of afgeleiden ervan, komt tot stand in overleg met de gemeenten/Muntpunt.

Artikel 8. De gemeenten/Muntpunt en de VGC communiceren in de breedst mogelijke zin via hun kanalen over het regioreglement om het bestaan en de voorwaarden ervan bekend te maken. Zij maken daarbij onder andere gebruik van het in artikel 7 genoemde gemeenschappelijke communicatieproduct en de eventuele latere gewijzigde versies of afgeleiden daarvan.

TITEL IV. WIJZIGING VAN HET REGIOREGLEMENT

Artikel 9. Het regioreglement en/of de tabel met tarieven, termijnen en aantallen als bijlage bij het regioreglement kan, ten vroegste een jaar na de inwerkingtreding ervan, worden gewijzigd op initiatief van één of meer van de partijen en na formeel akkoord van alle partijen.

Artikel 10. De partijen die het initiatief nemen om het regioreglement en/of de tabel met tarieven, termijnen en aantallen te wijzigen, richten daartoe een schriftelijke vraag aan de VGC. De VGC zal daarop de vraag aan alle partijen overmaken en de bespreking ervan organiseren en coördineren. Ook als de VGC zelf het initiatief tot wijziging neemt, zal zij de vraag aan alle partijen overmaken en de bespreking ervan organiseren en coördineren.

Artikel 11. De door de partijen aangenomen wijzigingen aan het regioreglement en/of de tabel met tarieven, termijnen en aantallen worden neergeschreven in een nieuwe versie van het regioreglement en/of de tabel met tarieven, termijnen en aantallen. De wijzigingen maken vanaf een onderling door de partijen overeen te komen datum onlosmakelijk deel uit van deze overeenkomst en treden op dat ogenblik in werking. De VGC maakt hiervoor verder afspraken met vzw Cultuurconnect, de organisatie die in opdracht van de Vlaamse overheid het eengemaakte bibliotheekstelsel beheert, en

waarmee de VGC in dit kader een overeenkomst heeft. De communicatie over de aangenomen wijzigingen onder het brede publiek gebeurt met inachtneming van titel III. Communicatie over het regioreglement.

TITEL V. DUUR VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 12. Deze overeenkomst is een overeenkomst van onbepaalde duur.

TITEL VI. AANVANG VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 13. Deze overeenkomst vangt aan op het ogenblik dat alle partijen haar hebben ondertekend of via een formele beslissing te kennen hebben gegeven haar goed te keuren en te willen ondertekenen.

TITEL VII. WIJZIGING VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 14. Deze overeenkomst kan worden gewijzigd op initiatief van één van de partijen en na formeel akkoord van alle partijen. De wijzigingen worden neergeschreven in een addendum, dat onlosmakelijk deel uitmaakt van deze overeenkomst. Ze gaan in op het ogenblik dat alle partijen het addendum hebben ondertekend of via een formele beslissing te kennen hebben gegeven het goed te keuren en te willen ondertekenen.

Artikel 15. Indien één of meer artikels van deze overeenkomst nietig zijn of niet kunnen worden uitgevoerd, dan blijven de overige bepalingen van deze overeenkomst en de overeenkomst zelf bestaan. Indien zulks een leemte veroorzaakt, verbinden de partijen er zich toe om de ontstane leemte in te vullen op een wijze die zo dicht mogelijk bij de rest van de overeenkomst en bij de oorspronkelijke bedoelingen van de partijen staat.

TITEL VIII. OPZEGGING VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 16. Elke gemeente/Muntpunt kan, mits voorafgaand overleg met de andere partijen, en ten vroegste drie jaar na aanvang van deze overeenkomst, beslissen om zich uit deze overeenkomst terug te trekken en de overeenkomst op te zeggen. De opzegging gebeurt, op straffe van nietigheid, bij een ter post aangetekende brief aan alle partijen die deze overeenkomst hebben ondertekend.

Artikel 17. Als een gemeente/Muntpunt het regioreglement niet toepast, dan treedt de VGC met de betrokken partij in contact om haar intenties te vernemen. Een weigering of onmogelijkheid om het regioreglement toe te passen kan worden beschouwd als een wens om de overeenkomst op te zeggen.

Artikel 18. Na de ontvangst of de vaststelling van de wens tot opzegging organiseert de VGC een overleg tussen alle partijen en stelt zij in overleg met de opzeggende partij een planning op voor de technische verwezenlijking van de terugtrekking. De VGC maakt hiervoor verder afspraken met vzw Cultuurconnect, de organisatie die in opdracht van de Vlaamse overheid het eengemaakte bibliotheekstelsel beheert, en waarmee de VGC in dit kader een overeenkomst heeft. De communicatie over de terugtrekking onder het brede publiek gebeurt met inachtneming van titel III. Communicatie over het regioreglement.

Artikel 19. De gemeente/Muntpunt die de overeenkomst opzegt, plaatst zich door deze opzegging buiten het netwerk van de Brusselse bibliotheken. Dit heeft gevolgen voor de erkenning en subsidiëring door de Vlaamse overheid.

Artikel 20. De gemeente/Muntpunt die deze overeenkomst opzegt, ontvangt van de VGC alle gegevensbestanden, aangeleverd in een algemeen gebruikelijk formaat, die deze partij moet toelaten de werking van haar Nederlandstalige openbare bibliotheek voort te zetten buiten het netwerk van de Brusselse bibliotheken.

Artikel 21. Alle kosten verbonden aan de opzegging van de overeenkomst zijn ten laste van de partij die de overeenkomst opzegt.

TITEL IX. EINDE VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 22. Deze overeenkomst eindigt:

§ 1. in de volgende gevallen, maar niet vroeger dan drie jaar na de aanvang ervan:

1° indien minstens een derde van de oorspronkelijke partijen bij de initiële overeenkomst via een formele beslissing te kennen geeft deze overeenkomst te willen beëindigen;

2° indien de VGC via een formele beslissing te kennen geeft deze overeenkomst te willen beëindigen;

§ 2. op het ogenblik dat minstens een derde van de oorspronkelijke partijen bij de initiële overeenkomst de overeenkomst heeft opgezegd;

§ 3. in het geval er een einde komt aan de decretale opdracht van de VGC om de Brusselse

bibliotheken te ondersteunen.

Artikel 23. De kennisgeving van het einde van de overeenkomst gebeurt door de VGC bij een ter post aangetekende brief aan de gemeenten/Muntpunt.

Artikel 24. Bij het beëindigen van de overeenkomst stelt de VGC in overleg met de gemeenten/Muntpunt een planning op voor de technische verwezenlijking van de beëindiging. De VGC maakt hiervoor verder afspraken met vzw Cultuurconnect, de organisatie die in opdracht van de Vlaamse overheid het eengemaakte bibliotheekstelsel beheert, en waarmee de VGC in dit kader een overeenkomst heeft. De communicatie over de beëindiging onder het brede publiek gebeurt met inachtneming van titel III. Communicatie over het regioreglement.

Artikel 25. De kosten verbonden aan de beëindiging van de overeenkomst zijn ten laste van de VGC.

Artikel 26. Elke betwisting betreffende het bestaan, de interpretatie of de uitvoering van deze samenwerkingsovereenkomst valt onder de bevoegdheid van de hoven en rechtbanken van Brussel.

Opgemaakt te Brussel, in twee originele exemplaren die worden neergelegd bij en bewaard door de VGC. De VGC staat in voor het afleveren van een voor eensluidend verklaard afschrift van deze samenwerkingsovereenkomst aan elk van de gemeenten/Muntpunt. In geval van verschil tussen het afschrift en de origineel ondertekende overeenkomst, geldt alleen de tekst van de origineel ondertekende overeenkomst.

Vlaamse Gemeenschapscommissie Pascal Smet collegelid bevoegd voor Cultuur, Jeugd, Sport en Gemeenschapscentra	gemeente Anderlecht Elke Roex schepen Marcel Vermeulen gemeentesecretaris
stad Brussel Ans Persoons schepen Luc Symoens gemeentesecretaris	gemeente Elsene Els Gossé schepen Patricia van der Lijn gemeentesecretaris

<p>gemeente Etterbeek</p> <p>Frank Van Bockstal schepen</p> <p>Annick Petit gemeentesecretaris</p>	<p>gemeente Evere</p> <p>Martine Raets schepen</p> <p>Dirk Borremans gemeentesecretaris</p>
<p>gemeente Ganshoren</p> <p>Marina Dehing-Van Den Broeck schepen</p> <p>Caroline Van de Walle gemeentesecretaris</p>	<p>gemeente Jette</p> <p>Nathalie De Swaef schepen</p> <p>Benjamin Goeders gemeentesecretaris</p>
<p>gemeente Koekelberg</p> <p>Marie Bijens schepen</p> <p>Francesca Signore wnd. gemeentesecretaris</p>	<p>vzw Muntpunt</p> <p>Patrick Stouthuysen voorzitter</p> <p>Roel Leemans algemeen directeur</p>

<p>gemeente Oudergem</p> <p>Lieve Jorens schepen</p> <p>Etienne Schoonbroodt gemeentesecretaris</p>	<p>gemeente Schaarbeek</p> <p>Adelheid Byttebier schepen</p> <p>David Neuprez gemeentesecretaris</p>
<p>gemeente Sint-Agatha-Berchem</p> <p>Katia Van Den Broucke schepen</p> <p>Philippe Rossignol gemeentesecretaris</p>	<p>gemeente Sint-Gillis</p> <p>Jos Raymenants schepen</p> <p>Laurent Pampfer gemeentesecretaris</p>
<p>gemeente Sint-Jans-Molenbeek</p> <p>Gloria Garcia Fernandez schepen</p> <p>Jacques De Winne gemeentesecretaris</p>	<p>gemeente Sint-Joost-ten-Node</p> <p>Lydia Desloover schepen</p> <p>Patrick Neve gemeentesecretaris</p>

<p>gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe</p> <p>Xavier Liénart schepen</p> <p>Patrick Lambert gemeentesecretaris</p>	<p>gemeente Sint-Pieters-Woluwe</p> <p>Helmut De Vos schepen</p> <p>Florence van Lamsweerde gemeentesecretaris</p>
<p>gemeente Ukkel</p> <p>Perrine Ledan schepen</p> <p>Laurence Vainsel gemeentesecretaris</p>	<p>gemeente Vorst</p> <p>Esmeralda Van Den Bosch schepen</p> <p>Betty Moens gemeentesecretaris</p>
<p>gemeente Watermaal-Bosvoorde</p> <p>Daniel Soumillion schepen</p> <p>Etienne Tihon gemeentesecretaris</p>	

REGIOREGLEMENT BRUSSELSE BIBLIOTHEKEN

Art. 1

Onderstaand reglement is van toepassing in alle Nederlandstalige openbare bibliotheken in het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, verder 'Brusselse bibliotheken' genoemd. Een overzicht van deze bibliotheken staat op <http://brusselsebibliotheken.be/adressen>. Door het gebruik en/of het lidmaatschap van een van deze bibliotheken verklaart u zich akkoord met dit reglement.

1. LIDMAATSCHAP

Art. 2

Om bepaalde diensten van de bibliotheek te gebruiken, moet u lid zijn. Iedereen kan gratis lid worden. Om lid te worden, komt u met een geldig identiteitsbewijs naar de bibliotheek. Kinderen jonger dan 12 jaar moeten met een ouder of voogd naar de bibliotheek komen om zich in te schrijven. Jongeren tussen 12 en 16 jaar mogen alleen komen, maar met een formulier dat door de ouder of voogd is ondertekend.

Art. 3

Als u lid wordt van één van de Brusselse bibliotheken, wordt u lid van alle 20 Brusselse bibliotheken.

Art. 4

Bij uw inschrijving als nieuw lid, vragen we persoonsgegevens. De Brusselse bibliotheken hechten veel belang aan de bescherming van uw persoonlijke levenssfeer. Hoe de Brusselse bibliotheken omgaan met uw gegevens staat in de 'Privacyverklaring'. Die vindt u op <<http://brusselsebibliotheken.be/privacyverklaring>> of vraagt u aan de balie van een van de bibliotheken.

Art. 5

Wijzigingen van persoonlijke contactgegevens deelt u onmiddellijk aan de bibliotheek mee.

2. LIDKAART

Art. 6

Als u lid wordt van de bibliotheek krijgt u een gepersonaliseerde lidkaart. Deze lidkaart is geldig in alle 20 Brusselse bibliotheken. Ook uw elektronische identiteitskaart kunt u in de meeste bibliotheken als lidkaart gebruiken.

Art. 7

Uw lidkaart is strikt persoonlijk: andere personen, ook familieleden, mogen uw kaart niet gebruiken.

Art. 8

Verliest u de kaart of is ze beschadigd? Dan betaalt u de kosten voor een nieuwe lidkaart. De prijzen vindt u in de tabel in de bijlage. Meld verlies van uw lidkaart aan de balie van uw bibliotheek. Laat uw kaart blokkeren om misbruik te voorkomen.

Art. 9

Uw lidmaatschap kan (tijdelijk) worden geblokkeerd als u bibliotheekmaterialen niet inlevert, kosten niet betaalt of bij wangedrag.

3. LENEN

Art.10

Om bibliotheekmaterialen te lenen, moet u lid zijn van een bibliotheek.

Art. 11

Lenen is gratis. Hoelang en hoeveel materialen u mag lenen, vindt u in de tabel in de bijlage.

4. VERLENGEN

Art. 12

U kunt de uitleentermijn alleen verlengen als de bibliotheekmaterialen niet zijn gereserveerd.

Art. 13

Hoelang u materialen kunt lenen en verlengen vindt u in de tabel in de bijlage.

Art. 14

U kunt de bibliotheekmaterialen verlengen

- bij voorkeur via de website van de bibliotheek waar u de materialen leent: log in via de knop 'Aanmelden' bij 'Mijn Bibliotheek'.
- aan de balie, via een e-mail of telefonisch bij de bibliotheek waar u de materialen leent.

U hebt hiervoor uw lidkaart nodig.

Art. 15

Tijdens de zomermaanden, van half juni tot half augustus, verdubbelt de uitleentermijn automatisch.

5. INLEVEREN**Art. 16**

Breng de materialen terug naar dezelfde bibliotheek. Dat kan tijdens de openingsuren van die bibliotheek. In bibliotheken met een inleverbox kunt u de materialen ook buiten de openingsuren inleveren. Dan geldt het moment waarop de geleende materialen in het bibliotheekstelsel worden geregistreerd als datum van inlevering.

Art. 17

Als u bij uw inschrijving een e-mailadres opgeeft, krijgt u enkele dagen voor het einde van de uitleentermijn een automatische herinneringsmail. Krijgt u die herinneringsmail niet? Dan is dat geen reden om de tetaatkost niet te betalen.

6. TE LAAT INLEVEREN**Art. 18**

Levert u de geleende materialen niet uiterlijk op de vervaldatum in, dan krijgt u 8 en 22 dagen na de vervaldatum via e-mail een tetaatbrief met de vraag om de materialen snel terug te brengen. Wie geen e-mailadres heeft, krijgt de tetaatbrief per post.

Art. 19

Krijgt u meerdere tetaatbrieven maar brengt u de materialen niet terug? Dan krijgt u een laatste aangetekende brief en een factuur. U moet de waarde van de geleende materialen betalen. Betaalt u die factuur niet? Dan kan de bibliotheek de geleende materialen terugvorderen via alle bestaande wettelijke middelen. U moet de kosten daarvoor betalen.

Art. 20

Brengt u bibliotheekmaterialen te laat terug? Dan betaalt u een tetaatkost per dag en per materiaal. Voor het bedrag van de tetaatkost: zie de tabel in de bijlage.

Art. 21

Laat de kosten niet opstapelen. Vanaf een bepaald openstaand saldo (zie tabel in de bijlage) blokkeren we uw lidkaart. U moet eerst het openstaande saldo betalen om de diensten van de Brusselse bibliotheken verder te gebruiken.

7. VERLIES – BESCHADIGING – DIEFSTAL**Art. 22**

U bent verantwoordelijk voor de door u geleende materialen. Draag er goed zorg voor, binnen en

buiten de bibliotheek.

Art. 23

Is een materiaal beschadigd als u het leent? Meld dat dan onmiddellijk aan het bibliotheekpersoneel. Anders wordt u misschien aansprakelijk gesteld.

Art. 24

Bij verlies, onherstelbare beschadiging of diefstal, rekenen we de prijs van het materiaal aan. Bij gedeeltelijke beschadiging van een materiaal bepaalt de bibliothecaris het bedrag van de schadevergoeding. Als het geleende materiaal uit meerdere delen bestaat, dan mag de bibliotheek de vervanging van alle delen aanrekenen.

8. RESERVEREN

Art. 25

U kunt uitgeleende of aanwezige materialen gratis reserveren. Dat kan

- bij voorkeur online via ‘Mijn Bibliotheek’
- of aan de balie, via een e-mail of telefonisch bij de bibliotheek waar u de materialen wilt reserveren.

U hebt uw lidkaart hiervoor nodig.

Art. 26

Wanneer het aangevraagde materiaal beschikbaar is, krijgt u een bericht. U kunt het materiaal dan binnen een aantal dagen ophalen. Hoelang de materialen beschikbaar blijven, vindt u in de tabel in de bijlage.

Art. 27

Vindt u een materiaal niet in uw bibliotheek? Dan kunt u het bij een andere bibliotheek aanvragen (IBL = interbibliothecair leenverkeer). U kunt die materialen daarna in uw bibliotheek ophalen. In de tabel in de bijlage vindt u de kosten. U krijgt een bericht als het aangevraagde materiaal beschikbaar is in uw bibliotheek. Hoelang de materialen daar voor u beschikbaar blijven, vindt u in de tabel in de bijlage.

9. INTERNET

Art. 28

U kunt gratis de internetverbinding (wifi) of publiekscomputers gebruiken in de bibliotheken die deze diensten aanbieden. Vraag uw bibliotheek wat er beschikbaar is en onder welke voorwaarden.

Art. 29

Eén persoon per computer. Uitzonderlijk kan de bibliotheek van deze regel afwijken.

Art. 30

U kunt printen op papier. Hoeveel een print kost, vindt u in de tabel in de bijlage.

Art. 31

De bibliotheek is niet verantwoordelijk voor het (tijdelijk) niet beschikbaar zijn van de internetverbinding of de publiekscomputers, of voor beschadigingen aan uw apparatuur als gevolg van het raadplegen van websites of de installatie van software.

10. HUISREGELS

Art. 32

De bibliotheek is er voor iedereen. Hou rekening met andere bezoekers en toon respect voor elkaar.

Art. 33

De bibliotheekmedewerkers zijn er om u te helpen. Stel uw vragen aan hen. De bibliotheekmedewerkers zijn niet verantwoordelijk voor kinderen zonder ouderlijk toezicht.

Art. 34

Dieren mogen niet binnen in de bibliotheek, behalve assistentiedieren.

Art. 35

Rolschaatsen, fietsen, steps, skateboards ... zijn niet toegelaten in de bibliotheek, evenmin als grote tassen en zakken. U kunt ze opbergen of achterlaten in de daarvoor voorziene plaatsen.

Art. 36

U mag niet roken in de bibliotheek. Eten en drinken kan alleen onder bepaalde voorwaarden en in bepaalde zones.

Art. 37

Als u schade veroorzaakt in het gebouw, aan meubilair, materialen of computers, dan moet u daarvoor betalen.

Art. 38

De bibliotheek is niet aansprakelijk voor de beschadiging of diefstal van uw persoonlijke voorwerpen.

11. SLOTBEPALINGEN

Art. 39

Bij uw inschrijving of op vraag krijgt u dit reglement in de vorm van een brochure.

Art. 40

De Brusselse bibliotheken kunnen dit reglement aanpassen. Wijzigingen worden op voorhand aangekondigd. De meest actuele versie van het reglement is altijd raadpleegbaar via de websites van de bibliotheken.

Art. 41

Als u dit reglement niet naleeft of de orde in de bibliotheek verstoort, kunt u geweigerd worden en mag u de bibliotheek niet meer gebruiken.

Art. 42

De lokale bibliothecaris zorgt voor de afhandeling van alle onvoorziene gevallen.

BIJLAGE BIJ HET REGIOREGLEMENT BRUSSELSE BIBLIOTHEKEN

TARIEVEN	
lidmaatschap	gratis
lenen materialen	gratis
reserveren materialen	gratis
telaatkost	€ 0,05 / dag / materiaal
vervanging lidkaart	€ 2,00

aanvragen materiaal uit andere bibliotheek (IBL)	€ 2,00 / materiaal
blokking lidkaart	vanaf € 10,00 saldo
gebruik internet	gratis
afdruk / fotokopie A4 zwart-wit	€ 0,10 / pagina
afdruk / fotokopie A3, kleur...	vraag het in uw bibliotheek
TERMIJNEN	
Hoelang mag ik?	
materialen lenen (behalve sprinters)	3 weken
materialen verlengen (behalve sprinters)	2 × 3 weken
sprinters lenen	1 week
sprinters verlengen	1 week
uitleentermijn voor klassen, lesgevers en groepen (behalve sprinters)	6 weken
beschikbaarheid aangevraagde reservaties	10 kalenderdagen
beschikbaarheid aangevraagde IBL	10 kalenderdagen
HOEVEEL mag ik lenen?	
materialen per bibliotheek:	
- individuele leners	15 stuks
- lesgevers en groepen	50 stuks

2 annexes / 2 bijlagen

samenwerkingsovereenkomst regioreglement tarieventabel nl.docx, samenwerkingsovereenkomst regioreglement tarieventabel fr.docx

Cultes et Laïcité - Erediensten en Laïciteit

44 CULTE CATHOLIQUE -EGLISE ST ANTOINE DE PADOUE - COMPTE 2021

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil de fabrique de l'Eglise St-Antoine de Padoue arrêtant son compte pour l'exercice 2021.

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes :

Attendu qu'il est par ailleurs impossible de vérifier l'intervention communale de façon précise vu la non-communication des comptes des A.O.P. , gestionnaires de la paroisse ;

Vu l'article 255, 9° de la loi communale:

Attendu que ce document se présente comme suit ;

RECETTES

ordinaires	€ 107.818,69
Extraordinaires	€ 51.089,60
Total	€ 158.908,29

DEPENSES

relatives au culte	€ 20.959,92
ordinaires	€101.244,20
extraordinaires	€ 0.00
Total	€ 122.204,12

SOIT AVEC UN BONI DE : € 36.704,17

DECIDE:

d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2021 de l'Eglise Saint-Antoine de Padoue, compte tenu qu'il se clôture en boni sans intervention de la commune.

KATHOLIEKE EREDIENST - KERK SINT-ANTONIUS VAN PADUA - REKENING OVER 2021

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Raad van de kerkfabriek van de kerk van St Antonius van Padua houdende vaststelling van zijn rekening over 2021:

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten:

Overwegende dat het bovendien onmogelijk is om de bijdrage van de gemeente nauwkeurig te controleren gezien de niet-vermelding van de rekeningen van de A.O.P., beheerders van de parochie ;

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet:

Overwegende dat deze rekening de volgende inhoud heeft;

ONTVANGSTEN

Gewone	€ 107.818,69
Buitengewone	€ 51.089,60
Totaal	€ 158.908,29

UITGAVEN

betreffende de eredienst	€ 20.959,92
Gewone	€101.244,20
Buitengewone	€ 0.00
Totaal	€ 122.204,12

HETZIJ MET EEN BONI VAN € 36.704,17

BESLIST:

Een ongunstig advies uit te brengen ter goedkeuring van de rekeningen over 2021 van de Kerk Sint Antonius van Padua aangezien dit zich afsluit met een boni zonder tussenkomst van de gemeente.

*1 annexe / 1 bijlage
Compte 2021.pdf*

45 **Eglise Notre Dame du Sacré coeur - Compte 2021**

Le Conseil Communal,

Vu le compte 2021 arrêté par le Conseil de fabrique de l'Eglise N.D. du Sacré-Cœur ;

Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'églises :

Vu la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes :

Attendu qu'il est par ailleurs impossible de vérifier l'intervention communale de façon précise vu la non-communication des comptes des A.O.P. , gestionnaires de la paroisse ;

Vu l'article 255, 9° de la loi communale

Attendu que ce document se présente comme suit :

RECETTES

ordinaires	€ 19.515,46
extraordinaires	€ 8.673,92
Total	€ 28.189,38

DEPENSES

relatives au culte	€ 11.176,37
ordinaires	€ 11.468,86
extraordinaires	€ 0,00
Total	€ 22.645,23

SOIT AVEC UN BONI DE € 5.544,15

DECIDE :

d'émettre un avis favorable à l'approbation du compte 2021 de l'Eglise N.D. du Sacré-Cœur, compte tenu qu'il se clôture en positif.

Kerk van O.L.V. van het Heilig Hart - Rekening 2021

De Gemeenteraad.

Gelet de rekening 2021 van de kerkfabriek van de kerk O.L.V. van het Heilig Hart ;

Gelet op het dekreet van 30 december 1809 betreffende de kerkfabrieken :

Gelet op de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke van de erediensten:

Overwegende dat het bovendien onmogelijk is om de bijdrage van de gemeente nauwkeurig te controleren gezien de niet-vermelding van de rekeningen van de O.A.P. , beheerders van de parochie ;

Gelet op het artikel 255, 9° van de gemeentewet:

Overwegende dat dit document de volgende inhoud heeft:

ONTVANGSTEN

Gewone	€ 19.515,46
Buitengewone	€ 8.673,92
Totaal	€ 28.189,38

UITGAVEN

betreffende de eredienst	€ 11.176,37
gewone	€ 11.468,86
Buitengewone	€ 0,00
Totaal	€ 22.645,23

HETZIJ MET EEN BONUS VAN € 5.544,15

BESLIST:

een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de goedkeuring van de rekening 2021 van de Onze Lieve Vrouw van het Heilig Hartkerk, ondanks het feit dat deze in positief afgesloten.

1 annexe / 1 bijlage

ND sacre coeur compte 2021.pdf

Solidarité et coopération internationales - Internationale Solidariteit en Samenwerking

46 Rapport d'avancement du projet «Sante se richès mwen : amélioration de l'hygiène, l'accès à l'eau et l'assainissement pour les communes de Corail et de Pestel, Département de la Grande Anse, Haïti. »

Le Conseil communal,

Considérant qu'en date du 29 janvier 2019 le collège des bourgmestre et échevin·e·s et le conseil communal ont marqué leur approbation quant à la création d'un partenariat entre la commune d'Etterbeek et l'asbl Pro-Action Développement afin de déposer un projet commun pour l'appel à

projet Vivaqua ;

Considérant que ce projet commun a été sélectionné par la Région de Bruxelles-Capitale, via le fonds de Solidarité internationale de Vivaqua;

Considérant qu'en date du 25 janvier 2021, le conseil communal a approuvé la signature de la convention entre BRUXELLES ENVIRONNEMENT, VIVAQUA et l'administration communale d'Etterbeek pour le financement du projet « Sante se richès mwen : amélioration de l'hygiène, l'accès à l'eau et l'assainissement pour les communes de Corail et de Pestel, Département de la Grande Anse, Haïti. »;

Considérant qu'en date du 28 juin 2021 le Conseil communal a approuvé la convention de collaboration entre la commune d'Etterbeek et l'asbl Pro-Action Développement ;

Considérant que l'objectif global du projet est l'amélioration durable des conditions sanitaires et environnementales de la population de Corail et Pestel ;

Considérant que les objectifs spécifiques du projet sont le renforcement durable de l'accès des élèves et des communautés aux installations hydrauliques et aux infrastructures sanitaires fonctionnelles et l'amélioration durable de leurs pratiques d'hygiène, et d'assainissement, ainsi que le renforcement des capacités locales et communales dans les domaines de l'hygiène, de l'accès à l'eau et de l'assainissement ;

Considérant que les résultats attendus étaient les suivants :

- **RA1 : Au niveau des écoles**, les connaissances, attitudes et pratiques liées à l'hygiène, l'eau et l'assainissement (solide et liquide) sont renforcées durablement, et la couverture en infrastructures sanitaires et hydrauliques est accrue.
- **RA2 : Au niveau familial**, les connaissances, attitudes et pratiques liées à l'hygiène, l'eau, l'assainissement (solide et liquide) et l'écosanitation sont renforcées durablement.
- **RA3 : Au niveau communautaire**, la couverture en eau potable et en assainissement de base et les activités d'écosanitation est améliorée et encadrée de manière autonome et responsable.
- **RA4 : Au niveau communal**, les capacités de gestion et de pérennisation des ouvrages et des actions sanitaires sont renforcées et les pratiques recommandées en termes d'hygiène, d'assainissement et d'accès à l'eau sont prises en compte.

Considérant que vous trouverez en annexe de la présente délibération le rapport d'avancement du projet, ainsi que le tableau budgétaire des dépenses réalisées dans le cadre du projet ;

Considérant que pour le RA1 les activités suivantes ont été réalisées :

- Des animations et leçons d'hygiène ont été données dans 5 écoles, lors de celles-ci l'équipe locale a dispensé des leçons d'hygiène dans toutes les classes qui portaient sur les chemins de contamination de l'eau, utilisation correcte des latrines et des citernes, etc. Grâce à ces animations les professeurs de ces écoles sont désormais capables et encouragés à donner au minimum une fois par mois une leçon d'hygiène dans leurs classes, afin de rappeler les bonnes pratiques.
- Des citernes collectives ont été construites dans 3 écoles, malheureusement, la citerne de l'une d'entre elles a été complètement détruite par le séisme et doit être reconstruite. Le chantier de reconstruction est prévu avant la fin du mois de juin.
- Des blocs latrine-urinoirs ont été construits dans 3 écoles.
- Les systèmes de lavage des mains sont à l'étude. Un prototype du modèle Tippy Tap est en

phase de construction.

Considérant que pour le RA2 les activités suivantes ont été réalisées :

- Des kit PHAST (Participatory Hygiene and Sanitation Transformation) ont été distribués à 1045 familles de 14 localités . Ceux-ci doivent amener les bénéficiaires à prendre conscience des problèmes d'hygiène auxquels ils sont exposés. Ensuite, différents outils leur permettent de choisir les solutions adéquates et de les mettre en œuvre.

Considérant que pour le RA3 et RA4 des activités sont planifiées dans les prochaines phases du projet mais non pas encore été réalisées ;

PREND CONNAISSANCE de l'état d'avancement du projet « Sante se richès mwen : amélioration de l'hygiène, l'accès à l'eau et l'assainissement pour les communes de Corail et de Pestel, Département de la Grande Anse, Haïti. »

Voortgangsverslag van het project “Sante se richès mwen: verbetering van de hygiëne, de toegang tot water en de watersanering voor de gemeenten Corail en Pestel, departement Grande Anse, Haïti”

De gemeenteraad,

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen en de gemeenteraad op 29 januari 2019 hun goedkeuring hebben gegeven voor een partnerschap tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Pro-Action Développement om een gemeenschappelijk project in te dienen voor de projectoproep van Vivaqua;

overwegende dat dit gemeenschappelijke project geselecteerd werd door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via het Fonds voor internationale solidariteit van Vivaqua;

overwegende dat de gemeenteraad op 25 januari 2021 goedkeuring heeft gegeven voor de ondertekening van de overeenkomst tussen Leefmilieu Brussel, Vivaqua en het gemeentebestuur van Etterbeek voor de financiering van het project “Sante se richès mwen: verbetering van de hygiëne, de toegang tot water en de watersanering voor de gemeenten Corail en Pestel, departement Grande Anse, Haïti”;

overwegende dat de gemeenteraad op 28 juni 2021 goedkeuring heeft gegeven voor de samenwerkingsovereenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Pro-Action Développement;

overwegende dat de globale doelstelling van het project de duurzame verbetering van de gezondheids- en milieuomstandigheden van de inwoners van Corail en Pestel is;

overwegende dat de specifieke doelstellingen van het project zijn: de duurzame versterking van de toegang van leerlingen en gemeenschappen tot functionele water- en sanitaire voorzieningen en de duurzame verbetering van hun praktijken op het vlak van hygiëne en waterzuivering alsook de versterking van de plaatselijke en gemeentelijke capaciteiten op het gebied van hygiëne, toegang tot water en waterzuivering;

overwegende dat de verwachte resultaten (VR) de volgende waren:

- **VR1: Op schoolniveau** worden kennis, attitudes en praktijken met betrekking tot hygiëne, water en waterzuivering (vast en vloeibaar) duurzaam versterkt en wordt het bereik van de infrastructuur voor sanitaire voorzieningen en water vergroot.

- **VR2: Op gezinsniveau** worden kennis, attitudes en praktijken met betrekking tot hygiëne, water, waterzuivering (vast en vloeibaar) en ecosanitie duurzaam versterkt.
- **VR3: Op gemeenschapsniveau** wordt de dekking van drinkwater en basissanering en de ecosanitieactiviteiten verbeterd en op een autonome en verantwoorde manier ondersteund.
- **VR4: Op gemeentelijk niveau** worden de capaciteiten op het vlak van beheer en duurzaamheid van de sanitaire voorzieningen en acties versterkt en wordt rekening gehouden met aanbevolen praktijken op het vlak van hygiëne, watersanering en toegang tot water;

overwegende dat u in bijlage bij deze overeenkomst het voortgangsverslag van het project vindt en de budgettabel met de uitgaven die zijn gedaan in het kader van het project;

overwegende dat voor VR1 de volgende activiteiten werden uitgevoerd:

- In 5 scholen werden animatieactiviteiten en lessen in verband met hygiëne georganiseerd, waarbij het plaatselijke team in alle klassen hygiënelessen gaf over de manieren waarop water besmet raakt, het juiste gebruik van latrines en waterreservoirs, enz. Dankzij deze animatieactiviteiten zijn de leerkrachten in deze scholen nu in staat en worden zij aangemoedigd om ten minste één keer per maand een les over hygiëne te geven in hun klas om de goede praktijken te herhalen.
- In 3 scholen zijn collectieve watertanks gebouwd; helaas is de tank in een van de scholen door de aardbeving volledig verwoest en moet die herbouwd worden. Die werkzaamheden zijn gepland voor het einde van de maand juni.
- In 3 scholen zijn latrine- en urinoirblokken gebouwd.
- Systemen voor het wassen van de handen worden onderzocht. Een prototype van het model Tippy Tap is in aanbouw;

overwegende dat voor VR2 de volgende activiteiten werden uitgevoerd:

- Er zijn PHAST-kits (Participatory Hygiene and Sanitation Transformation) uitgedeeld aan 1045 gezinnen in 14 dorpen. Deze kits zijn bedoeld om de begunstigden bewust te maken van de hygiëneproblemen waaraan zij worden blootgesteld. Vervolgens kunnen zij met verschillende instrumenten de geschikte oplossingen kiezen en deze uitvoeren;

overwegende dat voor de VR3 en VR4 activiteiten zijn gepland tijdens de volgende fases van het projecten die nog niet zijn uitgevoerd;

NEEMT KENNIS van het voortgangsverslag van het project “Sante se richès mwen: verbetering van de hygiëne, de toegang tot water en de watersanering voor de gemeenten Corail en Pestel, departement Grande Anse, Haïti”.

4 annexes / 4 bijlagen

03.22 - Vivaqua - Pièces comptables.pdf, Rapport avancement_Santé sé riches mwen_Etterbeek-PAD_mars2022.pdf, RAPFIN_1_Sante se riches mwen_mars 2022.xlsx, Guide Agro BIOPEST REDUC EAU.docx

Participation - Participatie

47 Conseil de quartier de Jourdan Saint-Pierre - Procès-verbal de la cinquième séance

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant les documents en annexe listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 5^e séance :

1. CQ JSP_2022_Séance 5_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :

1. Informations partagées en séance
2. Fiche projet_Propriété publique
3. Fiche projet_Verdurisation
4. Fiche projet_Vivre ensemble

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la cinquième séance 2022 du conseil de quartier de Jourdan Saint-Pierre.

Wijkraad van Jourdan Sint-Pieter - Verslag van de vijfde zitting

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 5^{de} zitting:

1. WR JSP_2022_Zitting 5_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:

1. Informatie gedeeld tijdens de zitting
2. Projectfiche_Openbare netheid
3. Projectfiche_Samenleven
4. Projectfiche_Vergroening

NEEMT KENNIS van het verslag van de vijfde zitting 2022 van de wijkraad Jourdan Sint-Pieter.

10 annexes / 10 bijlagen

CQ JSP_A1_Informations partagées en séance.pdf, WR JSP_2022_Zitting 5_Verslag.pdf, B2_Projectfiche_Openbare netheid.pdf, CQ JSP_B1_Informatie gedeeld tijdens de zitting.pdf, CQ JSP_2022_Séance 5_PV.pdf, B4_Projectfiche_Vergroening.pdf, CQ JSP_B3_Projectfiche_Samenleven Animatieactiviteiten.pdf, A2_Fiche projet_Propriété publique.pdf, A3_Fiche projet_Verdurisation.pdf, CQ JSP_A4_Fiche projet_Vivre-ensemble Animations.pdf

48 Conseil de quartier de la Chasse - Procès verbal de la quatrième séance

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant les documents en annexe listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 4^e séance :

1. CQ Chasse_2022_Séance 4_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :

1. Informations partagées en séance
2. Fiche projet_Animations et rencontres
3. Fiche projet_Commerces

4. Fiche projet_Donner, réparer, échanger
5. Fiche projet_Mobilité

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la quatrième séance 2022 du conseil de quartier de la Chasse.

Wijkraad van de Jacht - Verslag van de vierde zitting

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de vierde zitting:

1. WR Jacht_2022_Zitting 4_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:

1. Informatie gedeeld tijdens de zitting
2. Projectfiche_Animatieactiviteiten en ontmoetingen
3. Projectfiche_Geven, herstellen, uitwisselen
4. Projectfiche_Handelszaken
5. Projectfiche_Mobiliteit

NEEMT KENNIS van het verslag van de vierde zitting 2022 van de wijkraad De Jacht.

12 annexes / 12 bijlagen

WR Jacht_2022_Zitting 4_Verslag.pdf, B3_Projectfiche_Geven, herstellen, uitwisselen.pdf, CQ Chasse_B2_Projectfiche_Animatieactiviteiten en ontmoetingen.pdf, B4_Projectfiche_Handelszaken.pdf, B5_Projectfiche_Mobiliteit.pdf, CQ Chasse_B1_Informatie gedeeld tijdens de zitting.pdf, CQ Chasse_2022_Séance 4_PV.pdf, A5_Fiche projet_Mobilité.pdf, A3_Fiche projet_Commerce.pdf, CQ Chasse_A1_Informations partagées en séance.pdf, CQ Chasse_A2_Fiche projet_Animations et rencontres.pdf, A4_Fiche projet_Donner, réparer, échanger.pdf

49 Conseil de quartier de la Chasse - Procès-verbal de la cinquième séance 2022 (Complémentaire)

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant les documents en annexe listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 5^e séance :

1. CQ Chasse_2022_Séance 5_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :

1. Retour des services_Projets Animations et rencontres
2. Retour des services_Projets Commerces
3. Retour des services_Projets Donner, réparer, échanger
4. Retour des services_Projets Mobilité
5. Fiche projet_Animations et rencontres
6. Fiche projet_Commerces
7. Fiche projet_Donner, réparer, échanger
8. Fiche projet_Mobilité

PREND CONNAISSANCE du procès-verbal de la cinquième séance 2022 du conseil de quartier de la Chasse.

Wijkraad van de Jacht - Verslag van de vijfde zitting 2022 (Aanvullend)

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 5de zitting:

1. WR Jacht_2022_Zitting 5_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:

1. Feedback van de diensten_Animatieactiviteiten en ontmoetingen
2. Feedback van de diensten_Geven, herstellen, uitwisselen
3. Feedback van de diensten_Handelszaken
4. Feedback van de diensten_Mobiliteit
5. Projectfiche_Animatieactiviteiten en ontmoetingen
6. Projectfiche_Geven, herstellen, uitwisselen
7. Projectfiche_Handelszaken
8. Projectfiche_Mobiliteit

NEEMT KENNIS van het verslag van de vijfde zitting 2022 van de wijkraad De Jacht.

18 annexes / 18 bijlagen

A5_Fiche projet_Animations et rencontres.pdf, B2_Feedback van de diensten_Geven, herstellen, uitwisselen.pdf, B6_Projectfiche_Geven, herstellen, uitwisselen.pdf, A2_Retour des services_Projets Commerces.pdf, B5_Projectfiche_Animatieactiviteiten en ontmoetingen.pdf, CQ Chasse_2022_Séance 5_PV.pdf, A4_Retour des services_Projets Mobilité.pdf, A7_Fiche projet_Donner, réparer, échanger.pdf, WR Jacht_2022_Zitting 5_Verslag.pdf, B4_Feedback van de diensten_Mobiliteit.pdf, A8_Fiche projet_Mobilité.pdf, B3_Feedback van de diensten_Handelszaken.pdf, B7_Projectfiche_Handelszaken.pdf, B8_Projectfiche_Mobiliteit.pdf, A3_Retour des services_Projets Donner, réparer, échanger.pdf, B1_Feedback van de diensten_Animatieactiviteiten en ontmoetingen.pdf, A6_Fiche projet_Commerces.pdf, A1_Retour+des+services_Projets+Animations+et+rencontres.pdf

Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen

50 Voirie - Rue Baron de Castro - Enlèvement de 3 plateaux ralentisseurs, asphaltage et placement de coussins berlinois - Approbation des conditions et du mode de passation (Complémentaire)

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de

marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 41, §1, 2° (le montant estimé HTVA ne dépasse pas le seuil de 750.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/FM/2022/07 relatif au marché "Voirie - Rue Baron de Castro - Enlèvement de 3 plateaux ralentisseurs, asphaltage et placement de coussins berlinois" ;

Considérant que ce marché, dont le montant estimé des travaux s'élevait à 110.000,00 € TVAC, a fait l'objet d'une procédure négociée sans publication préalable dont les conditions du marché ont été approuvés par le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 10 mars 2022 en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant qu'à la suite des offres déposées pour ce marché en date du 25 mai 2022, les montants avoisinaient les 200.000,00 TVAC et que le respect du type de procédure choisi n'était plus légale ;

Considérant que sur décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, en date du 9 juin 2022, cette procédure de marché a été arrêtée pour être relancée ultérieurement ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 211.000,00 € (incl. 21% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par **procédure négociée directe avec publication préalable** ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 421/731-60 ;

Sur proposition du collège;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges N° TP/FM/2022/07 et le montant estimé du marché "Voirie - Rue Baron de Castro - Enlèvement de 3 plateaux ralentisseurs, asphaltage et placement de coussins berlinois". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 211.000,00 € (incl. 21% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure négociée directe avec publication préalable.

Article 3

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

Article 4

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 421/731-60.

Wegenis - Baron de Castrostraat - Verwijderen van 3 verkeersdrempels, asfaltwerken en plaatsen van berlijnse kussens - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze (*Aanvullend*)

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 41, §1, 2° (het geraamde bedrag excl. btw overschrijdt de drempel van 750.000,00 € niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht "Wegenis - Baron de Castrostraat - Verwijderen van 3 verkeersdrempels, asfaltwerken en plaatsen van Berlijnse kussens" een bestek met nr. TP/FM/2022/07 werd opgesteld ;

Overwegende dat deze opdracht, welke raming geschat werd op 110.000,00 € BTW incl., het voorwerp heeft gemaakt van een onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking waarvan de opdrachtsvoorwaarden goedgekeurd werden door het College van Burgemeester en Schepenen op 10 maart 2022 door toepassing van het artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat na ontvangst van de offertes voor deze opdracht op 25 mei 2022, de bedragen rond de 200.000,00 € BTW incl. waren en dat het type van overheidsprocedure die gekozen werd niet meer wettelijk is;

Overwegende dat door beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen, op 9 juni 2022, dze opdrachtsprocedure stopgezet is om later terug te starten;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 211.000,00 € (incl. 21% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de **vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking**;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2022, op artikel 421/731-60 van de buitengewone dienst;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/FM/2022/07 en de raming voor de opdracht “Wegenis - Baron de Castrostraat - Verwijderen van 3 verkeersdrempels, asfaltwerken en plaatsen van Berlijnse kussens”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 211.000,00 € (incl. 21% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met voorafgaande bekendmaking.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal niveau.

Artikel 4

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2022, op artikel 421/731-60 van de buitengewone dienst.

4 annexes / 4 bijlagen

Baron de Castro total.pdf, métré Baron de Castro - marché.xlsx, 2022_06_07_Bestek - Model 3P.doc, 2022_06_07_CCH - Modele 3P.doc

Achats - Aankopen

51 Administration communale – Fixations des conditions de divers marchés publics - Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité préalable, les conditions du marché s'il est fait application des articles 42 §1 1° a) et 92 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, fournitures et services ;

Attendu qu'il s'agit de marchés de faible montant ou par procédure négociée sans publication préalable dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de € 140.000,00 hors TVA ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil communal ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins (sous réserve de l'approbation des crédits nécessaires par l'autorité de tutelle) :

Date : 20 janvier 2022

Objet : Parcs et plantations – Aménagements divers dans les espaces verts communaux selon besoins

Estimation de la dépense : € 49.622,10 TVA comprise

Article budgétaire : 766/725-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 20 janvier 2022

Objet : Parcs et plantations – Aménagement de sécurisation du talus des jardins participatifs

Estimation de la dépense : € 49.513,20 TVA comprise

Article budgétaire : 766/725-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 20 janvier 2022

Objet : Bâtiments communaux – Acquisition d'appareils de chauffage électriques de forte puissance

Estimation de la dépense : € 1.588,58 TVA comprise

Article budgétaire : 137/744-51 du budget extraordinaire de 2022

Date : 27 janvier 2022

Objet : Centre culturel Senghor – Amélioration du compartimentage incendie

Estimation de la dépense : € 66.429,00 TVA comprise

Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 3 février 2022

Objet : Centre culturel Senghor – Remise en état de deux exutoires de fumée

Estimation de la dépense : € 9.107,96 TVA comprise

Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 3 février 2022

Objet : Centre culturel Senghor – Création des plans AS-BUILT

Estimation de la dépense : € 2.248,18 TVA comprise

Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 3 février 2022

Objet : Centre culturel Senghor – Mise en conformité de l'installation électrique (travaux complémentaires)

Estimation de la dépense : € 6.988,02 TVA comprise

Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 17 février 2022

Objet : Centre culturel Senghor – Remplacement du rideau de scène ignifuge (remise aux normes incendie)

Estimation de la dépense : € 5.139,52 TVA comprise

Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 10 mars 2022

Objet : Jardins de la Chasse – Démolition du bâtiment du CPAS

Estimation de la dépense : € 108.907,26 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 10 mars 2022

Objet : Parcs et plantations – Acquisition d'arbres et plantations diverses

Estimation de la dépense : € 28.889,01 TVA comprise
Article budgétaire : 766/725-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 17 mars 2022

Objet : Ecole « Claire joie » - Travaux de désamiantage préalable aux travaux de rénovation de la chaufferie principale

Estimation de la dépense : € 7.253,95 TVA comprise
Article budgétaire : 722/724-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 31 mars 2022

Objet : Parcs et plantations – Acquisition de rouleaux gazon pour la verdurisation des espaces place du Rinsdelle et rue Commandant Ponthier

Estimation de la dépense : € 108.907,26 TVA comprise
Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 5 mai 2022

Objet : Contrat de Quartier Durable – Parc Hap – Aménagement de la cuisine

Estimation de la dépense : € 82.338,56 TVA comprise
Article budgétaire : 9302/723-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 12 mai 2022

Objet : Ecole « Paradis des Enfants » - Nouveau branchement sur le réseau de distribution d'eau

Estimation de la dépense : € 12.831,32 TVA comprise
Article budgétaire : 722/724-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 12 mai 2022

Objet : Centre culturel Senghor – Remplacement de 3 transmetteurs existants (ascenseurs)

Estimation de la dépense : € 3.681,01 TVA comprise
Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 12 mai 2022

Objet : Centre culturel Senghor – Remplacement d'une came de déverrouillage (ascenseurs)

Estimation de la dépense : € 1.253,33 TVA comprise
Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 19 mai 2022

Objet : Jardins de la Chasse (ancien site du CPAS) – Sectionnement du réseau de distribution d'eau

Estimation de la dépense : € 2.678,77 TVA comprise
Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 19 mai 2022

Objet : Site Crèche Aimé Dupont/Centre de santé/Reine Fabiola - Remplacement de la double porte coupe-feu endommagée de la cabine H.T. dans le parking

Estimation de la dépense : € 2.678,77 TVA comprise
Article budgétaire : 762/724-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 9 juin 2022

Objet : Service de Prévention – Extension du système de caméras en voirie

Estimation de la dépense : € 80.819,20 TVA comprise
Article budgétaire : 300/744-51 du budget extraordinaire de 2022

Date : 9 juin 2022

Objet : Parcs et plantations – Entretien des aires de jeux et de sports

Estimation de la dépense : € 20.480,00 TVA comprise
Article budgétaire : 766/725-60 du budget extraordinaire de 2022

Date : 9 juin 2022

Objet : Jardins de la Chasse - Suppression raccordement moyenne pression + poste de détente et suppression d'un branchement basse tension et enlèvement d'un compteur électrique

Estimation de la dépense : € 7.447,55 TVA comprise

Article budgétaire : 104/722-60 du budget extraordinaire de 2022

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DÉCIDE,

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 §3 de la Nouvelle Loi Communale.

Gemeentebestuur – Vaststellen van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving

De Gemeenteraad

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van de artikelen 42 §1 1° a) en 92 van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Aangezien dat het de opdrachten betref met beperkte waarde of gegund bij onderhandelingsprocedure zonder voorafgaand bekendmaking waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van € 140.000,00 BTW excl. niet overschrijdt;

Aangezien dat de beslissingen in het kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen ter kennisgeving medegedeeld moeten worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering;

Aangezien dat de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen (onder voorbehoud van de nodige kredieten door de toezichthoudende overheid) :

Datum : 20 januari 2022

Voorwerp : Parken en beplantingen – Allerlei inrichtingen in de gemeentelijke groene ruimtes volgens behoeften

Raming van de uitgave : € 49.622,10 BTW incl.

Begrotingsartikel : 766/725-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 20 januari 2022

Voorwerp : Parken en beplantingen – Veiligheidsinrichtingen van het talud van de volkstuinten

Raming van de uitgave : € 49.513,20 BTW incl.

Begrotingsartikel : 766/725-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 20 januari 2022

Voorwerp : Gemeentelijke gebouwen – Aankoop van elektrische verwarmingsapparaten met hoog vermogen

Raming van de uitgave : € 1.588,58 BTW incl.

Begrotingsartikel : 137/744-51 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 27 januari 2022

Voorwerp : Cultureel centrum Senghor – Verbetering van de brandcompartimentage

Raming van de uitgave : € 66.429,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 762/724-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 3 februari 2022

Voorwerp : Cultureel centrum Senghor – Reparatie van twee rookkanalen

Raming van de uitgave : € 9.107,96 BTW incl.

Begrotingsartikel : 762/724-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 3 februari 2022

Voorwerp : Cultureel centrum Senghor – Opstellen van de AS-BUILT plannen

Raming van de uitgave : € 2.248,18 BTW incl.

Begrotingsartikel : 762/724-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 3 februari 2022

Voorwerp : Cultureel centrum Senghor – In conformiteit stellen van de elektrische installatie (bijkomende werken)

Raming van de uitgave : € 6.988,02 BTW incl.

Begrotingsartikel : 762/724-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 17 februari 2022

Voorwerp : Cultureel centrum Senghor – Vervanging van het brandwerend gordijn van de scene (aan de brandnormen zetten)

Raming van de uitgave : € 5.139,52 BTW incl.

Begrotingsartikel : 762/724-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 10 maart 2022

Voorwerp : Jachthof – Afbraak van het gebouw van het OCMW

Raming van de uitgave : € 108.907,26 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 10 maart 2022

Voorwerp : Parken en beplantingen – Aankoop van bomen en allerlei beplantingen

Raming van de uitgave : € 28.889,01 BTW incl.

Begrotingsartikel : 766/725-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 17 maart 2022

Voorwerp : School « Claire joie » - Asbest vrijmaken voorafgaand de renovatiewerken van de belangrijkste stookruimte

Raming van de uitgave : € 7.253,95 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/724-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 31 maart 2022

Voorwerp : Parken en beplantingen – Aankoop van grasperkrollen voor de vergroening van de ruimtes Rinsdelleplein en Kommandant Ponthierstraat

Raming van de uitgave : € 108.907,26 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 5 mei 2022

Voorwerp : Duurzaam Wijkcontract – Park Hap – Inrichting van de keuken

Raming van de uitgave : € 82.338,56 BTW incl.

Begrotingsartikel : 9302/723-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 12 mei 2022

Voorwerp : School « Paradis des Enfants » - Nieuwe aftakking op het waterverdelingsnetwerk

Raming van de uitgave : € 12.831,32 BTW incl.

Begrotingsartikel : 722/724-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 12 mei 2022

Voorwerp : Cultureel centrum Senghor – Vervanging van 3 bestaande zenders (liften)

Raming van de uitgave : € 3.681,01 BTW incl.

Begrotingsartikel : 762/724-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 12 mei 2022

Voorwerp : Cultureel centrum Senghor – Vervanging van een nok voor het ontgrendelen van de bordesdeuren (liften)

Raming van de uitgave : € 1.253,33 BTW incl.

Begrotingsartikel : 762/724-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 19 mei 2022

Voorwerp : Jachthof (oude site van het OCMW) – Snijden waterdistributienetwerk

Raming van de uitgave : € 2.678,77 BTW incl.

Begrotingsartikel : 762/724-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 19 mei 2022

Voorwerp : Site Crèche Aimé Dupont/Gezondheidscentrum/Reine Fabiola – Vervanging van de dubbele beschadigde branddeur van de H.S.-cabine in de parking

Raming van de uitgave : € 2.678,77 BTW incl.

Begrotingsartikel : 762/724-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 9 juni 2022

Voorwerp : Dienst Preventie – Uitbreiding van het camerasysteem op de wegenis

Raming van de uitgave : € 80.819,20 BTW incl.

Begrotingsartikel : 300/744-51 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 9 juni 2022

Voorwerp : Parken en beplantingen – Onderhoud van de speel- en sportruimtes

Raming van de uitgave : € 20.480,00 BTW incl.

Begrotingsartikel : 766/725-60 van de buitengewone begroting van 2022

Datum : 9 juni 2022

Voorwerp : Jachthof – Afschaffing aansluiting middel druk + drukstation en afschaffing van een aftakking lage spanning en verwijdering van een elektrische teller

Raming van de uitgave : € 7.447,55 BTW incl.

Begrotingsartikel : 104/722-60 van de buitengewone begroting van 2022

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

Kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 §3 van de Nieuwe Gemeentewet.

52 Renouvellement du portefeuille d'assurances de la Commune, du CPAS, de la Régie foncière et de la RCA Etterbeekoise - Approbation des conditions et du mode de passation

Le conseil communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° TP/ORD/AB/2023-2026/57 relatif au marché "Renouvellement du portefeuille d'assurances de la Commune, du CPAS, de la Régie foncière et de la RCA Etterbeekoise" ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

- * Lot 1 (Responsabilité civile), estimé à 200.000,00 € ;
- * Lot 2 (Dommages matériels), estimé à 400.000,00 € ;
- * Lot 3 (Accidents), estimé à 1.200.000,00 € ;
- * Lot 4 (Auto), estimé à 200.000,00 € ;

Considérant que ce marché porte sur une durée de 48 mois ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 2.000.000,00 € (0% TVA) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, article FFF/125-08 et aux exercices suivants;

Sur proposition du collègue;

Décide:

Article 1^{er}

D'approuver le cahier des charges N° TP/ORD/AB/2023-2026/57 et le montant estimé du marché "Renouvellement du portefeuille d'assurances de la Commune, du CPAS, de la Régie foncière et de la RCA Etterbeekoise". Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.000.000,00 € (0% TVA).

Article 2

De passer le marché par la procédure ouverte.

Article 3

D'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen.

Article 4

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 5

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2023, article FFF/125-08 et aux exercices suivants.

Hernieuwing van de verzekeringsportefeuille van de Gemeente, van het OCMW, van het Regie van grondbeleid en van het AGB van Etterbeek - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze

De gemeenteraad,

Gelet op de Nieuwe gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234§1, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

Gelet op het decreet en ordonnantie van 16 mei 2019 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, inzonderheid artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Overwegende dat in het kader van de opdracht “Hernieuwing van de verzekeringsportefeuille van de Gemeente, van het OCMW, van het Regie van grondbeleid en van het AGB van Etterbeek” een bestek met nr. TP/ORD/AB/2023-2026/57 werd opgesteld;

Overwegende dat deze opdracht is opgedeeld in volgende percelen:

- * Perceel 1 (Burgerlijke aansprakelijkheid), raming: 200.000,00 €;
- * Perceel 2 (Materiële schaden), raming: 400.000,00 € ;
- * Perceel 3 (Ongevallen), raming: 1.200.000,00 € ;
- * Perceel 4 (Wagen), raming: 200.000,00 € ;

Overwegende dat deze opdracht een looptijd heeft van 48 maanden;

Overwegende dat de totale uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 2.000.000,00 € incl. btw (0% btw);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de openbare procedure;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2023, op artikel FFF/125-08 van de gewone dienst en op volgende boekjaren ;

Op voorstel van het college;

Besluit:

Artikel 1

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/ORD/AB/2023-2026/57 en de raming voor de opdracht “Hernieuwing van de verzekeringsportefeuille van de Gemeente, van het OCMW, van het Regie van grondbeleid en van het AGB van Etterbeek”. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 2.000.000,00 € incl. btw (0% btw).

Artikel 2

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de openbare procedure.

Artikel 3

De aankondiging van de opdracht wordt ingevuld en bekendgemaakt op nationaal en Europees niveau.

Artikel 4

Deze beraadslaging met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 5

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2023, op artikel FFF/125-08 van de gewone dienst en op de volgende boekjaren.

13 annexes / 13 bijlagen

Etterbeek - Annexe D - Données de souscription.pdf, Etterbeek - Bijlage C Statistieken.pdf, Etterbeek

- Annexe A - Formulaire offre final.docx, Etterbeek - CSCH - 09062022 final.docx, Avis de marché FR-NL.docx, Etterbeek - Bestek 09062022 final.docx, Etterbeek - Bijlage D - Verzekeringstechnische gegevens.pdf, Etterbeek - Annexe C Statistiques.pdf, Etterbeek - Note Questions sur le CSC.pdf, matériel topographique (pour annexe D).pdf, Etterbeek - Bijlage A - Offerteformulier.docx, Annexe B - Inventaire_ Commune Etterbeek- 09062022 final.xlsx, Bijlage B - Inventaris_ Gemeente Etterbeek - 09062022 final.xlsx

53 **Service Public Régional de Bruxelles – Ordonnance du 16 juillet 1998 modifié par l’Ordonnance du 20 juillet 2016 relative à l’octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d’investissements d’intérêt public – Programme Triennal d’Investissement 2022-2024 – Procès-verbal du Comité d’accompagnement - Confirmation**

Le conseil communal,

Vu l’ordonnance du 20 juillet 2016 modifiant l’ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l’octroie subsides destinés à encourager la réalisation d’investissements d’intérêt public ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a approuvé, en séance du 25 octobre 2018, d’octroyer une dotation de **706.027,00 €** pour le triennat 2022-2024 ;

Considérant que le Conseil communal a, en séance du 30 mai 2022, approuvé le programme triennal 2022-2024 repris ci-dessous :

Années	N° projet	Projets	Estimation	Subside sollicité	Montant subsidié
2022	1.	Voirie – Renouvellement de divers trottoirs (rues de Pervyse, Tervaete et Ramskapelle	600.000,00 €	70%	420.000,00 €
		Total subside sollicité			420.000,00 €

Considérant que suite aux nouvelles dispositions de l’ordonnance modifié, il convient de communiquer au Conseil communal le procès-verbal du Comité d’accompagnement relatif au PTIC 2022-2024 ;

Considérant que ce comité d’accompagnement s’est réuni ce 16 juin 2022 à 10h et que le procès-verbal établi par le Service Public Régional de Bruxelles, Bruxelles Pouvoirs locaux – Direction des Investissements est repris en annexe de la présente délibération ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE :

De confirmer avoir pris connaissance du procès-verbal du Comité d’accompagnement relatif au programme triennal d’investissement communal 2022-2024 repris en annexe de la présente délibération.

Cette délibération sera transmise au Pouvoir subsidiant.

Gewestelijke Overheidsdienst Brussel – Ordonnantie van 16 juli 1998 gewijzigd door de Ordonnantie van 20 juli 2016 betreffende de toekenning van subsidies bestemd om de realisatie van investeringen van openbare nut aan te moedigen – Driejaarlijksplan 2022-2024 – Proces-verbaal van de Ondersteuningscommissie - Bevestiging

De Gemeenteraad,

Gezien de Ordonnantie van 20 juli 2016 wijzigend de Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies bestemd om de uitvoering van investeringen van openbare nut aan te moedigen ;

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in haar zitting van 25 oktober 2018, beslist heeft een dotatie van **706.207,00 €** op drie jaar 2022-2024 toe te kennen ;

Overwegende dat de gemeenteraad in zitting van 30 mei 2022 het driejaarlijkse programma 2022-2024, hieronder, heeft goedgekeurd :

Jaren	N° project	Projecten	Raming	Aangevraagde subsidie	Subsidieerd bedrag
2022	1.	Wegenis – Vernieuwing van verschillende voetpaden (straten Pervyse, Tervate en Ramskapelle)	600.000,00 €	70%	420.000,00 €
		Totaal aangevraagde subsidie			420.000,00 €

Overwegende dat volgens de nieuwe bepalingen van de gewijzigde ordonnantie, dat het proces-verbaal van de ondersteuningscommissie gecommuniceerd moet worden aan de gemeenteraad met betrekking tot het GDIP 2022-2024;

Overwegende dat deze ondersteuningscommissie plaats heeft gehad deze 16 juni 2022 om 10u en dat het proces-verbaal opgesteld door de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel, Brussel Plaatselijke Besturen – Directie voor Investeringszaken zich in bijlage van huidige beraadslaging bevindt;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

BESLIST :

Te bevestigen kennis te hebben genomen van het proces-verbaal van de ondersteuningscommissie betreffende het driejaarlijks investeringsprogramma 2022-2024 opgenomen in bijlage van huidige beraadslaging.

Deze beraadslaging zal naar de Subsidierende overheid verzonden worden.

1 annexe / 1 bijlage

PV du CA d'Etterbeek 2022-2024 -16 juin 2022.docx

Garage communal - Gemeentelijke garage

- 54 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'asbl l'Aile en vue de se rendre à PURNODE le 6 juillet 2022 (aller) et le 9 juillet 2022 (retour) et le 27 août 2022 (aller/retour) en vue de se rendre à Bredene.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cete année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL L'AILE le 6 juillet 2022 (aller) et le 9 juillet 2022 (retour) en vue de se rendre à Purnode et le 27 août 2022 en vue de se rendre à Bredene ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL L'AILE.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et l'ASBL L'AILE

Rue Jean Massart 1

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiner à transporter (aller/retour) le 6 juillet 2022 (aller) et le 9 juillet 2022 (retour) en vue de se rendre à Purnode et le 27 août 2022 en vue de se rendre à Bredene..

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL L'AILE.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL L'AiILE intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL L'AILE

L'ASBL L'AILE s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, L'ASBL L'AILE devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, L'ASBL L'AILE est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL L'AILE est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, L'ASBL L'AILE est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL L'AILE ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL L'AILE est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor vzw L'Aile op 6 juli 2022 (heenrit) en op 9 juli 2022 (terugrit) en op 27 augustus 2022 (heen- en terugrit) om naar Bredene te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag van dit jaar gaat ;

Overwegende dat de vzw L'Aile vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op 6 juli 2022 (heenrit) en 9 juli 2022 (terugrit) om naar Purnode te gaan en op 27 augustus 2022 om naar Bredene te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw L'Aile goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de vzw L'Aile

Jean Massartstraat 1
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) op 6 juli 2022 (heenrit) en 9 juli 2022 (terugrit) naar Purnode en op 27 augustus 2022 naar Bredene.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw L'Aile.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw L'Aile komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw L'Aile

De vzw L'Aile verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw L'Aile de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw L'Aile aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw L'Aile moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw L'Aile de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw L'Aile of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw L'Aile is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DE BUS ASBL AILE.pdf

55 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'asbl Chambéry le 18 juillet 2022 en vue de se rendre à Louvain.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une quatrième demande cette année

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à VZW CHAMBERY le 18 juillet 2022 (aller) en vue de se rendre à Louvain .

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et VZW CHAMBERY

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et VZW CHAMBERY

c/o Monsieur Edwin VANHOLLEBEKE
rue de Chambéry24
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) destiné à transporter le lundi 18 juillet 2022 un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de VZW CHAMBERY, entre Etterbeek et Louvain.

Un chauffeur est également mis à disposition de VZW CHAMBERY.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

VZW CHAMBERY intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de VZW CHAMBERY

VZW CHAMBERY s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, VZW CHAMBERY devra les remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, VZW CHAMBERY est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

VZW CHAMBERY est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, VZW CHAMBERY est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de VZW

CHAMBERY ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1
VZW CHAMBERY est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Ter beschikkingstelling van een gemeentebus (heen-en terugrit) op 18 juli 2022 naar Leuven te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de vierde aanvraag gaat dit jaar;

Overwegende dat de VZW CHAMBERY vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op 18 juli 2022 om naar Leuven te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de VZW CHAMBERY goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En de VZW CHAMBERY

c/o Edwin VANHOLLEBEKE

Chamberystraat 24

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het

publiek van vzw Chambéry, tussen Etterbeek en Leuven op maandag 18 juli 2022.
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW CHAMBERY.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW CHAMBERY komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW CHAMBERY

De VZW CHAMBERY verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerder uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de VZW CHAMBERY de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de VZW CHAMBERY aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW CHAMBERY moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de VZW CHAMBERY de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW CHAMBERY of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De VZW CHAMBERY is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

CHAMBERY DESTINATION LEUVEN.pdf

56 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'Asbl ALTEO le 7 juillet 2022 en vue de se rendre à Virelles et le 18 août 2022 en vue de se rendre à Bastogne.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL ALTEO le 7 juillet 2022 en vue de se rendre à Virelles et le 18 août 2022 en vue de se rendre à Bastogne ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL ALTEO.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et l'ASBL ALTEO

Responsable Madame Geneviève BARY

Avenue d'Auderghem 346

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller/retour) le 7 juillet 2022 en vue de se rendre à Virelles et le 18 août 2022 en vue de se rendre à Bastogne.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL ALTEO

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL ALTEO intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL ALTEO

L'ASBL ALTEO s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, L'ASBL ALTEO devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, L'ASBL ALTEO est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL ALTEO est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, L'ASBL ALTEO est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la 145ème Unité Scout ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL ALTEO est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW ALTEO op 7 juli 2022 naar Virelles en op 18 augustus 2022 naar Bastogne te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de eerste aanvraag van dit jaar gaat :

Overwegende dat de vzw ALTEO vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op 7 juli 2022 om naar Virelles te gaan en op 18 augustus 2022 om naar Bastogne te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw ALTEO goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en de vzw ALTEO

Verantwoordelijke mevrouw Geneviève BARY
Oudergemlaan 346
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) op 7 juli 2022 om naar Virelles te gaan en op 18 augustus 2022 om naar Bastogne te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw ALTEO.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw ALTEO komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw ALTEO

De vzw ALTEO verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw ALTEO de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft,

met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw ALTEO aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw ALTEO moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw ALTEO de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw ALTEO of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw ALTEO is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE ALTEO VIRELLES ET BASTOGNE.pdf

57 **Mise à disposition de bus communaux (aller/retour) au Centre Culturel Senghor en vue de se rendre les 4,5,8,11,12,15,18,19,20,25,26, 29 juillet et 1,2,5,8,9,12,16,17,,19, 22,23 et 26 août 2022 en vue de se rendre à Kessel Lo, Plopsqua, Anvers,Wégimont, Aqualibi, Beersel, Enghien, Tournai ,Huizingen, Ostende, Bois des Rêves, Grotte de Han, Malines, Walibi, De Nekker et le Point d'eau à La Louvière.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition de bus communaux (aller/retour) au Centre culturel Senghor les 4, 5, 8, 11, 12, 15, 18, 19, 20, 25, 26, et 29 juillet et 1, 2, 5, 8, 9, 12, 16, 17, 19, 22, 23 et 22 et 26 août 2022 en vue de se rendre à Kessel Lo, Plopsqua, Wégimont, Aqualibi, Beersek,

Enghien, Tournai, Huizingen, Ostende, Bois des Rêves, Grotte de Han, Malines, Walibi , De Nekker et le Point d'eau à La Louvière.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et Centre culturel Senghor

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et Centre culturel Senghor

Avenue du Maelbeek
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition de bus communaux destiné à transporter (aller/retour) les 4, 5, 8, 11, 12, 15, 18, 19, 20, 25, 26, et 29 juillet 2022 et 1, 2, 5, 8, 9, 12, 16, 17, 19, 22, 23 et 26 août 2022 un groupe de maximum 40 personnes, faisant partie du public de Centre culturel Senghor, entre Etterbeek et Kessel Lo, Plopsqua, Wégimont, Aqualibi, Beersek, Enghien, Tournai, Huizingen, Ostende, Bois des Rêves, Grotte de Han, Malines, Walibi , De Nekker et le Point d'eau à La Louvière.

Un chauffeur est également mis à disposition de Centre culturel Senghor.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Centre culturel Senghor intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de Centre culturel Senghor

Le Centre culturel Senghor s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, le Centre culturel Senghor devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Il s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, le Centre culturel Senghor est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Centre culturel Senghor est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, le Centre culturel Senghor est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de Centre culturel Senghor ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Centre culturel Senghor est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un

Terbeschikkingstelling van gemeentebussen (heen- en terugrit) aan Cultureel Centrum Senghor op 4, 5, 8, 11, 12, 15, 18, 19, 20, 25, 26 et 29 juli en 1, 2, 5, 8, 9, 12, 16, 17, 19, 22, 23 en 26 augustus 2022 om naar Kessel-Lo, Plopsqua, Antwerpen, Wégimont, Aqualibi, Beersel, Edingen, Doornik, Huizingen, Oostende, Bois des Rêves, Grotten van Han, Mechelen, Walibi, De Nekker en “Le Point d'eau” in La Louvière te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de eerste aanvraag van dit jaar gaat ;

Overwegende dat het cultureel centrum Senghor heeft gevraagd om over gemeentebussen (heen- en terugrit) te beschikken op 4, 5, 8, 11, 12, 15, 18, 19, 20, 25, 26 et 29 juli en 1, 2, 5, 8, 9, 12, 16, 17, 19, 22, 23 en 26 augustus 2022 om naar Kessel-Lo, Plopsqua, Wégimont, Aqualibi, Beersel, Edingen, Doornik, Huizingen, Oostende, Bois des Rêves, Grotten van Han, Mechelen, Walibi, De Nekker en “Le Point d'eau” in La Louvière te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het cultureel centrum Senghor goed te keuren:

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En cultureel centrum Le Senghor

Maalbeeklaan
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van gemeentebussen (heen- en terugrit) voor een groep van maximaal 40 personen die deel uitmaken van de doelgroep van het cultureel centrum Senghor op 4, 5, 8, 11, 12, 15, 18, 19, 20, 25, 26 et 29 juli en 1, 2, 5, 8, 9, 12, 16, 17, 19, 22, 23 en 26 augustus 2022 tussen Etterbeek en Kessel-Lo, Plopsqua, Wégimont, Aqualibi, Beersel, Edingen, Doornik, Huizingen, Oostende, Bois des Rêves, Grotten van Han, Mechelen, Walibi, De Nekker en “Le Point d’eau” in La Louvière.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het cultureel centrum Senghor.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het cultureel centrum Senghor komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van het cultureel centrum Senghor

Het cultureel centrum Senghor verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van

Etterbeek eindigt, geeft het cultureel centrum Senghor de bus terug in de staat waarin het die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Het verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het cultureel centrum Senghor aangifte doen bij de politie. Het bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het cultureel centrum Senghor moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het cultureel centrum Senghor de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het cultureel centrum Senghor of een van zijn leden dan neemt Senghor het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het cultureel centrum Senghor is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

Copie de demande bus été 2022.xlsx

- 58 **Mise à disposition de deux bus communaux (aller/retour) à VZW Wijkfeest Chambéry le 7 juillet 2022 (aller/retour) en vue de se rendre à Kessel Lo et le 14 juillet 2022 en vue de se rendre à Mechelen.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une seconde demande cette année

Considérant la demande de mise à disposition de deux bus communaux (aller/retour) à VZW CHAMBERY le jeudi 7 juillet 2022 en vue de se rendre à Kessel-Lo et le jeudi 14 juillet 2022 en vue de se rendre à Malines

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et VZW CHAMBERY

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et VZW CHAMBERY

c/o Monsieur Edwin VANHOLLEBEKE
rue de Chambéry24
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition de deux bus communaux destinés à transporter (aller/retour) le jeudi 7 juillet 2021 et le jeudi 14 juillet 2022 un groupe de maximum 70 personnes, faisant partie du public de VZW CHAMBERY, entre Etterbeek et les villes de Kessel-Lo et de Malines.

Deux chauffeurs sont également mis à disposition de VZW CHAMBERY.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

VZW CHAMBERY intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage. L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de VZW CHAMBERY

VZW CHAMBERY s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale

d'Etterbeek prendra fin, VZW CHAMBERY devra les remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, VZW CHAMBERY est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

VZW CHAMBERY est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, VZW CHAMBERY est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de VZW CHAMBERY ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

VZW CHAMBERY est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van 2 gemeentebussen (heen-en terugrit) aan Wijkfeest Chambery op 7 juli 2022 (heen-en terugrit) om naar Kessel Lo te gaan en op 14 juli 2022 om naar Mechelen te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de tweede aanvraag gaat dit jaar;

Ooverwegende dat de vzw Chambéry vraagt om te beschikken over twee gemeentebussen (heen- en terugricht) op donderdag 7 juli 2022 om naar Kessel-Lo te gaan en op donderdag 14 juli 2022 om naar Mechelen te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Chambéry goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de vzw CHAMBERY

c/o Edwin VANHOLLEBEKE
Chambérystraat 24
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 70 personen, die deel uitmaken van het publiek van vzw Chambéry op donderdag 7 juli 2022 en donderdag 14 juli 2022 tussen Etterbeek en de gemeenten Kessel-Lo en Mechelen.

Er wordt ook twee chauffeurs ter beschikking gesteld van de vzw chambéry.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw Chambéry komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Chambéry

De vzw Chambéry verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw Chambéry de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Chambéry aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Chambéry moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Chambéry de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Chambéry of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Chambéry is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

CHAMBERY DEMANDE KESSEL LO ET MALINES.pdf

59 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à la Maison d'accueil ATOLL le 30 juin 2022 en vue de se rendre à la Monnaie le 5 septembre 2022 (aller) et le 9 septembre 2022 (retour) en vue de se rendre à la Panne.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à la Maison d'accueil ATOLL le 30 juin 2022 en vue de se rendre à LA MONNAIE à Bruxelles le 5 septembre 2022 (aller) et le 9 septembre 2022 (retour) en vue de se rendre à La Panne ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que la Maison d'Accueil ATOLL justifie sa non-utilisation des transports en commun par le fait que le transport concerne des personnes âgées semi-valide ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Maison d'accueil ATOLL

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et la Maison d'accueil ATOLL

Rue de la Grande Haie, 139
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 30 personnes, faisant partie du public de la Maison d'accueil ATOLL, entre Etterbeek et la rue Fossé aux Loups 41 (La Monnaie situé à 1000 Bruxelles le 30 juin 2022 et l'avenue Albert Dumont à La Panne le 5 septembre 2022 (aller) et le 9 septembre 2022 (retour).

Un chauffeur est également mis à disposition de la Maison d'accueil ATOLL.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Maison d'accueil ATOLL intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'Administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Maison d'accueil ATOLL

La Maison d'Accueil ATOLL s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, la Maison d'Accueil ATOLL devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Maison d'Accueil ATOLL est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Maison d'Accueil ATOLL est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant

survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Maison d'Accueil ATOLL est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Maison d'Accueil ATOLL ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Maison d'Accueil ATOLL est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW ATOLL op 30 juni 2022 om naar de Munt te gaan rn op 5 september 2022 (heenrit) rn op 9 september (terugrit) om naar De Panne te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de eerste aanvraag van dit jaar gaat;

Overwegende dat “Maison d'Accueil ATOLL gevraagd heeft om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op 30 juni 2022 naar de MUNT in Brussel te gaan en op 5 september 2022 (herinrit) en op 9 september 2022 (terugrit)

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat “Maison d'Accueil ATOLL” de bewijs geeft dat het openbaar vervoer voor mindervalieden personen niet geschikt is ;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST: de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de” Maison d'Accueil ATOLL” goed te keuren:

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kasernelaan 31/1
1040 Etterbeek

en de « Maison d'accueil ATOLL »

Grote Haagstraat 139
1040 Etterbeek
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 20 personen, die deel uitmaken van het publiek van “Maison d'Accueil ATOLL”, tussen Etterbeek en de Wolvengracht gelegen te 1000 Brussel en op 5 september 2022 (heenrit) en op 9 september 2022 (terugrit).
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van “Maison d'Accueil ATOLL”.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De “Maison d'Accueil ATOLL” komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek komt in geen geval tussenbeide als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de “Maison d'accueil ATOLL”

De “Maison d'Accueil ATOLL” verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de “Maison d'Accueil ATOLL” de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.
Zij verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor haar rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de “Maison d'Accueil ATOLL” aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.
De “Maison d'Accueil” moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de “Maison d’Accueil” de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de “Maison d’Accueil” of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De “Maison d’Accueil” is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder houdt het voertuig voor eigen rekening schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn voor rekening van de vervoerder.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

2 annexes / 2 bijlagen

ATOLL 30 JUIN 2022.pdf, ATOLL SEPTEMBRE 2022.pdf

60 Mise à disposition de 2 bus communaux (aller/retour) à VZW Wijkfeest CHAMBERY le 28 août 2022 (alle) et le 30 août 2022 r en vue de se rendre à Coxyde.

Le Conseil communal,

Vu qu’il s’agit d’une troisième demande cette année

Considérant la demande de mise à disposition de deux bus communaux et une grande camionnette (aller/retour) à VZW CHAMBERY le samedi 27 août 2022 (aller) en vue de se rendre à Koksijde et les retours se dérouleront en deux fois les dimanches 28 août 2022 et mardi 30 août 2022 .

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n’est autorisé qu’en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d’approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d’Etterbeek et VZW CHAMBERY

Entre l’Administration Communale d’Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et VZW CHAMBERY

c/o Monsieur Edwin VANHOLLEBEKE
rue de Chambéry24
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition de deux bus communaux et une grande camionnette destinés à transporter le samedi 27 août 2022 (aller) et les dimanche 28 août 2022 et mardi 30 août 2022 (retour en deux trajets) un groupe de maximum 70 personnes, faisant partie du public de VZW CHAMBERY, entre Etterbeek et Koksijde.

Deux chauffeurs sont également mis à disposition de VZW CHAMBERY.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

VZW CHAMBERY intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de VZW CHAMBERY

VZW CHAMBERY s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, VZW CHAMBERY devra les remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, VZW CHAMBERY est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

VZW CHAMBERY est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, VZW CHAMBERY est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de VZW CHAMBERY ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration

de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1
VZW CHAMBERY est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen aan VZW Wijkfeest CHAMBERY op 28 augustus 2022 (herinrit) en op 30 augustus 2022 naar Koksijde te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de derde aanvraag gaat dit jaar;

Overwegende dat de vzw Chambéry vraagt om over twee gemeentebussen en een grote bestelwagen (heen- en terugrit) te beschikken op zaterdag 27 augustus 2022 (heenrit) om naar Koksijde te gaan en de terugritten in twee keer op zondag 28 augustus 2022 en dinsdag 30 augustus 2022;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Chambéry goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En de vzw Chambéry

c/o Edwin VANHOLLEBEKE

Chambérystraat 24

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van twee gemeentebussen en een grote bestelwagen (heen- en terugrit) voor het vervoer van een groep van maximaal 70 personen die deel uitmaken van het publiek van de vzw Chambéry op zaterdag 27 augustus 2022 (heenrit) en op

zondag 28 augustus 2022 en dinsdag 30 augustus 2022 (terugrit in twee trajecten) tussen Etterbeek en de gemeente Koksijde.

Er wordt ook twee chauffeurs ter beschikking gesteld van de vzw Chambéry.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw Chambéry komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis. Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Chambéry

De vzw Chambéry verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw Chambéry de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Chambéry aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Chambéry moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Chambéry de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Chambéry of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Chambéry is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

CHAMBERY DESTINATION KOKSIJDE.pdf

61 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL BASENVOL le 18 juillet 2022 (aller) et le 22 juillet 2022 (retour) en vue de se rendre au Domaine de Farnières à 6698 Grand Halleux..**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'asbl BASENVOL le 18 juillet 2022 (aller) et le 22 juillet (retour) en vue de se rendre au CHR au Domaine de Farnières 4 à 6698 Grand Halleux;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'asbl BASENVOL

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes, 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL BASENVOL

Rue de Chambéry 16/2c
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 15 personnes, faisant partie du public de l'ASBL BASENVOL entre Etterbeek et le CHR situé au Domaine de Farnières 4 à 6698 Grand Halleux le 18 juillet 2022 (aller) et le 22 juillet 2022 (retour).

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL BASENVOL.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL BASENVOL intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l’asbl BASENVOL

L’ASBL BASENVOL s’engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l’Administration Communale d’Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l’Administration Communale d’Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l’Administration Communale d’Etterbeek prendra fin, l’ASBL BASENVOL devra le remettre dans l’état où il l’a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s’engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d’une usure « normale » de la voiture. L’estimation de ces dégâts se déroulera lors de l’état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l’ASBL BASENVOL est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l’administration Communale d’Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L’administration Communale d’Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L’ASBL BASENVOL est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d’accident ou de dommages, l’ASBL BASENVOL est tenue de remplir toutes les formalités et d’avertir immédiatement l’Administration Communale d’Etterbeek.

Si l’accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l’ASBL BASENVOL ou d’un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d’assurances, ainsi que l’éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l’Administration Communale d’Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d’infraction ou d’accident en dehors du transport prévu à l’article 1

L’ASBL BASENVOL est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d’infraction ou d’accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l’éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l’Administration Communale d’Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikking van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW BASENVOL op 18 juli 2022 (heenrit) en op 22 juli 2022 (terugrit) naar CHR in Domaine de Franières in 6698 Grand Halleux.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat over de eerste aanvraag gaat dit jaar ;

Overwegende dat het over de eerste aanvraag gaat dit jaar;

Overwegende dat de VZW BASENVOL1 vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op 18 juli 2022 (heenrit) en op 22 juli 2022 (terugrit) om naar CHR in Domaine de Franières 4 in 6698 Grand Halleux te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de VZW BASENVOL goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de vzw BASENVOL

Chamberystraat 16/2c
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 15 personen, die deel uitmaken van het publiek van de VZW BASENVOL, tussen Etterbeek en CHR in Domaine de Farnières 4 in 6698 Grand Halleux op 18 juli 2022 (heenrit) en op 22 juli 2022 (terugrit).

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de VZW BASENVOL

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De VZW BASENVOL komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de VZW BASENVOL

De VZW BASENVOL verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en

autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de VZW BASENVOL de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Basenvol aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De VZW BASENVOL moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Basenvol de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de VZW BASENVOL of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De VZW BASENVOL is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

BASENVOL DEMANDE JUILLET 2022.pdf

- 62 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) pour l'ASBL KOM le 15 juillet 2022, en vue de se rendre à Londerzeel.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une deuxième demande cette année;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) pour l'ASBL KOM le 15 juillet 2022 en vue de se rendre à Londerzeel ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que l'ASBL KOM justifie sa non-utilisation des transports en commun par le fait que le transport concerne des familles monoparentales ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL KOM

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL KOM

Rue des Champs, 46
1040 Etterbeek
Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 25 personnes, faisant partie du public de l'ASBL KOM, entre Etterbeek et 1840 Londerzeel.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL KOM.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL KOM intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'Administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la l'ASBL KOM

L'ASBL KOM s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL KOM devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL KOM est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL KOM est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'ASBL KOM est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL KOM ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL KOM est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW KOM op 15 juli 2022 naar Londerzeel.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de tweede aanvraag gaat dit jaar;

Overwegende dat de vzw KOM vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op 15 juli 2022 om naar Londerzeel te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat de vzw KOM het feit dat zij geen gebruikmaakt van het openbaar vervoer rechtvaardigt met het feit dat het een oudergezinnen betreft;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen

de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw KOM goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de vzw KOM

Veldstraat, 46
1040 Etterbeek
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 25 personen, die deel uitmaken van het publiek van vzw KOM, tussen Etterbeek en de gemeente Londerzeel.
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw KOM.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw KOM komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichtingen van de vzw KOM

De vzw KOM verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw KOM de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.
Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw KOM aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw KOM moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw KOM de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw KOM of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw KOM is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

demande de bus pour le 15 juillet 2022.msg

63 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) pour la Maison médicale du Maelbeek le 13 juillet 2022, en vue de se rendre au château de la Hulpe.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une deuxième demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal pour la Maison Médicale du Maelbeek le 13 juillet 2022 (aller/retour) en vue de se rendre au château de la Hulpe ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que la Maison Médicale du Maelbeek justifie sa non-utilisation des transports en commun par le fait que le transport concerne leurs patients;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et la Maison Médicale du Maelbeek;

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et la Maison Médicale du Maelbeek

Rue de l'Etang ,131

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 50 personnes, faisant partie du public de la Maison Médicale du Maelbeek, entre Etterbeek et le Château de la Hulpe.

Un chauffeur est également mis à disposition de la Maison Médicale du Maelbeek.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

La Maison Médicale du Maelbeek intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'Administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la Maison Médicale du Maelbeek

La Maison Médicale du Maelbeek s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, la Maison Médicale du Maelbeek devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, la Maison Médicale du Maelbeek est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

La Maison Médicale du Maelbeek est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, la Maison Médicale du Maelbeek est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de la Maison Médicale du Maelbeek ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle

majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

La Maison Médicale du Maelbeek est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. Elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor het medische huis Maelbeek op 13 juli 2022, naar het kasteel van Terhulpen.

De gemeenteraad,

overwegende dat het over de twee aanvraag van dit gaat;

overwegende dat het Medisch Huis van Maelbeek vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op 13 juli 2022 om naar het kasteel terhulpen te gaan;

gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

overwegende dat het Medisch Huis van Maelbeek het feit dat zij geen gebruikmaakt van het openbaar vervoer rechtvaardigt met het feit dat het over hun patienten gaat;

overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het Medisch Huis van Maelbeek goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En het Medisch Huis van Maelbeek

Vijverstraat, 131

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Voorwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 50 personen, die deel uitmaken van het publiek van het Medisch Huis van Maelbeek, tussen Etterbeek en het Kasteel van Terhulpen.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het Medisch Huis van Maelbeek .

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het Medisch Huis van Maelbeek komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichtingen van het Medisch Huis van Maelbeek

het Medisch Huis van Maelbeek verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het Medisch Huis van Maelbeek de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het Medisch Huis van Maelbeek aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het Medisch Huis van Maelbeek moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het Medisch Huis van Maelbeek de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het Medisch Huis van Maelbeek of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

het Medisch Huis van Maelbeek is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Ze neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

*1 annexe / 1 bijlage
CCE09062022.pdf*

64 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL URBAN STEP et KOM le 12 juillet 2022 en vue de se rendre à Londerzeel.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller-retour) à l'ASBL URBAN STEP ET KOM le 12 juillet 2022 en vue de se rendre à en vue de se rendre à Londerzeel ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que l'ASBL URBAN STEP et KOM justifie sa non-utilisation des transports en commun par le fait que le transport concerne des personnes âgées semi-valide ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL URBAN STEP et KOM

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL URBAN STEP et KOM

Rue Général Fivé 18/10
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destinée à transporter (aller et retour) un groupe de maximum 25 personnes, faisant partie du public de l'ASBL URBAN STEP et KOM, entre Etterbeek et la rue Ursene à 1840 Londerzeel.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL URBAN STEP et KOM.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL URBAN STEP et KOM intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'Administration communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de la l'ASBL URBAN STEP et KOM

L'ASBL URBAN STEP et KOM s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL URBAN STEP et KOM devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL URBAN STEP et KOM est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL URBAN STEP et KOM est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'URBAN STEP et KOM est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'ASBL URBAN STEP et KOM ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL URBAN STEP et KOM est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW URBAN STEP en KOM op 12 juli 2022 naar Londerzeel te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag gaat dit jaar;

Overwegende dat de vzw URBAN STEP en KOM vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op 12 juli 2022 om naar Londerzeel te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat de vzw URBAN STEP en KOM het feit dat zij geen gebruikmaakt van het openbaar vervoer rechtvaardigt met het feit dat het over semivalide personen gaat;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw URBAN STEP en KOM goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En de vzw URBAN STEP en KOM

Generaal Fivéstraat 18/10
1040 Etterbeek
de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 25 personen, die deel uitmaken van het publiek van vzw URBAN STEP en KOM, tussen Etterbeek en de gemeente Londerzeel.
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw URBAN STEP en KOM.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw URBAN STEP en KOM komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichtingen van de vzw URBAN STEP en KOM

De vzw URBAN STEP en KOM verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw URBAN STEP en KOM de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw URBAN STEP en KOM aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw URBAN STEP en KOM moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw URBAN STEP en KOM de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw URBAN STEP en KOM of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw URBAN STEP en KOM is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

- 65 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL Trois Pommiers le 7 juillet 2022, le 14 juillet 2022, le 26 juillet 2022, le 28 juillet 2022, le 1er août 2022, le 11 août 2022, le 18 août 2022, le 24 août 2022 et le 29 août 2022 en vue de se rendre au Stade Fallon, Middelkerke, La Hulpe, Planckendael, Guinguette (Cinquantenaire) et Kessel Lo.**

Le Conseil communal,

Considérant qu'i s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour à l'ASBL les Trois Pommiers :

le 7 juillet 2022 en vue de se rendre au stade Falon ;
le 14 juillet 2022 en vue de se rendre à Middelkerke ;
le 26 juillet 2022 en vue de se rendre au Parc de La Hulpe ;
le 28 juillet 2022 en vue de se rendre à Planckendael ;
le 1^{er} août 2022 en vue de se rendre à la guinguette (Cinquantenaire) ;
le 11 août 2022 en vue de se rendre au stade Falon ;
le 18 août 2022 en vue de se rendre à Kessel Lo ;
le 24 août 2022 en vue de se rendre à Middelkerke ;
le 29 août 2022 en vue de se rendre à la Mer du Nord.

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL « Les Trois Pommiers »

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et ASBL « Les Trois Pommiers »

c/o Madame Fabienne CLEREBOUT
avenue des Casernes 41
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller/retour) :

- le 7 juillet 2022 en vue de se rendre au stade Fallon ;
- le 14 juillet 2022 en vue de se rendre à Middelkerke ;
- le 26 juillet 2022 en vue de se rendre au Parc de La Hulpe ;
- le 28 juillet 2022 en vue de se rendre à Planckendael ;
- le 1^{er} août 2022 en vue de se rendre à la guinguette (Cinquantenaire) ;
- le 11 août 2022 en vue de se rendre au stade Fallon ;
- le 18 août 2022 en vue de se rendre à Kessel Lo ;
- le 24 août 2022 en vue de se rendre à Middelkerke ;
- le 29 août 2022 en vue de se rendre à la Mer du Nord.

32 personnes, faisant partie du public de l'ASL « Les Trois Pommiers », entre Etterbeek et les communes de Woluwé-Saint-Lambert, Middelkerke, La Hulpe, Planckendael, Etterbeek et Kessel Lo,

Un chauffeur est également mis à disposition de LASBL « Les Trois Pommiers »

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL « Les Trois Pommiers » intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL « Les Trois Pommiers »

L'ASBL « Les Trois Pommiers » s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'ASBL « Les Trois Pommiers » devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'ASBL « Les Trois Pommiers » est tenue de remplir une déclaration à la police. Elle adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL « Les Trois Pommiers » est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident

pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'Unité scout BC 025 (Troupe des 12 Etoiles) est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de L'ASBL « Les Trois Pommiers » ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1
L'ASBL « Les Trois Pommiers » est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit aan VZW Trois Pommiers op 7 juli 2022, op 14 juli 2022, op 26 juli 2022, 28 juli 2022, op eerste augustus 2022, op 11 augustus 2022, op 18 augustus 2022, op 24 augustus en op 29 augustus 2022 naar de Stade Fallon, Middelkerke, Ter Hulpen, Planckendael, Guinguette (Jubelpark) en Kessel Lo.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de eerste aanvraag gaat dit jaar;

Overwegende dat de vzw Les Trois Pommiers vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken:

- op 7 juli 2022 om naar het stadion Fallon te gaan;
- op 14 juli 2022 om naar Middelkerke te gaan;
- op 26 juli 2022 om naar het park van La Hulpe te gaan;
- op 28 juli 2022 om naar Planckendael te gaan;
- op 1 augustus 2022 om naar de guinguette (Jubelpark) te gaan;
- op 11 augustus 2022 om naar het stadion Fallon te gaan;
- op 18 augustus 2022 om naar Kessel-Lo te gaan;
- op 24 augustus 2022 om naar Middelkerke te gaan;
- op 29 augustus 2022 om naar de Noordzee te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Les Trois Pommiers goed te keuren:

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

En de vzw Les Trois Pommiers

c/o mevrouw Fabienne CLEREBOU

Kazernenlaan 41

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) om

op 7 juli 2022 om naar het stadion Fallon te gaan;

op 14 juli 2022 om naar Middelkerke te gaan;

op 26 juli 2022 om naar het park van La Hulpe te gaan;

op 28 juli 2022 om naar Planckendael te gaan;

op 1 augustus 2022 om naar de guinguette (Jubelpark) te gaan;

op 11 augustus 2022 om naar het stadion Fallon te gaan;

op 18 augustus 2022 om naar Kessel-Lo te gaan;

op 24 augustus 2022 om naar Middelkerke te gaan;

op 29 augustus 2022 om naar de Noordzee te gaan;

voor 32 personen die deel uitmaken van het publiek van de vzw Les Trois Pommiers tussen Etterbeek en Sint-Lambrechts-Woluwe, Middelkerke, La Hulpe, Planckendael en Kessel-Lo.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw Les Trois Pommiers.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw Les Trois Pommiers komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Les Trois Pommiers

De vzw Les Trois Pommiers verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft de vzw Les Trois Pommiers de bus terug in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit "normale" slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Les Trois Pommiers aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Les Trois Pommiers moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Les Trois Pommiers de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Les Trois Pommiers of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Les Trois Pommiers is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DES TROIS POMMIERS ETE 2022.pdf

66 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'Unité Scout "BC025 Troupe 12 étoiles" le 2 juillet 2022 (aller) et le 12 juillet 2022 (retour) en vue de se rendre à 6880 Offagne (Paliseul).

Le Conseil communal,

Considérant qu'i s'agit d'une seconde demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller uniquement) à l'Unité scout BC 025 (Troupe des 12 étoiles le samedi 2 juillet 2022 (aller) et le mardi 12 juillet 2022 (retour) en

vue de se rendre à Offagne ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'Unité scout BC 025 (Troupe des 12 étoiles)

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et UNITE SCOUT BC025 (Troupe des 12 étoiles)

c/o Madame Lara FROLETTI
rue du Cornet 51
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller/retour) le samedi 2 juillet 2022 (aller) et le mardi 12 juillet 2022 (retour) un groupe de maximum 35 personnes, faisant partie du public de l'Unité BC025, entre Etterbeek et la commune de Offagne..

Un chauffeur est également mis à disposition de l'Unité BC025.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'Unité scout BC025 (Troupe des 12 étoiles) intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'Unité scout BC025

L'Unité scout BC025 (Troupe des 12 étoiles) s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'Unité scout BC025 (Troupe des 12 étoiles) devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'Unité scout BC025 (Troupe des 12 étoiles) est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'Unité scout BC025 (Troupe des 12 étoiles) est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'Unité scout BC 025 (Troupe des 12 étoiles) est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de l'Unité scout BC025 (Troupe des 12 étoiles) ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'Unité scout BC025 (Troupe des 12 étoiles) est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor l'Unité Scout 12 étoiles BC025 op 2 juli 2022 (heenrit) en op 12 juli 2022 (terugrit) naar Offagne (Paliseul) te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de tweede aanvraag gaat dit jaar;

Overwegende dat Unité scout BC025 (Troupe des 12 étoiles) vraagt om over een gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op zaterdag 2 juli 2022 (heenrit) en zaterdag 12 juli (terugrit) om naar Offagne te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en Unité scoute BC025 (Troupe des 12 Etoiles) goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En Unité scoute BC025 (Troupe des 12 étoiles)

c/o mevrouw Lara FROLETTI
Hornstraat 51
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 35 personen, die deel uitmaken van het publiek van Unité scoute BC025 (Troupe des 12 Etoiles), tussen Etterbeek en de gemeente Offagne op zaterdag 2 juli 2022 (heenrit) en dinsdag 12 juli 2022 (terugrit).

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van Unité scoute BC025 (Troupe des 12 Etoiles).

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Unité scoute BC025 (Troupe des 12 étoiles) komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichtingen van scouteseenheden Unité scoute BC025 (Troupe des 12 étoiles)

Unité scoute BC025 (Troupe des 12 étoiles) verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal Unité scoutie BC025 (Troupe des 12 étoiles) de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet Unité scoutie BC025 (Troupe des 12 étoiles) aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Unité scoutie BC025 (Troupe des 12 étoiles) moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet Unité scoutie BC025 (Troupe des 12 étoiles) de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van Unité scoutie BC025 (Troupe des 12 étoiles) of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Unité scoutie BC025 (Troupe des 12 étoiles) is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE OFFRAGNE.pdf

juillet 2022 en vue de se rendre à Durbuy.

Le Conseil communal,

Considérant qu'i s'agit d'une seconde demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller uniquement) à l'Unité scout BC 025 (Louveteaux) le samedi 2 juillet 2022 (aller uniquement) en vue de se rendre à Durbuy ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE

d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'Unité scout BC 025

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et UNITE SCOUT BC025 (louveteaux)

c/o Madame Lara FROLETTI
rue du Cornet 51
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller/retour) le samedi 2 juillet 2022 (aller uniquement) un groupe de maximum 35 personnes, faisant partie du public de l'Unité BC025, entre Etterbeek et la commune de Durbuy.
Un chauffeur est également mis à disposition de L'Unité BC025.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'Unité scout BC025 (louveteaux) intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'Unité scout BC025

L'Unité scout BC025 (Louveteaux) s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera

procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, l'Unité scout BC025 (louveteaux) devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, l'Unité scout BC025 (louveteaux) est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'Unité scout BC025 (louveteaux) est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, l'Unité scout BC 025 (louveteaux) est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de L'Unité scout BC025 (louveteaux) ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'Unité scout BC025 (louveteaux) est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (enkel rit) voor Unité BC025 (Louveteaux) op 2 juli 2022 naar Durbuy te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het over de tweede aanvraag gaat dit jaar;

Overwegende dat Unité scout BC025 (welpen) vraagt om over een gemeentebus (enkel rit) te beschikken op zaterdag 2 juli 2022 naar Durbuy te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST

om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en Unité scout BC025 (welpen) goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

En Unité scout BC025 (Louveteaux)

c/o mevrouw Lara FROLETTI
Hoorstraat 51
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) van een groep van maximaal 35 personen, die deel uitmaken van het publiek van Unité scout BC025 (welpen), tussen Etterbeek en de gemeente Durbuy op zaterdag 2 juli 2022 (enkel rit).

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van Unité scout BC025 (welpen).

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Unité scout BC025 (welpen) komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichtingen van scoutseenheid Unité scout BC025 (welpen)

Unité scout BC025 (welpen) verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot

vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal Unité scout BC025 (welpen) de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet Unité scout BC025 (welpen) aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Unité scout BC025 (welpen) moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet Unité scout BC025 (welpen) de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van Unité scout BC025 (welpen) of een van haar leden dan neemt de vereniging het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Unité scout BC025 (welpen) is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

Deze overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

1 annexe / 1 bijlage

DEMANDE DE BUS DEMANDE UNITE SCOUT LOUVETEAUX DURBUY.docx

68 Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'Asbl Le Pivot le 7 juillet 2022 en vue de se rendre à Ostende.

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) à l'ASBL Le Pivot le 7 juillet 2022 en vue de se rendre à Ostende ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et l'ASBL Le Pivot.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek
Avenue des Casernes 31/1
1040 Etterbeek

Et l'ASBL Le Pivot
Responsable Madame DE BRUYN Anne
Rue Philippe Baucq, 163
1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller/retour) le 7 juillet 2022 en vue de se rendre à Ostende.

Un chauffeur est également mis à disposition de l'ASBL Le Pivot.

Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

L'ASBL Le Pivot intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.
L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

Article 3 – Obligation de l'ASBL Le Pivot

L'ASBL Le Pivot s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant

exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006

Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, L'ASBL Le Pivot devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Elle s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, L'ASBL Le Pivot est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

L'ASBL Le Pivot est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, L'ASBL Le Pivot est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un dol, à une faute lourde ou légère habituelle de L'ASBL Le Pivot ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

L'ASBL Le Pivot est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor VZW Le Pivot op 7 juli 2022 naar Oostende te gaan.

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de eerste aanvraag van dit jaar gaat :

Overwegende dat de vzw Le Pivot vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit)

op 7 juli 2022 om naar Oostende te gaan;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Le Pivot goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek
Kazernenlaan 31/1
1040 Etterbeek

en de vzw Le Pivot
Verantwoordelijke mevrouw Anne DE BRUYN
Philippe Baucqstraat, 163
1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) op 7 juli 2022 om naar Oostende te gaan.
Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van de vzw Le Pivot.

Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

De vzw Le Pivot komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.
Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

Artikel 3 – Verplichting van de vzw Le Pivot.

De vzw Le Pivot verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal de vzw Le Pivot de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet de vzw Le Pivot aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

De vzw Le Pivot moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet de vzw Le Pivot de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van de vzw Le Pivot of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

De vzw Le Pivot is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

*1 annexe / 1 bijlage
l'asbl LE PIVOT.pdf*

Secrétariat - Secretariaat

69 **Interpellation de Madame Vandersande relative au rythme scolaire (Complémentaire)**

Monsieur le président , Monsieur le bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du collège,

Le décret relatif aux rythmes scolaires a été adopté au Parlement de la Communauté française le 30 mars 22 . La réforme est d'application en septembre 2022.

La réforme des rythmes scolaires rééquilibre le temps passé à l'école avec une alternance de 7 semaines de cours et de 2 semaines de congé, tout en conservant 14 semaines de vacances mieux réparties sur toute l'année c-à-d La durée des vacances d'hiver (Noël) et de printemps (Pâques) ne change pas, les vacances d'automne (Toussaint) et de détente (Carnaval) sont allongées d'une semaine et les vacances d'été sont raccourcies de deux semaines (début de l'année scolaire le dernier lundi d'août et fin le premier vendredi de juillet).

Cette réforme est attendue depuis de nombreuses années par la plupart des acteurs du monde de

l'enseignement Elle nous demande de nous adapter et de changer nos habitudes.

Pour les familles, cette réforme implique des aménagements et des réorganisations parfois complexes.

J'aurais voulu savoir comment la commune envisage ce changement de rythmes scolaire quant à l'organisation des stages.

- Comment seront organisés les stages en sachant que les etterbeekois francophones et néerlandophones n'auront plus les vacances en même temps ? Je pense aux vacances de Pâques et aux premières semaines de juillet et la dernière semaine du mois d'août ?
- L'équipe d'encadrants sera-t-elle suffisante en sachant que les étudiants du supérieur n'auront également plus de congés similaires ?
- Les jours dans les écoles seront décalés la première semaine de juillet, est ce que la commune pourra proposer des activités dans ces jours pour encadrer les élèves en sachant que les infrastructures ne seront peut être pas libres à ce moment-là ?

Interpellatie door Mevrouw Vandersande betreffende het jaarritme van de scholen *(Aanvullend)*

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de burgemeester, dames en heren leden van het college,

Het decreet betreffende de aanpassing van het jaarritme van de scholen werd goedgekeurd door het parlement van de Franse gemeenschap op 30 maart 2022. De hervorming gaat in vanaf september 2022.

De hervorming van jaarritme van de scholen zorgt voor een nieuw evenwicht in de tijd die op school wordt doorgebracht, met een afwisseling van 7 lesweken en 2 vakantieweken, waarbij de 14 vakantieweken worden behouden, maar beter over het hele jaar zijn gespreid, dat wil zeggen de duur van de wintervakantie (Kerstmis) en de voorjaarsvakantie (Pasen) verandert niet, de herfstvakantie (Allerheiligen) en de ontspanningsvakantie (Carnaval/krokus) worden met een week verlengd en de zomervakantie wordt met twee weken ingekort (begin van het schooljaar op de laatste maandag van augustus en eind van het schooljaar op de eerste vrijdag van juli).

Deze hervorming wordt al vele jaren verwacht door de meeste actoren in de onderwijswereld. Zij vereist dat wij ons aanpassen en onze gewoonten veranderen.

Voor gezinnen betekent deze hervorming aanpassingen en soms complexe reorganisaties.

Ik had graag willen weten hoe de gemeente deze wijziging van het schoolritme ziet met het oog op de organisatie van de stages.

- Hoe zullen de stages worden georganiseerd in de wetenschap dat de Franstalige en Nederlandstalige inwoners van Etterbeek niet meer tegelijk vakantie zullen hebben? Ik denk aan de paasvakantie en de eerste weken van juli en de laatste week van augustus?
- Zal het team van begeleiders toereikend zijn, wetende dat studenten in het hoger onderwijs ook geen gelijke vakanties meer zullen hebben?
- De dagen in de scholen worden verschoven naar de eerste week van juli. Zal de gemeente op die dagen activiteiten kunnen aanbieden om toezicht te houden op de leerlingen, wetende dat de infrastructuur op dat moment misschien niet vrij is?

1 annexe / 1 bijlage

70 **Interpellation de Madame Vandersande relative au renforcement de confiance entre la police et les citoyens (Complémentaire)**

Monsieur le président , Monsieur le bourgmestre, Mesdames et Messieurs les membres du collège,

Le 3 mai 2021 la motion relative au renforcement de transparence et de confiance entre la police de la zone Montgomery et les citoyens était déposée et adoptée à l'unanimité par le conseil communal.

Dans cette dernière , il avait été souligné la nécessité de recréer un lien et de restaurer la confiance et le respect mutuel entre les membres des forces de l'ordre et les citoyens.

Dans ce cadre, il avait été demandé de renforcer les initiatives existantes et d'y consacrer un budget spécifique.

Certaines initiatives ont été prises au niveau de la commune et de la zone de police dans ce sens.

Quelles actions ont été mises en place ?

Quel retour en avez-vous ?

Pour les prochaines années quelles actions ou initiatives comptez-vous mettre en place pour continuer dans cette voie ?

Interpellatie van Mevrouw Vandersande over de versterking van het vertrouwen tussen de politie en de burgers (Aanvullend)

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de burgemeester, dames en heren leden van het college,

Op 3 mei 2021 werd de motie over de versterking van de transparantie en het vertrouwen tussen de politiezone Montgomery en de burgers ingediend en unaniem goedgekeurd door de gemeenteraad.

In die motie werd de nadruk gelegd op de noodzaak om (opnieuw) een band te creëren en het vertrouwen en het wederzijdse respect tussen de burgers en de leden van de politie te herstellen.

In dat kader werd gevraagd om de bestaande initiatieven te versterken en er een specifiek budget voor uit te trekken.

Op het niveau van de gemeente en de politiezone werden al enkele initiatieven genomen.

Welke acties werden uitgevoerd?

Welke feedback heeft u hierover gekregen?

Welke acties of initiatieven denkt u de komende jaren uit te werken om hiermee verder te gaan?

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation concernant le renforcement de confiance entre la police et les citoyens.docx